

Mondialisation
et différences émergentes

TEXTES DE RÉFÉRENCE

XXII^{ème} Conférence de l'Académie de la latinité

Mondialisation et différences émergentes

Du 17 au 19 novembre 2010
Rio de Janeiro, Brésil



Académie
de la latinité
Rio de Janeiro, 2010

© Académie de la latinité

Publié par

Educam – Editora Universitária Candido Mendes
Rua 1º de Março, 101, Sala 26, Centro
CEP 20010-010 – Rio de Janeiro – RJ – Brasil

Coordination Editoriale Hamilton Magalhães Neto

Révision André Villa-Lobos, Anne Marie
Davée et Luiz Carlos Palhares

Couverture Vitor Alcântara

Illustration de la Couverture *Florão da América*, de Delson Uchôa.
Peinture acrylique sur des poteries
et des plantes, 279 x 260 centimètres.
Collection Gilberto Chateaubriand —
MAM-RJ. Foto de Murilo Uchôa.

Programmation visuelle Vitor Alcântara

Académie de la latinité

Siège Amérique latine – Secrétariat général

Praça XV de Novembro, 101, sala 26,

Centro, Rio de Janeiro, Brasil

CEP 20010-010

Tél.: (55.21)3543-6498 — Fax (55.21)3543-6501

E-mail: cmendes@candidomendes.edu.br

www.alati.com.br

Sommaire

Introduction

Mondialisation et différences émergentes <i>Candido Mendes</i>	11
---	----

1^{ère} Séance

*Décentrement de l'Occident
et émergences nationales*

Deconstructing Singular Modernity: The Modernization of China's Past and Present <i>Wang Ning</i>	23
From the Idea of "Multiple Modernities" to the Idea of "Multiple Democracies" <i>Tong Shijun</i>	49
L'Acquis historique du "peuple de Lula" <i>Candido Mendes</i>	69

2^{ème} Séance

Diasporas, citoyenneté et exclusion globale

Dangerous Democracy: A View from
the Periphery

Susan Buck-Morss95

El retorno de los piratas en la era global

Daniel Innerarity115

Nihilisme et identité

Gianni Vattimo141

3^{ème} Séance

*L'Amérique latine en transformation:
constructions ou réinventions?*

Región y Estado nacional
en América Latina: el caso de Ecuador
en el siglo XIX

Enrique Ayala Mora153

Ciudadanía y “nuevas democracias”
en la América Latina del bicentenario

Gerardo Caetano189

Futuro incierto: modernidad,
“giro descolonizador” y nueva
propuesta estética

Javier Sanjinés C.265

4^{ème} Séance

*L'Europe, l'Islam et la reconstruction
de l'espace méditerranéen*

Ne restera-t-il rien de l'Europe?

Alain Touraine305

Amère Méditerranée
François L'Yvonnet 331

Collaborateurs 345

I ntroduction

Mondialisation et différences émergentes

Candido Mendes

Le nouveau siècle, dans sa première décennie, nous dresse le bilan de la chute des tours de Manhattan; de l'avènement du terrorisme poussé au martyr par les témoignages vengeurs d'une reconnaissance collective suffoquée; à la reprise des théocraties, ramenant le politique au transcendant; du recul de la citoyenneté, face au déferlement migratoire et de la possible irruption de nouvelles "guerres de religion".

L'alerte mondiale continuelle se poursuit avec la canonisation populaire de Mohammed Hatta au Yemen de même qu'on entend, de la part de certaines voix de l'Islam, que les droits humains seraient encore une "idéologie de l'Occident". De par là même se dessine une

nouvelle architecture de la mondialisation vouée, à la longue, aux coexistences internationales non hégémoniques mettant en cause cette montée du multiculturalisme dont l'impératif de la différence se joint à celui de la liberté au moulage contemporain de la démocratie. La modernité remise à la pleine désinvolture de l'homme dans la cité s'assure-t-elle aux horizons de l'universalité et aux miroirs empressés de la civilisation, déjouée d'une pleine "reconnaissance de l'autre" où puise le monde des cultures?

L'impasse aujourd'hui de cette modernité naît de la contradiction émergente où se perd la synchronie de jadis de cette mouvance de l'histoire, dès la Renaissance et son premier regard *urbi et orbi* et toujours isochronique, soumis à une dialectique sans résidu.

La laïcisation deviendrait dans ce même temps l'achèvement de ce rationnel comme dernier sursis de cet universel en tant qu'avenance du monde. Nous nous voyons, au contraire, au seuil des guerres de religion, au retour aux fondamentalismes de tous genres dans leur formule réductrice des identités et leur possible "réciprocité de perspectives", et à la mise en place des contrepoints culturels face au terraplanage civilisatoire. Tout redépart dialectique effectif, depuis le 11 septembre, exige comme point nodal la reprise des médiations et des recherches d'alternative face aux prémisses multiséculaires d'assimilation menées par la vieille raison impériale de l'Occident des Lumières.

Nous faisons face aujourd'hui à un *corpus* historique dépourvu des contrepoids faciles entre centre et périphérie, où la domination permettait l'immédiat d'une lecture géopolitique. Toute nouvelle approche devancera la mouvance hégémonique du modèle néolibéral en exhaustion après l'âge d'or inouï de la dernière trentaine, en vraie déprise de toute sauvegarde ou percée critique. On se réclamerait d'une vraie déconstruction des totalités dans le scénario, à la percée des différences émergentes et des initiatives en rupture de la première mondialisation hégémonique. On les reconnaîtrait, d'abord, par l'enjeu des BRICs face au vieux Salon Ovalaire bushien; à cette Méditerranée aux relancées de la Turquie; au refus de l'absorption européenne; au vide africain devant l'échec de l'État-nation post-colonial, au regroupement déjà fondamentaliste et réducteur de ce même État-nation à partir des républiques boliviariennes en Amérique latine, aux régressions des reconnaissances des subjectivités collectives dans les migrations à être réglées par la mondialisation hégémonique.

Les BRICs reviennent à une stricte dynamique intérieure des colossaux marchés nationaux de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou du Brésil, en coupure avec les polarisations centrales qui dépassaient toute configuration territoriale, au bénéfice de rapports économiques constitutivement déséquilibrés.

Nous n'avons pas de précédent contemporain pour ces poussées historiques autonomes et le changement des

réciprocités de perspective dont se fait l'*a priori* d'un possible multiculturalisme émergent. Tous les BRICs, face au modèle du développement soutenu, présentent des diachronies devant les présupposés originaux de l'avènement démocratique qui se reconnaît dans les mêmes renvois de la performance économique, sociale, politique et culturelle du changement. Ils diffèrent ainsi aujourd'hui dans l'avènement de la mobilité sociale et l'autodétermination politique. D'autre part, le fait accompli d'une participation politique généralisée ne s'accorde pas avec la poussée égalitaire de la société civile que montre dans le système hindou la permanence du régime des *parias*.

Cette asynchronie peut, par ailleurs, faire apparaître dans la mondialisation éclatée des arcanes d'identité et des rassemblements historiques submergés par les premières montées hégémoniques d'après les deux guerres mondiales du XX^{ème} siècle. Un concept de Méditerranée ne servirait pas seulement au rationnel d'une entrée de la Turquie dans une fédération européenne élargie, mais révèle la trajectoire possible des axes de pouvoir de la fin du monde colonial. Mais surtout, le bassin au grand large répercuterait sur des centralités figées du Moyen Orient coupées et redécoupées par la France et l'Angleterre, aux tailles presque géométriques sur le fond accouplé de la culture arabe et ottomane. Il faudrait peut-être parler de ce contre-coup aux durées imposées sur la décantation des vrais espaces de mémoire et d'identité de la région où le dernier colonialisme européen arriva à

des fonds culturels intouchés par la civilisation occidentale. La révolution de Khomeiny se dressa, en toute force de rejet, à la domination américano-européenne née de la Guerre froide, en cassure prémonitoire de ce qu'aller représenter, une vingtaine d'années plus tard, le rayonnement *urbi et orbi* du modèle économique de prospérité qui croisa le millénaire. Le terrorisme de 2001 ne serait que la suite de cette affirmation d'un sujet collectif dépourvu de la souveraineté politique — devenue théocratique par l'avenance de la *shariah* en notre temps — en gloses et variations du Jihad menant aux guérillas des martyrs, dont se réclame l'Al-Qaeda.

L'Hispano-Amérique au grand fond précolombien n'échappa pas, en même temps, et encore en contre-point, à l'arcane et à la sidération fondamentaliste. Il ne s'agit pas seulement de reconnaître jusqu'où la Bolivie de Morales rejette formellement, dans sa Constitution, le concept des souverainetés classiques, et se veut multinationale. L'essentiel est de savoir jusqu'où se poursuivra la restauration du pays *aymará* — comme celle du *quéchua* en Équateur —, ou si cette clameur identitaire fait face, en pleine diachronie contemporaine, à l'affirmation d'une identité première et intègre, ou déjà à sa paleomimèse.

D'autre part, l'Amérique d'Obama, dans sa flexibilité, dégage la visée des persistances d'Empire aux États-Unis, au réglage des poussées migratoires incessantes des mexicains comme de vrais prolétariats extérieurs

maintenus dans un *limen* permanent. La récente loi de l'État de l'Arizona permet à la police d'arrêter sur le champ un supposé *chicano* rien que pour son apparence, menant à un procès de déportation. De même, l'acceptation de la nationalité américaine par ces migrants exige de leur part qu'ils jurent ne jamais essayer de faire de l'espagnol une deuxième langue nationale. C'est donc le renoncement à toute matrice culturelle antérieure qui, dès le début, crée une sous-citoyenneté sans retour. Au contraire de la "réciprocité de perspectives", c'est le déclenchement de toute méconnaissance de l'autre, dans une destitution des plus élémentaires des droits de l'homme et de l'effective coexistence multiculturelle.

De telles nouvelles impasses ont remis en question des données comme celle du fait accompli entre la continuité sociale, le sens économique et le culturel dans un même devenir. La chute des tours du WTC sonna le glas de cette trame au prix des nouveaux *jihads*. Et la reprise par le système de domination d'une vision déjà défensive de ce noyautage matriciel, en rentrant dans les guerres de religion, sont un retour à une vision fondamentaliste de la chrétienté en réponse à la *shariah* du monde musulman. De même, la rupture de l'universel civilisateur exposa toute la profondeur de la domination occidentale à travers le nouvel essor, en Amérique latine, de la critique radicale de cette domination, comme le "fait social total" de la colonisation rentrée face à l'effort d'autonomie, et de son "pour-soi" au XIX^{ème} siècle. De

telles collectivités adoptèrent, comme dernière mimèse occidentale, l'État-nation européen. Et plus d'un siècle s'écoula pour qu'effectivement, la défense de la vraie souche identitaire puisse venir à jour et questionner l'apport de la première mémoire collective de telles expressions culturelles. C'est, de par là même, qu'aujourd'hui le giron en toute profondeur d'une visée fondatrice de leur procès historique implique l'acceptation de l'asynchronie du processus social et de toute façon, le rejet d'une histoire comme continuité établie dans la même téléologie de la visée universelle du progrès. Cette réorientation fondatrice, comme le dit si bien Javier Sanjinés, va au-delà d'une réaffirmation de l'impératif des gauches, face au temps des dominations et même dans son élan de recherche d'altérité dans le *status quo* établi. Il s'agirait d'un tour décolonisateur radical, en même temps qu'heuristique et épistémologique. Pour venir des synthèses contradictoires dans la représentation dans la réalité, une vraie praxis se réclamerait d'une déconstruction de l'appareil conceptuel au piège des mimèses de la vision de l'authentique et des marécages de toute entreprise dialectique.

On parlerait de nouvelles variables, plutôt hybrides qu'hétéroclites, pour construire ce scénario où les jeux classiques d'interaction systémique se heurteraient à des prises de conscience. De même que celles-ci font face aux défaillances et régressions venues de cette même asynchronie grandissante où prend pied l'affirmation

collective et l'avance d'un "en-soi" des collectivités sorties, comme le signale Walter Mignolo, du plus grand sommeil d'aliénation de l'histoire contemporaine. La Bolivie d'aujourd'hui, par exemple, représenterait ce cas limite où, en toute opposition avec l'idée nationale occidentale, l'organisation collective pourrait parvenir à l'expression de plusieurs nationalités dans l'émergence d'une synthèse et d'un refus de cette reconnaissance au niveau présumé de sa souche matricielle.

De même une raison critique, indépendamment des racines fondatrices, pourrait s'enchevêtrer dans un réveil identitaire en semi-médiation collective. Serait-ce le cas d'une rémission au bolivarisme comme plateforme identitaire, menée au premier élan du refus dominateur à la première phase de l'empoigne de l'histoire par les empires du capitalisme mûri du XIX^{ème} siècle et s'accumulerait-elle à l'émergence d'un pays *aymará* en Bolivie, ou *quéchua* en Équateur? Ou bien vivons-nous déjà, grâce à cette asynchronie des temps sociaux, une vision cumulative où la différence matricielle même, au sein d'un État hérité des jeux de pouvoir nés de l'indépendance au XIX^{ème} siècle se poursuit et s'additionne dans ce qui deviendra finalement le grand tour décolonisateur? Garcia Lineira note déjà, comme le souligne Javier Sanjinés, l'empreinte dans ces dialectiques hybrides, la reconnaissance de catégories comme celle de la *pluri* ou de l'"interculturalité". Les contrepoints des diachronies déversent aujourd'hui leur delta de contradictions laissées au

grand horizon du facilitaire dialectique d'un futur téléologique.

Le plus significatif, dans cette avenance de l'histoire post 11 septembre, revient à son accélération et aux nouveaux temps sociaux en postulant des vides entre le procès social, encore lié aux dominations, et la régression fondatrice des temps des anciennes périphéries.

La mondialisation met en cause aujourd'hui une hégémonie surannée, par cet avènement d'un univers au jeu d'interactions en même temps équilibré et soutenu, où les BRICs dépassent entièrement les confrontations connues et fatiguées dans leur linéarité triomphale des empires, que moula l'histoire de l'Occident. Et jusqu'où est-ce déjà dans une réaction clairement défensive que l'inertie de la domination hégémonique se renferme, instinctivement, dans un nouveau fondamentalisme matriciel, s'écartant de tout multiculturalisme dans une croissante purge de ses identités? C'est le signe dont nous avertit l'Allemagne lors de ce dernier semestre 2010, avec le discours de son premier ministre Angela Merkel reniant formellement tout multiculturalisme dans l'avenir du pays. Il s'agit non seulement de barrer les flux migratoires mais de refuser à la culture musulmane toute fusion possible, ou reconnaissance, dans une identité nationale prospective.

On revient aux métèques des empires classiques, mais en leur refusant dans l'ultra-domination systémique du XXI^{ème} siècle la viabilité du *limen* et de l'acculturation

qu'ont permis les rivages plus larges de reconnaissance au long de la pénétration et de l'échange maintenus au flou du devenir. Tout au contraire, c'est ce qu'entreprend l'Allemagne d'aujourd'hui, peut-être, en devancière de cette première vision malthusienne d'une défense de l'Europe. De part là, le rejet du multiculturalisme s'ajouterait à la crise essentielle du modèle néolibéral, sourd à la recherche de ces alternatives et à la raison critique d'une mondialisation, modèle encore épris des années d'or de la dernière trentaine du XX^{ème} siècle.

1

Décentrement de l'Occident
et émergences nationales

Deconstructing Singular Modernity: The Modernization of China's Past and Present

Wang Ning

The issue of modernity with regard to the construction of Chinese modernity, an alternative modernity or modernities, has become a key theoretical topic in both the Chinese and international contexts. Since in the Chinese context, Fredric Jameson's definition of modernity is most influential and controversial, the paper starts with elaborations and discussions related to his book *Singular Modernity: Essay on the Ontology of the Present* (2002). Although the author largely appreciates Jameson's association of modernity with postmodernity in today's context, he does not agree with the totalitarian conclusion that there is such thing as the so-called "singular

modernity.” To the author, there are different types of modernity that appear in different regions. In this sense, modernity should be thought in plural form, that is, there are different forms of modernity or modernities, not only in different times, but also in different regions. The author, then, will deal with the birth of modernity in the Chinese context in the last turn of the century, arguing that modernity in China is a “translated” concept, or more exactly, a “culturally translated” political and intellectual project. Modernity in China has undergone three periods:

1. as a project of enlightenment from 1919 to 1949;
2. as a totalitarian Maoist discourse from 1949 to 1976;
3. now as a “glocal” narrative category pointing to an alternative modernity of Chinese characteristics.

The birth of Chinese modernity has actually deconstructed the totalitarian singular modernity paving the way for the birth of pluralistic modernity or modernities in the global context.

As we all know, in the current Chinese as well as international cultural and theoretic context, modernity and globalization are two of the most heatedly discussed or even debated theoretic topics with regard to postmodernity in the age of globalization. One might raise these questions: why should we Chinese humanities scholars deal with these topics with such enthusiasm? Has modernity really brought about great benefits to the Chinese people as well

as humanities intellectuals? If we were confronted with these questions decades ago, we might well be puzzled and unable to answer them in an adequate way. But now, we cannot avoid the fact that modernity has long been with us, not only bringing China closer to modernization, but also influencing our way of life, our form of thinking and our academic research, as well as stimulating our material and intellectual production. Since we are now in an age of globalization, modernity has taken on a new look, or appeared as a sort of “modernity at large,”¹ or of a post-modern modernity, and even undergone a sort of splitting: from one singular modernity into different forms of modernity or modernities. In this sense, we are able to reconstruct an alternative modernity in the Chinese context in such an age of globalization. Obviously, these two are Western concepts brought into China through translation and frequently quoted and discussed by Chinese literary and cultural studies’ scholars in our theoretical debates. That is why we should start with translation.

TRANSLATION: FROM INTERLINGUAL TO INTERCULTURAL PRACTICE

Although translation has been in existence for thousands of years, it is translation in its modern and postmodern

1 As for the so-called “modernity at large,” or the modernity in the age of globalization, cf. Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

sense that has attracted so great attention from scholars of both humanities and social sciences. When dealing with translation now, many people might well question whether we have deformed the basic meaning of translation in recent years, or whether translation itself has changed so much that we cannot even grasp the authenticity of translation. It is true that in the contemporary era, especially after the impact of the so-called “cultural turn” in translation as well as translation studies, the domain of translation has largely been expanded: from the originally pure “interlingual rendition” to the current “intercultural” or “intersemiotic” translation or transformation. Although different theorists have different opinions about the definition and function of translation, translation is, in the final analysis, inevitable to people’s daily life and interpersonal communication, without which men can only isolate themselves from the outside world, especially in the current age of globalization. Obviously, the most frequently used means for cultural communication is undoubtedly *language*. Just as Robert Young sums up, “As a practice, translation begins as a matter of intercultural communication, but it also always involves questions of power relations, and of forms of domination. It cannot therefore avoid political issues, or questions about its own links to current forms of power. No act of translation takes place in an entirely neutral space of absolute equality.”² I should

2 Robert Young, *Postcolonialism: A Very Short Introduction*, Oxford and New York, Oxford University Press, 2003, p. 140.

say that it is particularly true of the Chinese case if we deal with the dynamic function of translation in constructing modern Chinese literature and culture under the Western influence. In the Chinese context, translation has not only brought advanced Western science and technology and democracy in China, but also brought cultural and political modernity in China's intellectual circles stimulating China's political and cultural transformation. That is, translation of culture cannot avoid being marked with ideological tendencies. In short, translation practice is always restricted to other factors than mere language.

But after all, translation is first a technique with which meaning in one language is rendered into another, and vice versa, thereby we have the so-called interlingual translation, which is always regarded as "translation proper."³ But how shall we redefine and evaluate an ideal and most relevant translation? This question has long been heatedly discussed and debated ever since translation came into being. Almost all translators have tried to approach the original meaning expressed in the source language, and all the translation theorists have tried to develop a sort of theory which could be applied as a universally recognized guiding principle by practical translators. But almost all of them have found it really hard to reach the

3 Cf. Roman Jakobson, "On Linguistic Aspects of Translation," in Rainer Schulte and John Biguenet ed., *Theories of Translation: An Anthology of Essays from Dryden to Derrida*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1992, p. 145.

plane of “faithfulness” as the meaning in the source language is almost impossible to convey faithfully in the target language for numerous reasons, among which cultural factors stand out most conspicuously. Even if there is something like “faithfulness” or fidelity, it is still relative, for absolute faithfulness can never be achieved. It is true that when dealing with the issue of translation in its contemporary sense, scholars from cultural perspectives are most influenced by Walter Benjamin and later by Jacques Derrida. If we recognize that Benjamin’s challenging essay⁴ on the task of the translator did anticipate a deconstructive approach to translation, then Derrida’s attempt has paved the way for the legitimacy of a deconstructive thinking of translation as well as modernity.

According to Derrida’s translation theory, no translator could affirm that he has grasped the truth; what he might have achieved is only approaching the truth. That is why translators of different generations have spent much time re-translating canonical literary works so as to meet the demands of the reading public of different periods of time. Actually, what we are now talking about translation has already transcended over and even deconstructed the logocentric mode of thinking, paving the way for a sort of cultural translation, in which sense translation simply means cultural representation and transformation.

4 Cf. Walter Benjamin, “The Task of the Translator,” trans. Harry Zohn, in Hannah Arendt ed., *Illuminations*, London, Jonathan Cape Ltd, 1970, p. 69-82.

And the coming of modernity into China is a direct consequence of such cultural translation.

In exploring the aspects of translation, we cannot but think of Roman Jakobson's famous distinction of three senses of translation: interlingual, intralingual, and intersemiotic. His formalistic/structuralistic orientation in defining and locating translation is indeed very impressive. But in the current context of globalization, one more factor should be added: intercultural translation, which will play a more and more important role in the study of the issue of globalization with regard to modernity. Since globalization has hybridized one's national and cultural identity, it has also hybridized the disciplinary identity of translation studies. As a result, its identity is both pluralistic as well as constructive. Scholars in this field have realized that translation in today's sense should be both a linguistic rendition and cultural representation and reconstruction, with the latter more and more emphatic. That is why more and more scholars from different fields or areas come to deal with the issue of translation. But translation in today's context should shift its function from mere linguistic rendition to cultural representation and reconstruction. The former could to some extent be done by translation machine, but the latter can only be accomplished by human beings, for it is human beings that can grasp most appropriately the very subtlety of culture and represent it in a most relevant way.

In the next part of the essay, I will deal with China's modernity as a direct consequence of such cultural

translation, in the process of which a metamorphosed form of modernity, or a sort of alternative modernity of Chinese characteristics, has come into being, which has not only contributed to the project of global modernity but also largely influenced the process of China's modernization in an overall way.

TRANSLATED MODERNITY AND RECONSTRUCTED MODERNITIES

Having got a clearer idea of what translation means to us in the present time and how it is relevant to modernity and China's modernization, we will come to focus on the more controversial issue of modernity. Although modernity is no longer a new topic in the Western context, it is still attractive to Chinese literary and cultural studies scholars. Following some of my Western colleagues such as Fredric Jameson, Terry Eagleton and Matei Calinescu,⁵ I will chiefly deal with the issue from the perspectives of literature and culture. But unlike them, I rely mainly on the Chinese experiences and examples taken from Chinese literature and culture. In other words, in dealing with

5 All these Western scholars or theorists are well known and frequently quoted and discussed in the Chinese context: Jameson is best known for his lecture tour to China in 1985 and his work on postmodernism; Eagleton is best known for his critique of postmodernism and cultural theory from a Marxist perspective; Calinescu is best known only for his book *Faces of Modernity*. The former two theorists have been to China several times and keep contact with some Chinese scholars, including myself.

the above theoretical and cultural topics I will start from the angle of modern Chinese literature and culture. Chinese-Western comparatists know that modern Chinese literature, which is very close to the mainstream of world literature, is a very important part of it. But for a long period of time, the study of this phenomenon was largely confined to the sinological circles in the West. Seldom does a non-sinologist touch upon Chinese literature and culture in his/her discussion of world literature and global culture.⁶ As compared with the enthusiastic translation and critical and creative reception of Western literature and cultural theories in China, modern Chinese literature is little known to scholars and ordinary readers in the West. This unbalanced cultural translation is indeed inconceivable in such an age of globalization when the function of nation-states grows progressively weak and mutual exchange among different cultures and literatures should be increasingly frequent and common.

Since globalization is also a concept “translated” or “imported” from the West to the East, or more specifically, from the West to China, it is undoubtedly marked by its strong West-centric hegemony. When discussing this in China we often hear the simplified affirmation:

6 In this aspect, David Damrosch may be one of the very few exceptions. In his *What Is World Literature?*, he spends some space discussing Chinese diasporic poet Bei Dao's poetry and the metamorphosis caused by the English translation. See “Introduction” of the book, p. 19-24, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2003.

globalization is nothing but Westernization, and Westernization simply means Americanization as the West is the richest part of the world and the United States always stands on the forefront of the Western countries. This is partially correct, but those holding this opinion usually overlook another remarkable factor: in the process of globalization, imperial hegemonic cultural notions and values quickly penetrate into non-Western societies, yet some non-Western cultural notions and values are also steadily moving to the imperial center, thereby increasingly hybridizing it. Modern Chinese culture and literature are also deeply influenced by Western culture and literature, but they are also attempting to dialogue with mainstream world culture and literature. Translation has indeed played a vital role in the former, but it appears rather feeble in the latter. Consequently, modern Chinese literature and culture are little known to the outside world.

It is true that because of its long-standing isolation from the outside world and its conservative attitude to foreign influences, classical Chinese literature developed almost cut off from Western influence. In contrast, the unique tradition of modern Chinese literature was forged directly under Western influence. One cannot avoid mentioning its existence when dealing with international modernity and world literature, for modern Chinese literature widely participates in the metamorphosed and “glocalized” practice of modernity. As a result, different versions of modernity have been produced in China: economic, political,

cultural, literary and aesthetic. These together constitute a sort of alternative modernity or modernities that has deconstructed the “grand narrative” of “singular” modernity dominated by Western culture and ideology.

As in political and theoretical discourse, the different versions of modernity that exist in China also assume different faces geographically: on the mainland, modernity is often viewed as an open, developing and democratic concept closely related to China’s economic, political, cultural and literary modernization and post-modernization. However, because of their past colonial experiences, Hong Kong and Taiwan modernities are usually related to the decolonization of their culture, while among overseas Chinese, modernity is often associated with their diasporic status and indeterminate identities in the age of globalization. Modernity here is undoubtedly associated with various factors of postmodernity. Hence, Chinese modernity is not similar to the West’s, for its various versions are represented differently in literature and culture. In this way, the appearance of Chinese modernity, as an alternative modernity or modernities, has certainly deconstructed the myth of singular modernity of West-centricity.

In recent years, with China’s closer involvement in the international community, major Western literary scholars have increasingly become interested both in Chinese and its classical and modern literature and culture.⁷ Since we

7 Apart from Fredric Jameson, who has been to China many times, J.Hillis Miller has become more and more interested in

now live in an age of globalization, where literature has gone far beyond fixed national and linguistic boundaries, it is necessary to re-examine modern Chinese literature that has been under Western influence from a cross-cultural and global perspective. If put in a broader cross-cultural context of world literature, modern Chinese literature is actually a process moving toward the world that is attempting to identify with world literature within the process of cultural globalization. In this respect, translation has indeed played important and dynamic but different roles in pushing China closer to the world, Chinese literature closer to world literature.⁸ In the past, when China was poor and backward, it was absolutely necessary to modernize itself by largely translating all the advanced sciences and academic thoughts from the West. But now, due to the unbalanced import and export of knowledge and culture, Chinese culture and literature are little known to the outside world except to a few sinologists. In this way, it is all the more necessary for us Chinese scholars to translate China, including its literature and culture, into the world, or more specifically, into the major Western languages, of

Chinese literature. He has not only read excerpts of Chinese literature from antiquity to the present time in English, but also written something about it. Cf. J. Hillis Miller, "Reading (about) Modern Chinese Literature in a Time of Globalization," *Modern Language Quarterly*, v. 69, n. 1, p. 187-94, 2008.

8 Cf. Wang Ning, "World Literature and the Dynamic Function of Translation," *Modern Language Quarterly*, v. 71, n. 1, p. 1-14, 2010.

which English certainly ranks the first although Chinese is becoming increasingly important in the current world.⁹

It is well known that Chinese literature once had a long tradition and grand cultural and literary heritage. Both Western Sinologists and domestic scholars agree that classical Chinese literature developed almost isolated from foreign influence, and it is this autonomous national literature that influenced neighboring literatures, especially Japanese and Korean. But along with the swift development of European countries after the Renaissance, Chinese culture and literature were “marginalized” for a long period of time due in the main to corruption and the inefficient government of feudal and totalitarian regimes isolating the country from the outside world. Upon entering the 20th century, Chinese literary scholars increasingly acknowledged the “marginalized” position of its literature in the broad context of world literature. To regain its past grandeur it must move from the periphery to the center by identifying with a prior dominant force: Western cultural modernity or modern Western literature. That is why these scholars strongly supported the widespread translation of Western literary works along with cultural and academic reflexions on this practice as the best way for China to emerge from its state of isolation. Through large-scale linguistic rendition and cultural translation,

9 As for the rise of global Chinese as apposed to the hegemonic power of English, cf. Wang Ning, “Global English(es) and Global Chinese(s): Toward Rewriting a New Literary History in Chinese,” *Journal of Contemporary China*, v. 19, n. 63, p. 159-74, 2010.

all the major cultural trends or literary currents, romanticism, realism and modernism that dominated Western literary circles for over a hundred years, as well as representative works of art and authors, were “imported” into China, thereby exerting a profound influence on its 20th century literature at the threshold of cultural modernity. Indubitably, this effort to translate Western literature promoted the internationalization or globalization of modern Chinese literature and culture, giving it a different turn of its own. Indeed, largely under Western influence modern Chinese literature has formed a unique tradition that could dialogue both with classical Chinese and modern Western literature. Here, translation indeed played a very important yet pragmatic role in bringing modern Chinese literature closer to the world. Although some domestic Chinese scholars accuse translation of promoting foreign literature and culture while giving it an “overall Westernized” or even “colonized” orientation I still maintain that translation has actually played a dual role: both of “colonization” (if there were one) and “decolonization,” the latter becoming increasingly conspicuous.¹⁰ Without the pioneering efforts made by those translators, current Chinese literature and culture could not have been so close to their international counterparts.

10 As for the double role played by translation as both colonization and decolonization of Chinese culture, cf. Wang Ning, “Translation as Cultural ‘(De)Colonization’,” *Perspectives: Studies in Translatology*, v. 10, n. 4 p. 283-92, 2002.

It is widely known that Western discourse has shaped the orientation of literature in the broad context of world literature. Consequently the process of Chinese literature opening up onto the world is actually one of Westernization, much in the same way as the globalization of the economy and culture. Yet in this process, in its interaction with globalization, or we could say a sort of “globalization,” national culture waxes and wanes. If the entire objective phenomenon is not taken into account and the action of any one aspect over-emphasized while the others are overlooked, the orientation of contemporary world culture and literature cannot be clearly grasped, nor can modern Chinese literature be relevantly periodized.

Internationally, particularly in Western literature and culture, the postmodernism debate that started in the late 1950s and early 1960s was at the time undergoing a shift from North American cultural and literary circles to European intellectual and philosophical ones. Those involved in the debate were more or less aware that literary modernism, which had been on the decline immediately after World War II, had gradually come to an end. As a new episteme or cultural dominant, postmodernism had dethroned modernism. But in China, though imported from the West, postmodernism is intertwined with other elements, especially those characterizing Chinese modernism. Similarly, cultural modernity as a project of enlightenment was also undergoing a profound crisis, as it was first questioned and challenged by postmodernity emerging in post-industrial society before being lashed

by the wave of globalization in the late 1980s. Studied both by Chinese and Western scholars within the English context, postmodernism came to China and a number of different versions were produced in contemporary Chinese literature and culture in the late 1980s and early 1990s.¹¹ As an historical discourse, globalization has recently taken the place of modernity and postmodernity, while bridging both. Modernity has thereby taken on a new look, both in the West and in China.

As is known, globalization has indeed impacted all the aspects of contemporary people's life and work. In the process of globalization, China is one of the very few countries of the world that has greatly benefited from globalization not only economically but also politically and culturally. The rapid development of its economy has enabled the government to set up hundreds of "Confucius Institutes" worldwide for the purpose of promoting Chinese language and culture. China is now in a post-revolutionary and post-socialist state, experiencing a sort of "depovertization" (*tuo pinkunhua*) and "de-third-worldization" (*qu disan shijie hua*), and transforming itself from a "theory consuming" country into a "theory producing" one. In this aspect, translation will no doubt play a more demanding role: not only merely linguistic

11 As for the historical mapping of postmodernism or postmodernity in China as well as its different versions metamorphosed in the Chinese context, cf. Wang Ning, "The Mapping of Chinese Postmodernity," *boundary 2*, 24. 3 (fall 1997), p. 19-40.

rendition but also cultural mediation, transformation and reconstruction. Since literature is first of all an art of language representing the spirit of a culture and an age, due attention should be given to Chinese literature in the modern period. In any event, to be considered either objective or comprehensive any comparative history of world literature must include the achievements of modern Chinese literary creation, theory and criticism.

DECONSTRUCTING SINGULAR MODERNITY AND RECONSTRUCTING ALTERNATIVE MODERNITIES

As I have already pointed out, modernity has always been a heatedly discussed or debated theoretic topic both in Western and Chinese academic circles, especially in literary and cultural studies, throughout the 20th century. Obviously, in our discussion of the issue of modernity from a cultural and philosophical perspective, such Western scholars as Anthony Giddens, Jürgen Habermas, Matei Calinescu, Arjun Appadurai and Fredric Jameson as well as their works are frequently quoted or discussed not only in the Western context but also in the Chinese context. Since Jameson's close relations with Chinese academia and his description or critique of modernity with regard to postmodernity and postmodernism is most influential and controversial in China, this part of the essay will focus on his book *Singular Modernity: Essay on the Ontology of the Present* (2002), in which he tries to construct and critique a sort of singular modernity, chiefly

in the Western context, but in the process of which he has actually deconstructed this seemingly grand narrative. According to Jameson, there are four theses of modernity:

- 1) One cannot not periodize.
- 2) Modernity is not a concept but rather a narrative category.
- 3) The one way not to narrate it is via subjectivity (thesis: subjectivity is unrepresentable). Only situations of modernity can be narrated.
- 4) No “theory” of modernity makes sense today unless it comes to terms with the hypothesis of a postmodern break with the modern.¹²

When Jameson tried to elaborate his four theses of modernity by promoting his book mentioned above in China, it aroused severe debates among Chinese critical circles due more or less to mistranslation or misunderstanding of his ideas.¹³ But actually, he does not want to expand the usage of modernity, but rather, he intends to restrict it to “its aesthetic category or adaptation, which necessarily posits an experience of the work in the present, no matter what its historical origins.”¹⁴ In this way, he would rather regard it as a “narrative category” renewed

12 Fredric Jameson, *A Singular Modernity: Essay on the Ontology of the Present*, London and New York, Verso, 2002, p. 94.

13 As for the debate round Jameson’s description and critique of singular modernity, see www.culstudies.com.

14 Fredric Jameson, *A Singular Modernity*, p. 94-5.

in the postmodern era than merely a theoretic “concept,” for a category should not necessarily be “fixed” in meaning. It could be used to describe or narrate a literary or cultural or ideological phenomenon or concept. Similarly, he emphasizes that “only situations of modernity can be narrated,” which means that modernity is not a historical phenomenon, but rather, closely related to the present reality. Modernity is not a fixed thing, but it is constructible in different times and periods. So the appearance of different situations or forms of modernity is certainly possible. Since the present era is marked by various postmodern symptoms, modernity in today’s context should be associated with postmodernity. Therefore, he reaches his fourth thesis: No “theory” of modernity makes sense today unless it comes to terms with the hypothesis of a postmodern break with the modern. Thus modernity is just like a broad umbrella covering a wide range of cultural and theoretic trends and currents and crossing time and space. It is therefore not surprising that modernity in today’s Chinese context has aroused another enthusiastic curiosity and interest among both literary and cultural theorists and humanities scholars.¹⁵

15 One of the most recent examples is the International Conference on Translating China and Reconstructing Alternative Modernities, which was co-sponsored by the Centre for Comparative Literature and Cultural Studies at Tsinghua University, the Centre for Research in Arts, Social Sciences and Humanities at the University of Cambridge and the Council of East Asian

In this respect, Jameson, is obviously inspired by Jean-François Lyotard, who always thinks that the post-modern is “undoubtedly a part of the modern,” and a “work can become modern only if it is first postmodern. Postmodernism thus understood is not modernism at its end but in the nascent state, and this state is constant.”¹⁶ He tries to stimulate the almost emaciated theoretic debate on postmodernism endowing it with new and continued life. It is very clear that Lyotard, in constructing an inclusive grand narrative of modernity, has actually deconstructed its fixed meaning and deterritorialized its narrow domain. The same is almost true of Jameson. For Jameson also puts in the preface of his book:

The revival of the concept of modernity is an attempt to solve that problem: in a situation in which modernization, socialism, industrialization (particularly the former, pre-computerized kind of heavy industry), Postmodernism, and the “rape of nature” generally, have been discredited, you can still suggest that the so-called under-developed countries might want to look forward to simple “modernity” itself.¹⁷

That is, the existence of modernity should depend on different situations, especially in those under-developed or developing countries where modern elements are often mixed up with premodern ones and where there might be

Studies at Yale University on November 20-22, 2009 in Beijing.

16 Jean-François Lyotard, *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*, trans. Geoff Bennington and Brian Massumi, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1984, p. 79.

17 Fredric Jameson, *A Singular Modernity*, p. 8.

some postmodern elements in some newly developed regions.¹⁸ And modernity obviously manifests itself differently in different times and places. In the case of China, the modernity we are discussing in the global postmodern era is no doubt different from the one we advocated in the May Fourth period in which the most demanding thing for the country is to modernize itself in a comprehensive way so that it would catch up with the advanced scientific and cultural trends in those developed countries. Postmodernity is characterized by two features: both a break with modernity and a renewal of the latter. Thus modernity today is still dynamic and energetic in our theoretic discussion and academic studies.

So in China today we must recognize that modernity is a “translated” theoretic concept or a cultural and literary discourse imported from the West that has been metamorphosed and subject to various constructions and reconstructions. Hence, in this part, I will focus on the alternative modernity (or modernities) that I have reconstructed within China mainly from literary and cultural perspectives. Some scholars, in dealing with modernity in China, point out that modernity in China has undergone three stages: cultural, political and economic.¹⁹ To

18 Such examples are easily found in such newly emergent big third world countries like China and India in the 1980s and 1990s where economy developed in an uneven and rapid way in the past decades.

19 As for the three stages of Chinese modernity, especially cf. Wang Fengzhen, “Translators’ Preface,” to the Chinese version

exclusively discuss modernity in the context of literature and culture, I would rather argue that modernity within this context has undergone the other three stages: (1) its introduction and translation as a literary project and the reconstruction of modern Chinese literature and culture from the beginning of the 20th century till the 1970s; (2) the introduction and translation of postmodernity as an extended modernity in an attempt to define either an alternative modernity, or extended or “metamorphosed” modernities with specific Chinese characteristics; (3) the advent of globalization which overlaps the discourses of modernity and postmodernity forming a sort of “modernity at large,” or modernity in a global context. As a result, Chinese (alternative) modernity or modernities have finally become involved in the grand discourses of global modernity but, as has been noted, distinguishes itself through its unique characteristics.

In this way, to me, just as Jameson points out, there are different types of modernity that appear in different regions. Modernity should thereby be represented in plural form, that is, there are different forms of modernity or modernities, not only in different times, but also in different regions. Modernity in China has undergone three periods: (1) as a project of enlightenment from 1919 to 1949; (2) as a totalitarian Maoist discourse for China’s modernization from 1949 to 1976; (3) now as a “glocal”

of Fredric Jameson’s *Singular Modernity*, Tianjin, Tianjin People’s Press, p. 10.

narrative category pointing to an alternative modernity of Chinese characteristics. The birth of Chinese modernity has actually deconstructed the totalitarian singular modernity both characterized by the Maoist grand discourse as well as the translated Western hegemonic category, paving the way for the birth of pluralistic modernity or modernities in the global context. It is the theoretic discourse of China's grand project of modernization both in the past and present.

As we largely agree that there is such a thing as Chinese modernity, as an alternative modernity among global modernities, what are characteristics of this alternative modernity? This is what I want to deal with briefly in the rest of this essay. To my preliminary observation, I think there are at least the following characteristics of the alternative Chinese modernity or modernities.

First, it is both centripetal and centrifugal. As compared with the fragmentary status of postmodernity, modernity is indeed "grand" and centralized, characterized by West-centrism. But ironically speaking, since modernity is viewed as a "universal" standard, it should move or travel from center to periphery and function both at the center as well as at the periphery. It is thereby both centralizing and decentralizing, or both territorializing and deterritorializing with the monolithic center splitting into pluralistic centers.

Second, it is both modern and postmodern, and sometimes even premodern in a particular Chinese situation. Since China is one of the largest countries with the biggest

population in the world, it has been developing in an uneven way. In Beijing, Shanghai, Shenzhen and some other coastal cities, postmodern symptoms appear as if they were Western developed metropolises. But many of the medium sized cities in the interior part of the country are still modernizing themselves toward the goal of a real modernity. In those frontier areas and ethnic minority regions, premodern condition still exists in the process of their modernization. So modernity is still an incomplete project, both economically and culturally. Just as Terry Eagleton, from a cultural perspective, pertinently points out,

As for postmodern theory, nothing could be less to its taste than the idea of a stable, pre-modern, tightly unified culture, at the very thought of which it reaches for its hybridity and open-endedness. But the post-and pre-modern are more akin than this would suggest. What they share in common is the high, sometimes extravagant respect they accord to culture as such. In fact one might claim that culture is a pre-modern and postmodern rather than modern idea; if it flourishes in the era of modernity, it is largely as a trace of the past or an anticipation of the future.²⁰

Although Eagleton chiefly addresses to the Western audience, it is also true of the current Chinese conditions.

Third, it is both constructive and deconstructive. Domestically, since the cultural soil of China is very poor for modernity to settle down, it is still being under construction. But internationally, the construction of Chinese

20 Terry Eagleton, *The Idea of Culture*, Oxford, Blackwell, 2000, p. 29.

modernity has proved that there is no such thing as the so-called singular modernity unless it deconstructs the temporary and spacious limitation. Actually, the practice of Chinese modernity in the past decades has deconstructed the totalitarian grand discourse of singular modernity paving the way for an alternative modernity or modernities of Chinese characteristics to appear in the Eastern part of the world. It is mixed up with both the Sinicized Marxist doctrines and the reconstructed Neo-Confucianist doctrines.²¹ Thus the achievements made by Chinese intellectuals in the process of Chinese modernity will in turn contribute a lot to the grand and universal narrative discourse of global modernity if there were indeed one.

Fourth, it is both global and local, or global in the local as is described by Arif Dirlik.²² It is true that the advent of globalization has enabled China to change rapidly, and the country is one of the very few in the world that directly benefits a great deal from the process of globalization. But as a matter of fact, globalization cannot be truly realized unless it is localized in a particular (Chinese) cultural soil.

21 As for the detailed description and significance of this “reconstructed” Neo-Confucianism, cf. Wang Ning, “Reconstructing Confucianism in ‘Glocal’ Postmodern Culture Context,” *Journal of Chinese Philosophy*, v. 37, n. 1, p. 48-62, 2010.

22 Arif Dirlik, “The Global in the Local,” in *Global/Local: Cultural Production and the Transnational Imaginary*. eds. Rob Wilson and Wimal Disanayake, Durham and London, Duke University Press, 1996, p. 35.

Economically speaking, China should observe the various regulations of the WTO and other international organizations, but politically and culturally, it still has its own stubborn and unique tradition and condition. In this way, a “glocalized” practice of global modernity in the Chinese context is both possible and effective.

Undoubtedly, modernity is still developing in many places of the world beyond one’s recognition. It serves the purpose of modernization in a particular country, including China. As the above descriptions of Chinese modernity show, its development is certainly uneven and diversified. Thus, the reconstruction of Chinese modernity may well contribute a great deal to this grand and incomplete global project.

From the Idea of “Multiple Modernities” to the Idea of “Multiple Democracies”

Tong Shijun

The idea of “multiple modernities” has been widely accepted in the discourse on modernity by scholars in various parts of the world. In this paper I want to show the possibility of deriving the idea of multiple democracies from that of “multiple modernities.

1. “DEEP-SEATED REFLEXIVITY”: THE CORE OF “MULTIPLE MODERNITIES” AS A NORMATIVE NOTION

“Multiple modernities” is not only a descriptive notion, but also a normative notion. Even when S. N. Eisenstadt, one of its major advocates, was using it as a descriptive notion, he did not only mean to propose a new description or narrative of the history of modernity, but he also meant

to argue for the following position: modernization and Westernization are not the same thing.¹ In our times, when the troubles of the Western modernity have been disclosed again and again, to disconnect modernity from “Westernization” is obviously to open a door of hope for those non-Western societies that are in the process of modernization. View in this perspective, Eisenstadt’s notion of “multiple modernity” is already not only descriptive, but also normative, although normative in a negative sense.

In Charles Taylor, another major advocator of the notion of multiple modernities, its normative sense is not merely negative, but also positive. Taylor differentiates various conceptions or theories of modernity into two types, cultural and acultural, and defends the cultural theory of modernity against the acultural theory of modernity. If modernity is a product of a particular culture even in the West, according to Taylor, then in various non-Western societies there will come naturally various types of modernity different from the Western type of modernity, because of the fact that different cultures will have significant impact upon the process of change at the starting points of these changes. Taylor calls these modernities “alternative modernities”² and on this ground, he uses the term “multiple modernities.”

The need to put forward the problem of modernity in this new way can first of all be understood in a cognitive

1 Eisenstadt, 2000, p. 2-3.

2 Taylor, Charles, “Two Theories of Modernity,” 1999, p. 162.

sense: the impact of particular cultures on modernity is a basic fact, and the admission of the notion of "multiple modernities" is a logical result of the admission of this basic fact, whereas to insist on the acultural theory of modernity, hence to regard modernity as single, is to neglect this basic fact. It can also be understood in an instrumental sense: the project of modernity in non-Western societies would not succeed without being combined with the local cultures in these societies. But neither of these are Taylor's focus, according to my understanding. In Taylor's view, the core of the idea of multiple modernities is the immanent value of the multiplicity of modernity: a globally homogenous modernity is not only unfeasible, but also undesirable. Contrary to one's impression in connection with his thesis of "politics of recognition," Taylor's notion of "multiple modernities" is both "cultural" and "normative," and its major normative content is neither the affirmation of the value of the multiplicity of modernities, nor the affirmation of the value of every mode of modernity, but the affirmation of the value of a particular way of seeing one's own and others' modes of modernity, which is "a willingness to be open to comparative cultural study of the kind that must displace our horizons in the resulting fusions," and "an admission that we are very far away from that ultimate horizon from which the relative worth of different cultures might be evident."³

3 *Ibid.*, p. 73.

This reading of Taylor's notion of "multiple modernities" can be supported from another perspective. Although it seems that he wants to defend every group's right to its cultural survival, Taylor actually does not argue for equal protection of those cultures that request to do such terrible things as burning widows, killing female babies and having slaves. Taylor, in fact, admits that there are some norms of conduct that can be trans-culturally consented and he, like Habermas, makes a distinction between "values" and "norms," and thinks that it is easier to reach trans-cultural consensus over "norms" than over "values": "Perhaps we are incapable at this stage of formulating the universal values in play here. Perhaps we shall always be incapable of this. This wouldn't matter, because what we need to formulate for an overlapping consensus are norms of conduct. There does seem to be some basis for hoping that we can achieve at least some agreement on these norms. One can presumably find in all cultures condemnations of genocide, murder, torture, and slavery..."⁴ As we said above, with Taylor the idea of "multiple modernities" is derived from the idea of "alternative modernities." It is important to point out here that the idea of "alternative modernities" is in Taylor's mind closely related to his idea of "alternative foundations" of universal norms of conduct.⁵ Agreeing with John Rawls,

4 Charles Taylor, "Conditions of an Unforced Consensus on Human Rights," 1999, p. 125.

5 *Ibid.*, p. 133.

Taylor thinks that "different groups, countries, religious communities, and civilizations, although holding incompatible fundamental views on theology, metaphysics, human nature, and so on, would come to an agreement on certain norms that ought to govern human behavior."⁶ Taylor suggests that we should make a distinction between the following three levels: world-wide consensus on some norms of conduct; philosophical ideas in support of these consensuses and legal mechanisms helpful to realizing these consensuses. The consensus on the first level, according to him, can coexist with disagreements on the second and third levels. For example, human rights standards are based on humanism in the West; hence the defense of human rights is indissolubly linked with the exaltation of human agency, while in Buddhism human rights standards can be based on an "alternative foundations" in the form of the demand of ahimsa (nonviolence). Though resorting to the same idea of "overlapping consensus," however, Taylor is motivated very differently from Rawls: while Rawls emphasizes that the public-reason-based justification for public norms can be detached from various world-view bases, Taylor argues that it is crucial for universal norms to be rooted in the particular cultures in which we deeply believe, because they concern how these standards are "experienced" by particular persons.⁷ According to Taylor, it

6 *Ibid.*, p. 124.

7 Charles Taylor, 1989, p. 515.

makes a lot of difference whether we feel bad or guilty simply because we fail to meet these standards or we are “moved by a strong sense that human beings are eminently *worth* helping or treating with justice, a sense of their dignity or value.” Regarding it as a question concerned with “the moral sources which originally underpin these standards,”⁸ Taylor thinks that although these sources are plural, they are indispensable: “High standards need strong sources. This is because there is something morally corrupting, even dangerous, in sustaining the demand simply on the feeling of undischarged obligation, on guilt, or its obverse, self-satisfaction.”⁹ For example, if we help a person simply out of our sense of moral obligation instead of sincere concern and respect for this person, he or she may well feel humiliated in addition to being helped.

Recognizing the legitimacy of the “alternative foundations” for norms of conduct, and searching for the “fusion of horizons” of different cultures, requires that one makes a critique and reconstruction of one’s own cultural traditions, and be willing to be engaged in dialogues and communications with other cultures. Understood in this way, the notion of “multiple modernities” inherently demands criticism of previous understandings of modernity, searching for new projects of modernity, and learning from other modes of modernity. In short, this is

8 *Ibid.*, p. 515.

9 *Ibid.*, p. 516.

an expression of the self-reflection of modernity. Refusing this kind of self-reflection is not a mere "intellectual error," and being sincerely ready to have this kind of self-reflection is not merely an intellectual virtue, but an ethical virtue. This, we can say, is the fundamental normative sense of the notion of "multiple modernities."

It is important to notice that this understanding of the normative sense of the idea of multiple modernities is also shared by one of its major advocates: S. N. Eisenstadt. According to Eisenstadt, the cultural and political project called modernity first developed in Western and Middle Europe contains in itself the view of a future characterized by a series of possibilities that can be realized through autonomous human activities. The preconditions for social, ontological and political structures and their legitimation are no longer taken for granted. Around the basic ontological preconditions for the social and political structures of authority there arose a "deep-seated reflexivity" that is shared even by the most radical opponents of modernity.¹⁰ This kind of reflexivity characteristic of modernity, according to Eisenstadt, goes beyond the reflexivity found in the so-called "axial civilizations":

The reflexivity that developed in the modern program not only focused on the possibility of different interpretation of core transcendental visions and basic ontological conceptions prevalent in a particular society or civilization; it came to question the very givenness of such visions and the institutional patterns

10 Eisenstadt, 2000, p. 3

related to them. It gave rise to an awareness of the possibility of multiple visions that could, in fact, be contested.¹¹

Eisenstadt here uses the term “multiple visions,” which is obviously similar to Taylor’s “alternative modernities” and “alternative foundations.” Recognizing multiple visions, and recognizing that these visions are not natural and changeless, in Eisenstadt’s view, shows that “one of the most important characteristics of modernity is simply, but profoundly, its potential for self-correction, its ability to confront problems not even imagined in its original program.”¹²

2. “RESPONSIBLE AUTONOMY”: DEMOCRACY CONSIDERED IN THE SPIRIT OF THE “DEEP-SEATED REFLEXIVITY”

If we understand the normative core of multiple modernities as a kind of “deep-seated reflexivity,” then, in this epoch of “multiple modernities,” “democracy” can be a subject for deep-seated reflexivity” in the following senses.

Firstly, although democracy has become a major legitimate form of community life in the modern world, we can ask whether it is the only legitimate form of community life in our times. As few of us can deny, even in the most developed democratic societies, democracy is

11 *Ibid.*, p. 4.

12 *Ibid.*, p. 25.

not the only legitimate form of community life. In quite a lot of institutions and communities, such as universities, churches, enterprises, even courts, not to speak of military forces, the democratic form of decision-making plays only a marginal role, if at all. This fact is often referred to by conservatives to argue against democracy as a general form of community life in the society at large. In the spirit of "deep-seated reflexivity," we should not be afraid of being labeled "conservative" for paying this fact the amount of attention it deserves.

Secondly, although democracy has become a major legitimate form of community life in the modern world, we can ask why it is accepted to be so. Democracy, in its essence, is a form of community life in which each member of a community participates in the process of making and implementing the rules that regulate all members of the community, including her/himself. Democracy in this sense is legitimate for two major reasons: it respects each individual's dignity, because all human individuals are equal and none of them should be placed under any other individual's rule without his or her consent; it is to each individual's interest, because the person who knows his or her best interest is this person her/himself, and nobody can speak for this person without his or her authorization. Put these two considerations together and we may say that the essential principle of democracy is the principle of "responsible autonomy."

Here I would like to make the following additional comments.

It is true that the idea of autonomy, or the idea that the subjects to which the rules of collective actions apply are also their makers, is the only typically modern source of political legitimacy, although it is not necessarily the only actual source of political legitimacy in our times. The major force of the social contract theory in political thinking, in my view, lies in its ability to provide the most acceptable answer in modern times to the person who asks “why should I follow this rule”: “Why not, if you have already agreed to or if you have already taken part in the process of making this rule?”

But the idea of autonomy should not be understood in absolute terms. A person can be seen to be suitable for practicing autonomy only on certain conditions. It is widely admitted that persons below a certain age and under certain medical conditions are not capable of autonomy. In the same spirit, it has also been argued that people not specialized in certain fields should not be regarded as suitable for making decisions for themselves on issues in these fields, otherwise they would be practicing their autonomy in an irresponsible way. While we should be cautious lest this kind of arguments be used by conservatives to oppose democracy in principle, we should keep this in our minds when arguing for democracy as the constitutive principle of modern society. Democracy, therefore, should not only be based on the principle of autonomy; it should rather be based on the principle of responsible autonomy.

In democratic politics we should not only be responsible to ourselves, but also to our fellow members of the same community; we should not only be responsible to our own particular communities, but also be responsible to human species as a whole. In our times, we have two special challenges, security and sustainability. Both challenges give much more weight to expert knowledge and inter-generational justice, hence to the idea of responsible autonomy. As an example I want to refer to Jürgen Habermas's recent concern with the dangers of possible democratic legislation for human cloning.

Habermas's discourse theory of democracy, generally speaking, aims to strengthen the link between autonomy and responsibility, or the link between will and reason. The democratic principle, according to Habermas, "states that only those statutes may claim legitimacy that can meet with the assent of all citizens in a discursive process of legislation that in turn has been legally constituted."¹³ Among the questions that are to be discussed in the discursive process are the moral, ethical and pragmatic questions. In our modern and increasingly complex societies, not only pragmatic questions, but also moral and ethical questions, can be highly complicated, if not technical. A public sphere that is enlightened in Habermas's sense, therefore, requires a very important role to be played by experts in various fields. It also requires that philosophers play a role as interpreters

13 Habermas, Jürgen, 1996, p. 110

and mediators between these fields, in addition to the role of mediating between the everyday life on the one hand and the expert cultures on the other.

In his discussion on the issue of human cloning, Habermas continued to rely on his discourse theory of democracy, but seemed to put more emphasis on responsibility vis-à-vis autonomy. Since the turn of the last century, two major events imposed upon Habermas the same question from different angles: the terrorist attacks of the September 11 of 2001 imposes the problem of the *survival* of human beings, and the issue of human cloning imposes the problem of the survival of human beings *as human beings*. Both events are possible partly as a result of the development of modern science. But the second event is possible also as a result of the development of modern democracy. With modern bio-science as an instrument, there is now a danger that a moral community or a liberal democratic community, as defined in his discourse theory, can be self-destroying not only by legislating against its members with regard to what they do (by passing a law that limits the freedom of some of its members, for example), but also by legislating against its members and even the whole members of the species with regard to the question who they and their coming generations will be as human individuals (by passing a law that allow human reproduction through human cloning, for example). Facing this kind of challenge, Habermas seems to think it too weak to resort to his discourse

theory; in addition to the latter, which is the latest version of secular morality, Habermas now seems to need a defense of the morality of justice and solidarity on the basis of those traditional resources that are still accepted by many people in our times, including religious traditions, and he does so not only because he needs to appeal to those who believe in religions, but also because he thinks that "only religious language has yet been able to give a sufficiently differentiated expression" to some deeply important moral feelings.¹⁴ For example, human individuals are both equal and autonomous,¹⁵ and some deeds are not only morally wrong but also profoundly evil.¹⁶ What philosophy can do here is to try to provide a secular translation of the deep-seated human self-understanding in religion, so that people of other religions as well as secular societies can better understand each other.¹⁷ This may be taken as a case in which philosophers play a very important role if democracy is to be practiced in a more responsible way.

14 See Jürgen Habermas, "Faith and Knowledge," in Habermas, 2003, p. 114.

15 See Jürgen Habermas, "The Debate on the Ethical Self-Understanding of the Species," in Habermas, 2003, p. 78.

16 See Jürgen Habermas, "Faith and Knowledge," in Habermas, 2003, p. 110.

17 See Jürgen Habermas, "Faith and Knowledge," in Habermas, 2003, p. 114.

3. "MULTIPLE DEMOCRACIES": "RESPONSIBLE AUTONOMY" UNDER PARTICULAR NATIONAL CONDITIONS

If the essence of democracy can be understood as "responsible autonomy," then, from the idea of "multiple modernities" we can derive the idea of "multiple democracies". And this, for two reasons. On the one hand, if modernity as a whole is deeply entangled with particular cultures in various regions of the world, then democracy as a major element of modernity must be inherently connected to these cultures as well. On the other hand, in the spirit of "deep-seated reflexivity" characteristic of multiple modernities, we can look for the meaning of democracy as a way of practicing "responsible autonomy" under particular national conditions.

Here I want to refer the work of a Chinese philosopher named Feng Qi (1915-1994). Every moral action, Feng said, should fulfill two principles: the principle of self-consciousness (or the principle of reasonable thinking) and the principle of self-willingness (or the principle of free will). The principle of reasonable thinking is a principle with regard to one's reason, and the principle of free will is a principle with regard to one's will. These two principles can be seen as being implied in what I called above the idea of "responsible autonomy." The reason why I want to refer Feng Qi is that he made an interesting comparison between Chinese and Western cultures with regard to these two principles. In

both cultures, he says, there were thinkers who argued for both principles. Relatively speaking, however, these two principles are given different priorities in Chinese and Western cultures. In China the mainstream Confucian thinkers tended to pay more attention to the principle of reasonable thinking, arguing that if one is clearly aware of the Heavenly Principles abiding in one's mind, he would naturally be willing to follow these Principles in his everyday life, although these principles would require restricting, even denying, his natural desires. By contrast, in the West there has always been a strong tradition of voluntarism, according to which the free will is the first principle of human life, if not of the universe. A major task of the progressive Chinese in modern times, according to Feng Qi, has been to learn from the West the respect for man's freedom of will or man's right to free choice in society while at the same time giving a positive role to the tradition that requires that one bases her/his free choice on reasonable thinking.¹⁸

Although Feng Qi gave us, here, a picture of convergence rather than divergence between Chinese and Western ways of community life, whether it is called democracy or not, we can make use of the two principles just mentioned in discussing the idea of multiple democracies or the multiple forms of practicing "responsible autonomy" under particular national conditions.

18 Feng Qi, 1997, p. 27-30.

Firstly, there can be different ways of realizing the principle of reasonable thinking. The major difference between the life of a community composed of different individuals and the life of the individual in this aspect is, of course, that the decision-making in the former case, or the collective decision-making, depends on the reasonable “thinking together” of individual members of the community, rather than on the reasonable “thinking alone” of one individual or of more isolated individuals. That would be the same in the East as in the West. But as soon as we turn our attention to the particular ways of “thinking together” in the process of collective decision-making, we can see that there could be big differences in different cultures. In China, for example, there is a strong tradition of respecting the teacher and appraising education, and in this tradition the teacher-pupil model of inter-personal communication is very influential in many aspects of society. A possibly good consequence of this model is that people of better education and richer experiences can more easily win respect from other people, and the majority of the people can more easily be convinced that they should listen to those who are proved to be wise and virtuous. A possibly bad consequence of this model is that ordinary people can more easily be persuaded by those who mind only their particular interests in the name of a better knowledge of the interests of the general public.

Secondly, there can be different ways of realizing the principle of free will. In terms of the procedures of

expressing individual wills, we can have procedures in which people express their wills directly or indirectly, through personal participation or through their representatives. People can also express their wills in the process of voting for candidates and drafting resolutions or in the process of consultation, and so on. In terms of the personal attitudes of those who are supposed to express their individual wills, we can mention the differences in the level of people's interest in the affairs of their communities, and the level of confidence people have in their own opinions. These differences can result in very different forms of collective decision-making, including democracy.

Finally, there can be different ways in which the principle of reasonable thinking and the principle of free will are combined. As we mentioned above, Feng Qi made a comparison with regard to the different priorities given to these two principles in the Chinese and the Western traditions. On the whole, according to Feng Qi, in the West priority was traditionally given to the principle of free will instead of the principle of reasonable thinking with regard to community life and collective decision-making. That is why in the West the social contract theory has been the most important tradition of democratic thinking and the idea of autonomy or self-rule has been the essential core of the definition of democracy. In China, by contrast, priority was traditionally given to the principle of reasonable thinking instead of the principle

of free will with regard to community life and collective decision-making. In modern times, under the influence from the West, the idea of democracy understood in terms of the social contract theory has been widely accepted in China as well, but people here are still used to giving priority to the principle of reasonable thinking, deeply skeptical about the value of individual free wills that are not believed to be supported by careful reasoning and expert knowledge. In this kind of political culture, the level of democracy within a community tends to be measured by the degree to which the interests of the people are sincerely attended to and efficiently realized by their leaders, rather than by the formal procedures through which people's interests are represented in the making and applying of the rules and policies of the public life.

In recent years many efforts have been made in China to argue for and to experiment with a "socialist democracy with Chinese characteristics." It is to a large degree an open question whether there has already been a great deal of achievements in this direction. It is the same with the question of how to evaluate the experiments in the name of "intra-party democracy" or "grass-root democracy" as well as "deliberate democracy" or "consultation democracy" in general. What was said above in this paper is not to give a definite answer to these questions, negative or not, but to defend the thesis that these are open questions. A clear and definite answer to them would need much more research, including empirical research.

REFERENCES

- EISENSTADT, S.N. (2000). "Multiple Modernities." In: *Daedalus*, Winter, special issue on Multiple Modernities, p. 2-3.
- FENG Qi (1997). *Revolutionary Process of Modern Chinese Philosophy*. East China Normal University Press.
- HABERMAS, Jürgen (1996). *Between Facts and Norms: Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*. Trans. William Rehg. Cambridge, Mass, The MIT Press.
- (2003). *The Future of Human Nature*. Oxford, Polity Press.
- TAYLOR, Charles (1989). *Sources of the Self: the Making of the Modernity Identity*. Cambridge, Mass, Harvard University Press.
- (1999). "Two Theories of Modernity." *Public Culture*, v. 11, Issue 1.
- (1999). "Conditions of an Unforced Consensus on Human Rights." In: Bauer, JOANNE R. and BELL, Daniel A. (ed.). *East Asian Challenge for Human Rights*. Cambridge, Cambridge University Press.

L'Acquis historique du "peuple de Lula"

Candido Mendes

AU-DELÀ D'UN MONDE DE CENTRES ET PÉRIPHÉRIES

L'avènement de la mondialisation ne met pas seulement en cause la disruption définitive d'un monde de centres et périphéries, mais exige la distinction des nouveaux sujets collectifs, arrivés à un paradigme de coexistences de son développement.

Cette montée fait ressortir le jeu de "réciprocités de perspectives" et de différences de la Chine, de l'Inde et du Brésil, à longue échéance et en dehors essentiellement des profil impériaux, devant la portée déjà tenue par leur échelle de mouvance. Presque condamnées à la prospérité, de telles nations se tournent vers la politique

des immenses marchés intérieurs, dans la prise en mains du développement soutenu. Mais c'est aussi de ce même point de vue que Pékin, New Delhi ou Brasília diffèrent quant à l'avènement final de ce dynamisme foncier du changement devenu système, dans toute la fonctionnalité de leur renvoi entre les paliers économiques, sociaux, politiques et culturels d'où se fait ce "plus-être" effectivement collectif et continu.

Nous n'enregistrons pas, dans les trois pays, l'essor d'une poussée symétrique en bénéfice des sociétés sorties de leur vieille inertie naturelle ou des conditionnements multiséculaires des dominations. L'expansion extraordinaire du PNB chinois, la nouvelle mobilité intérieure de sa population, ou la densité culturelle s'empêchent devant l'avancée politique représentée par la démocratie et le respect généralisé des droits humains. D'autre part, la pratique électorale maintenue depuis l'indépendance par l'Inde, avec son rythme de croissance économique, s'accorde avec la concentration de richesses, mais surtout face au maintien intouché de sa rigidité sociale et dans le conformisme culturel par la résistance de l'immense *strata* des *parias* et des intouchables. Aujourd'hui, contrastant avec les nations asiatiques, le Brésil s'est dégagé de la perspective classique centre-périphérie de l'Amérique latine; l'expansion incessante du PNB s'accorde, au cours de la dernière décennie, avec l'arrivée de 56% de la population au niveau des classes moyennes et intègre déjà à l'univers du marché les trois quarts des "sans rien" de l'ancien régime. De même, le Brésil se voit accorder un respect

international dû au progrès de son modèle démocratique. Il ne s'agit pas seulement des élections libres mais, surtout du nouveau contrôle entre les pouvoirs assuré par le Conseil National de Justice et l'action de la police contre le système oligarchique de la corruption de toujours, et du champ ouvert par l'initiative populaire aux jeux établis des machines législatives. Et surtout, ce qui assure, aujourd'hui, ce niveau irréversible entre le maillon politique et culturel, c'est le soutien aux pactes établis, et à la stabilité foncière de l'État de Droit.

DÉVELOPPEMENT SOUTENU ET DÉMOCRATIE

L'élection massivement prévue de Dilma Rousseff exprime l'engagement de Lula aux règles du jeu, et ne fait que contraster face à cette Amérique latine andine, dont la facilité des changements constitutionnels et des plébiscites continuels conduit à l'écart entre les États dits "boliviariens" et le Brésil. Cela n'empêchera pas néanmoins que le pays puisse encore hériter d'une condition de sous-culture, quelquefois inattendue devant les particularités de son moulage historique et de ce que représenta, jusqu'à l'avènement du développement, le maintien de la situation coloniale comme vrai fait social total.¹ Elle résista aux indépendances nominales, qui ont bénéficié l'Amérique latine au XIX^{ème} siècle, mais au seul avantage de l'Angleterre, de

1 Alfredo Bosi, *Dialética da Colonização*, São Paulo, Companhia das Letras, 1972.

la France et ensuite des États-Unis après la chute des pouvoirs ibériques.

On comprendra la différence radicale entre l'avènement de l'État-national sur notre continent comme l'idéal d'une volonté politique en mimèse de la nation européenne mais qui allait faire, à l'immédiat, l'expérience de son échec devant les lignes de force objectives de l'univers capitaliste d'après la révolution industrielle, et l'organisation des premières économies soutenues de marché en dehors des configurations simplement territoriales. Toutes les dites périphéries se dessinaient comme des totalités "pour l'autre" dépourvues, foncièrement, de tout "en-soi", dans la définition de leur "vision du monde" et d'action significative. Ces collectivités devenaient à outrance le régime des élites classiques de pouvoir dominées par la mimèse européenne de toutes considérations du réel émergeant dans leur contexte. Le fait social total de la situation coloniale étalait toute la consonance implacable de ce système d'aliénation. L'économie, vouée à l'exploitation primaire des récoltes ou de la *plantation*, exigeant le plus rudimentaire et le plus continu du travail — et le régime de l'esclavage — la mobilité sociale figée dans l'extrême concentration de la richesse, au niveau des 2% ou 3% de la population jouissant de 50% du revenu national, ou des dynamiques politiques, même en maintenant le décor formel des élections, mais dans le régime des partis de clientèle, tous demandeurs exacts des allocations budgétaires établies.

LA MOUVANCE AU-DELÀ DES ÉLITES

L'inédit de l'émergence brésilienne d'aujourd'hui commence par ces niveaux de prise de conscience du fait colonial, offrant des *bias*, des retours sournois, des fausses quêtes d'identité, péchés fonciers des élites impériales et de la Belle Époque.² Ils résultaient du contexte, noyau du réel concret, aux visions de la plus claire ingénuité idéaliste des avancements technologiques ou de l'installation *ex machina* de la société fonctionnelle. Le paroxysme mimétique allait mener à la création de la République selon l'idéal comtiste et à la mise au centre du drapeau brésilien de la devise "Ordre et Progrès".

C'était donc le répertoire non seulement d'une négation farouche de ce réel qui fonçait de pair avec l'acceptation des formules politiques et sociales de la dite modernité au début du XX^{ème} siècle. Elles impliqueraient la négation de l'élément nègre dans la formation brésilienne; l'idéologie de la nation qui se blanchit, de la dévaluation encore systématique de l'esclave vu en tant qu'élément toujours "servile", au moment suranné de l'Abolition, en 1889, la valorisation du romantisme de Chateaubriand au début du XIX^{ème} siècle, de l'élément indien dans notre formation; les composantes racistes, au premier moment de refus des migrations chino-japonaises pour l'agriculture extensive du pays; les appropriations mimétiques

2 Sérgio Buarque de Holanda, *Raízes do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1992.

des modèles politiques, telle la copie de la Fédération Américaine devant les souches d'un empire sans aucune autonomie régionale, ni décentralisation, ni gouvernance élue.³ On ne trouverait pas de conversion spontanée de telles élites aux exigences d'un "en-soi" brésilien. Telle resterait, au cours de siècle XIX et en grande partie du siècle dernier, la vision du changement toujours voué au moralisme du gouvernement des bons, ou des réformismes entérinant au changement des lois, sans se rendre compte du passage au-delà d'un *establishment* irréductible et en même temps voué aux jeux mêmes de situations et d'oppositions, dans leur accès rotatif au pouvoir. On faisait face au régime dit "du café au lait" où justement les deux provinces majeures, devenues États par la République — São Paulo et Minas — faisaient le chassé-croisé des présidences et la stabilité du système, seulement menacée par une nouvelle *intelligentzia* de l'armée passée au communisme et au coup des années trente, encore une fois selon le meilleur dogmatisme révolutionnaire staliniste. Le changement mûrit en une véritable mouvance à partir du gouvernement Vargas, justement aux prises avec toute la façade des institutions démocratiques dans cette conscience brute du déséquilibre social du pays, et finalement de l'émergence de la force du tra-

3 José Maria dos Santos, *A Política Geral do Brasil*, São Paulo, Magalhães, 1930.

vail sur le marché économique et des bénéfices de toutes les législations sociales contemporaines.⁴

SUICIDE PÉDAGOGIQUE ET PRISE DE CONSCIENCE

La vieille lourdeur de l'inertie pesait, joignant la dépendance dictatoriale à la présence du démiurge au centre du pouvoir. Mais c'est dans l'inédit fondateur de la spécificité culturelle brésilienne que ce même Vargas, par le suicide de la plus grande pédagogie de l'histoire du continent, divise une fois pour toutes les deux pays et ouvre le chemin à l'affirmation de notre "en soi" à travers la volonté politique d'un prolétariat aux yeux finalement ouverts sur la conquête de "l'autre Brésil". Le mot "libération" ne serait prononcé qu'une décennie plus tard, lors de la prise de conscience et d'une mobilité effectivement induite par la prise en mains de l'institution du vote, en même temps secret et obligatoire, établie dès 1934 dans la Constitution brésilienne. Soumis au contrôle économique et à la présupposition du contrôle électoral des "seigneurs régionaux",⁵ le vote secret assurait au vote obligatoire une échappée sans retour au système si, effectivement, il était mis en marche par un nouveau *leadership* politique. C'est de là-même qu'on reconnaît le

4 Hermínio Linhares, *Contribuição à História das Lutas Operárias no Brasil*, São Paulo, Alfa-Ômega, 1977.

5 Victor Nunes Leal, "O Coronelismo e o Coronelismo de cada um", *Dados*, v. 23, n. 1, 1980.

relais de Vargas à Lula, dans la pédagogie fondatrice de ce Brésil pour-soi, en court-circuit des inerties traditionnelles du mimétisme et de la conformation au pays des nantis.

L'économie témoignait de ce changement et joignait, à São Paulo, l'explosion métropolitaine avec un parc industriel du plus haut dynamisme. L'intervention de Vargas conduira à la création des industries d'État de base, à partir de l'acier de Volta Redonda. Les syndicats ouvriers trouvèrent tout de suite un parterre au-delà de toute force corporative pour mener la mobilisation d'un nouvel électorat brésilien. Le PT surgit de cette fondation de tous les paliers sociaux du pays, en joignant la lutte politique des "sans rien" à celle des premiers prolétaires modernes du pays, en face du *status quo* de toujours. De par là même, le devenir post-colonial changeait, qui n'avait jusqu'alors que les exemples du Pérou ou de la Colombie, dans la violence forcenée: les luttes sans fin, dont les FARCs sont encore aujourd'hui le témoignage, comme prétendaient l'être, aussi, le Sendero Luminoso, dans l'intérieur péruvien. C'est le retour, donc, à la souche de la vie collective, que rejoignait, aussi, au début du PT, la clameur d'une Église renouvelée à l'essor du Vatican II et de la Théologie de la Libération, et où Escotto, où Jimenez rencontraient la voix prophétique de Hélder Câmara et des deux Lorscheiter. La conquête du pouvoir ne se brancha pas sur les prémisses établies de la règle du jeu, subit la machine médiatique du système, mais arriva, pas

à pas, en trois élections, à une conquête du pouvoir menée à une certitude de l'acquis, si différent des gains de *l'establishment* traditionnel.

DU POPULISME AU PT

Le plus fascinant, peut-être, vient du fait que, pour la première fois, une telle mouvance concernait chaque électeur au-delà des consignes des partis, de leur déception, ou de leur discipline corporative. Le PT n'a rien à voir avec le "travaillisme" international ou avec toutes les tonalités d'une gauche surannée, ou d'une nouvelle gauche dans le monde développé, mais si avec ce parcours pédagogique — sinon initiatique — où joua la rétribution, d'abord, farouchement symbolique du "*Lula-là*".⁶ Dans ce sens-là, il ne s'agissait pas du succès d'un Führer ou d'un conducteur épris de la distance acquise et de sa démesure telle que, par exemple, celle de la victoire d'un Colloz en 1998. Au contraire, l'inouï de Lula fut de maintenir la quotidienneté de cet accès, et son effort de ne jamais se détacher de ses compagnons auxquels il rappelle son appartenances, au jour le jour, par sa façon de parler, de se tromper dans le choix des mots, de dire des gros mots, et de conserver la manière de s'indigner, qui est propre au plus menu du compagnonnage des peuples et de son perpétuel "être à l'aise" politique.

6 Francisco Weffort, *O Populismo na Política Brasileira*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1977.

L'impact symbolique de l'arrivée du PT au pouvoir était nécessairement renforcé par l'expérience immédiate et croissante d'une amélioration des conditions de vie, non seulement à partir de la hausse soutenue et méthodique du salaire minimum, mais de la politique d'accès aux services sociaux, à la santé, à l'éducation et tout à la fin du deuxième mandat, de la politique massive d'accès à l'habitation. Et ce serait la réduction croissante que ferait le contrepoint à l'entrée formelle au marché, avec la signature de la carte professionnelle et moyennant cette participation aux services de santé et d'éducation dès l'école élémentaire. Mais la percée spécifique de cette prise de conscience irait encore plus loin, en faisant face aux syndicats⁷ par un nouveau collectif de mobilité, et surtout à travers l'agriculture classique, à partir de la mise en valeur de la terre au sein de la famille.

Il serait même possible de déceler aujourd'hui, à la fin du deuxième gouvernement Lula, un net changement des afflux migratoires vers, comme toujours, les mégapoles en rééchelonnant l'insertion sociale, répondant au fait qu'en trente ans, le Brésil est passé d'une population rurale de 52% à seulement 15% en dehors du réseau urbain. Quels seraient dans ce sens, et déjà comme un *flash-back* sur l'avenance du syndicat dans la conscience

7 Jorge Ventura de Moraes, "Novo Sindicalismo e Democracia Sindical: um Teste e uma Crítica do Modelo Eleitoral", *Dados*, v. 38, n. 3, 1995.

prolétaire,⁸ ces nouveaux groupes, clamant une solidarité dite organique, amenant peut-être à un faisceau communautaire dans le futur d'un gouvernement né du PT?

CROISSANCE ET REDISTRIBUTION DE REVENUS

La "bourse-famille" est le mécanisme politique refait et pris dans son inédit, qui dépasse l'inertie classique de la politique d'assistance en gain discipliné, sujet à un effort et une sanction continuel, par la preuve implacable de l'immatriculation des enfants dans les cours d'éducation ou les services de santé. L'induction à la mobilité — pièce-maîtresse de l'émergence du parti différent — a résisté et n'a fait que grandir devant les tentations de faire du gouvernement Lula, un régime d'assistance et de donations éperdues de sommes élevées, comme pour une simple réparation historique de l'injustice sociale brésilienne. C'est peut-être le secteur de l'assistance sociale qui est, aujourd'hui, le plus lié à l'instance régulatrice du gouvernement, qui se veut à l'extrême opposé des régimes de la démocratie sociale dans le sens du néo-libéralisme économique. De même s'installe au Planalto la vision d'une économie soutenue en contrepoin décisif avec les avantages d'une compétitivité réservée aux seuls acteurs privés. D'autre part, ceux qui reçoivent le bénéfice de la "bourse-famille" se réclament de leur confiance spécifique en ce

8 Adalberto Moreira Cardoso, "A Filiação Sindical no Brasil", *Dados*, v. 29, n. 1, 1986.

processus; ils résistent à la syndicalisation toute simple de toujours et surtout, à son caractère corporatif.

Nous pourrions penser à un tout nouvel étalage de conscience collective née de la consommation avancée de l'économie classique de marché ou les auspices des s'écartent des effets de démonstration tels qu'ils sont définis depuis toujours dans le profil de l'économie brésilienne. Il faudrait encore ajouter à ce possible et nouveau moulage de la mobilité sociale d'aujourd'hui, ce décalage grandissant de la nouvelle vague d'accès au marché, avec l'extrême institutionnalisation de l'ancien mouvement syndical, passé du *peleguismo* de l'époque de Getulio Vargas à l'arrivée au pouvoir du syndicalisme pétiste. En effet, il se produit une allocation sans reste des groupes syndicaux aux bureaucraties publiques dans un partage simultané et égal assurant son ministère à chaque groupe.⁹ Une véritable et immédiate clientélisation se produit, une fois disparue l'ancienne solidarité, dans la défense et le soutien de carrières précises dans l'échafaudage byzantin de Brasília.

MARGINALITÉ ET CONSCIENCE COLLECTIVE

Il s'agit donc de nous demander si c'est jusqu'au cœur même de cette ancienne mobilité sociale avenante au système que s'effrite la prétention de solidarité communautaire

9 Renato Boschi e Eli Diniz Cerqueira, "Burocracia, Clientela e Relações de Poder: um Modelo Teórico", *Dados*, n. 17, 1978.

qui se maintenait à la racine du bond politique du PT. Il faudrait parler de l'écart croissant de ce poids politique dans l'appareil, sur le propre maintien d'origine des mouvements sociaux. La situation pourrait même s'étendre à la plus vigoureuse de ses poussées, telle que celle des mouvements des "sans-terre", attentifs à leur différence et à l'élan de la possession primordiale de la terre dans une conscience collective intrinsèquement liée à l'essor du PT et la position des "sans-terre" comme le plus actif des "sans rien".¹⁰ Les dites invasions lues comme occupation des terres, le progrès d'une telle mouvance exigerait l'éducation communautaire, le maintien d'une solidarité pour la production agricole et l'amélioration de la productivité, en toute conscience des dangers d'un retour au modèle capitaliste classique par cette appropriation — et donc d'une possible privatisation — du lot de terre.¹¹

Une prospective de la fin du gouvernement Lula nous montrerait de plus en plus dans les mouvements sociaux le passage de la solidarité plutôt vers le mouvement de l'agriculture familiale et des "sans-terre", bien que ne s'amenuise aucun rapport direct ni vision d'ensemble de leur poussée face au vieil *establishment*. On remarquera en même temps jusqu'où le dépassement de la marginalité fait face à la corruption et à la dispute de toute la structure de surplus,

10 Elisa Pereira Reis, "Mudança e Continuidade na Política Rural Brasileira", *Dados*, v. 31, n. 2, 1989.

11 Lygia Sigaud, "Luta de Classes em Dois Atos: Notas sobre um Ciclo de Greves Camponesas", *Dados*, v. 29, n. 3, 1986.

commissions, détournement de fonds, de l'ancien régime. L'étalage du *mensalão* a démontré la rapidité d'adaptation de ceux des cadres du premier PT qui acceptèrent et se disputèrent les avantages, bénéfiques, *propinas* au marchandage des voix, au Congrès, pour des postes tout frais gagnés dans l'Exécutif.¹² Ce serait également par là que l'insensibilité au moralisme — panache de la conscience ostensible d'une éthique du pouvoir par l'*establishment* — ne les atteint pas; mais cela ne fait que les lier à l'ancien *status quo* et à la perte croissante, dans le premier PT historique, de son identité primaire face aux nouvelles élections. On remarquera jusqu'où une partie substantielle de ce premier *leadershi* s'estompa et étouffa un renouveau générationnel des bannières où le PT et l'avènement strict du président se maintenaient comme un même dénominateur d'avancée politique. Disparaissaient les successions naturelles aux gouvernances des États du côté de la Présidence où, au devant des nouvelles majorités législatives, le "peuple de Lula" s'affirme sur une prospective sans passer aux généalogies reconnaissables.¹³ Le premier effet naturel a été la difficulté de toute succession naturelle du président, et surtout l'effort de Lula pour la légitimation

12 Carlos Pereira e Bernardo Mueller, "Comportamento Estratégico em Presidencialismo de Coalizão: as Relações entre Executivo e Legislativo na Elaboração do Orçamento Brasileiro", *Dados*, v. 45, n. 2, 2002.

13 Candido Mendes, "A Auto-Organização da Marginalidade", in: *A Democracia Desperdiçada*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1987.

de son candidat. Il n'y a pas, évidemment, de délégation d'un charisme, mais Dilma grandit par sa netteté dans un programme de "continuité sans continuisme". Et ce ne seront pas les atouts classiques d'un renouveau à la Présidence, qui pourraient jouer à partir, par exemple, d'une première femme arrivant à l'Exécutif brésilien, à la suite déjà de Michèle Bachelet au Chili ou de Cristina Kirshner en Argentine. Ce n'est pas l'électorat féminin qui a renforcé d'abord la candidate du PT par l'arrivée des alternatives de genre au Planalto. C'est Dilma, torturée après avoir plongé dans la guérilla, au profil net d'opposition à l'*establishment*, qui vient, de bien avant le PT, de la lutte contre la dictature militaire et de la classique persécution des gauches encore au moment de la Guerre froide.

DU PT À L'ESSOR DU "PEUPLE DE LULA"

Nous avons vu, au cours de ce demi-siècle, un jeu de médiations inédit, dans lequel l'ancien populisme, dans une politique de claire assistance sociale, put se transformer, en écartant chaque fois plus tout patronage pour permettre une prise de conscience du pays marginal. Elle réussit, de plus en plus, dans sa prospective, à éluder les formations classiques de la participation politique par la médiation syndicat/parti, et arriver à une perception du nouveau par ses bénéficiaires selon une option inébranlable de sa continuité historique.

La perspective nous manque encore pour que nous sachions jusqu'où, dans ces cadrages de références, a émergé

la classe classique, ou si les nouveaux assemblages collectifs reflètent cette dialectique des contrepoints des accès différents au marché, des vis-à-vis d'arrivées au collectif, par l'accès aux services, ou la pénétration dans le marché du travail, ou du passage toujours par la médiation organique du rassemblement familial à l'unité de production.¹⁴ D'autre part, la présomption du strict dénominateur symbolique a été mis à l'épreuve au cours de la succession de Lula, tant que la permanence du situationnisme exigea une clarification de l'enjeu du pouvoir, en tout transfert aux jeux institutionnels. C'est ce qu'a réclamé, au-delà des niveaux classiques des mouvances simplement électorales, la visée au delà d'une simple rotation des oppositions au pouvoir, d'un projet à longue échéance et, justement, fortifié par la ratification électorale.

Le profil des élections de 2010 a désarçonné, dans ce sens, l'opposition même, tant les chances du candidat anti-système ont joué sur un simulacre du propre gouvernement Lula, du PAC — Programme d'Accélération du Développement — comme politique de déconcentration immédiate du revenu national.

La position de Dilma, un mois et demi avant les élections, était en avance de presque le double des votes de Serra en face à la population selon son revenu national, sauf — et alors un net contraste, celui de la richesse

14 Rejane Maria Vasconcellos Accioly de Carvalho, "Heterogeneidade Estrutural e Consciência de Classe: o Dilema Teórico-Metodológico", *Dados*, v. 29, n. 1, 1986.

extrême de moins de 2% des brésiliens. Un tel profit de majorité laisse au situationnisme un avantage inédit, du point de vue des logiques électorales rétributives selon le pacte de pouvoir avec les acteurs reconnaissables dans le résultat final.¹⁵ Nous faisons face à une majorité aussi déterminée que fluide, permettant au candidat vainqueur de travailler à l'ombre d'une homogénéité nationale grandissante, et anonyme, surtout acquise à la fidélité aux résultats pressentis.

AU-DELÀ DU MORALISME ET DU RÉFORMISME

Dans ce sens, la continuation du PAC avec une échelle et un agenda de bénéfices concrets à tous les niveaux de travaux publics, d'éducation et de santé, d'assainissement urbain, a mené à la conviction de l'appui à Lula, grandissant à chaque mois de la campagne, et fait du seul maintien de son rythme l'assurance fondamentale du succès du nouveau mandat. Il ne s'agit plus de parler uniquement de continuité, mais de progrès de l'attente du "peuple de Lula", et à l'acquis de son engagement sur la longue durée. Ce sera aussi la première fois qu'une politique de développement gagne sa prospective devant l'électorat, et permettra à la nouvelle Présidence de s'écarter des utopies du simple changement des hommes et des caractères au pouvoir, des statuts normatifs

15 Michel Crozier e Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système — Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

ou des réformes précipitées avant des grands transferts de structure économique, de production et de revenus, et de l'action de l'État dans ces résultats.¹⁶

Le plus important sans doute de cette présence directe de la prise de conscience dans le processus de changement serait la nouvelle flexibilité objective ouverte au renouveau des institutions, en les exposant au “vis-à-vis” des politiques publiques — comme le PAC — déjà permis par l'avancement acquis du système. Elles s'additionneraient dans le perfectionnement du modèle démocratique, qui est devenu le paradigme final du développement soutenu du pays.¹⁷ Le maintien, le renforcement de la pratique électorale sont appuyés par les premières mesures de contrôle entre les pouvoirs de la part du Conseil National de Justice.

Pour la première fois le Législatif s'est vu exposé au pouvoir de la police et à l'action pénale. C'est en même temps déjà, grâce au réveil soutenu de l'opinion publique, que l'exigence du “dossier limpide” a été désormais requis pour la présentation de n'importe quelle candidature aux mandats exécutifs ou législatifs. Mais c'est au plus profond du renvoi entre la société et les institutions politiques que la démocratie brésilienne s'ouvre aux initiatives directes de la citoyenneté, aux dénonciations de

16 Helio Jaguaribe, “O Moralismo e a Alienação das Classes Médias”, *Cadernos de Nosso Tempo*, n. 2, 1955.

17 Luiz Carlos Bresser Pereira, “O Novo Modelo Brasileiro de Desenvolvimento”, *Dados*, n. 11, 1973.

tout abus possible de pouvoir, à la force de l'initiative populaire qui permet, en dehors du Législatif, et moyennant un nombre déterminé de signatures, la motion directe des projets de loi au Congrès.

Il ne s'agit pas seulement de voir l'avancée démocratique dans le jeu acquis et ostensible des pouvoirs établis. La Constitution consacre le "droit à la Loi", en admettant aussi la motion, par les citoyens, du système d'implémentation de l'appareil légal, en forçant les lois complémentaires ou la médiation requise à l'effective mise en œuvre d'une nouvelle détermination légale, maintes fois promulguée dans l'abstrait, sans l'instrumentation pour son effective mise en vigueur.¹⁸

Cet élargement ne se soutient que par le dynamisme en profondeur du respect institutionnel, qui de façon significative peut s'expliquer par l'accès direct d'un ordre social anémique à l'exercice du pouvoir tel que permis par l'inédit du PT. La notion du respect des règles du jeu est déclenchée naturellement par la responsabilité d'une arrivée au Palais, et exactement par ce jeu et son acquis dans notre "que faire" politique, nie tout changement constitutionnel, ou l'allée au plébiscite pour le maintien de Lula au pouvoir.¹⁹

18 Angelina Figueiredo e Fernando Limongi, *Executivo e Legislativo na Nova Ordem Institucional*, Rio de Janeiro, Editora da Fundação Getúlio Vargas, 1999.

19 Barry Ames, *Os Entraves da Democracia no Brasil*, Rio de Janeiro, Editora da Fundação Getúlio Vargas, 2003.

C'est de par là-même le contraste avec cette Amérique andine, dépourvue de l'expérience et de la pédagogie d'un PT et passée aux formules d'accession politique continues de leurs leaders indispensables. C'est l'expérience de Chávez, des plébiscites et des réformes constitutionnelles, qui montre tout le contraire de la pratique brésilienne. Et surtout, un écartement de la culture latino-américaine montante et le dégagement définitif du syndrome des périphéries, dans un monde qui s'apprête aux nouveaux axes globaux de la coexistence entre les vieux empires et les BRICs.²⁰

ÉMERGENCE INTERNATIONALE DU BRÉSIL

C'est ce qui, en même temps, peut faire aujourd'hui de cet héritage un nouveau capital: le Brésil est peut-être la nation émergente capable de trouver une médiation entre le vieux discours de l'Empire, malgré la nouvelle coupure que lui prête le gouvernement Obama, et les voix des immenses États, comme la Chine et l'Inde, et dont les influences internationales sont conditionnées aux divers *timings* et contraintes de leur agenda de développement soutenu. De sa nouvelle disponibilité internationale, le Brésil se fait le partenaire naturel de l'économie à l'échelle de tout un Moyen Orient; à l'ouverture des voix, par exemple celle des fortes communautés syrio-

20 Emir Sader, *El Nuevo Topo: los Caminos de la Izquierda Latinoamericana*, Buenos Aires, Siglo XXI-Clacso, 2009.

libanaises sur le territoire, ou de cette affirmation africaine, au-delà des échecs de leurs premiers efforts de conquête de l'État-nation. Mais c'est surtout le fait de ce déliement des anciennes dépendances du monde périphérique qui peut permettre au Brésil d'être la voix à la reprise des problèmes de manque d'un multilatéralisme dans une économie de paix et de règlement de l'enjeu nucléaire. La cause de l'Iran parle de ce protagonisme émergent, et d'une *Realpolitik* du XXI^{ème} siècle, face au partage suranné du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de toute la nouvelle allure prise par le terrorisme post 11 septembre, et la "guerre des religions" profilée sur ses impasses.

Toute une praxis de la prise de conscience collective conduirait au dilemme de la proposition du devenir brésilien. La candidate du PT ne réussit pas à gagner au premier tour devant cette rupture inattendue entre le peuple de Lula, entièrement engagé dans sa succession, et cette composante, déjà, d'une souche émergente des classes moyennes atteinte par le moralisme, devant la corruption avenante au PT.²¹ A elle se sont ajoutés des secteurs d'une vieille radicalité du tout premier départ historique du parti, adepte de la dite pureté des principes de sa nouveauté politique.

Un tel vote s'est écarté en même temps de Dilma et de Serra, allant vers Marina, dont le message était marqué

21 Candido Mendes, *Lula depois de Lula*, Rio de Janeiro, Educam, 2006.

par une échappée sur l'écologie, et en devoir de toute priorité de la mouvance nationale. Les 20% finaux de ses votes ont marqué cette fuite ambiguë au dilemme électoral. De même, l'avenance de Dilma souffrirait du reproche de ses adversaires d'incarner un "lulismec, où le présent *status quo* ne ferait que représenter le retour a-historique au simple jeu de groupes au pouvoir, perdu tout contenu effectif d'une option irréversible pour le changement et le développement soutenu du pays.

La victoire de Dilma reste, de toute façon, foncièrement liée aux bénéfices de la "bourse-famille", dans une relation symétrique entre le pays pauvre et son amélioration sociale immédiate, apportant 62% des votes du Nordeste pour la candidate de Lula. Il s'agit de votes liés à l'expérience du bénéfice social pour ces 42 millions de brésiliens, et à la conscience du gain irréversible de leur bien être. Le "peuple de Lula" se meut, dans une élection qui n'est plus un jeu rotatif entre les mêmes élites au pouvoir, dans le régime établi des inégalités sociales de la concentration du revenu et de la basse productivité collective.²²

LULA — DE L'ADMINISTRATION DU CHARISME À LA PERCEPTION D'UN "EN SOI" COLLECTIF

Le foisonnement de la conscience dépasse celui de la simple administration d'un charisme collectif. Il ne s'agit pas d'un irrationnel de mobilisation, joué entièrement sur

22 Candido Mendes, *Lula: Más que un Voto, una Opción*, México, Edamex, 2005.

l'identification symbolique.²³ On ne se reconnaîtait que par une arrivée au pouvoir, mais moyennant un partage de cette avenance, chaque fois plus net. D'ailleurs, toute la campagne électorale du président lui-même ne s'est pas faite selon un commandement ou une indication péremptoires, mais par sa capacité de s'identifier à tout cet être collectif, parvenu à une amélioration sociale dont le président était le compagnon de route, plutôt que l'achèvement symbolique unique et démesuré.

L'anti-lulisme s'est tourné, au deuxième tour, vers l'exploitation par l'opposition des résistances de l'inconscient collectif brésilien, liées à la religion, et à la prétendue défense, par Dilma, de la libération de l'avortement. Néanmoins, des questions de fond s'estompent peut-être de la conscience de l'électorat de Dilma et sont une première et effective percée de la présence de l'État dans le développement soutenu. Il en est question, une fois pour toutes, de l'écartement avec le modèle néolibéral, encore maintenu en veilleuse par la candidature Serra. De par là même, le profil du pays prospectif, à la tournée des grands marchés intérieurs des BRICs, se détache des voisinages économiques et géographiques du continent.

Le bruit soulevé par le fondamentalisme religieux au sujet de l'avortement a aussi permis, dans de nouveaux affrontements entre les croyances, le rappel de relations fondatrices entre l'église catholique et le PT. La majorité

23 Michel Miranda, *La société incertaine: pour um imaginaire social contemporain*, esp. "Le jeu symbolique de la théâtralité", Paris, Librairie des Méridiens, 1986.

catholique s'est prononcée pour Lula en rejetant agressions et calomnies, mais les évangélistes — et surtout les néo-évangélistes — ont mis en évidence cette mobilisation aux appuis médiatiques particuliers, aux affûts d'une foi et d'une croyance passées au jeu du pouvoir face à la laïcisation de la modernité.

De toute façon, le bénéfice d'une possible nouvelle accélération de la mouvance se renforce de ce passage du "peuple de Lula" à une vision, acquise, du développement soutenu face aux claires propositions régressives prises par l'opposition. L'enrichissement historique de la démocratie au Brésil après cette élection est le clair bond en avant d'une conscience citoyenne où, aux droits humains et sociaux se joint comme exigence citoyenne l'impératif irréversible, sans doute son urgence du développement soutenu.

Le "peuple de Lula" sort comme l'acteur de cette praxis gagnée à une conscience démédiatisée, aux formations syndicales telles que pensées par la première vision des mouvements sociaux dans le pays, au début de la victoire du PT. Et c'est au niveau d'un vrai plébiscite, dans des élections représentatives, que s'ouvre un mandat d'un choix net, du point de vue des modèles économiques et sociaux ouverts à la nouvelle présidente.

2

Diasporas, citoyenneté
et exclusion globale

Dangerous Democracy: A View from the Periphery

Susan Buck-Morss

The title of my comments needs clarification. By the periphery, I mean the the United States, which is now a much-weakened player on the global scene. By dangerous democracy, I mean just that: not danger *to* democracy, but democracy *itself* as dangerous. That is how things look from the periphery, and you will tell me how exceptional the US case is. Perhaps in new global centers like Brazil and China, both well represented here, or France (which at least for intellectuals may never stop being the center of the earth) things look very different. And then again, perhaps they do not.

Seven years ago, at our Académie de la Latinité Conference in Alexandria, I spoke in support of a Global

Public Sphere in which political solidarities might be possible regardless of national borders, and irrespective of cultural differences. Today, at least from the periphery, that possibility looks dim. This is true despite accelerated communication, despite endless international conferences and dialogues of civilization. Lines of difference have hardened in the past decade. Anti-Muslim, anti-Mexican, antigay, antiimmigrant, antiabortion, anti-government, and anti-Arab sentiment have become more central than ever to public debates, inflamed by politicians who have made use of these negative passions for their own political advantage.

In Hollywood movies—but no less so in the art-market and the academy—Cynical Realism is in fashion. Nothing seems more out-of-date or absurdly hopeful than the politics of the 1960s—when student demonstrations spread around the globe like wildfire, attaining a measure of transnational solidarity far exceeding our own times, despite the absence of the internet, hence with an infinitesimally smaller quantity of global networking. Today, globalization is the hallmark of the times, and yet the idea of a common humanity loses ground. In this context, democracy becomes dangerous. What went wrong?

Political discourse is both symptom and cause of the present situation. Its purportedly democratic form rests on a structural contradiction between the nation-state organization of political life and the transnational realities of the global economy. We think as nationals; our material fate

is globally determined. Allusions to Marx are intentional. David Harvey's early book on *The Limits to Capital*, appeared in the 1980s, a time when Marxist theory and the Soviet Union were both on the wane. But in 2006, newly revised and updated, his book became an academic best seller. Harvey's analysis of the logic of finance capital as *necessarily* given to crisis (hence the financial debacle of 2008 was no surprise) provides a macro-economic explanation of the systemic tendencies of global capital that traditional neo-liberal accounts find inexplicable.¹

But if Marx remains today a brilliant analyst of the capitalist system, the theory's validity is descriptive. It interprets the world, whereas the point, of course, has always been to change it. The working people of the world were more united, more conscious of themselves as a class in 1912 or 1919, or even 1968, than they are in 2010. Clearly, in the US the trend has been in the opposite direction. There are pockets of trade union strength. The political alliance of organized labor with the Democratic Party remains. There are continuous instances of far-reaching worker solidarity and enlightened political action. But with few exceptions, the goal of labor organizations is to participate in capitalism, not to dismantle it.

When the Soviet Union disintegrated, euphoric Russians and East Europeans believed the neo-liberal mantra that democratic freedom and free markets went together

1 Harvey's video-lectures on reading Marx's *Capital* are free on his website: <http://davidharvey.org/>.

by necessity, although empirically that was already not the case (consider South Korea and Chile). Democratic political forms are hollow without people's control over their material life. Without government regulation, capitalism tends toward monopoly, not free markets. That most excellent historian of the market, Ferdinand Braudel, carefully delineated the difference when he declared capitalism the "antimarket," where the law of the jungle applies.²

It has long been suspected that US citizens are not in the same economic boat, as Robert Reich wrote several decades ago.³ But the divisions among them have been ambiguous. Economic self-interests cut across class lines. Certain workers, and certain businesses, were hurt by integration into the global economy; others were not.

2 "[C]apitalism' does not seem to me to be anything new, but rather a constant in Europe since the Middle Ages... I would argue that a third sector should be added to the pre-industrial model—that lowest stratum of the non-economy, the soil into which capitalism thrusts its roots but which it can never really penetrate. This lowest layer remains an enormous one. Above it, comes the favoured terrain of the market economy, with its many horizontal communications between the different markets: here a degree of automatic coordination usually links supply, demand and prices. Then alongside, or rather above this layer, comes the zone of the anti-market, where the great predators roam and the law of the jungle operates. This—today as in the past, before and after the industrial revolution—is the real home of capitalism" (Braudel, *The Wheels of Commerce*, p. 229-30).

3 Robert B. Reich, *The Work of Nations: Preparing Ourselves for 21st Century Capitalism* (New York, Vintage, 1991).

Everyone lost in the global recession, at least initially. But now, as a slow economic recovery begins in the United States, class interests diverge significantly and become more evident. As jobs are lost, social welfare nets are destroyed and local governments are gutted, privatization makes further inroads into public institutions, the wage bill is reduced for capital by eliminating benefits, the rich continue to get richer, and unemployment soars. This is how it looks from the US periphery—not dissimilar to Japan after 1990, or Indonesia after 1998,⁴ or perhaps many economies in the global North today.

Nothing seems to me more obvious than the fact that the problems that plague the present order (or disorder) of the global economy, are systemic within capitalism. They are not caused or cured due to particular cultures, or particular policies, or particular parties in power. And yet nowhere in US public discourse is class, or capitalism, or systemic crisis, or the regime of private property systematically explored. We shun the language of Marx that was buried with ceremony at the end of the Cold War, even if, as Derrida insisted, the ghost of Marx

4 Japan has since experienced chronic deflation; Indonesia has recovered with the sacrifice of worker rights; Argentina had a moment of glory with its factory self-management movement that made a significant (if waning) symbolic impact on political discourse in the public sphere; but the worker-controlled factories are tangential to Argentine's economic recovery, based more substantially on exports (of soy to China, for example). "Growth" measured in GDP has returned, with corresponding growth unemployment and income discrepancy.

continues to haunt our present.⁵ Perhaps it is because I live in the periphery (I hope our Chinese colleagues here will enlighten me), but it appears to me that this taboo against publically analyzing the global economy from a Marxist perspective extends to the People's Republic of China as well.

My argument is that, in the case of the United States, the suppression of critiques of the *system* of global capital within the public discourse is a reason that democracy has become dangerous. Systemic critiques violate the bedrock myth that free markets create free societies. In light of this taboo, practiced by Democrats and Republicans alike, the American political debate is incoherent. The success of a phenomenon like the Tea Party movement, that displaces the existential fears of ordinary working people onto foreigners, should not surprise us. Under present conditions and practices of political discourse, it is one of the few ways of somehow making sense.

Global media has fractured, not united the global public. In theory, the increasing concentration of ownership might have been expected to cause an alarmingly homogenized reporting of news and an overly hierarchical mode of the production of knowledge. In practice the consequence has been very different—more democratic,

5 Jacques Derrida, *Spectres of Marx: The State of the Debt, the Work of Mourning, and the New International* (New York, Routledge, 1994).

and more dangerous. Consumer choice is the name of democracy here. Free choice between marketed products substitutes as democracy's avatar, and the real discrepancy between economic and political realms is glossed over in the process.⁶ Consider freedom of the press within the present media regime. CNN International programming is significantly different from programs domestically available on CNN/US. The premise is that domestic news coverage must be (because it technologically can be) broken up and separated from global coverage. Targeting news markets in specific localities supposedly brings the media closer to the people (while cutbacks in global reporting incidentally save the industry money). Choice is given to a consuming public between multiple carriers of news on the basis of their pre-existing preferences (hence, not new at all). This strategy guarantees that localities remain local in their thinking, and their understanding of the world dangerously provincial—far more so, in fact, than was the case when only a few television networks competed directly for a

6 According to Wikipedia, it was advertising, not consumer choice that led to regionalization of the newspaper: In 2009, *The [New York] Times* began production of local inserts in regions outside of the New York area. Beginning October 16, 2009, a two-page "Bay Area" insert was added to copies of the Northern California edition on Fridays and Sundays. *The Times* commenced production of a similar Friday and Sunday insert to the Chicago edition on November 20, 2009. The inserts consist of local news, policy, sports, and culture pieces, usually supported by local advertisements.

national audience, and all Americans were informed of the same, world-wide events.

Today televised news shows are first and foremost entertainment. Partisan audiences are expected to watch their favorite commentators ridicule others who do not share their views. (Alternatively, so-called balanced reporting sanctimoniously gives both sides of any debate as if both sides have equally valid arguments.) The internet works in a similar fashion. By getting access to users' pre-existing preferences, targeted marketing encourages people to read more of the same. Facebook networks, internet dating sites, Twitter, etc. produce enclaves of like-minded contacts who are expected to identify with each other in terms of every and all of their already-held views. Non-members of the network are held at a distance, their opinions often reduced to caricatures. Given this everyday reality, Habermas' dream of rational consensus in the public sphere appears hallucinatory.

Those of us who grew up reading *The New York Times* as a daily ritual can only deplore its present fate. In financial hard times, with less than a million subscribers, the paper has suffered a dearth of global reporting, a rise of front-page human-interest rather than news stories, and a retreat from the global role that it has played since World War II. *The New York Times* was never averse to criticizing the power of the state or the corporations. It was able to do this precisely because its hegemonic status reflected—with good reason—the public trust. (Today, 73% of the American public believes *The New York Times* has

a “liberal bias,” even though nowhere near that number reads the paper.) The news reporting of Al-Jazeera has become influential today for similar reasons—not by competing for market share, but because it is comprehensive, reliable, and *therefore* growingly hegemonic throughout the Arab speaking world.⁷ I do not know how great the difference is between Al-Jazeera’s Arabic and English language reporting. I do know that the US public sphere would be enormously enhanced if Al-Jazeera English programming were available widely to US audiences from private cable TV companies without a special fee.

The public is not stupid. People know that the system is not working for them. But they are easily manipulated because they are uninformed. Our universities are not helping to remedy the situation. The training of public intellectuals is not considered part of our mandate. Instead, we train professionals—experts who, when they do enter political debates, head for Washington D.C. to advise the policy makers. The public is led to believe that the expertise of others exonerates them from citizen responsibility. They do not need to be involved in the deliberation process, and the consequence is passivity as one extreme, uninformed protest as the other.

The US still has the best university system in the world, but it is in the throes of a radical transformation.

7 *The New York Times* has 16 news bureaus in the state of New York, 11 for national news, and 26 foreign bureaus (total 53). Al-Jazeera has 70 bureaus in all.

Science and technology are increasingly wedded to the research and development needs of private industry. Political Science and Sociology are content to become handmaidens to the discipline of Economics, the mathematical and statistical methods of which are the gold standard of truth. The role of the humanities is reduced to a sideshow, a Potemkin village where values, cultural diversity and historical wisdom are put on display. Most distressing is the tendency toward complacency in the humanities. Rather than insisting on a hearing in the public sphere, humanists remain within their ivory towers, apparently failing to notice that the nature of their jobs has suffered from the same forces that burden the work force outside: speed-up (pressure to publish in quantity), deskilling (handling clerical work by internet that once provided jobs for a full-time staff), and deregulation (adjunct rather than tenure status for professors⁸).

Without a doubt, critical discourse exists in the humanities. Indeed, it thrives there, a blue orchard in the cultural landscape. But criticism may itself be part of the problem. The favorite object of attack by US humanist scholars is the neo-liberal subject—an isolated, self-seeking, quality-neutral individual, abstracted from the particularities of culture, gender and race. Multiple humanists elaborate the techniques of bio-politics that produce this subjectivity. While the neo-liberal subject is

8 In 1960, 75% of US college teachers were full-time tenure or tenure-track professors; in 2010, only 27% fit that description.

clearly recognized as a construct of *homo oeconomicus*, hence the offspring of the specifically capitalist economic system, the focus is not on understanding that system. Humanists are intent on analyzing the discourses of governmentality that *seem* democratic but deliver social control.

True, global capitalism is widely recognized within the humanities as the power behind these processes, or at least the power that gains from them, but the real culprit is discourse, the culturally mediated articulation of these forces. Political critique is limited to understanding how the processes of power are insinuated within our specific cultural identities and indeed, onto our very bodies, presumably in order to resist them. But what is to prevent this form of criticism from getting mired in cynicism? If the processes are not overtly intentional, if the mechanisms of control reach their tentacles into the most apparently harmless practices of everyday life, then how do we with our constructed subjectivities, as atomized, neo-liberal subjects, avoid paralyzing paranoia on the one hand or de-politicizing resignation on the other?

There is a move among US intellectuals toward ethics, understood as personal morality that eschews engagement in the messy realm of the political. Really existing democracy is dismissed as ineffective at best, politically obfuscating at worst. Neo-liberalism is said to infect the logic of politics and markets alike. Citizenship is an ideological subject-formation. Notions of the public good are totalitarian, and welfare programs are forms

of surveillance. Social justice is old-fashioned. To organize for the latter is to collaborate with policing regimes. Anarchism is the least bad alternative. Withdrawal is the preferred political practice. End of story.

Of course, this is an exaggeration. The practices of critical theory in the humanities are far more “nuanced” (a favorite word in the discourse) than I have described. Moreover, cynicism need not win out over hope. Obama’s presidential campaign changed the academic atmosphere seemingly overnight. Suddenly, the political discourse became rational, constructed subjectivities put aside their multiple identities, and citizens united enthusiastically for a common cause. Obama brought two conflicting dimensions, global and national, into focus in one human being. To a global public, his election showed the United States was a place where the son of an African immigrant could become President. Simultaneously, he embodied more than a century of US civil rights struggles for racial equality. His victory on both counts was exhilarating. But the symbolic strength of Obama’s candidacy was followed by growing disillusionment with his presidency, demonstrating that a shift in discourse is not enough.

The policies of Obama as President have been frustratingly cautious. He remains opposed in principle to policies of the Bush administration, while staying very close to them in practice. He does not want the Afghanistan war (but intensifies the American occupation). He believes in government intervention in the economy (but not FDR’s interventionist New Deal). On cultural issues

he is a left-of-center liberal (but personally against gay marriage). A technocrat, his governing style is to trust the experts (but not those who are radically critical of the status quo). *And*, he is a staunch supporter of the “free market” with only minimum government regulation, and no ideological reservation.

On economic issues, there might have been solidarity between Democrats and Republicans as to how to handle the 2008 economic crisis. Indeed, while still a candidate, Obama gave immediate support to the Republican administration’s plan to bail out the banks. But precisely his realistic acknowledgment of the fact that there is no space between Democrats and Republicans in their unquestioned acceptance of the capitalist system enabled the Republican Party to launch a diabolically brilliant, political counter-attack: While sharing his pro-market beliefs, they opposed him anyway. As a minority party, the Republicans could not, and did not desire to stop his support of Wall Street, using government intervention to bolster the banks and industry. Instead, they out-flanked his pro-business policies, but they did it with right-wing populist slogans that appealed to precisely the working people who would suffer the consequences. “Support fiscal responsibility” (cut government social programs). “Keep the Bush tax cuts” (that favor the very wealthy). Repeal the “socialist” legislation of “Obama-care” (the weak public option to private health insurance). “Reform Social Security” (privatize retirement savings as personal investment risks). The call is for ordinary people

to become zealously engaged in undermining their own class welfare. And (I write two weeks before the mid-term elections) it seems to be working.

Some label such right-wing populism as fascism. But in the US case, precisely the economic policies are radically different. Fascism was corporatist; it entailed heavy government involvement in the private sector. The new right is as antistate as any antiglobal anarchist might desire. Instead, it is in terms of affect that right-wing populism and antiglobal anarchism are opposed. The latter is optimistic about the future of the human community. Right-wing populism is motivated by fear.

“The Civilization of Fear” was an early theme of l’Académie de la Latinité. Foremost in our minds at that time was the fear-laden atmosphere in the wake of the September 11 attacks in New York City and the Bush administration’s bellicose response—invading not one, but two sovereign nations, the governments of which had not attacked our own. In terms of the perceived clash of civilizations, much has been done in the US to lessen the tensions. Initiatives came from many directions. Local churches, schools and community organizations worked to build bridges and increase cultural and religious understanding. Publishers translated texts on liberal and radical Islam. Students are now funded to study Arabic abroad. Scholarly research, art exhibitions, and video series are promoted in formerly neglected areas—Andalusian Spain, Late Antiquity, the Silk Road, and the shared culture of the Mediterranean, as well as Islamic

civilization, comparative religion, Middle Eastern Studies, and the cultural anthropology of international law. Obama's election victory and early speech in Cairo seemed to promise civilizational understanding. But in one short year, these gains underwent a reversal: anti-immigrant legislation in Arizona, opposition to an Islamic Cultural Center in New York City, suspicions that Obama is a foreign-born, clandestine Muslim, and a pervasive atmosphere of xenophobia mobilized by the Tea Party with political success. What accounts for this rapid transformation?

Surprisingly, the War on Terror, the still violent situation in Iraq and stalled offensive in Afghanistan are issues largely absent from the political debate in the 2010 mid-term elections. Defense of America's superpower status is considerably muted. The Tea Party is split between isolationists and interventionists. The dominant tone of the political discourse is, rather, *existential* fear—fear that millions of jobs lost in the financial recession are not coming back, that corporations will ship more enterprises overseas, that people will continue to lose their homes, that immigrants are consuming more social resources than they contribute, and that government spending on all levels—local, state, and national—will undermine still further the already uncertain economic situation.

Existential fear permeates the most basic levels of daily life. The US citizenry is experiencing first-hand what it means to undergo the “structural readjustment”

mandated by the Washington consensus that other countries have been compelled to experience, in order to adapt local working conditions to the needs of the global economy. But this time, the readjustment is not only *within* capitalism. Capitalism itself is undergoing structural change. The era of finance capital that dates to *belle époque* of Reagan, Clinton, Bush *et fils* is being countered by a pendulum swing back to an epoch of production expansion, from which the United States may well be excluded.⁹ Hegemony is moving away from the finance capitals of the North and toward the resource — and land — rich countries of the global South. In this period of transition, Brazil is thriving, capable of expanding its production base at the same time that expands social welfare and stabilizes its democracy. Brazil's success is under-reported to the US public, but the authorities are well aware. Not without envy, Obama recently repeated his 2009 comment at the G-20 summit, that Lula de Silva leaves office as the most popular President on earth.

And what of China? Are we witnessing not only an enmeshing of US-Chinese economic fates, but a true subsumption of Chinese socialism within the global capitalist system? Or, is China's macro-economic understanding still informed by Marx's critique in ways that explain its

9 Beverly J. Silver, "2010: Crisis of Labor, Crisis of Capital: A Global View from the End of the 'American Century,'" talk at the Center for Place, Culture and Politics, CUNY Graduate Center, October 19, 2010.

policies of eschewing direct loans to developing countries (like Brazil), and purchasing foreign land and production resources instead? Is the goal of the government to succeed in competition with capitalist investors while remaining socialist in significant ways? I am eager to learn from our Chinese colleagues how the present transformation of global capital looks to them.

One thing seems certain. The hegemony of the United States is on the wane. Perhaps it is only in terms of military resources that its market and political niche is still unchallenged. Many nation states continue to benefit from military security provided by the *Pax Americana*, allowing them to keep their military budgets small. But precisely this situation may be the most disturbing manifestation of our dangerous democracy. The world is entrusting the fate of the planet to the actions of a country, the United States, whose citizens are uninformed, or worse, *disinformed* regarding the rest of the world. Nurtured on ignorance and fear, *these citizens nonetheless have the vote*, and a small but enthusiastic number of them wants to use their vote to elect a new breed of politicians whose global understanding is just like their own.

I remain hopeful that these dangers will not be realized. But my optimism is not based on the present political system. Neither Democratic nor Republican Party has been honest with the public. Both avoid acknowledging the degree to which the recovery of global capital will need to come at the expense of the nation's standard of living and its earlier global dominance. The "middle

class” that Obama still addresses in his middle-of-the-road political rhetoric is a vanishing signifier. While the gap between rich and poor increases as the economy recovers, the mythical middle tends to disappear.¹⁰ His short-term technocratic fixes will not change the situation, because the problem is structural. Can US citizens be counted on to reconcile themselves to the realities of this shifting global situation?

On, October 30, ten days before the US midterm elections (and the day before the presidential run-off election in that enviously benign democracy, Brazil), there will be a non-political, political event in the United States. Two TV entertainers, Jon Stewart and Stephen Colbert, whose popular news satire nightly shows have earned the trust of a population grown wary of professional politicians, will join forces to lead a demonstration in Washington D. C. Stewart, who ridicules political life as a New York liberal, has proclaimed a “Rally to Restore Sanity,” appealing to “rational people”—those US citizens disgusted with the extreme rhetoric of distrust fostered by both Democrat

10 Hacker and Pierson argue convincingly that the rich have essentially bought the country, focusing on two statistics: Since 1980, the top 1% of the country has received 36% of all gains in household incomes. The top 1/10 of 1% (300,000 people) received a greater increase than 60% (180 million people). Jacob S Hacker and Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer—and Turned Its Back on the Middle Class* (New York, Simon and Schuster, 2010).

and Republican candidates in this election campaign.¹¹ Colbert, whose TV character is a parody of right-wing radical pundits, wants instead to “Keep Fear Alive.” They have merged their two events under the title: “Rally to Restore Sanity and/or Fear.”

Who would have thought that, faced with a Tocquevilian moment of dangerous democracy, we would need to rely on two TV satirical showmen to resurrect the Habermasian dream of reason within the US public sphere?

11 <http://www.csmonitor.com/USA/Election-2010/Vox-News/2010/0917/Stephen-Colbert-Jon-Stewart-rally-Might-TV-duo-affect-Election-2010>.

El retorno de los piratas en la era global

Daniel Innerarity

En su célebre *Historia de la piratería*, recuerda Philip Gosse que a finales del XIX se consideraba que la desaparición de los piratas era algo inminente (1932, p. 298). La historia posterior parece desmentir rotundamente este presagio. La piratería ha dejado de ser una curiosidad histórica o una simple metáfora. Los piratas están entre nosotros y por todas partes, adoptando formas diversas: piratas aéreos y marítimos, radios piratas, diputados piratas, terroristas globales, piratas informáticos y *hackers*, virus, emigrantes clandestinos, “ocupas” o *squats*, biopiratería, piratas financieros, crimen internacional organizado, blanqueo de dinero...

El pirata forma parte del imaginario contemporáneo de la globalización, en el que se dan cita el capitalismo

predador, los movimientos integristas, las redes que escapan a los Estados o los libertarios del ciberespacio desregulado. La piratería guarda una estrecha relación con la figura del parásito, ya que el pirata no puede existir sin un sistema social del que vive, pero al que no quiere pertenecer: los virus viven gracias a nuestro organismo, quienes piratean la propiedad intelectual dependen de que haya creación cultural, la economía financiera depende en última instancia de eso que llamamos la economía real... Están también los “*free riders*”, es decir, las personas, instituciones o países que van por libre y escapan de acuerdos que deberían vincularles.

La ambigüedad del fenómeno suscita reacciones muy diversas. Los más temerosos se lamentarán afirmando que vamos hacia un mundo de pillaje y saqueo general; el panorama parece prometer nuevas emociones, en cambio, a quienes se aburrían con el escenario político tradicional. En cualquier caso, cabe preguntarse si esta reaparición de la piratería nos da alguna pista para entender mejor el mundo actual, sus promesas y sus peligros. Deberíamos verificar la hipótesis de que la piratería es indisociable de la globalización de los flujos mercantiles, de la formación de un mundo marítimo transatlántico; por eso se los vuelve a encontrar en cada periodo de transición, en nuestro caso, debido a la actual indefinición acerca de la naturaleza y gestión de los bienes comunes de la humanidad en el contexto de la globalización y la sociedad del conocimiento. En el Mediterráneo del siglo VII, a partir del XVII en el Atlántico o en sus

formas actuales por todas partes, la táctica de la piratería consiste siempre en emboscarse lo más cerca posible de los flujos mercantiles y lo más lejos que sea posible de los grandes centros político-militares. Para estar en un lugar así ya no hace falta desplazarse a ningún sitio, ya que la realidad de la globalización es que por todas partes el sistema financiero se impone sobre los sistemas políticos; en cualquier sitio se está hoy cerca de los circuitos económicos y lejos del poder político.

La actual profusión de la piratería de diverso tipo es una señal de la clase de mundo en que vivimos en virtud de la globalización, que algunos han interpretado como un mundo “líquido”. Con el incremento de lo que podemos llamar bienes públicos comunes de la humanidad (el clima, internet, la salud, la seguridad, la estabilidad financiera (...)), aumenta también la incertidumbre acerca de su propiedad y gestión. Todos los esfuerzos por regular esas nuevas realidades podrían ser entendidos como intentos por dotar de una cierta inteligibilidad territorial a unos ámbitos donde hasta ahora rige una especial ambigüedad. La gran dificultad del asunto consiste en que esto ya no puede hacerse con las viejas categorías del Estado-nación y requiere otra manera de pensar y de gestionar el nuevo espacio público.

1. LA TIERRA Y EL MAR

Podríamos tomar como punto de partida de esta indagación la contraposición entre la tierra y el mar, que

forma parte de nuestro imaginario geopolítico desde Tucídides, que opuso la Atenas marítima a la Esparta terrestre, una democrática y la otra conservadora (2003). El mundo premoderno era un mundo “marítimo” e imperial, no organizado en base a una territorialidad firme, como harían después, en la era moderna, los Estados nacionales. El gran poeta del mundo marítimo, Herman Melville, hace decir a uno de sus personajes de *Moby Dick*: “la marea de Noé todavía no ha concluido”. Tanto la unidad como la repartición del planeta era entonces una cuestión dependiente del elemento marítimo. Los imperios querían imponerse como poderes hegemónicos a través de los océanos. La época imperial no se entiende sin la hidropolítica.

La noción legal de “territorio”, fijo y delimitado, en cambio, es una creación de la modernidad. El mundo antiguo era todavía demasiado fluido e ilimitado. Las ciudades y repúblicas antiguas y medievales establecieron unos dominios vinculados a determinadas extensiones geográficas. Incluso los romanos de la era imperial admitían que su supremacía se extendía hasta el *limes* del imperio. Pero este límite no era una frontera. Era un punto en el que se detenía la extensión de una determinada jurisdicción, un punto alcanzado provisionalmente por el avance de las legiones. Ni siquiera cuando se convertía en algo estable representaba un límite estricto. Era más bien una zona de transición, comercio y comunicación entre el mundo romano y el bárbaro. Los espacios típicos de las ciudades medievales eran de este estilo. No

estaban limitados tanto por líneas como por zonas, a veces lo suficientemente amplias como para permitir enclaves y exclaves, y en donde la autoridad podía ser siempre discutida. En sentido estricto, la línea de demarcación territorial emergió mucho más tarde. Como han mostrado muchos historiadores, la frontera fue una invención del Estado absolutista, especialmente en Francia.

El mar y la tierra también se enfrentan en tanto que imágenes con significación epistemológica. En un célebre pasaje de la *Crítica de la razón pura*, Kant contrapone la tierra firme, que denomina el “territorio de la verdad”, al océano como “sede de la apariencia” donde los bancos de niebla “engañan con nuevos países” (*KrV*, B294/A235). La modernidad se inaugura epistemológicamente como una supremacía de la fijación territorial frente a la fluidez y ambigüedad del líquido marino.

La modernidad se traduce políticamente en la figura del Estado-nación, de base territorial, que establece una nueva forma de repartir el espacio del poder, con claras atribuciones de competencia y sin zonas ambiguas de soberanía. Pero este periodo es un episodio de la historia que se ve rebasado a mediados del siglo XX, cuando se acentúa ese proceso que hemos llamado globalización, en virtud del cual las interdependencias parecen acercarnos de nuevo a un espacio que se parece más a la indeterminación marítima de los imperios que a la solidez terrestre de los Estados.

La contraposición entre el mar y la tierra admite también una consideración más general, de teoría política,

en la que imaginariamente se polarizan dos formas de entender el orden social. Con esa intención polémica encontramos dicho antagonismo en las reflexiones de Carl Schmitt en el periodo de entreguerras (Schmitt, 2008). El jurista alemán se lamentaba de que los Estados terrestres, protectores de la seguridad y la propiedad, estuvieran debilitándose frente a los poderes marítimos, liberales y oceánicos. Para Schmitt los siglos XVI y XVII estuvieron desgarrados por el antagonismo entre los poderes terrestres de las sociedades cerradas y los poderes marítimos de las sociedades abiertas. Este esquema constituye el trasfondo de todos los debates políticos de la modernidad, que han girado en torno a una alternativa fundamental entre los Estados terrestres autárquicos y los poderes marítimos ilimitados, el choque entre una filosofía política de la tierra y una filosofía política del océano, entre un pensamiento del límite contra un pensamiento de lo ilimitado. Para el reaccionario Schmitt, lo finito y acabado representaría el ideal frente a lo abierto e inacabado, propio de las sociedades liberales. El primado de lo político se simbolizaba para él en la fuerza de la tierra firme, en la determinación de lo continental.

Lo que horrorizaba a Carl Schmitt era que la tierra pudiera colapsar en el mar, es decir, que las naciones acabaran disueltas en la ambigüedad de un derecho público común. De ahí su fuerte oposición al nacimiento de un nuevo orden interestatal o de una jurisdicción internacional, tal como se apuntaba tras la Segunda Guerra Mundial. Desde entonces, la propia dinámica de la

globalización nos ha conducido a la configuración de nuevos espacios que están requiriendo una jurisdicción más allá del Estado nacional, una gestión apropiada de los bienes comunes interdependientes y la gobernanza global. La “humanidad” es hoy un término inevitable; desde las discusiones acerca de los derechos humanos y los crímenes contra la humanidad hasta las asociaciones e intervenciones humanitarias, el nombre de nuestra común especie es crucial para referirse a determinados asuntos que apuntan a un horizonte cosmopolita.

Este antagonismo entre el mar abierto y la tierra limitada se ejemplifica muy bien en las filosofías de Grotius y Hobbes. El primero es el defensor del mundo sin soberanías estáticas y, por consiguiente, sin propiedades estables; Hobbes, en cambio, es el abogado del orden terrestre.

Recordemos la historia que dio origen a esta singular contraposición ideológica. En 1603 un navío portugués había sido capturado por otro de la Compañía Holandesa de las Indias Orientales en el estrecho de Malaca. Portugal denunció este acto de piratería y reclamó la restitución de su cargamento, mientras que la Compañía trataba de justificar la captura. Los holandeses acuden entonces a Hugo Grotius, entonces un joven abogado, que argumenta, en un escrito titulado *De iure praedae* (1606), que se trataba de un acto de legítima defensa contra un país, Portugal, que pretendía el control exclusivo de los mares de Asia para asegurar su comercio. Lo que viene a decir es que en nombre del derecho natural nadie

puede apropiarse ni del aire ni del agua y que es imposible apropiarse del mar, pues pertenece a todos.

De esta manera justifica Grotius el derecho de presa, de apropiación, como la nueva lógica marina, poniendo en cuestión así las aspiraciones de los Estados soberanos de apropiarse de los mares. Grotius llega a afirmar que los océanos inhabitables tenían un estatuto legal particular que les hacía más cercanos a las propiedades del aire. Sobre tales elementos no era posible adquirir ninguna soberanía fija. Las pretensiones de propiedad sobre los mares abiertos, ya fueran a título de “descubrimiento”, a través de bulas papales, leyes de la guerra o la conquista, eran igualmente inválidas. Una lógica similar había sido formulada por el gran escritor de los mares, Herman Melville, quien establecía una distinción en orden a legitimar la captura colonial entre el “*fast-fish*” que pertenecía a las autoridades estables, consolidadas, y el “*loose-fish*”, que se encontraba a la libre disposición (“*fair game*”) de quien llegara primero. Y concluía que bajo la categoría de “pez libre” estaba América para Colón, Polonia para los zares o India para los ingleses. Hay una vieja tradición que asocia la propiedad al cultivo de la tierra y considera que lo no cultivado o no cultivable (como el mar) no puede pertenecer propiamente a nadie. Ya Plutarco calificaba a los habitantes de cierta isla como piratas porque no sabían cultivar la tierra. Se trata del mismo argumento por el que se decía que América estaba despoblada cuando llegaron los conquistadores. Habitar es cultivar la tierra; quienes no lo hacen no

poseen ningún derecho sobre el espacio. Por eso es lícito expulsar a los indios en América o surcar libremente los mares.

El *Leviathan* (1651) de Hobbes podría interpretarse precisamente como el intento de establecer el orden y la seguridad terrestres contra el desorden marino. El moderno Estado-nación surge así contra el desorden del mar, contra ese elemento de lo móvil, inestable, flotante, fluctuante y huidizo que los piratas encarnan simbólicamente. No es extraño, por tanto, que Schmitt encintrara en Hobbes un precedente para su concepción del Estado soberano como aquel que introduce el orden y la limitación frente al caos marítimo.

2. LA NUEVA ECONOMÍA DEL PILLAJE

Todo parece indicar que la batalla se inclina actualmente en favor de eso que Zygmunt Bauman ha llamado el “mundo líquido” (2007): la globalización es impulsada por la fluidez general, que implica la liquidación no sólo de las viejas fronteras, sino de la idea misma de frontera, que se convierte en algo obsoleto en un espacio desterritorializado. Podríamos entender lo que está pasando bajo la metáfora de una “oceanificación del mundo”, en el que los flujos se han liberado de la constricción territorial. Se trata de un mundo en el que el desplazamiento y la flexibilidad son la única realidad, un mundo de circulación generalizada, en el que todos navegan, ya sea por espacios digitales, financieros o comunicativos.

No parece haberse cumplido el sueño de Virgilio, cuando en la cuarta de sus *Églogas* afirmaba que en el futuro viviríamos una era feliz en la que ya no habría más viajes por mar. Aunque haya ahora medios de transporte más veloces, no ha disminuido el tráfico marítimo: el noventa y cinco por ciento del actual tráfico mundial de materias se hace por mar. El mar, ese medio informe, sin huella, el universo del peligro y la conquista, es ahora la sociedad del riesgo, los espacios desregulados de las finanzas y el consumo, sobre los cuales el viejo Estado-nación aparece como una potencia sin autoridad.

Estamos ante una configuración del mundo que se parece a las formas arcaicas de las sociedades de colectores y cazadores, que lo conciben más en términos de itinerarios, de botines y pactos, que como espacios cerrados y propiedades estables. No tiene nada de extraño que la figura del pirata reaparezca en un mundo así y que lo haga con toda su ambivalencia de libertad y barbarie. El barco pirata es la utopía multirracial y multirreligiosa de una libre adhesión; la celebración del derecho de partir frente a la obligación de la identidad. El historiador marxista Christopher Hill llamó la atención sobre el hecho de que muchos radicales juzgaron la piratería como algo más honorable que la cultura de la caña de azúcar basada sobre la esclavitud (Hill, 1973).

El pirata encarna la figura de un tipo de enemigo que no amenaza tanto a un país en particular como a las naciones terrestres en general, no a una soberanía concreta como a la idea de soberanía en general. Es alguien que

“desafía toda forma de respetabilidad organizada”, dice Philip Gosse. Un pirata se diferencia de un corsario en que no obedece a ninguna ley terrestre, no dispone del aval de ningún gobierno territorial. Cicerón hablaba de aquellos que se sitúan más allá de las obligaciones de la “*immense societate humani generis*” (1989, p. 53) Dentro de la taxonomía de la enemistad los piratas ocupan un lugar especial debido a su carácter de enemigos de cualquiera que pase por allí. Un pirata no es un enemigo particular sino el enemigo común de todos (“*communis hostis omnium*”) (Heller-Roazen, 2009). Para el pensador romano, formar parte de la comunidad humana implica pertenecer a un territorio claramente delimitado. No es este el caso de los piratas y de ahí su inquietante peligrosidad.

La piratería es lo contrario de la hegemonía, no en el sentido de que esté en condiciones de rivalizar con los imperios en el terreno del poder, sino porque impugna la idea de soberanía como tal. La piratería se inmiscuye en los intervalos que los ciclos de la soberanía no dejan de abrir, en “el espacio sin testigos, en el vacío moral” (Sloterdijk, 2005, p. 180). De esta hostilidad absoluta proceden nuestras actuales denominaciones para caracterizar los genocidios como “crímenes contra la humanidad” o el terrorismo de los “*unlawful combatants*”, que se parece menos a la guerra tradicional entre Estados que a la piratería que resulta del debilitamiento de las convenciones modernas acerca de la guerra territorial (Chomsky, 2002; Innerarity, 2004). El paralelismo entre la vieja piratería

y el actual terrorismo internacional tiene su base en el hecho de que ambos fenómenos se sitúan al margen del cuadro territorial.

Pues bien, no creo estar forzando la metáfora si afirmo que la piratería representa una nueva forma de estar en el mundo que se ha vuelto líquido. No me refiero sólo al terrorismo global sino a formas actuales de la globalización que retoman el modelo de la rapiña. Podríamos pensar en el comportamiento de los consumidores, tan similar al pillaje (como se pone de manifiesto el primer día de rebajas en los grandes almacenes o en cualquier forma de consumo que implica un daño sobre el medio ambiente). El éxito de los productos financieros es inexplicable si no fuera porque en ellos se promete una gran rentabilidad que ciega incluso para los riesgos que llevan consigo. Pienso también en la biopiratería, término que aparece a comienzo de los años 90 para designar la apropiación indebida de los recursos genéticos. Existe una relación entre muchos conflictos actuales y la disposición sobre determinados recursos naturales, por lo que podría hablarse de “una ecología política de la guerra”. En definitiva, la actual multiplicación del pillaje se explica por la debilidad de los Estados a la hora de controlar eficazmente sus territorios y por la agravación de las desigualdades que resulta particularmente insoportable.

La analogía se acredita también si examinamos el actual panorama ideológico, más líquido que terrestre, con unas estrategias políticas más cercanas a la piratería que a la acción tradicional. El actual desencanto

ideológico se pone de manifiesto en el hecho de que ni la izquierda ni la derecha están especialmente interesadas por intervenir a través de los habituales procedimientos de representación. Tanto el individualismo conservador como el izquierdismo radical se entienden a sí mismos como “contrapoderes”, como “para-política”. En el ideario de ambos el pirata representa el paradigma de la lucha contra la rigidez del Estado o contra el orden neoliberal; por distintos motivos, e incluso contrapuestos, la piratería es considerada como la estrategia más adecuada a las evoluciones económicas y culturales del capitalismo.

Unos apelan a la sociedad civil y otros a la multitud (Hardt y Negri, 2000), ambos conceptos muy líquidos y muy poco políticos. La derecha prefiere el mercado que el Estado y la izquierda formula, en vez de las tradicionales formas de lucha sindical, social, institucional o armada, unos sustitutos de combate como el exilio, la defección o la nomadización. Como sugirieron Deleuze y Guattari, el nómada, más que el proletario, es el resistente por excelencia (1972). En el ámbito de la izquierda, las estrategias más innovadoras reflejan el ocaso de los ideales revolucionarios. A lo más que puede aspirarse es al “détournement”, a esa parodia satírica que plantea el arte contemporáneo siguiendo un término acuñado por los situacionistas, es decir, a la pretensión de sabotaje, descarrilamiento, distorsión o subversión. Por supuesto, nada que recuerde a la vieja aspiración de asaltar el poder; la propuesta más ambiciosa es la de beneficiarse de los intersticios o de las zonas desocupadas por el

Estado. Naomi Klein, una de las principales ideólogas de los movimientos antiglobalización, apela a la forma de resistencia del “*cultural jamming*”, esa interferencia que quiere transformar los mensajes publicitarios de las marcas sin alterar sus códigos de comunicación con la finalidad de replantear los valores que estas marcas transmiten (Klein, 2000). Cualquiera puede advertir la contradicción de este altermundialismo, ya que la decisión por la piratería manifiesta exactamente que no se cree que “otro mundo es posible”.

La depredación, que era una forma de apropiación habitual en el mundo arcaico y clásico, que el Estado moderno quiso resolver con el establecimiento de formas de propiedad codificadas, ha tomado actualmente (en el mundo de las finanzas y la información) unas formas de enorme complejidad. Una de las figuras más elocuentes de la piratería contemporánea son los paraísos fiscales, esos lugares sin identidad, sin fiscalidad ni obligación de residencia. Allí se consagra el curioso derecho de abandonar todo espacio político, sustrayéndose al impuesto que es el símbolo del poder territorializado. Otra estrategia de despolitización, en su forma más lacerante. No es una casualidad que muchos de estos “paraísos” sean islas, a las que ya no van los reprobados sino las élites que abandonan la tierra de los Estados y sus constricciones.

El ciberespacio proporciona igualmente una gran cantidad de metáforas marítimas y piratas. Como los océanos y el aire, el ciberespacio es un territorio de navegación. El vocabulario de la red es muy explícito a

este respecto. Se navega por la red, y los piratas asaltan, inmovilizan, sabotean y se hacen con los servidores, a veces por puro juego, otras por motivos criminales o geoestratégicos. Allí se mueven otros navegantes con la misma lógica libertaria con la que los expertos financieros inventan productos para escapar de una posible regulación. Los *hackers* se cuelan por los huecos de la red y los financieros buscan los espacios *off shore* como los piratas circulan entre los espacios de la soberanía. Al igual que los piratas históricos, los navegantes de la red viven en un archipiélago sobre el que el Estado impotente no tiene el monopolio de la violencia legítima.

El sueño de las lógicas libres es lo que ha convertido a internet en la utopía política que ha entusiasmado a una generación. Se ha configurado así un nuevo terreno *on line* de la lucha política presidido por la libertad de información y la desconfianza frente a la autoridad y la centralización. Militantes del *software* libre abogan por la disolución de las fronteras digitales y realizan una apología de la gratuidad. Para ellos, la renta constituye algo ilegítimo porque la captura de la demanda no está vinculada a una superioridad intrínseca del producto sino a su anterioridad, que es frecuentemente accidental. Por otro lado, aparece también como algo exorbitante porque quienes la detentan tratan de hacerla irreversible, imponiendo, por ejemplo, una escasez artificial y haciendo ilegal o imposible la duplicación. Frente a esa propiedad, los nuevos piratas del ciberespacio defienden el derecho de parodiar, que está puesto en cuestión en nombre de la

protección de las marcas. Estas formas de piratería no tratan de invertir el capitalismo sino de crear espacios al abrigo de la mercantilización general.

3. CAPITALISMO SIN PROPIEDAD

La desestructuración del mundo actual se debe, en buena medida, a una serie de cambios que no pueden ser ni comprendidos ni regulados con los instrumentos que teníamos. El mundo se nos presenta como una realidad común, sin dueño, en el que es difícil establecer responsabilidades o asignar competencias. Esta falta de formato se corresponde con una profunda transformación del concepto de propiedad; se podría hablar incluso de su liquidación en un “capitalismo sin propiedad”.

Podríamos explicar esta idea con un procedimiento que vale para cualquier realidad histórica. Cuando queramos comprender el significado de algo que se está acabando, lo mejor es considerar qué sentido tenía cuando comenzó. Si la crisis actual ha desvelado una profunda transformación del capitalismo, puede resultar clarificador tratar de comprender qué significó la constitución del capitalismo como un sistema general de la propiedad y el comercio.

Pues bien, lo que hizo el Estado moderno fue privilegiar la propiedad y los propietarios. Todos los ordenamientos jurídicos conceden una gran importancia a la protección de la propiedad y desconfían de las realidades sin dueño. Tres cuartas partes de los artículos del Código

Civil de 1784 se referían a la propiedad como el centro de las relaciones y de los conflictos en una sociedad. No había nada en el mundo que no pudiera convertirse en propiedad de alguien, ni nadie que pudiera quedar fuera de las relaciones de propiedad. Quien carece de propiedad, quien se desinteresa absolutamente de la posesión estable de bienes, es un peligro público; puede ser un especulador, un pirata, un terrorista suicida o simplemente alguien que no merece crédito. El que carece de propiedad es peligroso porque no se mueve propiamente en el interior de la sociedad. Quien es solamente pobre, por el contrario, requiere la protección del Estado, consume aunque sea poco y reclama el reconocimiento de la sociedad; puede ser ciudadano, hacerse responsable, estar localizado. Por eso los sistemas políticos modernos consideraron que la libertad cívica no puede ejercerse sin propiedad, por escasa que esta fuera. En el artículo segundo de la Declaración de Derechos del Hombre y del Ciudadano, la propiedad está entre los derechos fundamentales, junto a la libertad, la seguridad y la resistencia a la opresión. Ahora bien, ¿qué pasa cuando el funcionamiento del capitalismo puede renunciar a la ética de la propiedad porque ya no la necesita? ¿Qué ocurre cuando ya no requiere de la propiedad (sus vínculos y sus obligaciones) para proporcionar al mercado los impulsos necesarios? Esta es la cuestión que actualmente se nos plantea y que requiere un nuevo tipo de gobernanza.

Una encuesta hecha en Rusia (y que bien podría extrapolarse a otros países) arrojaba el siguiente dato: a la

pregunta acerca de a qué derecho concedían más importancia, una gran mayoría situaba el derecho a la seguridad social, al trabajo o a la educación muy por encima del derecho a la propiedad. La mayoría de los rusos no quiere ser propietario, podríamos concluir. Sin interés por la propiedad, tampoco se interesa uno por el Estado como garante de esa propiedad, sino sólo por una administración que garantice determinadas prestaciones; quien vive sin propiedad, es decir, sin un ámbito privado, tampoco se preocupa por lo público.

El capitalismo globalizado no necesita a la propiedad y sus virtudes cívicas. Ha entrado en un estado de autonomía o auto-reflexividad en el que se puede mantener en movimiento sin la civilidad que caracterizaba a eso que Macpherson llamó el “individualismo posesivo” (1964). Así se pone de manifiesto en la actual relación entre el trabajo y la propiedad. La propiedad ya no está vinculada a la creatividad empresarial y al trabajo, lo que ya no es necesario cuando la propiedad verdaderamente valiosa consiste hoy en el valor de las acciones. Al mismo tiempo, el tipo ideal del trabajador es el técnico autónomo que no siempre está presente en su lugar de trabajo, que mantiene cooperaciones informales, que no está encardinado en las solidaridades del trabajo tradicional propias de la producción de bienes materiales ni en organizaciones formales jerárquicas. En la economía de servicios, la antigua moral del trabajo parece algo superfluo.

Donde mejor se comprueba la dimensión de este capitalismo sin propiedad es en la financiarización de la economía y en el mundo de la bolsa. La acción es la nueva versión de la propiedad. Aunque no toda propiedad tenga que ver directa o indirectamente con la posesión de acciones, es en la bolsa donde se decide en última instancia el valor de la propiedad. Son los mercados financieros globales los que establecen el tipo de expectativas que determinan los movimientos de capital a través de las acciones.

La propiedad, que ha sido expresión de una ganancia, es decir, de un pasado, y que se vinculaba con la idea de patrimonio y herencia, se fluidifica actualmente hasta convertirse en la mera expectativa que establece la oscilación de las acciones. Si antes la propiedad simbolizaba continuidad, voluntad de transmisión hacia la posteridad y, por tanto, de eternizar de algún modo la propia existencia, ahora ha de prescindir de tales pretensiones y convertirse en la disposición de reaccionar continuamente a los movimientos del mercado bursátil. La fluidificación de la propiedad en la acción se corresponde con la transformación de la propiedad en expectativa. El éxito consiste en adaptarse con habilidad, sin generación ni responsabilidad, sobre todo sin las responsabilidades civiles de la propiedad. El accionista aumenta el valor de sus acciones, pero no con la intención de fortalecer el tesoro de su propiedad como patrimonio heredable.

El actual accionista no sabe la mayor parte de las veces en qué está participando con sus acciones ni cómo

es dirigida la empresa de la que es copropietario y sigue con pasividad las indicaciones que establecen los grandes poderes de inversión. Sólo aparentemente es dueño de su propiedad. Y al mismo tiempo es una presa fácil de reacciones de pánico, botín de unos movimientos de capital que ya no reflejan tanto el valor objetivo de las cosas como las oscilaciones emocionales.

Si esto es así, entonces cabría cuestionar la función económica de la propiedad de las acciones, a saber, la de proporcionar una señal de progreso y crecimiento en el tumulto de las fuerzas del mercado. Aunque las acciones sean necesarias para legitimar el mercado, funcionan cada vez más como *claqueur* de los movimientos de capitales y del devenir de las empresas, que sólo unos pocos pueden interpretar. La fuerza económica y social de las acciones consiste teóricamente en que sitúan a sus propietarios en el centro de la actividad capitalista, a los que convierte en empresarios. Pero lo cierto es que apenas queda nada de esto para la gran mayoría de los pequeños y medios accionistas. La acción se limita a ser una expectativa de incremento de valor, pero no pertenece al mundo de la propiedad, con la que su propietario pudiera identificarse como algo disponible.

Un capitalismo así configurado no necesita aparentemente marcos estables para mantener su permanente agitación. Pero una de las cosas que la crisis económica ha puesto de relieve es que o encontramos un equivalente funcional para las tareas que realizaban los Estados cuando había un capitalismo de propietarios o el actual

capitalismo sin propiedad ocasionará fallos de mercado que como sociedades civilizadas no nos podemos permitir.

4. UN MUNDO DE TODOS Y DE NADIE

La piratería es un indicador de falta de regulación, bien sea por encontrarnos ante formas de propiedad inéditas, bienes comunes de difícil identificación o frente a innovaciones que plantean problemas normativos. ¿Qué pensar, por ejemplo, de esa guerra de patentes en el fondo marino con el fin de registrar organismos para desarrollar aplicaciones médicas o energéticas? La nueva piratería se debe especialmente a la actual profusión de bienes públicos, a la indefinición de su naturaleza. De hecho, la época moderna pudo ser entendida como una época en la que la acción era más rápida que la legislación, como pasa desde entonces y lo que probablemente sea una característica de la modernidad en general. Quien en tiempos estables y regularizados es un saqueador y un delincuente, en momentos históricos de descubrimiento y expansión pasa por un pionero, aventurero, héroe o misionero de la civilización.

Pensemos también en las pandemias, la seguridad, el clima, el conocimiento, la red o los riesgos financieros, cuya liquidez responde al hecho de que no siempre es fácil saber quién se hace cargo, de quién es la competencia, a quién pertenece, quién es el autor... A todo lo cual se añade un efecto característico de la desterritorialización:

la dificultad de discernir lo privado y lo público, lo propio y lo común, lo interior y lo exterior. Se requiere precisar, por ejemplo, las condiciones de aceptabilidad de las rentas en una sociedad del conocimiento y la información, cuándo y en qué medida es legítimo el beneficio de los creadores (en materia artística, financiera o farmacéutica). Hay que encontrar un nuevo equilibrio entre seguridad y defensa de la vida privada, entre derecho de autor y difusión de la cultura, entre los requerimientos de la investigación y el derecho a la salud. Nos hace falta, en definitiva, una nueva regulación para un mundo en el que el saber está disperso, de información disponible, de lugares asequibles y comunicaciones instantáneas, un mundo de interdependencias y enlaces.

Cabría interpretar los actuales intentos por regular estos nuevos espacios como un intento de reterritorializar el mundo y combatir su excesiva liquidez. Es la lógica que mueve el empeño por controlar los flujos financieros y eliminar los paraísos fiscales, que ya no están en la periferia sino en el corazón del nuevo mundo global. Estas islas donde no rige el derecho invierten la relación entre la tierra y el mar: la tierra firme se encuentra ahora en la periferia de un mundo líquido, los Estados en la periferia del mundo financiero. Es como si viviéramos en un mundo en el que el mar hubiera tomado el poder sobre la tierra firme. Por eso puede entenderse la actual batalla contra los paraísos fiscales como una revancha de las potencias terrestres contra las derivas del nuevo poder desterritorializado.

Pensemos, por ejemplo, en la idea de “trazabilidad”, que se plantea como exigencia ecológica para los productos del consumo y que no es sino el intento de remontar la cadena de las transacciones para asignar una responsabilidad. ¿Que tienen en común el hecho de que un pirata tuviera un pasado tan poco identificable y ninguna adscripción identitaria que remitiera a un Estado conocido con la indeterminación de muchos de los productos de la actual industria de la alimentación o con la inquietud que despiertan ciertos bienes de consumo cuya producción podemos suponer que se debe a un abuso laboral? Pues que en ambos casos es la carencia de pasado lo que produce miedo. Con la idea de trazabilidad se pretende despiratizar el orden alimentario y nuestro consumo en general, recuperar una confianza que sólo puede conseguirse identificando su origen y evolución histórica, sustituyendo la ambigüedad sin trazas de su condición líquida por un itinerario terrestre reconocible.

Pero los problemas son tan inabarcables como la confusión que produce una realidad de interdependencias tan densas. ¿Cómo hacer la guerra contra los piratas en mundo líquido en el que no hay propiamente campo de batalla? La represión de la piratería en el siglo XVIII proporciona un modelo que, salvando las distancias, puede orientar nuestro combate contra los delitos globales. El edicto *Alien tort Statute*, mediante el cual los americanos trataron de eliminar a los piratas en 1789, nos da algunas pistas en materia de gobernanza y justicia global: debates abiertos, consensos más amplios, unificación de

criterios y legislaciones. La lucha contra la piratería sólo pudo ser verdaderamente eficaz cuando fue considerada como de “jurisdicción universal”, es decir, como algo que desbordaba la competencia nacional.

Las actuales exigencias de caminar hacia una jurisdicción universal tienen sus raíces legales en el viejo derecho de cualquiera a perseguir y penalizar a los saqueadores marítimos. Si nos fijamos bien, muchos de los grandes problemas actuales de la humanidad requieren ir más allá de la fijación territorial y encontrar soluciones “oceánicas”. Por ejemplo, la exigencia de revisión y ampliación de los criterios de acceso a la ciudadanía en materia de emigración, lo que supondría desligar la ciudadanía de la estatalidad o desnacionalizar los derechos. No hay otra solución que superar el principio de territorialidad del derecho en consonancia con la naturaleza desterritorializada de las amenazas a las que debemos hacer frente, hacer que el derecho sea, por así decirlo, más “marítimo” y menos “continental”, hacerlo isomorfo con su objeto. El regreso de los piratas en la era global pone manifiesto que el signo de los tiempos es la vuelta de los mares y la progresiva irrelevancia de la tierra.

BIBLIOGRAFÍA

BAUMAN, Zygmunt (2007). *Liquid Times: Living in an Age of Uncertainty*. Cambridge, Polity Press.

- CHOMSKY, Noam (2002). *Pirates and Emperors, Old and New Terrorism in the Real World*. London, Pluto.
- CICERON (1989). *De officiis*. (Trad. de José Guillen Caballero.) Madrid, Tecnos.
- DELEUZE, Gilles y GUATTARI, Félix (1972). "Traité de nomadologie". En *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie*. Paris, Editions de Minuit, p. 434-527.
- GOSSE, Philip [1989 (1932)]. *History of Piracy*. New Mexico, Rio Grande Classic.
- GROTIUS, Hugo (1606). *De jures praedae*. (Trad. castellana: *Del derecho de presa; Del derecho de la guerra y de la paz*. Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1987.)
- HARDT, Michael y NEGRI, Toni (2000). *Multitude. War and Democracy in the Age of Empire*. Harvard University Press.
- HELLER-ROAZEN, Daniel (2009). *The Enemy of All. Piracy and the Law of Nations*. New York, Zone Books.
- HILL, Christopher (1973). *The World Turned Upside Down: Radical Ideas During the English Revolution*. Londres, Temple Smith.
- HOBBS, Thomas (1651). *Leviathan*. (Trad. castellana de Antonio Escotado.) Madrid, Editora Nacional.
- INNERARITY, Daniel (2004). *La sociedad invisible*. Madrid, Espasa.
- KANT, Immanuel (1968). *Kritik der reinen Vernunft, Werke*. Ed. Preussische Akademie der Wissenschaften. Berlin, Walter de Gruyter (citado como *KrV*).
- KLEIN, Naomi (2000). *No Logo*. London, Flamingo.
- MACPHERSON, Crawford Brough (1964). *The Political Theory of Possessive Individualism*. Oxford Paperbacks.
- SCHMITT, Carl (2008). *Land und Meer: Eine weltgeschichtliche Betrachtung*. Stuttgart, Klett-Cotta.
- SLOTEDIJK, Peter (2005). *Im Weltinnenraum des Kapitals*. Frankfurt, Suhrkamp.
- TUCÍDIDES (2003). *Historia de la Guerra del Peloponeso*. Madrid, Alianza.

Nihilisme et identité

Gianni Vattimo

Décidément, la distinction nietzschéenne entre nihilisme passif ou réactif et nihilisme actif n'a pas perdu son sens depuis les plus de cent ans qui nous séparent de sa première formulation. Le fait est que nous sommes encore dans la même situation que Nietzsche pré-voyait en son temps, et que plus tard Heidegger nous apprit à nommer "fin de la métaphysique": Dieu est mort, les valeurs suprêmes se sont dévaluées, nous vivons dans un monde de pluralité de valeurs multiples et donc impossibles à juger au nom d'un critère définitif. La condition historique qui nous concerne et nous "dé-termine" est celle-ci: Si Dieu est mort — avec toute la signification que cela comporte dans la pensée nietzschéenne — nous

n'avons pour nous orienter aucun recours à une valeur. C'est dans cette situation que, pour Nietzsche, devient décisif le *Uebermensch*, l'homme qui se situe au-delà, le "outré homme". Quoique Nietzsche refuse l'idée d'une histoire dominée par la pure et simple violence physique, il est vrai que son monde de "la volonté de puissance" est un monde de compétition, de lutte — qu'il imagine surtout comme un "conflit des interprétations". L'*Uebermensch* que Nietzsche préconise dans le monde du *Wille zur Macht* n'est pas avant tout la bête blonde dont rêvaient ses interprètes nazis; il est d'abord l'homme capable de tolérer le poids du nihilisme, la condition d'absence de valeurs suprêmes; et la manière de survivre comme individu — comme personne humaine — en cette condition exige une certaine sur-humanité, donc au fond, la capacité de se proposer comme modèle, ne fût-ce que pour soi-même (pensons ici au dernier Foucault, à sa perspective d'un monde de personnes vivant chacune un style esthétique original). Le nihilisme passif, réactif, etc. dans lequel nous sommes "jetés", dirait Heidegger, devient actif quand il est assumé comme point de départ de la création d'un modèle original de vie. On pourrait dire: quand on y répond par l'affirmation d'une identité qui se propose comme un modèle pour "tous".

On voit bien qu'ici on touche à des questions tout à fait actuelles, non seulement pour la psychologie individuelle de l'homme "post-moderne", mais aussi, et même plus, pour toute idée de transformation sociale, pour tout

programme “révolutionnaire”... Seulement le nihilisme, pour la première fois, rend possible une idée authentique de révolution: non plus au nom de quelque chose de perdu que l’on devrait “récupérer”, mais avant tout contre l’idée même qu’il s’agirait de “revenir” à une condition originaire (avant le péché?), etc.

Je dis que la question nietzschéenne des deux nihilismes est terriblement actuelle, aussi bien du point de vue de la lutte politique que pour la psychologie collective. Les deux aspects — politique, psychologie individuelle et collective — se croisent profondément, comme il est facile de comprendre. Pour s’en rendre compte, il suffit d’observer comment, dans notre société (bien au delà des différences nationales, pour le moins dans toute l’œcumène des pays industrialisés) le mouvement de l’intégration progressive des singularités dans des organismes plus vastes s’accompagne paradoxalement avec la croissance d’une indiscipline sociale qui préoccupe toutes les “autorités”. Ce n’est pas un hasard si le commerce d’armes a connu, ces dernières années, une intensification de l’intérêt pour les armes dites “légères”, utilisables plutôt en des situations de révolte urbaine que dans des conflits internationaux. D’ailleurs, la transformation de l’OTAN en témoigne clairement: il ne s’agit plus de protéger les pays de l’Atlantique Nord contre l’agression de la Russie, la Chine, etc. Mais de garantir une lutte commune contre le “terrorisme international”, ce qui veut dire plus ou moins contre toute forme d’indiscipline interne, quelle qu’elle soit.

Si nous voulons traduire tout cela dans le langage nietzschéen duquel nous sommes partis, nous dirons qu'il y a un développement parallèle du nihilisme passif et du nihilisme "réactif": Laissant de côté notre vieux Nietzsche, nous pouvons dire que la prolétarianisation de plus en plus générale des masses produit une diffusion de la violence qui s'exerce à tous les niveaux de la vie sociale — en partant de la famille elle-même. Comment et pourquoi cette violence stimulée par la prolétarianisation de(s) masse(s) ne donne pas lieu à la création de *Uebermenschen*, d'individus ou de groupes capables de construire, de pratiquer un nihilisme actif — c'est à dire capable de faire naître un ordre nouveau? Encore une fois, nous voilà confrontés avec une situation lisible en termes politiques: le mécontentement universel — que nous voyons très largement présent dans tout le monde occidental, sûrement en Europe — ne donne pas lieu à des transformations politiques visibles, et au contraire ne produit aucun changement significatif dans les classes dirigeantes. Au lieu de voir ce phénomène paradoxal comme un signe du fait que les masses ne sont pas (encore) assez "prolétariées" pour se décider à la révolution, ou que les gens au fond s'en tirent encore trop bien pour courir le risque de perdre aussi le peu qu'ils ont, on pourrait peut-être reconnaître que l'idée nietzschéenne du sur-homme n'est pas du tout hors de question pour nous aussi. Il y a d'abord la thèse de Max Weber, selon laquelle dans nos sociétés de masse se fait de plus en plus entendre le besoin,

voire la nécessité, d'une autorité "carismatique". Nous prenons généralement cette thèse comme la signalisation d'un "risque". Mais s'agit-il effectivement de cela? L'expérience montre que le peu de transformations sociales réussies dans notre monde s'est passé en vertu de certaines individualités cosmico-historiques, comme dirait Hegel: Lenin, Mao, Castro, Chávez, Lula lui-même.

Voilà un discours que l'on considère habituellement dangereux. Mais au fond, il ne fait qu'exprimer une expérience que nous avons fait, nous tous qui heureusement vivons dans des régimes démocratiques formels. Je dis heureusement parce que jusqu'à présent je partage — encore — le fameux mot de Churchill a propos de la démocratie qui est très mauvaise, sauf tous les autres régimes, qui sont pires. Mais Churchill parlait sur la base de son expérience de lutte contre le fascisme et contre le stalinisme. Après soixante ans et plus de "liberté" démocratique, est-il encore si scandaleux de se demander s'il a encore raison? Il n'est pas exagéré de dire que la démocratie formelle reste à présent une affaire d'exportation. Comme très souvent cela s'est passé pour l'exportation d'autres marchandises produites par le monde "libre", dans le cas de l'Iraq, par exemple, la démocratie a dû être exportée avec l'aide substantielle des bombardements. Le très peu de transformations révolutionnaires qui ont eu lieu pendant le XX^{ème} siècle — à partir de l'octobre russe de 1917, de la longue marche de Mao en Chine des années 40 jusqu'à Cuba de 1959 et aux transformations

démocratique — socialistes de l'Amérique latine des dernières décennies — ont montré à quel point, même en cas de victoire dans les urnes électorales, la figure d'un chef charismatique est décisive. C'est là une considération que je n'aime pas faire; mais qui m'est évoquée soit par le souvenir de Max Weber, soit par la référence au nihilisme. Pourrions-nous dire en acceptant le scandale conséquent, que le nihilisme exige le *Ueberschensch*? Et de son côté, le nihilisme n'est rien que l'on puisse provoquer ou exorciser à l'arbitre. Il est la condition que nous vivons *de facto* dans nos régimes politiques tardo-industriels, post-industriels, et désormais aussi post-capitalistes. Pensez à la crise de la politique créée par le désintéressement progressif des électeurs, à la multiplication de groupes anti-politiques en tout pays "occidental", qui révèle un état d'esprit de désillusion et de résignation passive, sans espoir. Est-il un phénomène "physiologique", nous jouissons de trop de liberté, d'abondance, de marchandises pour nous occuper des questions collectives? Ou bien sommes-nous trop désespérés, désabusés, pour pouvoir croire à un quelconque programme de transformation? L'idée que les Etats-Unis ont exporté le malheur dans tout le monde, avec leur modèle de vie et avec tous les médicaments nécessaires pour le tolérer (des *Ersatz* chimiques de l'*Ueberschensch*) n'est pas sans fondement. N'oublions pas, d'un autre côté, que la Première Guerre mondiale, avec toutes ses causes objectives voisines et lointaines a éclaté comme à la conclusion de la "belle

époque”, et la faveur qu’elle a rencontré, au moins à son début, chez le peuple — intellectuels pas moins que les masses — était aussi un signe d’une réaction au nihilisme dominant (cfr. Musil, *L’homme sans qualités*; Mann, *Der Zauberberg*).

J’ai moi-même étudié longuement et passionnément Nietzsche, en interprétant son appel à l’*Uebermensch* comme l’appel à une humanité non plus prisonnière des structures sociales et psychologiques produites par la domination de l’homme sur l’homme. Et je suis encore persuadé que ceci est le sens de cette doctrine nietzschéenne. Seulement je m’aperçois que je faisais sur ce thème une erreur analogue à celle que parfois, avec beaucoup de respect, j’ose reprocher à Habermas: je me bornais à décrire un ordre idéal, ce que l’on devrait réaliser au but d’une transformation. J’oubliais un important discours de *Ainsi parlait Zarathustra*, celui intitulé “De la vision et de l’énigme”, où dans un rêve, Zarathustra voit un jeune pasteur qui risque d’être suffoqué par un serpent qui lui est entré dans la bouche, et dont il devrait mordre la tête. C’est un texte où, paradoxalement comme très souvent dans ce livre, Nietzsche parle du fait que l’on peut se situer dans le monde libre de l’éternel retour seulement en le réalisant par une décision. Beaucoup de la popularité de Nietzsche dans notre temps est liée à la portée psychologique de textes comme celui-ci: on en a marre des idéologies consolatrices, pacifistes, démocratiques, rationalistes, etc. mais on n’a pas, ne veut pas avoir le courage

de suivre Nietzsche jusqu'au bout. Ce qui ne signifierait pas, même pas pour lui-même, d'accepter la lecture naziste de ses doctrines. Pensons à des philosophes comme Deleuze, Foucault, et beaucoup d'autres, qui ne peuvent pas être soupçonnés de sympathies de droite. En commençant d'ailleurs par le Sartre de la *Raison dialectique*, et sa théorie du "groupe en fusion". Elle n'est sûrement pas une théorie du type *Fuehrerprinzip* nazi et fasciste mais certainement ne suppose pas un fonctionnement démocratique formel. (Et encore: quand les révolutionnaires français de 1792 ont coupé la tête au roi et à sa femme, ils ne l'ont pas fait sur la base d'un referendum: il n'y avait pas — encore — de Constitution pour régler la question!) On reproche à Cuba de construire les listes électorales par des assemblées publiques de quartier, de zone, etc., ce qui limiterait la liberté "démocratique" dont nous (!) jouissons. Plus ou moins de ce genre sont les objections que l'on adresse contre les "missions" du Venezuela chaviste: les *missioneros* sont seulement des membres du parti du président, et non pas un corps "démocratique", etc.. En fait, tous ces exemples (je ne vais pas évoquer ici la notion gramscienne d'hégémonie, qui me semble inspirée par les mêmes exigences) manifestent l'effort de dépasser les racines du nihilisme passif qui accompagnent comme une ombre la démocratie formelle que nous considérons notre critère suprême d'évaluation de tout régime politique.

Il ne s'agit pas d'identifier la sortie du nihilisme passif avec la reprise d'un autoritarisme pré-moderne; ni

même, et quoique là on pourrait être plus ouvert, avec une idéalisation de la “communauté” comme on voit souvent chez des penseurs bien respectables (je pense à un homme comme McIntyre). Ce que je me propose ici est seulement (seulement!) de souligner une absence dans la théorie (et, bien sûr, dans la pratique) qui se pose la question de la transformation radicale de notre société afin de sortir du nihilisme passif qui, sous des noms différents peut-être, est reconnu comme notre condition universelle (de l’Occident, mais très bien exportée dans tous les *slums* des troisième et quatrième mondes). Les théories de l’émancipation ont très bien vu l’évènement du nihilisme, toutes les sociologies philosophiques de notre siècle (pensons à Simmel, à Adorno, plus récemment à Bauman) tournent autour de ce point. Mais aucune n’a encore posé la question de l’*Ueberschensch* nietzschéen qui est un corollaire inévitable de cet évènement. Bien sûr, il y a de bonnes raisons pour se méfier de cette question, surtout la crainte de se retrouver, sur ce terrain, à côté de positions inacceptables. L’idée que nous avons longtemps cultivée d’une “démocratisation” du Surhomme — tout citoyen doit devenir un “individu” autonome, responsable, capable de ne plus être “assujéti” à la domination et à l’esprit de vengeance impuissant qui caractérise le nihilisme passif — est depuis longtemps *ausgetraeumt*, un rêve fini. Les institutions et les moyens pratiques inventés jusqu’à présent se sont révélés inefficaces à ces fins; surtout, ils sont en train de produire des

contre-effets macroscopiques et destructifs dans des mesures apocalyptiques. Au moins du point de vue de la théorie — des “prophètes” désarmés que nous sommes — il serait nécessaire de ne plus se laisser taire, réduire au silence, par la prétendue vérité “normative” du modèle “occidental” qui anéantit tout effort de projeter une existence finalement libre de la domination.

3

L'Amérique latine en transformation:
constructions ou réinventions?

Región y Estado nacional en América Latina: el caso de Ecuador en el siglo XIX*

Enrique Ayala Mora

1. INTRODUCCIÓN

En la América Latina de nuestros días, la cuestión nacional ha vuelto a ser un tema de debate. Hace unas pocas décadas, el asunto parecía ser cosa del pasado, puesto que en medio de las transformaciones que están sufriendo los Estados nacionales, varios de sus atributos de soberanía se han transferido a la comunidad internacional o a los entes de integración. Las tendencias neoliberales

* Este trabajo ha sido preparado especialmente para la Conferencia de la Academia de la Latinidad, a base de un texto más extenso que será publicado en los próximos meses.

han dismantelado los espacios de lo público. Las grandes multinacionales, por su parte, han restado atributos y competencias a los países. Por otro lado, las demandas de pueblos y regiones que se consideran “naciones” o “nacionalidades” plantean la disolución de los Estados tal como los conocemos. Esto hizo pensar a algunos que los Estados nacionales van a desaparecer.

Pero, en realidad, es evidente que los Estados-nación están cambiando de manera irreversible, pero no están desapareciendo.¹ El retroceso del neoliberalismo y los triunfos políticos de tendencias progresistas y de izquierda en América Latina han levantado propuestas de robustecimiento de los Estados y de reafirmación nacional. Por ello debemos volver a reflexionar sobre el origen y desarrollo histórico de los Estados nacionales de América Latina. En este empeño, es importante revisar tanto la bibliografía que se ha considerado “clásica”, como la abundante producción específica latinoamericana, especialmente aquella que parte del estudio del siglo XIX, que fue el del auge de los nacionalismos y las naciones.²

Este trabajo enfrenta el desarrollo del Estado-nación y su relación con las regiones en el Ecuador durante el período que fue desde 1830, en que se fundó la Repúbli-

1 Cf. Alain Touraine, *¿Podremos vivir juntos? Iguales y diferentes*, México, Fondo de Cultura Económica, 1997, p. 232.

2 Cf. Eric Hobsbawm, *Naciones y nacionalismo desde 1780*, Barcelona, Crítica, 1991.

ca, hasta 1895, en que produjo la Revolución Liberal. Es decir, cubre virtualmente todo al siglo XIX republicano.

2. ESTADO NACIONAL

Sobre el carácter y funcionamiento del Estado y las formas de dominación política prevalecientes en el Ecuador a inicios de su vida republicana autónoma se conoce poco. Y esto se debe no solamente a la tendencia biográfico-legalista de los historiadores tradicionales, sino también a dificultades objetivas, ya que la investigación de esos temas demanda un gran esfuerzo de reflexión teórica, de búsqueda original de explicaciones, necesariamente inéditas, y de manejo de fuentes documentales de primer grado antes no estudiadas. Este texto pretende aportar a la discusión del tema enunciado, mediante la sistematización de varios trabajos anteriores y de nuevas investigaciones y reflexiones.

En la historiografía tradicional se dio siempre por descontado que el Ecuador nació en 1830 como un Estado nacional ya constituido y que como tal ha evolucionado hasta hoy. En una obra sobre identidad nacional me esforcé por establecer los elementos básicos de esa visión:

Se nos ha dicho que la nación ecuatoriana existió desde el origen de los tiempos, que tuvo su auge inicial en el Reyno de Quito de los legendarios shyris, que fue conquistada por los incas y luego por los españoles, que fue colonia por casi tres siglos y se independizó luego en una gesta libertaria. Nos han enseñado también que el Ecuador paulatinamente se ha ido constituyendo como una comunidad cultural mestiza donde

indios y negros iban incorporándose hasta lograr la homogeneidad. Hemos aprendido, en fin, que el destino del Ecuador es ser país amazónico, pero que una historia de agresiones del Perú nos ha arrebatado buena parte del territorio patrio.³

La realidad de nuestro país, empero, ha ido cuestionando esa visión y ha llevado a un replanteamiento de nuestro sentido nacional. Ahora sabemos que, como sucedió con los demás casos, el Ecuador es un Estado-nación que no existió siempre. Tuvo un origen histórico. Desde esta perspectiva, la fundación del Estado del Ecuador fue solo un hito, desde luego importante, de la constitución nacional de nuestro país, que ciertamente es un largo y complejo proceso histórico plagado de enfrentamientos, ambigüedades y contradicciones.

Se ha discutido mucho sobre qué es una nación o un Estado nacional. Hay una extensa bibliografía al respecto en el ámbito académico mundial y latinoamericano. En un estudio de inicios de los años setenta, Juan Valdano establecía dos formas de explicar la nación:

La primera se refiere a factores que van configurando un pueblo a través del tiempo, como su primigenia herencia genética, la lengua, las tradiciones, el conjunto de sus instituciones, la religión, todo ello sumado al ámbito físico o territorio donde han vivido ancestralmente y donde se hallan enterrados sus antepasados (...).⁴

3 Enrique Ayala Mora, *Ecuador, Patria de todos*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar-Corporación Editora Nacional, Quito, 2004, p. 109.

4 Juan Valdano, *Identidad y formas de lo ecuatoriano*, Quito, Eskeletra Editorial, 2005, p. 442-3.

La otra es “concibiéndola como un lastre de actitudes humanas y formas de vida que un pueblo ha ido acumulando a través de su evolución histórica”.⁵ Desde luego que existen otras muchas formas, pero no vamos aquí a enumerarlas. Apenas podemos mencionar el tema como una cuestión inicial.

Tradicionalmente se considera a la nación como una comunidad históricamente desarrollada de tradiciones, cultura, lengua y objetivos comunes, asentada en un territorio, y con lazos económicos coadyuvando a integrarla. En un trabajo considerado clásico, Benedict Anderson la concibe como una “comunidad imaginada”, es decir, como un hecho de conciencia colectiva.⁶ Pero no hay naciones sin una base estatal concreta y sin un esfuerzo consciente por crearlas y desarrollarlas, que se da desde el poder estatal. Esto quiere decir que, al revés de lo que se enseña comúnmente, los Estados van “creando” o consolidando las naciones.⁷ El desarrollo histórico de las naciones es un proceso complejo en el que la acción del poder es importante, al mismo tiempo que la presencia de los pueblos. Por ello hablamos de Estados-nación o Estados nacionales. No hay naciones sin base estatal. Y el fenómeno nacional se extendió a todas las

5 *Ibid.*, p. 443.

6 Benedict Anderson, *Comunidades imaginadas, reflexiones sobre el origen de la difusión del nacionalismo*, México, Fondo de Cultura Económica, 1993.

7 Tomás Pérez Vejo, *Nación, identidad nacional y otros mitos nacionalistas*, Oviedo, Ediciones Nobel, 1999, p. 129.

latitudes, asumiendo formas distintas y específicas en cada realidad.

Cuando en la investigación histórica hablamos de Estados-nación en el siglo XIX, manejamos varios conceptos de Estado, a veces simultáneamente. Pero en todo caso, en términos generales, nos referimos a una realidad en que un conjunto de personas está sujeto a una autoridad soberana dentro de un territorio. Los elementos fundamentales de los Estados son, pues, el conjunto de ciudadanos y ciudadanas, es decir, el “pueblo”, y la autoridad.⁸ Los Estados dirigen las sociedades, organizan la autoridad mediante la represión y el consenso, reproduciendo y consolidando el poder social, es decir, expresando la dirección política de los grupos de poder socioeconómico. Los Estados nacionales son siempre profundamente contradictorios.

3. EL PROYECTO NACIONAL CRIOLLO

El Ecuador que hoy conocemos como país tiene sus raíces en la ocupación humana de Andinoamérica Ecuatorial, en el desarrollo de grandes culturas aborígenes que desembocaron en el Tahuantinsuyo; en la invasión y conquista hispánica; en el hecho colonial y el mestizaje. Pero la nación ecuatoriana como comunidad humana

8 Un conocido diccionario jurídico define al Estado como “un pueblo y un territorio regidos por un poder supremo” (Guillermo Cabanellas, *Diccionario Enciclopédico de Derecho Usual*, Buenos Aires, Edit. Heliasta, 1997).

con conciencia e identidad no existió siempre. Se fue formando en etapas posteriores. Su antecedente histórico inmediato puede ubicarse al fin de la Colonia, y se ha desarrollado de manera conflictiva a lo largo de varios períodos hasta el presente.⁹

Al cabo de dos siglos de coloniaje, en que se fraguó una nueva sociedad, al final del siglo XVIII, cuando la Real Audiencia de Quito había sufrido una crisis que trajo consecuencias recesivas y un reacomodo de las relaciones sociales y regionales, se dieron los primeros atisbos de la búsqueda de una identidad americana.¹⁰ Los criollos descendientes de los colonos españoles que habían logrado creciente poder social y económico, a base del control de la tierra, afirmaban la identidad de Quito.¹¹ Disputaban a los representantes de la Corona la dirección política. Sus iniciales reclamos de autonomía se fueron radicalizando ante la resistencia realista, hasta que devinieron en guerra abierta por independencia, que cul-

9 Juan Valdano, *Prole del vendaval: Sociedad, cultura e identidad ecuatorianas*, Quito, Abya Yala, 1999.

10 Cf. Arturo Andrés Roig, *Humanismo en la segunda mitad del siglo XVII*, 2 volúmenes, Quito, Banco Central-Corporación Editora Nacional, 1984.

11 La obra de mayor volumen y que expresa más claramente esa tendencia es la *Historia del Reyno de Quito* del P. Juan de Velasco, un libro crucial para la vida del Ecuador (Juan de Velasco S.J., *Historia del Reyno de Quito en la América Meridional*, 2 volúmenes, Puebla, Editorial Cajica, 1960).

minó en la ruptura con la metrópoli.¹² El surgimiento de la identidad quiteña fue el eje de lo que sería la nación ecuatoriana.¹³ Pero no fue un hecho aislado. La aparición de identidades locales y regionales se dio también en otros espacios de la propia audiencia, como Guayaquil, Cuenca y Loja, así como en los demás ejes de las circunscripciones coloniales de América.

Durante las primeras décadas del siglo XIX se dio el proceso de independencia latinoamericana. En un ambiente de colaboración armada y de movilidad de personas, recursos e ideas para enfrentar al coloniaje, se robusteció un sentido de pertenencia a una sola gran nación que luego se llamaría América Latina.¹⁴ Simón Bolívar fue la más destacada figura y el fundador de la República de Colombia, formada por Venezuela, Nueva Granada y Quito.¹⁵ Colombia no pudo subsistir más de una década, hasta que con su disolución se formaron varios Estados independientes, entre ellos Ecuador. Triunfaron las fuer-

12 Carlos Landázuri Camacho, “La Independencia del Ecuador (1808-1822)”, en Enrique Ayala Mora, edit., *Nueva Historia del Ecuador*, tomo 6, p. 79.

13 Gabriel Cevallos García, *Visión teórica del Ecuador*, Puebla, Editorial Cajica, 1960, p. 81.

14 Ricaurte Soler, *Idea y cuestión nacional latinoamericanas: De la Independencia a la emergencia del imperialismo*, México, Siglo XXI Editores, 1980, p. 158.

15 Simón Bolívar, *Escritos fundamentales*, Caracas, Monte Ávila Editores, 1983, p. 154.

zas de dispersión y afirmación regional, pero el sentido de comunidad hispanoamericana no desapareció.

Desde el siglo XVIII, a través de la Independencia y la etapa de vinculación a Colombia, se configuró un fenómeno de regionalización en el actual Ecuador. Se consolidaron tres regiones. La Sierra Centro-Norte, que iba desde la actual Carchi hasta Chimborazo, con su eje político en la antigua capital Quito, era la región más poblada y el centro principal del poder. Su comercio era precario con el sur del país y la Costa, pero activo con el sur de Nueva Granada. La Sierra Sur, que comprendía las actuales provincias de Cañar Azuay y Loja, con su centro político en la ciudad de Cuenca, había desarrollado específicas relaciones productivas.¹⁶ Sus élites tenían fuertes intereses en la producción y el comercio con Guayaquil y el norte del Perú. La región costeña, articulada por el puerto de Guayaquil, crecía alrededor del sistema fluvial del Guayas, con Manabí y Esmeraldas como zonas periféricas.

En mayo de 1830, los notables quiteños declararon la separación de Colombia. En agosto del mismo año se reunió la Asamblea que aprobó la primera Constitución. Entonces, la propia elección del nombre del nuevo Estado reflejó la naturaleza conflictiva, débil e inestable del nuevo país, que se iniciaba marcado por la regionalización.

16 Cf. Leonardo Espinoza, Lucas Achig, "Economía y sociedad en el siglo XIX: Sierra sur", *Nueva Historia del Ecuador*, v. 7, p. 83.

Los diputados constituyentes reunidos en Riobamba, al redactar la primera Constitución, dejaron de lado el tradicional nombre de Quito, que había sido el de la audiencia colonial, para recoger la denominación que habían usado para estas tierras los geodésicos franceses que visitaron el país casi un siglo antes.¹⁷ El nombre Ecuador, que resultó extraño a la mayoría de los contemporáneos, fue producto de las tensiones de la regionalización.¹⁸ Quito, el antiguo centro político y eje de la región Sierra Centro-Norte, tenía al frente a Cuenca y Guayaquil, ejes de regiones con perfiles económicos, políticos y culturales propios. Los representantes de Azuay y Guayas no aceptaron un nombre identificado con uno solo de los departamentos o regiones que habían confluído a formar el nuevo Estado. Los quiteños tuvieron que ceder. Fue así como nuestro país fue bautizado con un nombre de compromiso, de resonancias tropicales que a veces provoca confusión en quienes lo leen desde fuera.

El nuevo Estado ecuatoriano fue en muchos sentidos una continuación del Estado colonial y nació caracterizado por profundas diferencias socioeconómicas, étnicas y

17 “Constitución del Estado del Ecuador, 1830”, Enrique Ayala Mora, edit., *Nueva Historia del Ecuador*, v. 14, *Documentos de la Historia del Ecuador*, p. 134.

18 Un estudio muy meticuloso del origen del nombre del Ecuador se pueda encontrar en: Ana Buriano, “Ecuador, latitud cero. Una mirada al proceso de constitución de la nación”, en José Carlos Chiaramonte, Carlos Marichal, Aimer Granados, compiladores, *Crear la nación. Los nombres de los países de América Latina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2008, p. 173.

regionales. Los fundadores del Estado se enfrentaron con una realidad en que las ideas libertarias habían avanzado y se daban agitación y movilidad social. Se empeñaron, por ello, en construir la nueva realidad política, restaurando el poder social de raíz colonial. Para ello tuvieron que establecer un régimen político en el que se aceptaron algunas formas republicanas, pero se mantuvieron continuidades del régimen monárquico.¹⁹ Se fundó una república asentada en la regionalización, el robustecimiento de la propiedad, la reconstitución del poder legal y la exclusión de la mayoría de la población, es decir, de mujeres, indígenas, negros y no propietarios.

Se puede caracterizar al Estado del siglo XIX como Estado latifundista o Estado oligárquico terrateniente, es decir, asentado en la regionalización y en el ejercicio y la disputa por el poder de los grandes “señores de la tierra” sobre la mayoría campesina y la población toda. Opté por la denominación “Estado oligárquico terrateniente” porque ella permite caracterizar a la forma de Estado en el Ecuador decimonónico por sus dos elementos básicos. En primer lugar, la naturaleza precapitalista de la sociedad, caracterizada por las relaciones productivas prevalecientes, donde las clases dominantes terratenientes transferían al Estado sus intereses de dominación y los

19 Germán Carrera Damas, “República monárquica o monarquía republicana”, *Historia de América Andina*, v. 4, *Crisis del régimen colonial e Independencia*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar-Libresa, 2003, p. 357.

rasgos corporativos y autoritarios de sus visiones ideológicas. En segundo lugar, el carácter oligárquico de la dirección política, que se dio en el Ecuador de inicios de la República en medio de la inestabilidad y la dispersión.²⁰

Los criollos que fundaron el Ecuador se plantearon un proyecto nacional que concebía al naciente país como una continuación de la hispanidad. Esos “señores de la tierra”, que habían subordinado a su poder a los artesanos, pequeños propietarios y a la mayoría de la población, que era indígena, mantuvieron, bajo fórmulas republicanas, la discriminación étnica y la sociedad corporativa y estamental del coloniaje, asentada en desigualdades institucionalizadas. Al mismo tiempo, se enfrentaron entre sí en una larga disputa regional, que expresaba la desarticulación prevaleciente.

Los notables latifundistas criollos veían a la nación ecuatoriana como la presencia y la superioridad del “Occidente cristiano” de espaldas a la realidad andina, indígena y mestiza. No pudieron jugar el papel unificador del país. El Estado oligárquico terrateniente se asentó en la ruptura entre élites latifundistas y pueblo. Los dirigentes y autoridades del recién nacido Ecuador se autoidentificaban como “criollos”, es decir, españoles blancos herederos del legado cultural europeo. Hablaban castellano y lo declararon idioma nacional, aunque la mayoría hablaba

20 El uso en el sentido más amplio de la caracterización “Estado oligárquico” no debe confundirse con una forma específica de “Estado oligárquico” que, según varios autores, se abre paso en América Latina en décadas posteriores del siglo XIX.

lenguas vernáculas. Tenían terror de ser confundidos con los “naturales” o los “runas”.²¹ Temían que los indígenas se levantaran a rechazar los impuestos y a reclamar tierras. Con visiones eminentemente racistas, reforzadas por la religión y el “principio de autoridad”, consideraban su “derecho natural” dirigir un país en el que eran minoría; despreciaban a los mestizos y a los mulatos y los utilizaban como intermediarios de la dominación.

4. NACIÓN, ESTADO Y SOCIEDAD

Con la Independencia y la fundación del Ecuador, se inició la Época Republicana de nuestra historia. Esta se caracterizó fundamentalmente por la compleja y conflictiva constitución y desarrollo del Estado-nación, que hemos dividido en tres grandes períodos históricos, caracterizados por la vigencia de diversas formulaciones prevalecientes del proyecto nacional ecuatoriano: primero, proyecto nacional criollo (1830-1895); segundo: proyecto nacional mestizo (1895-1960); tercero: proyecto nacional de la diversidad (1960 hasta el presente).²²

21 El término “natural” lo usan los indígenas para autodefinirse frente al “blanco”. El término “runa” es un vocablo quichua que denota “persona”, pero en el lenguaje ecuatoriano común es un despectivo para personas de “bajo origen” o cosas de mala calidad.

22 El autor y un equipo de colegas formularon una periodización de la historia del Ecuador en la que la Época Republicana está dividida en los tres períodos mencionados. Un amplio desarrollo de la propuesta se encuentra en Enrique Ayala Mora, edit., *Manual*

El proyecto nacional criollo predominó durante un primer período de nuestra historia, hasta 1895, pero no logró integrar a los diversos componentes sociales y regionales del naciente Ecuador en una comunidad cultural que asumiera una experiencia histórica y un destino común.²³ Desde el principio, las élites que dirigían el Estado central, a base de inestables alianzas regionales y caudillistas, se esforzaron por consolidar el control administrativo y se esmeraron en buscar reiteradamente una identidad, acudiendo al uso de varios recursos culturales y políticos. Pero los mecanismos ideológicos fueron débiles. El divorcio entre las familias gobernantes “blancas” y el resto del país cholo, montubio, indio y negro no pudo superarse.

La constatación de la realidad brevemente esbozada ha llevado a algunos autores a proponer que en el siglo XIX en el Ecuador había un Estado terrateniente pero sin la existencia de una nación ecuatoriana, que se gestó y consolidó muchas décadas después de la fundación. Quintero y Silva sostienen que los terratenientes regionales, si bien afianzaron su carácter de dominantes con la emancipación de España, no se constituyeron en “clase nacional”.²⁴ “La ‘nación ecuatoriana’ de principios del siglo pasado”, afirman, “era una estructura no aprehensible aún.”²⁵

de Historia del Ecuador, volúmenes I y II, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar-Corporación Editora Nacional, 2008.

23 Ayala Mora, *Ecuador, Patria de todos*, p. 121.

24 Quintero y Silva, *Ecuador, una nación en ciernes*, tomo I, p. 35.

25 *Ibid.*, p. 220.

Pero, la realidad nos muestra que desde el principio, el Estado ecuatoriano fue constituyendo la nación. Los grandes terratenientes que lo fundaron tuvieron desde el temprano inicio de la República su propio proyecto nacional.²⁶ Este proyecto fue contradictorio, pero permitió mantener la unidad del país más allá de las crisis políticas, los enfrentamientos regionales y las guerras limítrofes. Silvia Vega enfatiza que, más allá de la dispersión, hubo “fuerzas centrífugas” que actuaron para “conservar la entidad ecuatoriana”.²⁷ En el Ecuador decimonónico había un Estado-nación dirigido por los criollos que se sustentaba en una incipiente pero existente “nación ecuatoriana”, en la que se expresaban los señores de la tierra, que también habían logrado incorporar en ella a limitados sectores medios y populares.

El proyecto nacional criollo tenía las limitaciones de sus protagonistas sociales, pero logró imponerse por más de sesenta años. Era excluyente, pero logró incorporar, desde luego que en condición subalterna, a grupos mestizos que le dieron sustento y cierta legitimidad, como pequeños comerciantes, pequeños propietarios rurales y sobre todo artesanos. Desde la Independencia, los notables criollos movilizaron a sectores populares urbanos. La “plebe” o el “pueblo” tuvo presencia destacada en los alzamientos independentistas y en los movimientos políticos en las

26 Vega, *Ecuador: Crisis políticas y Estado a inicios de la República*, p. 138.

27 *Ibid.*, p. 137.

primeras décadas de la República.²⁸ También participó en la vida municipal y en el Ejército.

El proyecto nacional criollo fue limitado y excluyente. Pero ya se descubrían en él varios rasgos que fueron moldeando la “ecuatorianidad”. Con el nacimiento del Ecuador en 1830, se abrió un proceso largo y contradictorio de construcción del Estado nacional. Las definiciones territoriales, la resistencia indígena, la ampliación del mestizaje, las acciones y expectativas de las luchas independentistas, las formas de religiosidad popular, la propia experiencia y percepción de la pertenencia regional, estaban presentes. Pero, al inicio, las clases dirigentes no integraron esos elementos a su proyecto nacional, fundamentalmente por el temor de movilizar al pueblo. Su esfuerzo por establecer el nuevo Estado fue también el de mantener sus privilegios coloniales y la dominación de las masas. Sin embargo, el naciente Estado fue logrando penetrar en la sociedad con su imaginario y también, como Maiguashca lo hace notar, en la estructura administrativa.²⁹ Podemos afirmar, en consecuencia, que Ecuador del siglo XIX, si bien débil y excluyente, era un Estado nacional establecido y en proceso de construcción.

El naciente Estado tenía reducida población, desproporcionadamente distribuida en el territorio y difícil de

28 Cf. Alfredo Costales, *Nos la plebe*, Quito, Ediciones Abya-Yala/Centro de Investigaciones para la Educación Popular/Corporación Editora Nacional, 1986.

29 Juan Maiguashca, “La cuestión regional en la historia ecuatoriana (1830-1972)”, *Nueva Historia del Ecuador*, v. 12, p. 175-226.

calcular. Restrepo, antiguo ministro de Colombia, calculó que la población de la Presidencia de Quito hacia 1810 sería de 600.000, distribuidos regionalmente así: Quito, 358.000; Cuenca, 94.000; Loja, 38.000; Jaén y Maynas, 16.000; Guayaquil, 94.000. La distribución por “castas” era: blancos, 157.000; indígenas, 393.000; pardos libres, 42.000; esclavos, 8.000.³⁰ Villavicencio afirmaba que, según el censo de Colombia, la población en 1826 era de 550.700 habitantes. Luego, de acuerdo a los cálculos oficiales que hacían anualmente los ministros, esa cifra se habría elevado a 751.116 en 1839, a 965.250 en 1849 y 1.108.082 en 1855, a los que había que sumar 200.000 “salvajes de Oriente”.³¹ La obra contenía también la distribución, “según razas”.³² Había “blancos”, indígenas, negros y mulatos. En la visión criolla, se incorporaba los mestizos a los blancos “descendientes de europeos”.

30 José Manuel Restrepo, *Historia de la Revolución de la República de Colombia*, en Jorge Salvador Lara, editor, *La Revolución de Quito, 1809-1922*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1982, p. 266, 299, 300.

31 Manuel Villavicencio, *Geografía de la República del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1984, p. 163-4.

32 La distribución “según razas” era (*ibid.*, p. 164):

Blancos descendientes de Europeos	601.219
Indios descendientes de los Conquistados	462.400
Negros sin mezcla	7.831
Mezcla de negros con mezcla de blancos e indios	36.592
Total	1.108.042

Los cálculos oficiales que se realizaban en los inicios de la República se basaban en estimaciones y en “censos” cuyas cifras son poco confiables y casi siempre exageradas. Haciendo los correctivos correspondientes, se puede establecer que la población sería de menos de 450.000 en 1780, entre 470.000 y 490.000 en los años de la Independencia y 675.000 en 1845.³³ Un estimativo de la distribución regional sobre 650.000 habitantes en 1840 en este último año establece:

Región	Población	%	Tasa de crecimiento anual	
			1825-1840	1840-1860
Costa	87.750	13,5	1,2	2,3
Sierra	550.550	84,7	2,7	0,5
Oriente	11.700	1,8	-0,86 (?)	0,3 (?)
Total	650.000			

Hacia 1860 la población se habría elevado a 750.000 habitantes (Costa, 127.500; Sierra, 603.750; Oriente, 18.750). Según cálculos realizados con la mayor aproximación técnica, Merlo establece que recién en la última década del siglo XIX se superó el millón de habitantes. Estima que

33 Utilizando trabajos especializados como los de Paz y Miño y Merlo, Nick Mills establece las cifras mencionadas (cf. Nick Mills, “Economía y sociedad en el período de la Independencia: Retrato de un país atomizado”, *Nueva Historia del Ecuador*, v. 6, p. 131-2).

la población en 1892 era de 1.004.861. (Sierra, 750.142, 74,7%; Costa, 191.491, 19,0%; Oriente, 63.228, 6,3%).³⁴

El Ecuador no nació con un territorio definido. Desde el inicio, sus límites internacionales quedaron imprecisos y sujetos a una larga historia de enfrentamientos, reclamos y pérdidas. El control del territorio por la autoridad fue parcial, ya que cubría solamente los valles interandinos y las riberas de los ríos tributarios del Guayas. El poblamiento de zonas como Manabí y Esmeraldas fue marginal, y amplios sectores de la Costa interna y la Amazonía quedaron fuera de la jurisdicción estatal.³⁵ La integración económica de las regiones era débil y no se había formado un mercado nacional. La soberanía del nuevo Estado sufrió crónicos desequilibrios.

Cuando se fundó el Estado, la Iglesia Católica se reconoció como “religión de Estado” y se reafirmó su papel de conservación ideológica de la precaria unidad del país y de la dominación socioeconómica.³⁶ Por otra parte

34 Gonzalo Ortiz Crespo hace referencia al trabajo de Merlo (1966) y cita un cuadro elaborado por provincias para 1992, cuyas cifras globales se citan aquí (cf. *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1988, p. 131-2).

35 Jean Paul Deler, *Ecuador: del espacio al Estado nacional*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar-Corporación Editora Nacional, 2007, p. 232-4

36 Enrique Ayala Mora, “La relación Iglesia-Estado en el Ecuador del siglo XIX”, *Procesos, Revista Ecuatoriana de Historia*, n. 6. Quito, Universidad Andina Simón Bolívar, TEHIS, Corporación Editora Nacional, 1994, p. 91.

el Ejército, que se había formado y prestigiado en la Independencia, tenía los recursos de la fuerza y conservaba una alta cuota de poder político, se transformó en otro de los pilares del naciente proyecto nacional. Los militares se constituyeron en actores de los conflictos entre los sectores dominantes y ejercieron reiteradamente el poder político.

Los años iniciales del Ecuador como país se caracterizaron por la inestabilidad y la desarticulación.³⁷ La escena política estuvo dominada por caudillos. Hacia 1858-59, se desató una crisis de dispersión. Coexistieron cuatro gobiernos regionales.³⁸ La crisis se superó con una alianza de las oligarquías para consolidar el Estado oligárquico terrateniente como garantía de preservación de la unidad interna y como condición para afrontar las nuevas situaciones internacionales que se daban en el marco de la expansión del sistema mundial dominado por el capitalismo. Gabriel García Moreno fue la gran figura de este proceso de organización y consolidación estatal que, al mismo tiempo que logró impulsar una gran obra material y educativa, agudizó las contradicciones políticas, especialmente por haber acrecentado el poder de la Iglesia Católica dentro del Estado.

37 Ayala Mora, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, p. 52.

38 Genaro Eguiguren Valdivieso, *El gobierno federal de Loja: La crisis de 1858*, Quito, Corporación Editora Nacional-Municipio de Loja, 1992.

En 1875 se abrió una etapa en que se patentizó el agotamiento del proyecto nacional criollo-latifundista. Las fuerzas tradicionales se dividieron y nuevos grupos sociales emergieron. Se comenzó a cuestionar la visión criolla de la nación y a buscar raíces populares de lo nacional.³⁹ El liberalismo emergente desafió la dominación terrateniente, la visión hispanófila criolla y el predominio clerical, al mismo tiempo que planteó una postura de crítica social. Las tendencias liberales reivindicaron la identidad mestiza y la necesidad de democratizar la política y el Estado. En la última década del siglo, triunfó y comenzó de este modo un nuevo período en la historia del país.⁴⁰

39 Raúl Vallejo, “Juan León Mera”, en Diego Araujo Sánchez, coord., *Historia de las literaturas del Ecuador*, v. 3, *Literatura de la República, 1830-1895*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar-Corporación Editora Nacional, p. 207.

40 El proceso de la Revolución Liberal se desató con el incidente denominado “la venta de la bandera”, un episodio en el que se cedió a Chile, en medio de un negociado, la bandera nacional para que ese país pudiera vender un barco al Japón. El asunto despertó una enorme reacción en el país. Se dieron numerosos actos públicos de protesta con gran afluencia popular. Allí se juntó mucha gente común, como artesanos, otros trabajadores, pequeños propietarios y comerciantes, que se sumaron a profesionales y personas de diversas posturas ideológicas. Un manifiesto fue suscrito por quince mil firmas en pocas semanas. Se sentían parte de una “nación ecuatoriana”, que existía sin duda. Amplios grupos populares sintieron agredida su identidad cuando se ofendió a uno de sus símbolos. Mejor prueba de lo que se ha afirmado en este acápite es imposible (cf. Elías Muñoz Vicuña, *La guerra civil ecua-*

5. REGIONALIZACIÓN Y ENFRENTAMIENTO OLIGÁRQUICO

Como hemos visto, en el naciente Ecuador, se habían definido tres espacios regionales, asentados en la Sierra Centro-Norte, la Sierra Sur y las tierras de la Costa bañadas por el sistema fluvial del río Guayas. Estos espacios regionales cubrían efectivamente solo una parte del territorio nacional dibujado en los mapas, porque extensas comarcas de la Amazonía y de la Costa interna no estaban bajo el control de la autoridad del nuevo Estado. Este hecho de regionalización fue determinante, entonces, y lo ha sido luego, durante toda nuestra historia.

La regionalización es bastante más que una realidad geográfica. Es, ante todo, un hecho social y político que caracteriza al conjunto de las sociedades.⁴¹ En el actual Ecuador, las tres regiones constituían no solo porciones de la geografía, sino unidades territoriales con estructuras económicas, sociales y culturales diferenciadas, sometidas al poder político de los “señores de la tierra”. Las regiones no eran homogéneas. Su desarrollo era desigual.

toriana de 1895, Guayaquil, Departamento de Publicaciones de la Universidad de Guayaquil, 1976).

- 41 Para explicar este asunto es muy útil considerar el concepto que desarrollan Quintero y Silva: “Entendemos por ‘regionalización’ un proceso económico y político de creación de espacios autónomos de expresión de las clases dominantes locales, que manifiesta, a la par que reproduce, la ausencia de unificación territorial, poblacional, cultural y fragmentación del poder estatal en una formación social” (Quintero y Silva, *Ecuador, una nación en ciernes*, tomo I, p. 46).

En las regiones se gestó un sentido de pertenencia y una fuerte rivalidad entre ellas. Su participación en la Independencia y en la Gran Colombia tuvo características diversas. Por ello, cuando se fundó el Ecuador en 1830, el nuevo Estado-nación se caracterizó por el predominio oligárquico y la regionalización.

El cuadro sociopolítico del naciente Ecuador reflejaba un agudo fenómeno de dispersión del poder:

La inexistencia de una real interdependencia entre las zonas de producción interandinas, hace que las alianzas terratenientes adolezcan de una crónica inestabilidad, plagada de enfrentamientos y contradicciones localistas.⁴²

Con economías de alto nivel de autoconsumo, mercados débiles y poca producción que podía ofrecerse a las otras regiones, la relación complementaria era muy difícil. Sin redes comerciales ni un sistema monetario unificado, sin instituciones financieras que articularan la economía, la existencia de un “mercado nacional” era inviable. El predominio terrateniente coexistía con la dispersión. Esto, aparte de que impidió la existencia de un poder central fuerte, fue una de las causas principales de la persistencia de un conflicto oligárquico que podría calificarse de crónico.

Ese conflicto se dio por diversos motivos. Pero existió una causa duradera, originada en la creciente diferenciación de los intereses de los grupos dominantes de

42 Ayala Mora, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, p. 48.

la Sierra y la Costa. Las plantaciones del litoral, en plena expansión, demandaban trabajadores que debían ser desplazados de los valles andinos.⁴³ Los latifundistas del altiplano resistieron agresivamente a este fenómeno mediante el reforzamiento de los mecanismos de represión y la demanda de que el Estado ejerciera mayor control.

Otro punto de conflicto fue el de la vigencia de una mayor o menor “libertad de comercio”. Los terratenientes de la Sierra defendían el mercado para la producción doméstica (textiles y alimentos, principalmente), con barreras impositivas a las importaciones. Por otra parte, el interés de los terratenientes vinculados a la exportación y de los grupos comerciantes importadores era el que se facilitara la introducción de bienes importados mediante la rebaja de impuestos. El largo debate entre proteccionistas y librecambistas fue objeto de difíciles definiciones a nivel de las políticas estatales. El presidente Flores insistía al Congreso, defendiendo la producción serrana: “En nuestras aduanas marítimas está la solución de este problema; pues ellas son, bajo el punto de vista económico, las barreras que defienden la agricultura y la industria del interior.”⁴⁴ Por su parte, Rocafuerte, vocero de las élites costeñas, insistía ante el Parlamento:

43 Manuel Chiriboga, *Jornaleros y granpropietarios en 135 años de exportación cacaotera (1790-1925)*, Consejo Provincial de Pichincha, 1980, p. 181.

44 Juan José Flores, “Mensaje al Congreso de 1841”, Alejandro Novoa, *Recopilación de Mensajes dirigidos por los Presidentes y Vicepresidentes de la República, Jefes Supremos y Gobiernos*

Nos hemos puesto en contradicción con nosotros mismos: al liberalismo teórico de las naciones civilizadas, hemos opuesto el servilismo financiero de estancos, derechos recargados para la importación, derechos subidos sobre la exportación de productos agrícolas, extracción presunta, aduanas internas, plagas de colectores, vejámenes de resguardos, registros exigidos a los buques extranjeros, incomodidad y crecido derecho de pasaportes, en fin, trabas innumerables que detienen el rápido curso de la agricultura, del comercio, de las artes y de la navegación.⁴⁵

A lo largo del siglo XIX, los conflictos regionales se multiplicaron. Los enfrentamientos, sin embargo, no se agotaron en la oposición Costa-Sierra. También las regiones serranas tuvieron tensiones entre sí. En la Sierra Sur se desarrolló una fuerte sociedad regional, una de cuyas demandas era la igualdad de representación política frente al poder central. Los notables cuencanos tuvieron una activa participación en la lucha política.⁴⁶ También en Loja, en el extremo sur de la Sierra, se consolidó un espacio regional.⁴⁷ Sus reivindicaciones entraron en conflicto con Quito, la capital, y también con Cuenca, el centro regional del sur del país.

Provisorios a las Convenciones y Congresos Nacionales, tomo I, Guayaquil, Imprenta A. Novoa, 1900, p. 329.

45 Vicente Rocafuerte, "Mensaje al Congreso de 1839", *Recopilación de Mensajes*, op. cit., p. 290.

46 Leonardo Espinoza, Lucas Achig, "Economía y sociedad en el siglo XIX: Sierra sur", *Nueva Historia del Ecuador*, v. 7, p. 83.

47 Ives Saint-Geours, "La provincia de Loja en el siglo XIX (desde la audiencia de Quito al Ecuador independiente)", *Revista Cultura*, v. V, n. 15, enero-abril 1983, Banco Central del Ecuador, p. 209.

A inicios de la República, las demandas de las elites regionales por controlar espacios de poder y competencias político-administrativas fueron persistentes. Durante la Independencia hubo expresiones de federalismo y reclamo de derechos locales, que se profundizaron en la etapa colombiana. La primera Constitución dio al país una estructura unitaria, que fue disputada por tendencias locales y regionales. Pero mantuvo los departamentos (Azuay, Guayas y Quito) como unidades político-administrativas con amplias competencias. Se dio una fuerte oposición entre quienes defendían la existencia de los tres departamentos y quienes pugnaban por su abolición, dejando a las provincias como las unidades de división territorial y administrativa fundamentales.⁴⁸

En 1835 se suprimieron los departamentos, pero sus privilegios regionales se mantuvieron por tres décadas. Uno de los más importantes era mantener las “tesorerías” separadas en Quito, Guayaquil y Cuenca, que manejaban las rentas de cada uno de los antiguos departamentos. Otro era el derecho a elegir un número igual de legisladores (senadores y diputados), sin que pesaran las desproporciones de población o electorado.⁴⁹ Esta clara ventaja

48 Manguashca, “El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895”, Juan Manguasca, edit., *Historia y región en el Ecuador, 1830-1930*, Quito, Corporación Editora Nacional, Flacso, Cerlac, 1994, p. 361.

49 De acuerdo a esta norma, según la Constitución de 1835, las provincias del antiguo departamento de Quito (Imbabura, Pichincha y Chimborazo), que tendrían alrededor de 400.000 ha-

para Guayaquil y el Austro, menos poblados que Quito, despertó duros conflictos, llegando a darse circunstancias en que mantener la fórmula de distribución igual de escaños por cada antiguo departamento fue la condición de Guayaquil y Cuenca para seguir formando parte del país. Un pronunciamiento cuencano favorable a la jefatura suprema de José Félix Valdivieso manifestaba:

El Jefe Supremo convocará a una Convención ecuatoriana para que constituya la Nación, debiendo concurrir a ella igual número de representantes por parte de este Departamento al de cada uno de los de Quito y Guayaquil, sin cuya circunstancia se protesta que el Azuay dejará de pertenecer al cuerpo político del Ecuador.⁵⁰

Por treinta años (1830-1860) se mantuvo este sistema de representación “paritaria” y no proporcional en la composición del Congreso. Los departamentos ya no existían, pero se mantenían los centros de poder regional. Éstos se transformaron en protagonistas de la crisis más fuerte que haya sufrido el país, cuando en 1859 el Ecuador entró en trance de desintegración y quedó dividido en cuatro gobiernos, uno de los cuales se autodenominó expresamente “Distrito Federal Loja”.⁵¹ En la

bitantes, elegirían entre todas seis senadores y diez diputados; las del antiguo departamento de Guayas (Guayaquil y Manabí) que tendrían menos de 1.000.000 habitantes, elegirían igualmente seis senadores y diez diputados.

50 Alfredo Pareja Diezcanseco, *Historia de la República*, tomo I, Guayaquil, Edit. Ariel, 1974, p. 46.

51 Genaro Eguiguren Valdivieso, *El gobierno federal de Loja: La crisis de 1858*.

Asamblea Nacional de 1861, reunida luego de la crisis, el régimen provincial fue robustecido, se suprimieron los privilegios departamentales y se estableció la provincia como unidad de gobierno seccional y de representación a base de su población.

El federalismo, como se sugirió, tuvo escaso éxito. Pero las tendencias a la descentralización tuvieron mucha fuerza. Pese a las fórmulas constitucionales que declaraban al país como “unitario” y al empeño que pusieron los funcionarios del poder central, el manejo administrativo-fiscal del país era enormemente descentralizado. Desde el nivel de las haciendas y parroquias, hasta de los antiguos departamentos, pasando por las provincias y municipios, las diversas instancias de dirección política reclamaban espacios de autonomía en su funcionamiento. Por su parte, instituciones como la Iglesia Católica mantenían también privilegios de autonomía corporativa.

A nivel local, las relaciones serviles que se daban en el marco de la estructura hacendataria se consolidaban y reproducían por la existencia de mecanismos de dominación ideológica y de represión (cárceles privadas, condenas a azotes etc.) manejados autónomamente por los terratenientes. Es decir que existía un aparato estatal local diferenciado, aunque menos especializado que los órganos del poder central.⁵² El control político a nivel parroquial fue un monopolio latifundista. También los terratenientes

52 Rafael Quintero, *El mito del populismo en el Ecuador*, Quito, Abya-Yala, 1998. p. 68-9.

tuvieron una influencia decisiva en los municipios, gobiernos cantonales de origen colonial que controlaban la vida local en sus diversas manifestaciones.

6. CONSOLIDACIÓN DEL ESTADO CENTRAL

La crisis de 1859-60 reveló que el enfrentamiento entre las élites y la acción de los caudillos militares llevaron al límite la existencia del Estado. Por ello, a inicios de la década de los sesenta, cuando había signos de crecimiento económico y ampliación del mercado externo, se dio un consenso sobre la necesidad de centralización y represión que tendieran a la consolidación del Estado. Este proceso se dio bajo el régimen de Gabriel García Moreno (1860-1875). Había llegado el momento en que las élites regionales confluyeran en la necesidad de hacerse concesiones para preservar el poder terrateniente.⁵³ Se planteó una alianza que mantuviera los conflictos bajo control.⁵⁴ La aristocracia serrana ejerció el gobierno, pero dio garantías al crecimiento económico que favorecían al latifundismo y al comercio de la Costa.

Bajo el régimen garciano, las contradicciones regionales y fraccionales pasaron a segundo plano, aunque más de una vez volvió la polémica sobre el proteccionismo. La consigna fue mantener el orden, aun a costa de

53 Enrique Ayala Mora, *Manual de Historia del Ecuador*, v. 2, *Época republicana*, p. 34.

54 Fernando Velasco, *Ecuador, subdesarrollo y dependencia*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1990, p. 111.

sacrificar intereses de determinados sectores dominantes, o de perseguir a los intelectuales radicales. Los principales perjudicados por la alianza represiva fueron los trabajadores. La legislación y las reglamentaciones municipales incrementaron la sujeción del campesinado; la presión por el incremento productivo exigió más peones y más horas de trabajo; las obras públicas demandaron la aplicación del *trabajo subsidiario*. Como el tributo indígena había sido eliminado, otros impuestos se cobraron con rigidez.

La administración de García Moreno impulsó la modernización orientada a consolidar la vinculación del país al mercado internacional y a favorecer los intereses comerciales aliados al capital internacional. Defendió la necesidad del desarrollo técnico y de una estructura estatal más sólida y ágil. “La ventura de una nación”, decía, “consiste en el desarrollo constante de los elementos civilizadores; no hay civilización si no progresan simultáneamente la sociedad y el individuo; no existe progreso social donde se desconocen las mejoras materiales, donde la miseria devora a la población (...).”⁵⁵ Este fue su lado progresista.

El predominio de la oligarquía serrana y el clero trajo un recrudescimiento de la ideología reaccionaria. García Moreno percibió la fuerza de la Iglesia y la usó. Decía: “es el único vínculo que nos queda en un país tan dividido por

55 Francisco Miranda R., *García Moreno y la Compañía de Jesús*, Quito, Colección Desarrollo y Paz, 1975, p. 24.

los intereses y pasiones de partidos, de localidades y de razas (...).⁵⁶ Por ello instauró un sistema confesional, autoritario y excluyente, en el que la Iglesia con su clero fue la institución central. Trataba de emular los progresos de la modernidad europea, pero imponía el monopolio ideológico de una Iglesia que condenaba el “modernismo”, los derechos del hombre y hasta las máquinas como “satánicos productos del siglo”. Por una parte, hacía esfuerzos por educar; por otra, garroteaba escritores, clausuraban periódicos y quemaba “libros prohibidos”. El proyecto garciano era contradictorio en su base, puesto que se asentaba sobre un desajuste entre la estructura socioeconómica y la esfera político-ideológica.

En las décadas siguientes, a fines del siglo XIX, se dio en el Ecuador una gran expansión económica marcada por el inicio del auge de las exportaciones cacaoteras. Se intensificó la acumulación de tierras en la Costa y los grandes terratenientes de la región cobraron mayor fuerza social y política. El auge del comercio exterior acrecentó la presión sobre la economía serrana. La producción manufacturera se vio cada vez más amenazada por los productos importados. El auge del cacao trajo un gran crecimiento de Guayaquil, que a fines de siglo se transformó en la ciudad más grande del país y su capital económica. La acumulación de las rentas cacaoteras provocó el robustecimiento del sistema bancario.

56 Gabriel García Moreno, “Mensaje a la Convención de 1869”, Imprenta A. Novoa, *Recopilación de Mensajes*, tomo III, p. 105.

Se consolidó en Guayaquil una burguesía comercial y bancaria urbana, diferenciada de la clase terrateniente de la región, que agrupaba a los grupos de comerciantes y banqueros más poderosos.⁵⁷

Hasta la década de los ochenta, la supremacía de la clase terrateniente se había mantenido en la sociedad y el Estado, pero se iba acentuando la diferenciación entre sus élites regionales con la intensificación de los enfrentamientos y una redefinición de las cuotas de poder. Buen número de campesinos resistieron a la servidumbre en la Sierra y emigraron a la Costa, atraídos por mejores jornales y condiciones de trabajo. Esto provocó la intensificación de medidas represivas y agudizó el conflicto entre latifundistas serranos y costeños.⁵⁸ Por otra parte, se robustecieron las organizaciones populares urbanas. La sociedad toda cambiaba en un marco internacional en que el capitalismo se había consolidado como el eje de la economía mundial e incidía en forma terminante hasta en países remotos como el nuestro, donde los aliados locales del capital internacional ganaban mayor poder. A finales del siglo XIX, el Ecuador se había insertado ya definitivamente en el sistema mundial orquestado por el capitalismo.

En ese ambiente, a las viejas disputas regionales se sumaron otras nuevas. La más fuerte fue la construcción

57 Andrés Guerrero, *Los oligarcas del cacao*, Quito, El Conejo, 1980, p. 39.

58 Ayala Mora, *Manual de Historia del Ecuador*, v. 2, p. 42.

del ferrocarril de Guayaquil a la Sierra. La obra facilitaría al comercio guayaquileño y el envío de mercaderías al interior. También permitiría a los productores serranos venderle a la Costa y exportar. Pero los latifundistas de la Sierra combatieron las propuestas ferrocarrileras con la preocupación de que la obra absorbiera su mano de obra, profundizara el endeudamiento externo y la influencia de la economía mundial. Mientras los grupos vinculados al comercio exterior pugnaban por un arreglo y por que se contrataran empréstitos para obras públicas, los notables de la Sierra combatieron esas propuestas, defendiendo el aislamiento económico.

El presidente Antonio Flores insistía: “El adelanto de un país sudamericano está en razón directa de los capitales que han conseguido en Europa para sus empresas.”⁵⁹ Camilo Ponce Ortiz, líder del conservadurismo sostenía:

¿Vale tanto para nosotros una línea férrea truncada en la primera ciudad de la República que se encuentra tras el ascenso de la cordillera andina? ¿Estamos tan destituidos de medios para ejecutarla, que nos sea inevitable seguir por la senda áspera y pantanosa por donde vamos?⁶⁰

Al fin, logró su propósito y el contrato ferrocarrilero y el endeudamiento no se concretaron.

59 Antonio Flores Jijón, “Mensaje del Presidente de la República al Congreso Extraordinario de 1890 sobre crédito público”, Imprenta A. Novoa, *Recopilación de mensajes*, tomo IV, p. 19.

60 Camilo Ponce Ortiz, *El Contrato D'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, Imprenta Católica, 1891, p. 16.

Otro de los enfrentamientos de esa etapa fue la sustitución del diezmo, impuesto del 10% sobre la producción agropecuaria que se pagaba para el culto.⁶¹ La lucha contra el diezmo adquirió proporciones cuando los productores y exportadores cacaoteros argumentaron que deprimía la agricultura y que el cacao ecuatoriano tenía que competir con el de otros países que no pagaban diezmo. La Iglesia defendió el diezmo con apoyo de los terratenientes serranos, pese a que el impuesto les afectaba.⁶² En la lucha, el clero y los grandes terratenientes serranos se quedaron solos y la perdieron. La supremacía de la clase terrateniente era cada vez más desafiada al final del siglo XIX.

El conflicto de la sustitución del diezmo probó que la alianza latifundista-clerical podía ser derrotada y que su control de medianos y pequeños productores rurales era

61 Mediante acuerdo con el Vaticano, en 1891 se sustituyó el diezmo por el cobro de un impuesto sobre la propiedad territorial, el “tres por mil”, que pagarían los propietarios rurales, a excepción de los cacaoteros, a quienes se les impuso un gravamen a la exportación del producto.

62 “Para esta actitud existían motivos serios. La sustitución del diezmo dejaba a los hacendados sin un mecanismo de profundización del endeudamiento y control de los trabajadores; significaba, además, la desaparición de una fuente de ingresos de los notables que lo cobraban. El diezmo, por fin, gravaba a la producción, en tanto que el impuesto que lo sustituyó gravaba la propiedad territorial. Los hacendados grandes tenían enormes extensiones incultas y no querían pagar un tributo basado en el tamaño de las propiedades” (Ayala Mora, *Manual de Historia del Ecuador*, v. 2, p. 42).

vulnerable. Además, las guerras civiles demostraron que la oposición podía controlar un sector del país con las *montoneras*, una fuerza armada radical que desafiaba al Estado. El latifundismo optó, entonces, por la mediación y el balanceo de fuerzas. Los terratenientes del litoral incrementaron su cuota en la dirección política y la burguesía logró influencia creciente a nivel local en Guayaquil y en el poder central.

En medio de estos complejos enfrentamientos y definiciones, los sectores populares, especialmente los artesanos, experimentaron un despertar incipiente. Los organismos gremiales fueron perdiendo su carácter puramente religioso y comenzaron a incluir en sus actividades varias tareas políticas y culturales. Al mismo tiempo, aparecieron las primeras posiciones reivindicativas y de afirmación de los trabajadores frente a los propietarios. Sobre todo en la Costa, se dio una rápida politización de sectores artesanales, frente a la descomposición de ciertas formas tradicionales.⁶³

La dinamización del intercambio comercial interno y externo trajo consigo consecuencias de diverso orden sobre los sectores populares. De un lado, la necesidad de mejorar los medios de transporte intensificó los mecanismos de explotación de los campesinos, compelidos al trabajo obligatorio en las obras públicas y al porteo de las

63 Oswaldo Albornoz, *Las luchas indígenas en el Ecuador*, Guayaquil, Editorial Claridad, p. 91.

mercaderías entre la Costa y la Sierra.⁶⁴ De otro lado, los terratenientes y comerciantes lograron que el Estado utilizara cada vez mayores mecanismos represivos para garantizar su control sobre la mano de obra.⁶⁵ El crecimiento económico y el avance del capitalismo en la sociedad ecuatoriana trajeron consigo nuevos enfrentamientos entre las oligarquías y también un agrupamiento de las organizaciones populares. Pero los equilibrios y reacomodos de fuerzas agudizaron la contradicción entre el poder político y el poder económico y, al fin, precipitaron el derrumbamiento del régimen conservador.

64 El transporte de grandes pesos fue la condena de muerte masiva de millares de indígenas. Las cargas más pesadas se transportaban a “lomo de indio”, mediante el sistema de “guando”. “Se palpa en algunos pueblos de indios — anota *El Amigo de las Familias* — la baja anual de sus pobladores, causada en sus cuatro quintas partes a lo menos por el porteo de guandos; y como los indios son los jornaleros que emplea la agricultura, ésta comienza a sentir en ciertas localidades las angustias de la falta de brazos (...)” (esta cita del periódico es recogida por Luis Robalino Dávila, quien es, a su vez, citado por Ayala Mora, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, p. 231).

65 Expresaba la Sociedad de Agricultura en 1875: “es necesaria la organización del reglamento de policía acerca del trabajo de peones, estableciendo seguridad en el pago de salarios y en la prestación de servicios” (*El Comercio*, Guayaquil, 2 de noviembre de 1875, n. 53).

Ciudadanía y “nuevas democracias” en la América Latina del bicentenario

Gerardo Caetano

Los diversos relatos sobre los que se sustenta toda construcción democrática adquieren siempre una importancia central a la hora de evaluar sus fortalezas y sus capacidades para enfrentar las coyunturas adversas y de cambio. En América Latina, luego de la visión triunfalista que siguió a la caída de las dictaduras de la “seguridad nacional” en los ochenta, en las últimas décadas ha avanzado la preocupación sobre la “calidad” y la “baja intensidad” de nuestras democracias, sobre la creciente endeblez de sus instituciones y autoridades, las consecuencias de la miseria de millones de seres humanos, el también fuerte distanciamiento crítico de los ciudadanos respecto a los partidos y a los políticos. Este “malestar”, como

veremos más adelante, ha estado en la base de cambios y giros políticos muy visibles en la región, en especial en América del Sur durante los últimos diez años, muchos de ellos identificados con el impulso de procesos de reforma constitucional en verdad “refundacionales”.¹

Sobre el telón de fondo de este giro político, que en sí mismo no ha estado exento de turbulencias y conflictos, desde el 2008 se ha sumado al contexto general de la región el impacto a distintos niveles de la crisis económica y financiera internacional más importante desde los años treinta, lo que ha abonado aun más un cuadro de inestabilidad y temores acrecidos. En un contexto de fuertes transformaciones de toda índole, en un escenario de auténtica “encrucijada institucional”, como se verá en detalle más adelante, América Latina y el Caribe (ALC) recibieron el impacto de una severa crisis internacional, que venía a poner a prueba radical los cambios en curso a nivel del continente y la evolución de sus visiones acerca de la democracia y sus fundamentos. Focalizado principalmente sobre los escenarios políticos de los países de América del Sur² y con el centro analítico radicado en

1 Tal es el caso de los procesos de reforma constitucional de perfil “refundacional” impulsados por los gobiernos de Rafael Correa en Ecuador y de Evo Morales en Bolivia y, en un sentido que creemos por lo menos parcialmente diferente en sus orígenes y apuestas, por el gobierno de Hugo Chávez en Venezuela. En los dos primeros casos se postula y en ciertos aspectos se perfila —creemos— el proyecto de una refundación del Estado.

2 En el texto que sigue, sin dejar de remitir a la globalidad de los procesos políticos de América Latina, se priorizará la conside-

la interpelación de un proceso de cambio político muy fragmentado, sometido además a la prueba del impacto de una crisis global, el texto que sigue se propone examinar algunas pistas de reflexión para debatir en torno a nuevas formas de relación entre las construcciones democráticas y la vigencia de los derechos humanos en el continente latinoamericano

1. ALGUNAS PREMISAS CONCEPTUALES

El “derecho a tener derechos”: hacia una resignificación de la ciudadanía y de la democracia

Las discusiones sobre el concepto de ciudadanía y de democracia ocupan un lugar central en la agenda política y académica internacional. En América Latina, el replanteo de estas problemáticas se anudó en sus comienzos con los efectos aún persistentes de los procesos de transición a la democracia en América Latina y a los procesos de “reacción antipolítica” posteriores al fracaso estrepitoso de varios gobiernos que aplicaron de manera ortodoxa las recetas y postulados del llamado “neoliberalismo”, en boga en el continente durante buena parte de los noventa. Pero no cabe duda que, ya desde hace unos años, el fenómeno que impulsa más decisivamente este debate tiene que ver con el advenimiento en varios países del subcontinente sudamericano de gobiernos de izquierda

ración de los casos sudamericanos, conocidos más en profundidad por el autor.

o de signo más o menos *progresista* (Argentina, Bolivia, Brasil, Chile hasta la asunción del nuevo gobierno presidido por Sebastián Piñera, en febrero de 2010, Paraguay, Uruguay, Venezuela) que, más allá de sus diferencias, en algunos casos notorias, han sido electos desde la esperanza de electorados que con claridad emitían una demanda de cambios profundos a distintos niveles.

La explosión de expectativas que acompañó y aun acompaña la sucesión de estos procesos, acrecentada por la coincidencia de un nutrido calendario electoral en la región en los próximos años, ha comenzado sin embargo a mitigar sus signos, en medio de señales de impaciencia o de desencanto ante los desempeños de los nuevos gobiernos. Más allá de los debates y de las críticas suscitadas acerca de los modelos aplicados en cada caso, de los perfiles por cierto diferentes de estas experiencias en curso, del debilitamiento de las novedades efectivamente concretadas ante las promesas emitidas durante los procesos preelectorales, resulta en verdad muy pesada la carga de exigencias, de derechos conculcados, cuya satisfacción no puede postergarse más en América Latina, el continente que se ha convertido en el más desigual del planeta. La expectativa de cambios y las realidades críticas que muestran las sociedades latinoamericanas vuelven absolutamente legítima la impaciencia de personas cuyo objetivo central podría muy bien sintetizarse en el objetivo de alcanzar, en algunos casos por primera vez, el “derecho a tener derechos”, en suma, convertirse

efectivamente en ciudadanos. A nuestro juicio, en este punto radica uno de los ejes fundamentales de la encrucijada institucional en sentido radical que atraviesa el subcontinente en lo que refiere al cruce entre democracia y derechos humanos en la actualidad.

A pesar de la alarma que han producido los acontecimientos vividos en Honduras y más recientemente en Ecuador, y a los perfiles autoritarios y confrontativos que exhiben los contextos políticos de distintos países latinoamericanos, no parece que se esté en los umbrales de una nueva era de dictaduras civil-militares al estilo de las de los años setenta. Sí, en cambio, las preocupaciones se centran en la deriva autoritaria de varios gobiernos, en los embates polarizadores de oposiciones irreductibles, en situaciones de confrontación profunda e inestable y en la emergencia de formatos de lo que más de un autor ha llamado “democracias de baja intensidad” o “democracias inciertas”. Desde luego, a una “democracia de baja intensidad” suele corresponder una “ciudadanía de baja intensidad”. Para que la ciudadanía activa opere como sustento de la democracia, no sólo es necesario que prevalezcan y se reproduzcan los valores democráticos (la libertad, la justicia, la tolerancia, el control del poder etc.) dentro de la comunidad, sino también que existan instituciones y reglas que permitan canalizar las demandas y propuestas de todos los ciudadanos, más allá de las diferencias sociales, étnicas, culturales o de otro tipo. Como se señala en el informe sobre el estado

de la democracia en América Latina, presentado por el PNUD hace ya varios años,

(...) aun en regiones donde el sistema legal tiene alcance, suele ser aplicado con sesgos discriminatorios contra varias minorías y también mayorías, tales como las mujeres, ciertas etnias y los pobres. Este sistema legal truncado genera lo que se ha llamado una ciudadanía de baja intensidad.³

Por definición, toda construcción democrática resulta inacabada e inacabable, vive en el cambio y a través del cambio. *Democratizar la democracia* constituye una tarea compleja que, con seguridad, demandará en el corto plazo reformas políticas, institucionales, electorales y sociales, pero que también deberá enfatizar en las dimensiones del poder tal como este se ejerce a diferentes niveles de la sociedad, en la satisfacción de demandas urgentes y concretas que refieren a los dramas de la pobreza y de la indigencia, en la educación, en principios democráticos de la ciudadanía, así como en la reafirmación y renovación de aspectos sustantivos de la cultura política. En otras palabras, a contramano de algunas propuestas simplistas, las demandas no se agotan en la apelación —a menudo retórica y sin correspondencia efectiva en la realidad— a mayores cauces de participación social, como vía de configuración de una “democracia participativa” que tendería paulatinamente a sustituir a la “democracia representativa” clásica, en una lógica de

3 PNUD, *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*, Montevideo, PNUD, 2004, p. 63.

alternativa rígida sin posibilidades de síntesis superadoras. Por cierto que también se necesitan cambios estructurales más profundos y concretos, dentro de los cuales resulta necesario incluir propuestas (específicas y no meramente enunciativas) sobre cómo implementar una democracia inclusiva que a la vez pueda ser más efectivamente participativa y mejorar de modo simultáneo la calidad de las políticas públicas y de la representación que les otorga legitimidad.

Como es sabido, los debates académicos e ideológicos acerca de las definiciones y contenidos de la democracia, además de eternos, viven en estos tiempos una coyuntura especialmente agitada. Hoy enfrentamos un nuevo problema que ha dado en calificarse como el de la “confusión democrática”, bajo el rótulo prestigioso e incontrastable de la democracia se “hacen pasar” contenidos y prácticas muy poco democráticos, lo que redobla la exigencia de una mirada rigurosa y atenta, lejana por igual de la autocomplacencia conformista como del atajo catastrofista.

Teniendo en cuenta las dificultades y la indeseabilidad de cualquier posición absolutista en sociedades democráticas, a la hora de respetar la heterogeneidad interna que marca las complejas y plurales sociedades de la América Latina contemporánea, no podemos aspirar a respuestas concluyentes ni mucho menos a recetas aplicables a tan distintos contextos. Lo que sí podemos promover es la renovación de espacios de discusión político-

intelectual de proyección efectivamente regional, en los que, entre otras cuestiones, sea posible debatir de manera consistente y sin “dobletes” sobre ciertos “filtros conceptuales” ineludibles para la calificación de una democracia genuina, para precisar qué pertenece o no al ámbito de la política democrática, qué significa o no ser un ciudadano, cómo incorporar las dimensiones comunitarias y étnicas en las fraguas de sistemas políticos que legítimamente pueden reivindicar su condición plurinacional, analizar (en el respeto a la diversidad pero también desde el reconocimiento de la necesaria convergencia de principios irrenunciables) a qué democracia aspiramos, cómo es que han devenido las que son a través de los avatares de nuestras historias y cómo pueden llegar a ser.

Esta exigencia, renovada en el plano de las definiciones, incorpora ciertas dimensiones clásicas del debate, pero no cabe duda que hoy resulta imprescindible la asunción de retos nuevos, de exigencias de renovación insoslayables, de cara a las consecuencias políticas de muchos de los cambios de las sociedades contemporáneas. En ese sentido, los índices definidores y operativos de una democracia enfrentan actualmente desafíos importantes y en ciertos aspectos inéditos. Los indicadores tradicionales de autores clásicos como Robert Dahl (derecho al voto, derecho a ser elegido, derecho a la competencia política, elecciones libres y justas, libertad de asociación, libertad de expresión, existencia de fuentes

alternativas de información, solidez de las instituciones, sustentabilidad de las políticas públicas etc.), por ejemplo, en su aplicabilidad concreta a las condiciones de muchos países del planeta, enfrentan exigencias y dificultades renovadas. Lo mismo podría señalarse respecto a muchos otros autores e índices internacionales. Si resulta claro que en un continente como el de América Latina las definiciones procedimentales minimalistas (elecciones libres, sufragio universal, participación plena, libertades civiles) son insuficientes, la aplicabilidad y conceptualización de definiciones de democracia desde opciones ampliadas o maximalistas (que incorporan otros indicadores, como las exigencias de que los gobernantes electos tengan poder efectivo para gobernar o que existan ciertos niveles básicos de equidad socio-económica y altos niveles de participación popular) también se ven interpeladas desde diversas perspectivas. Adviértase, por ejemplo, la amplificación de los debates en torno a la idea de la justicia, desde tradiciones como la del pensamiento de John Rawls hasta desarrollos más contemporáneos como los que aparecen en los últimos trabajos de Amartya Sen,⁴ y podrá registrarse la envergadura de una rediscusión a fondo de la teoría democrática

4 Cfr., por ejemplo, Amartya Sen, *La idea de la Justicia*, Madrid, Taurus, 2010. La primera edición de este texto fundamental fue publicada en inglés bajo el título de *The Idea of Justice*, por el sello editorial Penguin Books en el 2009.

y de sus exigencias actuales en el campo de los derechos humanos y en el de la superación de la pobreza.

En lo que refiere a un marco de análisis más específicamente político, téngase en cuenta, por ejemplo, las dudas que podrían emerger de un cuadro de análisis que aplicara una regla de evaluación rigurosa e independiente sobre la situación de todos y cada uno de los actuales gobiernos de América Latina en general y de América del Sur en particular, en relación a factores como los que integran la reseña que sigue: manipulación de leyes electorales, usos clientelísticos, presiones y acciones directas promovidas desde los entornos gobernantes, convocatorias electorales de dudosa constitucionalidad y de uso plebiscitario a favor de los proyectos oficialistas, impulso de proyectos de reforma constitucional signados por la coyuntura, restricciones a medios de comunicación opositores o manipulación directa o indirecta de medios afines, escrutinios cuestionables en las instancias electorales, peso de poderes fácticos y extraterritoriales, circuitos ilegales o ilegítimos de financiamiento de las acciones partidarias, restricciones a los sistemas públicos y privados de contralor, presiones sobre los poderes judiciales, la consideración efectiva de los procedimientos legales e institucionales, entre otros que podrían agregarse.

Si a estos factores de perfil más “procedimental” le sumáramos otros con proyección más socio-política (distorsiones profundas en el ejercicio de los derechos humanos

a partir de niveles especialmente graves de pobreza, indigencia y desigualdad; impacto de la violencia a distintos niveles, como terrorismo de Estado, inseguridad ciudadana, narcotráfico, organizaciones delictivas de nivel macro; prácticas generalizadas de corrupción; desigualdades flagrantes en términos de poder; inseguridad jurídica etc.), con seguridad se podrá convenir en un panorama no homogéneo pero sí con preocupaciones severas y perfiles críticos respecto a la situación general y particular de las democracias del continente. En cualquier hipótesis, pocos podrán rechazar con fundamento que el impacto de la crisis global actual viene a profundizar los fundamentos de un imperativo histórico en la región: la necesidad de *democratizar la democracia*.

2. LA CRISIS Y SUS IMPACTOS ECONÓMICOS Y SOCIALES SOBRE AMÉRICA LATINA

A continuación, se pasará una rápida revista a algunos de los principales impactos económicos y sociales de la crisis global sobre América Latina. En numerosos trabajos recientes,⁵ se converge en la identificación de

5 Para fundamentar las consideraciones de este subcapítulo, se ha recurrido de manera particular a los siguientes trabajos: Francisco Rojas Aravena, “V Informe del Secretario. Documento preparado para el XXXII Consejo Superior de FLACSO”, 2009 (mimeo); Josette Altmann Borbón y Francisco Rojas Aravena, “Efectos sociales de la crisis financiera global en América Latina y el Caribe”, Secretaría General de FLACSO-Programa de Gobernabilidad y Convivencia Democrática en América Latina

varios de los principales indicadores que revelan el impacto profundo de la crisis global en las economías de América Latina y el Caribe:

- se ha producido una muy importante desaceleración de las exportaciones de los países de la región;
- este proceso se ha agudizado por la caída y la inestabilidad del precio internacional de las *commodities*, lo que ha agravado el déficit de nuestras relaciones de intercambio, en un contexto de creciente primarización de la matriz exportadora de las economías de la región;
- todo esto ha generado una caída considerable en el producto bruto interno (PBI) de los países de la región, provocando la desaceleración del crecimen-

y el Caribe-AECID, 2009 (cfr. www.flacso.org); Alicia Bárcena (Secretaría Ejecutiva de CEPAL), “Las economías de América Latina y el Caribe frente a la crisis internacional”, Montevideo, CEPAL, marzo de 2009 (Power Point); Tobías Roy (representante residente en Asunción del FMI), “La crisis económica mundial. Causas y el impacto sobre América Latina” (Power Point presentado en el seminario organizado por CEFIR sobre el tema “La región frente a la crisis mundial. Impactos y nuevas respuestas”, 8 y 9 de junio de 2009); José Rivera Banuet (secretario permanente del SELA), “América Latina y el Caribe ante la Crisis Económica Mundial” (Power Point presentado en el mismo seminario citado en la referencia anterior); SEGIB, *América Latina ante la crisis financiera internacional*, Montevideo, Centro de Información de la SEGIB, 2009; Felipe González (ed.), *Iberoamérica 2020. Retos ante la crisis*, Madrid, Fundación Carolina-Siglo XXI, 2009. Fueron también consultadas las páginas web de la OIT, de CEPAL, del Banco Mundial, de la OMC, del FMI, de ALADI, entre otras.

to primero y la recesión (con algunas excepciones) después, lo que resulta más inquietante pues interrumpe un ciclo de casi un lustro de incremento sostenido;

- ha caído en forma contundente el volumen de las remesas, con consecuencias muy severas para varios países del continente que tienen una fuerte dependencia de las mismas para sus respectivos equilibrios;
- se ha confirmado una disminución de los flujos de la inversión extranjera directa (IED), lo que profundiza la tendencia decreciente de la participación de ALC en los flujos de IED mundial;
- se han reducido los ingresos por la vía de los dividendos obtenidos por la actividad turística;
- se ha confirmado un esperable incremento en las dificultades para el acceso al crédito externo, producto del aumento de su costo y de la menor disponibilidad de financiamiento a nivel internacional;
- se ha consolidado la tendencia decreciente en la participación de América Latina en los flujos de ayuda oficial al desarrollo.

Los analistas coinciden en que el impacto de la crisis en el continente ha sido mayor al que se esperaba en el 2008, pero también señalan que los países de la región en términos generales se encuentran en mejores condiciones para enfrentar sus retos. A más de un año del comienzo más sensible de su impacto y a la luz de lo ocurrido en

ese tiempo, la mayoría de los analistas coincidía de todos modos hacia fines del 2009 que por el momento se trata de una “crisis bajo control”.⁶ Entre los fundamentos para el señalamiento de una región mejor preparada para enfrentar la crisis, se destacaban las siguientes aseveraciones más o menos consensuadas:

- las políticas macroeconómicas prudentes que en los años anteriores fueron aplicadas en la mayoría de los países del continente fortalecen la posición de la región ante los embates de la crisis;⁷
- han aumentado de manera consistente también las reservas internacionales netas;
- ello ha permitido incluso a varios gobiernos latinoamericanos aplicar políticas anticíclicas ante los

6 En esta dirección resulta ilustrativa la lectura de los textos que integran la sección “Tema Central” del último número de la revista *Nueva Sociedad*, precisamente bajo el título “Crisis bajo control. Efectos de la recesión mundial en América Latina” (cfr. *Nueva Sociedad*, n. 224, noviembre-diciembre 2009, Buenos Aires, Nueva Sociedad-FES, 2009, p. 47-199).

7 José Antonio Ocampo da una versión diferente respecto a este punto: “(...) debe matizarse considerablemente la percepción de que la fortaleza de la región proviene de un cambio importante en la política macroeconómica durante los años de auge, que se expresaría en la alta prioridad otorgada a los equilibrios macroeconómicos. En realidad, tanto la política fiscal como la evolución del saldo en la cuenta corriente de la balanza de pagos siguieron mostrando en general un comportamiento procíclico” (cfr. José Antonio Ocampo, “La crisis económica global: impactos e implicaciones para América Latina”, en *Nueva Sociedad*, n. 224, etc., ob. cit., p. 62).

giros de contracción, amortiguando algunos de sus efectos;

- la deuda pública ha disminuido en forma considerable en la región, en el marco de renegociaciones que proyectan una mejoría general de su tramitación de cara a los próximos años;
- esto se traduce —aunque con diferencias importantes entre países— en una relación favorable entre los montos de la deuda externa de corto plazo y el nivel de las reservas internacionales;
- los niveles de exposición externa de los sistemas financieros latinoamericanos en relación con los mercados internacionales resultan relativamente bajos;
- las tasas de inflación han permanecido, en general, estables en la región, favorecidas en algunos casos (Chile, Colombia, México, Perú, Brasil) por la adopción de políticas monetarias anticíclicas.

Pese a que estos mismos analistas advierten que esta situación de corte más bien favorable es promedial y que no todas las economías de la región comparten un mismo nivel de consistencia frente a la exposición externa, coinciden en destacar que, a pesar de que el ciclo expansivo del último lustro no volverá en el corto plazo, la mayoría de los países de ALC se encuentran mejor preparados que en el pasado para enfrentar los embates de esta crisis. Incluso alguno de ellos se atreve a pronosticar que la recuperación será más rápida en la región que en los países desarrollados. De todos modos, más allá

de estos señalamientos auspiciosos, los analistas también coinciden en el destaque de varios efectos sociales negativos, de envergadura considerable:

- se ha producido un aumento casi inmediato en las tasas de desempleo general, con niveles particularmente graves en relación al desempleo juvenil;
- a la caída del empleo se le suma un proceso de precarización y deterioro general en la calidad de los puestos de trabajo en el mercado laboral;
- los efectos de la crisis tienden a profundizar las asimetrías dentro del panorama social de ALC, tanto en lo que se relaciona con las diferencias notables entre países, así como entre sectores y actores distintos o en lo que hace a la desintegración territorial en el seno de las mismas sociedades nacionales;
- luego de un ciclo favorable en términos de políticas y estrategias eficaces en la reducción de la pobreza y de la indigencia, resultan predecibles crecientes dificultades para el mantenimiento de estos procesos virtuosos, con las múltiples consecuencias de una discontinuidad en este plano;
- también resulta previsible un incremento en los niveles de desigualdad (ya de por sí de los más altos del planeta), con una mayor concentración del ingreso y la ampliación de la brecha social;
- por su parte, la crisis tiende a afectar con más fuerza a los sectores históricamente más vulnerables en

ALC (mujeres, niños, jóvenes, pueblos originarios, afrodescendientes);

- resulta también previsible un incremento en los niveles de inseguridad ciudadana, de violencia y de conflictividad dentro de sociedades que ya presentan registros muy elevados y preocupantes en estos campos;
- el deterioro general de las condiciones sociales con seguridad incrementará el empuje de los fenómenos migratorios, tanto dentro como fuera de la región, en contextos nada favorables para un flujo “tranquilo” de este tipo de procesos a nivel internacional;
- en el mismo sentido, es de prever que se produzca una “sobredemanda” de políticas sociales activas en los reclamos al Estado, en un contexto de reducción del crecimiento económico que restringirá las disponibilidades para un gasto público incremental;
- es de esperar también un incremento de la conflictividad social en la perspectiva de la pugna entre sectores para evitar la caída de sus ingresos y condiciones de vida o para enfrentar un eventual incremento de la presión impositiva.

En este marco, otro centro del análisis ha apuntado a registrar cuáles han sido las principales orientaciones de las primeras respuestas que los gobiernos latinoamericanos han practicado frente a la crisis, a la vez que evaluar

algunas recomendaciones en esa dirección de cara a las estrategias para afrontar los requerimientos de una salida positiva de esta coyuntura desafiante. Algunas de las visiones más reiteradas y apoyadas en este campo figuran en la siguiente reseña:

- la mayoría de las posturas converge en reivindicar propuestas de diálogo y concertación social para pactar políticas con niveles de acuerdo importante, para orientar agendas concretas de reactivación económica y de retorno al crecimiento;
- se propone una reformulación importante del rol del Estado, en términos de una mayor regulación de la actividad económica y de los mercados de capitales, que ofrezca garantías de estabilidad sin asfixiar la rentabilidad privada, con la promoción de políticas inclusivas focalizadas en los sectores más vulnerables, en la defensa de una nueva red de producción sustentable y que agregue valor a los rubros exportables, con intersecciones consistentes con las redes del conocimiento y la innovación;
- en materia de políticas económicas, se tiende a promover políticas proactivas y anticíclicas, con sesgos redistributivos, dentro de las posibilidades efectivas de cada país, en especial en los campos de las políticas monetaria y financiera, fiscal, de rearticulación de políticas cambiarias y de comercio exterior, con estrategias específicas dirigidas a programas de vivienda, apoyo a pequeñas y media-

nas empresas (pymes), políticas sectoriales que interconecten con estímulos efectivos para la generación de empleo;

- en materia de políticas sociales, las mayores insistencias se dirigen a la necesidad de mantener los programas sociales de protección frente a la crisis, evitar por todos los medios posibles la contracción del gasto social (en especial en educación, salud y protección social a sectores vulnerables), recombinar con formas innovadoras medidas de corte universalista con políticas selectivas, desplegar nuevas políticas en materia migratoria que enfoquen el tema en su integralidad;
- se plantea un fuerte consenso respecto a que el impacto de la crisis en la región fortalece la centralidad de los procesos de integración regional, en procura de construir una agenda de concertación regional sobre temas estratégicos (infraestructura, energía, comercio, producción de alimentos, innovación en ciencia y tecnología, manejo integrado de recursos naturales, adopción de posiciones comunes en escenarios multilaterales), de administrar estrategias convergentes para acciones en materia de agenda externa acordada y proactiva, de administración de comercio intrarregional, de reformulación de la nueva arquitectura financiera internacional.

Lejos de minimizar los efectos de la crisis global sobre la región, pero también distantes de visiones catastrofistas,

muchos analistas tienden a coincidir en que, desde ALC, una respuesta certera y profunda ante esta coyuntura desafiante de la crisis global puede configurar una oportunidad para profundizar ciertas definiciones políticas estratégicas. Entre estas últimas destacan: la necesidad de renovar la voluntad política integracionista, bastante bloqueada en los últimos años; relanzar desde esa reafirmación integracionista estrategias audaces y viables en procura de iniciativas eficaces de reinserción internacional; la promoción de acuerdos nacionales y regionales en la perspectiva de activar en clave política nuevos proyectos de desarrollo con visión más integral y estratégica, menos dependientes de las oscilaciones de los mercados internacionales; renovar compromisos y coaliciones para confirmar políticas de reintegración social, con reducción de la pobreza y de la indigencia pero también con opciones vigorosas en materia de lógicas redistributivas y de equidad; la reafirmación más contundente del camino democrático como vía excluyente para garantizar la gobernabilidad y los cambios sociales de signo positivo de los últimos años.

Por cierto que en muchos de estos rubros abundan los argumentos y fundamentos para establecer visiones escépticas en relación a que el impacto de la crisis pueda configurarse en la coyuntura más idónea para cambiar estilos y prácticas que, en circunstancias más “normales”, se han orientado en perspectivas contrarias. Sin duda, los temas de los cambios, a nivel de las prácticas y modelos de

ciudadanía imperantes en la región, y la trayectoria de las visiones en torno al tema de la democracia y su vínculo directo con la vigencia de los derechos humanos configuran aspectos centrales para interpelar el posible impacto de la actual crisis global en relación a los escenarios previsibles de la gobernabilidad democrática en la América Latina de los próximos años. Si, como se pronostica, los efectos de la crisis por lo menos “desacelerarán” la efectividad de las políticas contra la pobreza y la indigencia en América Latina, sin duda que en ese núcleo radica el principal desafío para renovar la legitimación de las democracias y la optimización de sus resultados en el campo de los derechos humanos.

3. PERFILES DEL CUADRO POLÍTICO SOBRE EL QUE IMPACTA LA CRISIS EN AMÉRICA LATINA

Escenarios globales

Los países de América Latina han experimentado en las últimas dos décadas un proceso de expansión de la democracia. La región, al igual que otras áreas del mundo, ha asistido a lo que algunos analistas políticos y académicos han denominado la “tercera ola” democrática. Tras la primera ola expansiva de la democracia, desatada por las revoluciones norteamericana y francesa, y la segunda ola de las primeras décadas del siglo veinte, asistiríamos en las últimas décadas a un visible avance a escala mundial de las instituciones democráticas. La recuperación de la democracia y su posterior

consolidación en varios países de América del Sur durante los años ochenta (Argentina, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay), los procesos de pacificación en América Central y el derrumbe del llamado “socialismo real” en los países de Europa del Este hace poco más de diez años abrieron un nuevo cauce en la expansión universal de las ideas y prácticas democráticas.

Si se compara el escenario latinoamericano de las décadas del cuarenta o cincuenta del siglo pasado —cuando sólo dos o tres países podían ser calificados como democráticos, incluso de acuerdo a estándares minimalistas— con el presente, resulta imposible no advertir el avance de las instituciones, los valores y los hábitos de la democracia. Asimismo, es posible apreciar en la región una clara, consistente y auspiciosa tendencia a la consolidación, por una parte, de los instrumentos vigentes en materia de integración política y, por otra, a la construcción de nuevos gobiernos orientados a transformar (en el marco de fuertes restricciones internas) las tendencias ultraliberales provenientes del llamado “Consenso de Washington” hacia orientaciones programáticas de un signo progresista mucho más atentas a responder las demandas de la agenda social en términos generales.

En principio, entonces, más allá de matices, el balance que podemos realizar sobre la evolución política de la región en los últimos años resulta positivo y alentador: en primer lugar, por el retorno a la democracia luego del padecimiento de extendidos regímenes dictatoriales en países de larga tradición democrática como Chile y

Uruguay; en segundo término, por la consolidación de la vida democrática en sistemas políticos de indiscutible gravitación continental como Argentina y Brasil, desde la superación de inestabilidades profundas y con el signo siempre alentador de rotaciones no traumáticas en el gobierno en el caso del segundo; en tercer lugar, por la incorporación al círculo democrático de otras sociedades que a lo largo del siglo veinte vivieron siempre o casi siempre bajo regímenes autoritarios; finalmente, por la revitalización en unos casos o creación en otros de espacios de integración política regional o subregional, con una búsqueda acrecida para superar sus rasgos de “déficit democrático”.

Desde luego, cuando afirmamos que la democracia ha ganado terreno en la región en los últimos decenios, nos referimos al avance de la democracia representativa, es decir, del sistema político en el que los ciudadanos eligen libremente a sus representantes (Poder Ejecutivo y parlamentarios) en elecciones competitivas. Resulta prácticamente imposible concebir la democracia en las sociedades contemporáneas (con millones de electores) sin la presencia de los partidos políticos, es decir, sin organizaciones estables —constituidas en torno a ideales políticos, programas de gobierno y legítimos intereses sociales— que buscan alcanzar el poder a través de procesos electorales. De hecho, las democracias más estables y desarrolladas del mundo, las que han logrado en mayor medida proteger los derechos humanos (civiles, políticos y sociales, por ejemplo, el acceso a la educación, la salud

y el bienestar), suelen ser las que cuentan con partidos políticos sólidos, respaldados por la ciudadanía.

Ahora bien, si resulta prácticamente imposible concebir la democracia en la actualidad sin partidos políticos y otras organizaciones intermedias (sindicatos, movimientos sociales, movimientos indígenas, cámaras empresariales, organizaciones feministas, organizaciones no gubernamentales etc.), también es cierto que la vida democrática se ve enriquecida cuando existen canales fluidos y operativos de participación ciudadana, canalizados ya sea a través de los diversos institutos de democracia directa clásicos (plebiscitos, referéndum), hasta distintas instancias —formales e informales— de participación local o comunitaria.

Sin desconocer o minimizar el auspicioso avance de la democracia representativa en el continente, también se han podido registrar algunas señales inquietantes en el panorama político regional. Las profundas crisis políticas e institucionales que algunos países de la región han padecido en los últimos años dan cuenta de la necesidad de vigilar en forma permanente el estado de salud de nuestras democracias, así como de construir y acordar instrumentos jurídicos de orden supranacional que permitan prevenir estas rupturas, garantizar el respeto de los derechos humanos desde una perspectiva integral y proteger, al mismo tiempo, la soberanía de los Estados y el derecho a la autodeterminación de los pueblos. Por otro lado, los sondeos o encuestas de opinión pública, como veremos más adelante, dan cuenta de una situación

preocupante: en muchos países, una porción significativa de la ciudadanía vacila en la credibilidad que le otorga a las instituciones democráticas, no se siente representada por los partidos políticos y evalúa críticamente el desempeño de los gobiernos e instituciones públicas (el Poder Ejecutivo, el Parlamento, el sistema judicial y los gobiernos locales).⁸

Cabe destacar también que el avance de la democracia en el continente no ha permitido garantizar el respeto por los derechos humanos, en particular de las mujeres, los sectores más pobres y las minorías (los pueblos indígenas, los afrodescendientes etc.). Seguramente, una de las principales asignaturas pendientes de la democracia es la persistencia de altos niveles de pobreza, desigualdad económica y carencias en términos de desarrollo humano (desnutrición, falta de acceso a la salud y baja calidad e inequidad educativa), que han generado la circunstancia lamentable de que América Latina se haya convertido en estas últimas dos décadas en el continente más desigual del planeta. El derecho de los pueblos a la democracia también requiere de modo ineludible avances y consolidaciones efectivas en estos campos, de cara a la exigencia de millones de latinoamericanos que no pueden esperar.

A esta enumeración de deudas (como diría el filósofo político y jurista italiano Norberto Bobbio, “promesas incumplidas”) que las democracias de la región aún no

8 Fuente: www.latinobarometro.org.

han saldado con sus pueblos, habría que adosar también algunos déficits de carácter político e institucional, a los que, por otra parte, no escapan tampoco las sociedades más desarrolladas: nos referimos, por ejemplo, a la persistencia de fenómenos de corrupción política y a la frecuente falta de transparencia en los aparatos estatales.

Como es bien sabido, la región en su conjunto y la mayoría de sus países por separado exhiben las peores puntuaciones, en perspectiva comparada con otras áreas del mundo, en los índices que se aplican para medir la corrupción. Por otra parte, la generalización de una cultura de corrupción afecta al funcionamiento de la economía, en tanto los agentes económicos requieren parámetros claros, reglas inequívocas y estables para operar (invertir, producir y comerciar) en el mercado, con niveles mínimos de previsibilidad. Finalmente, la corrupción política y, más en general, la falta de respeto por la legalidad vigente ambientan la aparición de la violencia social, lo que termina alimentando un círculo vicioso de inestabilidad y fragilidad democrática. Y todo ello termina afectando la vigencia efectiva de los derechos humanos, no sólo de los civiles y políticos sino en particular de los económicos, sociales y culturales.

Si, como se ha señalado, la expansión de la democracia en el continente constituye un signo alentador de los tiempos que corren, el panorama político más actual no está pues libre de señales preocupantes y, en algunos casos, auténticamente alarmantes. Las diversas crisis que han atravesado varios países de la región en los últimos

años, los avances aún insuficientes en materia social, los fenómenos de corrupción y la inseguridad física que afecta a importantes segmentos de la población en las grandes metrópolis y en las áreas rurales, los cuadros de polarización política y social, la dificultad en algunos casos creciente por vislumbrar y concretar un futuro mejor para nuestros países en lo que hace a su inserción competitiva en los nuevos contextos internacionales, la persistencia de países con evidentes síntomas de “malestar” con la política dibujan un escenario en el que la afirmación de la democracia resulta una tarea de primer orden, faena por otra parte inacabada e inacabable.

En el informe del PNUD del 2004 titulado *La democracia en América Latina*, entre otros datos extraordinariamente preocupantes, resulta imposible omitir la mención de algunos: “en el año 2003, vivían en la pobreza 225 millones de latinoamericanos, es decir el 43,9%, de los cuales 100 millones eran indigentes (19,4%)”; “El 10% más rico de la población percibe 30 veces el ingreso del más pobre”, lo que convertía a América Latina en el continente más desigual del planeta. Por su parte, en el citado informe también se mencionaba esta tendencia de opinión pública:

En 2002 el 57% de las ciudadanas y los ciudadanos de América Latina prefería la democracia respecto a cualquier otro régimen. Sin embargo, de los que dicen preferir la democracia a otros regímenes, un 48,1% prefiere el desarrollo económico a la democracia y un 44,9% apoyaría un gobierno autoritario si éste resolviera los problemas económicos de su país. (PNUD

Encuesta, elaboración propia con base en Latinobarómetro, 2002.)⁹

Estos últimos registros y datos han mejorado en el último lustro pero la recuperación, como vimos, por lo menos se “desacelerará” tras el impacto de la crisis global. Ello justifica la preocupación sobre la realidad política de las democracias contemporáneas del continente.

La complejidad y el sentido paradójico de ciertas tendencias políticas “nuevas” en el nuevo siglo

No por casualidad es posible apreciar, particularmente en la región sudamericana, una tendencia a la consolidación, por una parte, de varias experiencias en materia de integración política y económico-comercial, en cierto modo postuladas como alternativas ante los avasallamientos del formato unipolar y hegemónico de la globalización “realmente existente” de la última década del siglo XX. Por otro lado, se advierte el advenimiento creciente de nuevos gobiernos orientados a transformar (en el marco de restricciones internas y externas) las tendencias ultraliberales provenientes del llamado “Consenso de Washington”, dominantes como fuente inspiradora de las políticas desplegadas en la región en los años 90, para dirigirse hacia orientaciones más heterodoxas en materia

9 PNUD, *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*, Buenos Aires, PNUD, 2004, 288p. Ver también PNUD, *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos. Contribuciones para el debate*, Buenos Aires, PNUD, 2004.

de políticas sociales,¹⁰ en algunos casos con líneas programáticas de un signo “progresista”, en otros con evoluciones inciertas de estilo más o menos “populista”.¹¹

Como se verá, todos estos procesos (que más de un autor ha calificado como propios de una “transición postneoliberal”) tienen lugar en el marco de un amplio espectro de propuestas que no permiten una caracterización homogénea. Adviértanse, por ejemplo, las diferencias entre las estrategias desplegadas por los gobiernos de Brasil, Chile (mientras gobernaron los cuatro presidentes de la Concertación) y Uruguay, por una parte, con las impulsadas por Bolivia, Ecuador o Venezuela, por el otro, con situaciones intermedias o erráticas como las de Argentina o Paraguay. La frecuente asimilación de estos ocho gobiernos sudamericanos de “*nuevo tipo*” con una orientación genérica “progresista” o de izquierda no puede en verdad ocultar el signo diverso de las políticas concretas de estos gobiernos en muchos planos, lo que

10 La heterodoxia que apareció en las políticas sociales no se ha visto casi en el campo de las políticas macroeconómicas. La mayoría de los nuevos gobiernos “progresistas” no variaron casi las políticas que en ese campo heredaron de sus antecesores.

11 El concepto de “populismo” suele utilizarse con mucha confusión y equívoco y con frecuente intencionalidad política descalificadora en relación con los procesos políticos latinoamericanos contemporáneos. Para precisar mejor los límites y alcances de la categoría, cfr. María Moira Mackinnon y Mario Alberto Petrone (comp.), *Populismo y neopopulismo en América Latina. El problema de la Centista*, Buenos Aires, EUDEBA, 1999; y Francisco Panizza (comp.), *El populismo como espejo de la democracia*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2009.

no obsta para registrar también algunas convergencias. ¿El peso de estas últimas fundamenta la mención de un “giro a la izquierda” en el subcontinente? Esta calificación resulta al menos discutible y exige una problematización conceptual.¹²

Más allá de estas diferencias o matices en las políticas aplicadas, lo que sí existe en la región es un signo general de *cambio político en la fragmentación*. Este proceso histórico se abrió en América del Sur con el advenimiento de gobiernos como los de Lula en Brasil (desde el 2002), los dos presididos en forma secuencial por Néstor Kirchner (2003-2007) y por Cristina Fernández de Kirchner (iniciado a fines del 2007 hasta 2011) en Argentina, la apertura de un cuarto “*turno*” de la experiencia de la Concertación Democrática en Chile bajo la presidencia de Bachelet desde el 2005 (ciclo ahora interrumpido, como vimos, por el triunfo de Piñera), las oportunidades abiertas en el Uruguay a través de la victoria en primera vuelta en el 2004 de la izquierda unida en el Frente Amplio con el presidente Tabaré Vázquez (desde marzo del 2005), el triunfo también en primera vuelta del Movimiento al Socialismo (MAS) bajo el liderazgo

12 Sobre el particular, cfr.: José Natanson, *La nueva izquierda. Triunfos y derrotas de los gobiernos de Argentina, Brasil, Bolivia, Venezuela, Chile, Uruguay y Ecuador*, Buenos Aires, Sudamericana, 2008; Emir Sader, *El nuevo topo. Los caminos de la izquierda latinoamericana*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno-CLACSO, 2009; entre otras publicaciones recientes.

y la presidencia del dirigente indígena Evo Morales en Bolivia (desde el 2005), el gobierno del presidente Rafael Correa en Ecuador (desde 2006) y el más reciente de Fernando Lugo en Paraguay, que asumió el 15 de agosto de 2008 el gobierno de ese país luego de más de 61 años de hegemonía ininterrumpida del P. Colorado. También, pese a sus giros de perfil controvertido y autoritario, la experiencia de gobierno de Hugo Chávez en Venezuela (a lo largo de más de una década, iniciada en 1999), refiere un continente que parece virar política e ideológicamente, siempre claro está, dentro de los márgenes estrechos de un contexto internacional que ha sido favorable en ciertos aspectos en los últimos años, pero que en la actualidad parece volverse más incierto y amenazante.

Resulta importante advertir que en el bienio 2009-2011, precisamente en el período de mayor impacto previsible de la crisis global, se abrió en el continente un profuso ciclo de elecciones que puede variar de manera sustantiva el mapa político sudamericano y también latinoamericano. No resulta sostenible el fundamentar la irreversibilidad del cambio del signo ideológico de los gobiernos antes mencionados o su segura continuidad en los próximos años. En muchos de estos países, los procesos electorales se despliegan dentro de contextos de fuerte incertidumbre. Esta se da hasta en el caso de gobiernos populares y en buena medida exitosos al final de su mandato (como fue el caso de Uruguay, en el que finalmente ganó en segunda vuelta el candidato oficialista

José Mujica en la segunda vuelta de noviembre de 2009, o como son los casos de Chile, en el que el derechista Sebastián Piñera finalmente se impuso en el balotaje de enero del 2010, y Brasil, donde el también opositor José Serra forzó finalmente un balotaje frente a Dilma Rousseff, pese a la avasallante popularidad de Lula), en los que no es seguro tampoco que los partidos de gobierno triunfen de manera incontrastable en las elecciones siguientes, enancados en el impulso oficialista y continuista en relación a sus predecesores.

Las consecuencias persistentes del agotamiento de las "democracias limitadas" de los noventa

En algunas de estas experiencias, no en todas, y esto configura un profundo desafío para las concepciones *progresistas* en la región, los nuevos gobiernos —desde su diversidad— han incorporado como uno de los ejes de su labor el tópico de la profundización democrática. Aunque de muy diversas formas y con contenidos disímiles, los gobiernos actuales de Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay, por ejemplo, resultan ejemplos orientados —por cierto que bajo la polémica de sus respectivas oposiciones— a incorporar demandas en esa dirección. El caso de la conflictiva Bolivia puede despertar discusiones en este punto, aunque, a nuestro juicio, el gobierno de Evo Morales, más allá de errores y excesos, encarna una propuesta genuina y profunda de profundización democrática, desde la defensa y promoción de los derechos de la mayoría indígena, ancestralmente

marginada y explotada en ese país.¹³ En cambio, también desde una perspectiva también opinable, en la Argentina de los Kirchner y en la experiencia interesante y controvertida del Ecuador de Correa, sobreviven dudas severas respecto a este punto, mientras que, sobre todo en la Venezuela de Chávez, este aspecto constituye uno de los *talones de Aquiles* de estas experiencias, con signos evidentes de un estilo confrontativo, con una sociedad

13 Con esta mención, no se busca omitir o invisibilizar la conflictividad fuerte que ha caracterizado la coyuntura política boliviana de estos últimos años, en especial durante buena parte de la trayectoria de la Constituyente, cuyo proyecto resultó finalmente aprobado. Sin embargo, si se profundiza en la perspectiva histórica de esa sociedad mayoritariamente indígena, en el legado ancestral de la marginación política y social de esas poblaciones, en la estructura tradicionalmente injusta de esta nación andina, sin duda que pueden entenderse mejor y compartirse muchas de las propuestas de “*reinención democrática*” impulsadas por el actual gobierno del MAS, presidido por Evo Morales. Asimismo, el conflicto entre ese intento y las aspiraciones autonomistas (¿secesionistas?) lideradas por las provincias poderosas de Santa Cruz y Tarija parece inevitable. Lo que debe esperarse (y ayudarse desde la acción de política exterior de los Estados sudamericanos, como sucedió con la reciente intervención de UNASUR) es que estas controversias puedan tramitarse en paz, sin esa violencia institucionalizada que tanto daño ha hecho a Bolivia en el pasado. La aplastante victoria de Evo Morales en los comicios del 6 de diciembre de 2009 configura un espaldarazo decisivo del electorado boliviano al proyecto de “*revolución democrática*” impulsado por el MAS. Los años venideros serán fundamentales para evaluar la consistencia y profundidad de esos cambios, así como el signo inequívoco de su proclamada orientación democrática.

muy polarizada y con falta de consensos básicos para la credibilidad de las instituciones democráticas.

Debe advertirse de todos modos que los problemas políticos en estos países no empezaron con sus actuales gobiernos. Este señalamiento acerca de la fragilidad de la democracia venezolana, por ejemplo, advertido incluso por sectores y grupos de izquierda de ese país, debe necesariamente complementarse por el registro del descaecimiento político e institucional que precedió el advenimiento de Chávez al poder, a lo que debe sumarse el reconocimiento de actitudes de deslealtad institucional manifiesta por parte de varios de los partidos y sectores de la oposición, a menudo estimulados abiertamente por el gobierno norteamericano. Por su parte, la Colombia de Alvaro Uribe y de su sucesor Juan Manuel Santos, así como el Perú de Alan García, aún con signos ideológicos similares, tampoco proyectan situaciones de solidez inquestionable en términos de cohesión democrática. Claro está que, en un contexto de confrontación que heredaron, los últimos gobiernos colombianos no han podido mejorar en forma efectiva la grave situación de violación a los derechos humanos en su país (lo que, entre otras cosas, ha empantanado la aprobación en el Congreso norteamericano del TLC ya firmado) y ha terminado en una situación de cierto aislamiento en el continente, tanto en sus contenciosos con sus vecinos como en su proyecto de instalación de bases con militares norteamericanos, iniciativa que ha despertado casi unánimes recelos en la

región. Por su parte, el gobierno de García no ha logrado capitalizar políticamente los éxitos económicos del impulso previsible de los primeros momentos de aplicación del TLC con los EEUU, al tiempo que su creciente impopularidad (que se ha acrecentado tras el impacto de la crisis global) y la conflictiva situación social peruana marcan fuertes dudas sobre el signo de la evolución política futura de ese país.

En este marco, en la última década han podido registrarse algunas señales más generales en el panorama político regional de América del Sur. Las profundas crisis políticas e institucionales que algunos países de la región han padecido en estos años dan cuenta de muchos fenómenos ya inocultables. Advirtamos algunos de ellos:

i) *Los formatos democráticos clásicos y sus actores tradicionales han deteriorado su legitimidad en varios países de la región y hoy presentan —en mayor o menor medida según los casos— insuficiencias claras para consolidar democracias nuevas y arraigadas en el continente.* Al tiempo que varios sistemas de partidos se han desplomado y han sido sustituidos por formaciones radicalmente nuevas (Venezuela, Bolivia, Ecuador), otros se revelan sumamente débiles o de rumbo incierto (Argentina, Perú, Colombia), mientras que en varias sociedades del continente emergen nuevos actores sociales y políticos de signo contestatario, en gran medida como rebelión inorgánica frente a las “democracias limitadas y de baja intensidad” de los años noventa. Como se ha

anotado, en mucho de esos casos, las innovaciones políticas han encontrado su legitimación popular en tanto apuestas de renovación o profundización democrática, orientadas a incorporar la participación de grandes franjas de la población, desplazadas históricamente del ejercicio efectivo de la ciudadanía, del “derecho a tener derechos”, como antes se ha señalado. En muchos casos, estos fenómenos novedosos se expresan a través de modalidades y liderazgos renovadores, en procura de dar voz a los “invisibles” ancestrales de los regímenes anteriores (indígenas, pobres, negros, mujeres, sectores marginados en general etc.) y a exigir el cumplimiento largamente postergado de sus legítimas demandas de justicia y de vigencia de derechos, tanto en materia política, económica, social como cultural. En otros casos, en cambio, se reitera el histórico *síndrome* latinoamericano de los liderazgos mesiánicos, con culto a la personalidad e identificación personalista del régimen.

ii) *En la última década, un antinorteamericanismo profundo (entendido no como una ruptura frente al pueblo y a las instituciones de esa nación sino como un rechazo profundo a las prácticas contrarias al Derecho y a la Comunidad internacionales adoptadas en especial por la administración ultraderechista del presidente Bush [h] en sus ocho años de mandato) se expandió en las sociedades del continente como hacía décadas no ocurría, impulsando nuevamente posturas de corte nacionalista y popular, a partir de discursos que hacían énfasis en la defensa*

de soberanías que se percibían agredidas y desconsideradas. Es esta una tendencia que emerge consistente a nivel de la opinión pública de los países del continente, más allá de las estrategias y actitudes más diversas que sobre este particular han expresado los presidentes. En este sentido, resulta muy contrastante el desempeño de mandatarios como Lula, Bachelet o Vázquez en relación a lo ocurrido con los ejemplos de Chávez, Correa o Evo Morales.

Con el triunfo del demócrata Barack Obama en las elecciones norteamericanas del 4 de noviembre del 2008, resultado en general muy bien recibido en la región, se abrió un margen de expectativas a propósito de cambios positivos en el relacionamiento de los países sudamericanos con los EEUU. Este sentimiento resultó fortalecido en los primeros meses del nuevo gobierno, por ejemplo, tras el discurso de Obama en la Cumbre de Trinidad y Tobago y a partir de algunas iniciativas graduales de cambio en las políticas frente al tema Cuba o en la crisis de Honduras. Sin embargo, esta expectativa ha decaído en forma ostensible en los últimos meses, ante acciones como la instalación de bases militares con efectivos norteamericanos en Colombia, ante su inoperancia en acelerar los cambios hacia el continente, así como también ante sus fracasos en concretar su declarado rumbo multilateralista (ostensibles, por ejemplo, en su pobre desempeño en la Cumbre de Copenhague).

De todos modos, las políticas tradicionalmente proteccionistas de los demócratas, con seguridad reforzadas

por el actual contexto de crisis financiera internacional, no auguran transformaciones radicales en el plano de acuerdos comerciales genuinos entre EEUU y los países sudamericanos, ni siquiera en el formato de los TLCs clásicos, cargados de agenda “OMC plus” y fuertemente condicionantes de los modelos de desarrollo.

iii) *El consenso acrítico imperante en los noventa sobre las bondades poco menos que indiscutibles del recetaario liberal ortodoxo, emanado de los organismos financieros internacionales, cada vez genera más críticas y rebeldías, incrementadas aún más luego del estallido de la actual crisis financiera internacional*, con las múltiples evidencias que ha dejado respecto a las consecuencias negativas del dogmatismo desregulador del “capitalismo sin reglas y sin miedo” de las últimas décadas.

Más allá de la fuerza y profundidad extendidas de estas visiones críticas, también debe advertirse que muchas de estas posturas resultan más consistentes desde los discursos de oposición y resistencia que en los contenidos mismos de las políticas implementadas desde el ejercicio del gobierno.

En este sentido, resulta notorio que las alternativas presentadas por los gobiernos latinoamericanos antes referidos resultan —según los casos— más o menos sólidas y defendibles en términos de cambio efectivo o, en algunas experiencias, bastante retóricas y poco viables. Parece poco discutible el señalamiento sobre que los actuales contextos de crisis internacional constituyen

—en especial para los gobiernos que invocan la bandera del cambio social— una coyuntura muy desafiante para aquilatar la consistencia efectiva de sus propuestas transformadoras, en especial en relación a políticas económicas y a modelos de desarrollo genuinamente alternativos, que no sólo logren éxitos en abatir la pobreza sino que también generen procesos arraigados de redistribución efectiva del ingreso. Como vimos, la coyuntura de la crisis global con sus impactos en la región refuerza la radicalidad de este auténtico test acerca de la profundidad del signo alternativo y del sustento efectivo de los modelos de desarrollo anunciados o en cursos de implementación por los gobiernos “progresistas”.

Las claves y posibilidades de este “nuevo orden post-neoliberal” en la región se han traducido, en efecto, en cambios electorales y políticos tan espectaculares como impensables hace algunos años. La profundización del rechazo popular en las sociedades latinoamericanas a la política exterior implementada por la administración Bush entre el 2001 y el 2009, la crítica creciente a las políticas “neoconservadoras” y a sus defensores en el subcontinente, así como la lentitud en los procesos de superación efectiva de los cuadros de pauperización, desigualdad, marginación y concentración del ingreso, constituyeron en efecto factores no únicos pero sí de los más decisivos para explicar el advenimiento de los cambios políticos anotados en la región.

Todos estos fenómenos también resultan factores desafiantes y problematizadores en tanto herencias “malditas”

o contextos muy demandantes para medir los límites y alcances de la gestión de estos nuevos gobiernos de signo más progresista. En suma, los mismos factores que han estimulado su crecimiento electoral y su triunfo en las urnas tienden a interpelar la gestión de estas fuerzas políticas renovadoras, una vez que se transforman en gobierno y tienen que lidiar con realidades muchas veces dramáticas, que exigen transformaciones urgentes y profundas. El impacto de la crisis global en la región profundiza de manera radical estos desafíos aunque, como veremos más adelante, los gobiernos y los presidentes latinoamericanos que ascendieron al poder en los últimos años han gozado de muy altos índices de popularidad.

Es así que la América Latina, que recibe el impacto de la crisis, es un continente que en términos políticos revela profundos cambios que recrudecen la fragmentación y las asimetrías en la perspectiva de sus gobiernos y ciudadanías. También esto se advierte en las concepciones contrastadas que se verifican acerca de los modelos y prácticas concebidas como democráticas y como sustento de una gobernabilidad legítima. Más allá de retóricas, los procesos de reforma o “refundación” de los Estados latinoamericanos tampoco han podido avanzar de acuerdo a los requerimientos planteados, y ello constituye un factor de bloqueo para la adopción de políticas innovadoras y eficaces, en especial en lógicas de promoción del cambio social, sometidas además al impacto restrictivo de la crisis. En ese marco, a partir también de la legítima

presión de sociedades con largas historias de marginación y relanzadas en la última década a nuevas formas de protesta y movilización, no resulta aventurado augurar que es posible que las tensiones políticas aumenten en los países del continente y que esto genere situaciones de inestabilidad y polarización.

Ello no necesariamente debería resultar una preocupación para un proceso de *democratización de la democracia* en América del Sur. Si, como creemos, democracia también significa hoy en el continente reempoderamiento social y político, mayor grado de involucramiento de las ciudadanías, nuevos espacios para la “agencia” (entendida como participación política genuina e idoneidad de los actores para impulsar los cambios), exigencia más radical de un orden fundado en la perspectiva de los derechos humanos, toda propuesta de democratización tiene que aportar formas nuevas de incorporación de los conflictos. En cualquier hipótesis, la consolidación de la gobernabilidad democrática, que ya era un tema central en la agenda del continente previo al impacto de la crisis, no hace más que reforzarse en su centralidad en esta coyuntura. Asimismo, la crisis actual vuelve a confirmar que la estabilidad política y la solidez de las formas de gobierno democrático no son asuntos que los países puedan resolver a cabalidad desde caminos solitarios o aisladamente, refieren también la centralidad renovada de la dimensión de lo regional en toda la coyuntura. En esa perspectiva de análisis, con el foco puesto sobre un proceso

de resignificación democrático que debe consolidarse y profundizarse en un contexto desafiante de crisis internacional, la consideración de las actuales estrategias de inserción internacional de los países sudamericanos puede convertirse también en otro observatorio privilegiado y complementario para el tema que nos ocupa.

4. CRISIS, CAMBIOS POLÍTICOS Y “NUEVAS DEMOCRACIAS” EN EL CONTINENTE

La encrucijada institucional en América del Sur

Desde hace años, venimos insistiendo acerca de que no son pocos en verdad los factores que convergen a la hora de calificar de *encrucijada institucional* el proceso histórico que atraviesan los sistemas políticos latinoamericanos. Pasada la hora de la euforia triunfalista de la ola democratizadora que sucedió a las dictaduras de la “seguridad nacional” y de cara a los desafíos de muchos procesos de cambio político que han suscitado y aun provocan en algunos casos expectativas acrecidas (a menudo desmesuradas) en el seno de las sociedades del continente, a partir de la nueva interpelación abierta por el impacto de la crisis actual en la región, llega la hora de análisis más ponderados, que se hagan cargo —entre otras cosas— de indagar a propósito de este momento de auténtica reconstrucción institucional de nuestras democracias, con su amplio espectro de dilemas y debates en torno a nuevos campos de convicciones y valores que hacen la nuestra convivencia cívica. Los dramáticos

sucesos ocurridos en muchos países latinoamericanos en los últimos años, la alarmante inestabilidad vivida en otros procesos, la persistencia de contextos de crisis social en vastas zonas del continente, las previsibles consecuencias políticas de la crisis global etc. constituyen factores que coadyuvan a reafirmar los alcances de nuestro diagnóstico de entrada.

Muchos analistas de la política latinoamericana vienen coincidiendo en los últimos años —aunque desde distintas perspectivas— en este punto de partida. Norbert Lechner, por ejemplo, destacaba hace ya algunos años la compleja simultaneidad que se dio en América Latina entre los procesos de modernización económica (reformas liberales y adaptación a la globalización) y de democratización política (en sus dimensiones de configuración de legitimidad y conducción), procesos que discurrieron de modo paralelo pero con racionalidades diferentes, lo que dificultó y en algunos casos impidió su compatibilización efectiva. Guillermo O'Donnell, por su parte, ha enfatizado acerca de los peligros del avance del decisionismo (principalmente dentro de los formatos hiperpresidencialistas y personalistas que siguen en boga en la región) y de los procesos de *reacción antipolítica*, que cimentarían en el continente la expansión de “democracias delegativas”, de incierto e inquietante futuro. A su vez, Marcelo Cavarozzi ha planteado la paradoja entre una orientación general en la región de estabilización democrática con deslegitimación de alternativas

militaristas, por un lado, junto con un proceso tendencial de pérdida de sentido de lo que efectivamente hace o puede hacer la política en nuestras sociedades, en el marco del deterioro visible de toda una concepción que él ha llamado “política estadocéntrica”.

Las últimas dos décadas han resultado muy pródigas en contrastes en todo el continente: en los ochenta y en los noventa, al tiempo que caían las dictaduras militares y se producían en varios países experiencias importantes en la perspectiva de una reinstitucionalización democrática, luego de una fase de crecimiento y de transformaciones comenzó a generarse nuevamente una profunda crisis económica y social en la región, con consecuencias muchas veces devastadoras para los partidos gobernantes y aún para el funcionamiento de los sistemas partidarios y políticos en su conjunto. A ello se sumó un aceleramiento de vértigo en las transformaciones en la escena mundial, con efectos por lo general no directamente beneficiosos para los intereses de los países del continente. La refundación democrática en América Latina se desplegaba así a comienzos del siglo XXI en un contexto nutrido de dificultades y desafíos, muchos de los cuales readquieren proyección con la crisis actual y su impacto en la región. Todos estos fenómenos asociados al pasado reciente y a la coyuntura actual de América Latina vuelven a poner en el centro del debate los requerimientos de una reinvención de la ciudadanía y de la política en general, con su centro en la necesidad de encontrar un

nuevo eje de vinculación entre la consolidación de las democracias y la profundización de la vigencia de los derechos humanos.

En los últimos años y a contramano del optimismo y de las expectativas generadas por el crecimiento económico y el advenimiento de un giro político novedoso en el continente, se han multiplicado algunas señales preocupantes sobre la “salud” de varios sistemas políticos latinoamericanos, que también se han traducido luego en bloqueos para la acción efectivamente transformadora de distintos gobiernos. Repasemos, a título de inventario indicativo y nada exhaustivo, algunas de esas señales más visibles: han ascendido a cargos de gobierno o a posiciones de expectabilidad política ante la opinión pública figuras sin experiencia política anterior, asociadas con frecuencia a mensajes mesiánicos o providencialistas; los partidos han perdido arraigo y se ven cada vez más desafiados en sus clásicas funciones de representación e intermediación social y política; en algunos casos se desgastan los arbitrajes electorales, mientras que en otros se despliegan formatos de “democracia plebiscitaria” con una sobreabundancia de actos electorales con lógicas crecientes de polarización; varios de los nuevos gobernantes buscan “saltarse” los caminos institucionales para así entablar relaciones más directas y “fluidas” con la opinión pública, confundiendo a esta con la ciudadanía, en el marco de la llamada “sondeo dependencia”; los ciudadanos alternan la apatía con una alta volatilidad de

opinión, aumentando los vaivenes en el valor otorgado al papel de las instituciones más tradicionales; las nuevas exigencias y demandas para la producción de políticas generales no encuentran respuestas adecuadas desde los partidos y el Estado; persisten fenómenos de corrupción, incluso en gobiernos liderados por fuerzas “progresistas” emergentes, lo que hiere en forma profunda las esperanzas populares, ansiosas de instituciones transparentes y de funcionarios honestos a cabalidad; se perfila una increíble escalada armamentista en Sudamérica, con el telón de fondo de “fronteras calientes” y conflictos bilaterales no fácilmente negociables;¹⁴ entre otros muchos similares.

Aunque cabe advertir desde ya que la profundidad de los fenómenos señalados no es igual en toda América Latina y que también podrían reseñarse procesos de signo más auspicioso, sobreviven procesos efectivos de “reacción antipolítica”, con una creciente popularidad en la opinión pública y aún en los círculos de las dirigencias políticas de varios países del continente. Esto último surge con mucha nitidez, observando con cierta atención las estrategias desplegadas por algunas de las figuras “exitosas” de la política latinoamericana de años atrás: el “hacer política en contra de la política” (o, como diría Bourdieu, “la política de la antipolítica”) comienza a ser un rasgo

14 Adviértase la escalada de conflictos bilaterales y fronterizos que en los últimos tiempos se han desatado o han despertado en ALC y en especial en el territorio sudamericano y se podrá ponderar la relevancia efectiva de este tema.

característico de ese nuevo tipo de políticos, generalmente provenientes de los medios de comunicación, de circuitos religiosos o de las propias Fuerzas Armadas, algunos de ellos con trayectorias precedentes que relativizan la hondura de su novedad. En contrapartida, también se producen procesos transformadores liderados por figuras que expresan de distintas formas —en casi todos los casos en formatos muy personalizados— los anhelos de sectores tradicionalmente marginados de los campos de decisión, al frente de coaliciones o de partidos de nuevo cuño, bajo el impulso de renovadas formas de movilización popular. En medio de la fragmentación y de las asimetrías que el impacto de la crisis contribuye a amplificar, el contraste histórico de procesos tan antitéticos alcanza un especial relieve.

En nuestra perspectiva de análisis, lo que evidencian todos estos procesos —entre otras cosas— es un contexto de cambio y modificación profunda de la matriz tradicional del “hacer política”, en cuyo centro se destacan los problemas de la redefinición del concepto de democracia, la necesidad de un nuevo enfoque del ejercicio pleno de los derechos humanos desde el prisma exigente de la superación de la pobreza, la emergencia de nuevas dimensiones generales de la “ciudadanía,” de la “comunidad” y de la “productividad política”, de la mano de un pleito renovado en torno a la especialidad del rol de los partidos políticos, de los movimientos sociales y, de manera muy particular, de las intersecciones entre el Estado, el mercado y las “formas” comunitarias. El estudio profundo de

estos temas (y del amplio espectro de cuestiones que cada uno de ellos involucra) amerita y aún exige abordajes de índole diversa: desde profundizaciones teóricas hasta investigaciones de política comparada, pasando por indagatorias más generales (diseñadas por tema o por región) o por análisis de casos que contribuyan a identificar referencias más concretas para interpelar las problemáticas o alternativas globales a ser analizadas.

***Instituciones, confiabilidad y legitimidad:
algunos perfiles a partir de los datos de la
secuencia 1996-2008 del Latinobarómetro***

Si, como tantas veces se ha dicho, no debe confundirse “opinión pública” con “ciudadanía”, la evolución más volátil de la primera a lo largo de un período de tiempo considerable puede derivar en la gradual cristalización de visiones que, de un modo u otro, terminan encarnando en ese nivel más profundo de las ideas y prácticas predominantes en el comportamiento de los ciudadanos. En el contexto contemporáneo de América Latina, en sus *sociedades de la desconfianza* y en sus *ciudadanías del miedo*, el registro de la evolución en el tiempo de variables como la adhesión a los valores y prácticas de la democracia o el de la confiabilidad otorgada a las principales instituciones públicas y privadas, entre otras, se vuelven indicadores relevantes.

También importa sobremanera registrar las primeras señales efectivas de la crisis económica internacional en

los giros de la opinión pública del continente. Para ello hemos decidido separar, por un lado, el análisis de la evolución de algunos indicadores del Latinobarómetro, durante el período 1996-2008, de los registros emanados del *Informe* correspondiente al año 2009, en el que, por primera vez de manera específica, se pueden medir algunos efectos del impacto de la crisis.

En la evolución que presentan las mediciones del Latinobarómetro¹⁵ para el período 1996-2008, abundan constataciones significativas sobre muchos temas importantes en la perspectiva señalada. En lo que tiene que ver con diversos indicadores que refieren a la actitud predominante de los latinoamericanos en torno a los *valores y prácticas asociadas a la vigencia de la democracia*, pueden observarse algunas tendencias preocupantes. Durante ese período bajó promedialmente el grado de adhesión y apoyo al sistema democrático en la región (un 4% menos en 2008 que en 1996). Descendió también la calidad en la evaluación de sus desempeños. De acuerdo a las mediciones del *Informe 2008*, la percepción dominante entre los latinoamericanos (70%) era la de que “se gobierna no para la mayoría sino para los intereses de unos pocos”. Si bien persistían en el continente valoraciones y actitudes positivas hacia la democracia como el mejor sistema político, también decrecían los porcentajes y adquirirían magnitudes de apoyo relativamente altas ciertas versiones de la

15 Cfr. Corporación Latinobarómetro, *Informe 2008*, Santiago de Chile, noviembre de 2008 (banco de datos en línea www.latinobarometro.org).

sabiduría convencional que resultan muy criticables desde un punto de vista más consistentemente democrático.

En segundo término, las mediciones del Latinobarómetro 1996-2008 revelaban la persistencia de una erosión preocupante de las críticas a las formas políticas autoritarias y aun dictatoriales, en contraposición con un desencanto más o menos instalado respecto a las valoraciones sobre la democracia. La *relación democracia vs. autoritarismo-militarismo* arrojaba una evolución sorprendente, en especial si se tienen en cuenta las valoraciones que proyectaban estas comparaciones a la salida de las dictaduras de la seguridad nacional (cotejo sin duda bastante improcedente desde el punto de vista teórico y argumental). Un 53% de los encuestados manifestaba en 2008 que no le importaría el carácter “no democrático” de un gobierno si este resolvía los problemas económicos. Este guarismo debía conceptuarse como grave habida cuenta de que se producía luego de un lustro de continuo y fuerte crecimiento económico, con mejoría general de indicadores sociales y bajo el liderazgo de regímenes democráticos. De todos modos, en el continente permanecían, de acuerdo al Latinobarómetro 2008, otras hipótesis de tolerancia respecto a gobiernos autoritarios y aun militaristas, las sociedades se mostraban más proclives a defender los valores de la seguridad y del orden sobre los de la libertad (tensión histórica que aparece desbalanceada en el continente ante los cuadros de inseguridad y violentismos desatados en los últimos tiempos).

Los *grados de satisfacción o insatisfacción en relación al funcionamiento de las instituciones* revelaban

también contrastes significativos. Un 57% de los encuestados acompañaba la aseveración de que “no puede haber democracia sin Congreso nacional”, al tiempo que un 32% manifestaba confianza en la acción del Parlamento, 5% más que en 1996 pero sobre todo 15% más que en el 2003, cuando se registró el mínimo histórico del período (17%). Sin embargo, si bien un 56% se manifestaba de acuerdo con la idea que “no puede haber democracia sin partidos”, sólo un 30% evaluaba positivamente su trabajo y apenas un 21% expresaba confianza en ellos, apenas un 1% más que en 1996 pero también casi el doble del 2003, año que en el marco de la última crisis y de la recesión se llegó al mínimo de confianza en el período (11%).

En lo que refiere a la *intención o propensión a votar*, es de destacar que no se detectaban en el *Informe 2008* descensos o variaciones preocupantes en cuanto a la expectativa que generan las elecciones en tanto instancia de cambio en el rumbo de los gobiernos y de sus políticas públicas. Si bien el 59% de los encuestados coincidía en que “lo más efectivo para cambiar las cosas es votar”, la población se dividía por mitades en la respuesta sobre si votaría por un partido o no. De todos modos, la participación política por la vía de los partidos y las elecciones superaba muy claramente al reducido porcentaje de los encuestados (16%) que señalaba que “lo más efectivo para cambiar las cosas es participar en movimientos de protesta”.

La pregunta acerca de cuánto podría impactar la crisis (ya vista como inminente en sus impactos sobre el continente en el 2008) en las evaluaciones de los

latinoamericanos sobre la política en general y sobre la visión acerca de la democracia en particular, constituyó uno de los centros de análisis de la “sinóptica política” contenida en el *Informe 2008* y cuya autoría perteneció a Daniel Zovatto, miembro del Consejo Asesor Internacional del Latinobarómetro.¹⁶ A partir del señalamiento sobre la densidad del ciclo electoral 2009-2011 (durante el que se celebrarán 14 elecciones presidenciales en países de la región), Zovatto anticipaba que a diferencia del anterior *rally* electoral del bienio 2005-2006 (del que emergió una buena parte de los nuevos gobiernos de signo progresista en la región), sobre el bienio 2009-2011 habría de pesar a su juicio “*un contexto económico adverso en el cual las presiones sociales serán mucho mayores*”. Luego de proponer que en la agenda de este nutrido cúmulo de contiendas electorales algunos de los principales temas dominantes serían “el papel del Estado y su relación con el mercado”, “la delincuencia” y “la juventud”, resaltaba tres preguntas a las que consideraba fundamentales en el desenlace de la nueva coyuntura: “¿Cómo se comportarán los llamados gobiernos populistas de la región? ¿Aumentarán los problemas de gobernabilidad y de inestabilidad política? ¿Cuál será la tendencia dominante del nuevo mapa político de América Latina?”¹⁷

16 *Ibidem*, p. 69 y ss.

17 *Ibidem*, p. 73.

Con la pauta comparativa del impacto de crisis anteriores, pero advirtiendo el carácter incierto y en muchos aspectos inédito de la nueva crisis global, Zovatto problematizaba en más de una parte de su texto la relación entre las crisis económicas y la democracia. Si bien advertía que habían venido aumentando de manera sostenida en el continente el interés y la participación políticas, que se evidenciaba también un incremento en “la actitud positiva hacia la política” y que el *Informe 2008* del Latinobarómetro mostraba “cómo América Latina está movilizándose como nunca antes”, se mostraba cauteloso a la hora de proponer escenarios probables para los años siguientes:

¿Acaso [se preguntaba en una parte del *Informe*] la nueva crisis que está en curso producirá otro desencanto con las instituciones o se trata de cambios que permanecerán? La diferencia con el período de la crisis asiática es que ahora hay gobiernos de alternancia en el poder que han sido elegidos por mayorías contundentes, presidentes que han sido reelectos por su buena gestión, y altos niveles de aprobación de gobierno en muchos países.¹⁸

Con el telón de fondo de las primeras señales acerca del impacto de la crisis en la región latinoamericana, el análisis de los registros del *Informe 2008* y el seguimiento de algunas de las principales tendencias verificadas en el período 1996-2008 proponían una agenda bien sugerente, en especial de cara al despliegue de los procesos que emergerían en el 2009 y en el 2010. Al registro continuado en el período 1996-2008 de ciertas mediciones preocupantes en relación a tópicos cruciales, como la actitud ante valores

18 *Ibidem*, p. 88.

y prácticas democráticas, su cotejo ante pautas de signo autoritario, los grados de confianza y satisfacción frente al funcionamiento efectivo de las instituciones, el *Informe 2008* del Latinobarómetro anticipaba varios aspectos en torno a la problemática de la intersección entre crisis económica, consolidación democrática y vigencia de los derechos humanos. De cara a la inminencia del *rally* electoral 2009-2011 y ante la evidencia de que la crisis no pasaría de largo en la región pero tampoco tendría los efectos devastadores de otras veces, se dejaba planteada una agenda de temas y preguntas en verdad sugerentes.

Algunas reflexiones iniciales a partir del Informe 2009 del Latinobarómetro

Las expectativas generadas por el *Informe* del año anterior no fueron defraudadas en diciembre del 2009. Los registros y mediciones obtenidos presentaron en efecto algunos ejes de reflexión muy suscitadores. Ya los subtítulos que acompañaron la carátula del *Informe* se encargaron de marcar un rumbo preciso para el análisis:

Informe 2009. La democracia se afianza en tiempos de crisis. La percepción de progreso aumenta a pesar del golpe de Estado en Honduras, el virus AH1N1 y la crisis económica. América Latina aprecia más sus instituciones, sus presidentes, el mercado y está más satisfecha con su democracia. ¿La democracia está madura?¹⁹

19 Corporación Latinobarómetro, *Informe 2009*, banco de datos en línea www.latinbarómetro.org.

La pregunta final, como se advertirá, no era nada retórica y apuntaba a uno de los matices más sustantivos de las mediciones presentadas y de su primer análisis.

El *Informe* tomaba como temas centrales de su indagatoria sobre los giros de la opinión pública latinoamericana en el último año el golpe de Estado en Honduras, las amenazas sobre la estabilidad de la democracia y el registro de indicadores varios en torno a la misma, el impacto de la crisis mundial en lo político-electoral y en lo económico-social, entre otros. En la introducción se adelantaban algunas conclusiones generales que perfilaba el *Informe* en su conjunto:

Las democracias latinoamericanas muestran crisis de representación, en primer lugar a través del hiperpresidencialismo, la fiebre reeleccionista y el desmedro de la confianza en las instituciones, así como la atomización del sistema de partidos en tantos países. (...) La Democracia en América Latina no sufre con la crisis económica como se había esperado. Veremos en este informe como los resultados de la crisis son positivos para la democracia, paradójicamente a pesar de los problemas de “la política”. La actual crisis no es la crisis asiática que encontró a la región pobre y desprevenida. Esta crisis pilla a la región después de 5 años de crecimiento sin precedente, y con una ola de elecciones que había elegido a los gobernantes más populares de los últimos 30 años. Nunca tantos habían estado tan satisfechos con sus gobiernos como en los años 2006, 2007 y 2008. Con todo, la democracia no se consolida porque (...) hay reformas pendientes que no se pueden obviar. Las reformas emprendidas por países como Bolivia, muestran que se avanza en la percepción de democratización cuando las estructuras de la sociedad sufren modificaciones sustantivas que permiten el acceso a las oportunidades, la movilidad social, la igualdad ante la ley. (...) En resumen, a pesar del golpe [de Estado en Honduras] y a pesar de la crisis, América Latina es

más democrática después de la crisis 2009, es más tolerante, es más feliz. Sólo resultados positivos de un año en el cual no hay ningún motivo para celebrar. Las reformas que han tenido lugar en la región están empezando a mostrar sus frutos, ya que sin duda este fortalecimiento de la democracia a pesar de la crisis es un síntoma positivo.²⁰

En cuanto a las mediciones presentadas por el *Informe 2009*, algunas de las más importantes tuvieron que ver con el impacto del golpe de Estado en Honduras. Sobre ese particular, los principales registros fueron los siguientes:

- apenas un 24% de los latinoamericanos se mostró de acuerdo con el golpe, promedio dentro de un rango de opiniones en el que solamente República Dominicana evidenció un nivel alto de aprobación (un 44%), mientras que el resto (incluido Honduras) no superó un tercio de aceptación y en Argentina y Uruguay sólo un 9% de la población consultada lo aprobó;
- un 62% de los habitantes de la región desestimó la probabilidad de un golpe de Estado en sus propios países;
- aumentó a un 65% el conjunto de aquellos que expresaron que bajo ninguna circunstancia apoyarían a un gobierno militar;
- de todos modos, hubo porcentajes minoritarios pero considerables de expresiones de apoyo a actitudes claramente autoritarias (como acordar que “los militares remuevan al presidente si viola la constitu-

²⁰ *Ibidem*, p. 4-5.

ción” o que “cuando hay situación difícil está bien pasar por encima de las leyes”).

En sus conclusiones sobre este punto, el *Informe* registraba el concepto de “Neo Democracias”, adjudicándoselo a aquellos gobiernos latinoamericanos que a su juicio evidenciaban “grados de autoritarismo”:

La amenaza autoritaria [se señalaba en un fragmento del *Informe*] tiene dos versiones, por una parte están los golpes de Estado, como el caso de Honduras, pero por otra están lo que podríamos llamar “las *Neo Democracias*”, que avanzan lentamente hacia crecientes grados de autoritarismo. Estas se siguen llamando democracias, pero han derivado en un tipo híbrido de régimen político. Tal es el caso de Venezuela, donde importantes elementos de las democracias no están del todo presentes. (...) Las actitudes hacia la democracia en América Latina están inundadas de confusiones autoritarias, donde los ciudadanos combinan cosas que no se pueden combinar si se es democrático. No se puede rechazar a un gobierno militar a todo evento para dar la sensación de que se es democrático y sustituirlo por el poder total del presidente. ¿El autoritarismo presidencial es una forma de *Neo Democracia*, donde a los presidentes se les otorga el poder total, como sustitutos del sistema democrático?²¹

En el registro de las mediciones acerca de distintos tópicos vinculados con la situación de la democracia en América Latina, el *Informe* presenta en la mayoría de los casos indicadores mayoritariamente favorables, aun cuando persiste la interpelación acerca de la densidad y coherencia de lo que los encuestados entienden por democracia. En ese sentido, el 59% manifiesta su apoyo explícito a

21 *Ibidem*, p. 10-5.

la democracia (“la democracia es preferible a cualquiera otra forma de gobierno”), mientras que un 76% lo hace “por descarte-implícito” (“la democracia puede tener problemas, pero es el mejor sistema de gobierno”).²² Por otra parte, un 54% de los encuestados acuerda con la aseveración de que “los gobiernos democráticos están más preparados para enfrentar una crisis económica”,²³ un 46% prefiere la democracia al “desarrollo sin democracia”,²⁴ mientras continúa aumentando la manifestación de satisfacción con la democracia, alcanzándose un 44% (con un sorprendente aumento de 7% respecto al año anterior).²⁵

Frente a estos y otros indicadores mayormente favorables, se presentan otros registros preocupantes. Estos surgen en particular cuando al entrevistado se le pregunta en concreto sobre su acuerdo específico acerca de afirmaciones que hacen a principios democráticos más clásicos (como los ya señalados de necesidad de partidos políticos, apoyo al Parlamento, rechazo a los gobiernos autoritarios, libertad de expresión, realización de elecciones etc.), mientras que los porcentajes aumentan de modo exponencial si se le pregunta acerca de su postura genérica en torno a “la democracia”:

Si se usa un indicador compuesto, donde se incluye la necesidad de partidos políticos, Parlamento, rechazo a los gobiernos autoritarios, apoyo a la democracia por encima de los otros tipos de

22 *Ibidem*, p. 22.

23 *Ibidem*, p. 23.

24 *Ibidem*, p. 29.

25 *Ibidem*, p. 36.

régimen, la cantidad de personas que adhieren a la democracia no alcanza los dos dígitos en América Latina. Si se incluyen en el índice las elecciones, la libertad de expresión, aumentan los porcentajes. Si se buscan categorías más híbridas donde las personas tienen algunas actitudes correctas y otras incorrectas, se puede alcanzar hasta el 40% de la población. Por último, es desalentador saber que alrededor de un 40 a un 45% de la población de la región no logra tener actitudes democráticas en más de dos aspectos como los arriba definidos. (...) Si por el contrario no es el investigador el que “define” lo que tiene que ser democracia sino la gente con sus respuestas, entonces aumenta considerablemente la cantidad de demócratas.²⁶

En lo que se refiere a los impactos de la crisis en la opinión pública y sus valoraciones en torno a la política y la democracia, el *Informe* también registra elementos importantes. A diferencia de lo ocurrido en el 2001, cuando la región se vio afectada por la crisis asiática y ello provocó una baja sensible en los índices de adhesión a la democracia y otros registros conexos, los datos del

26 *Ibidem*, p. 16-7. En el *Informe* se reconocen los problemas teóricos que las ciencias sociales siempre han tenido para una definición consensuada de democracia. A partir de este reconocimiento y de sus fuertes implicaciones en las distintas mediciones, se señala que “los ciudadanos de los países gobernados por la izquierda califican mejor esa democracia (medida en una autoidentificación en una escala de 1 a 10) que los ciudadanos no gobernados por la izquierda”. Ante este registro, los autores del *Informe* concluían: “Si lo que cada cual está comprendiendo por democracia está contaminado por la ideología y depende de la orientación del gobernante, entonces no es el funcionamiento de las instituciones lo que cuenta, ni los procedimientos o las normas, sino más bien la posición de los gobernantes” (cfr. *ibidem*, p. 16).

Informe 2009 no confirman esa correspondencia ni permiten registrar un impacto negativo como consecuencia del primer despliegue de la crisis:

Lo cierto es [según señala el *Informe*] que el apoyo a la democracia supera en el año 2009 lo obtenido en el año 2006 (58%), alcanzando un 59%. El año 2006 fue el punto más alto de crecimiento económico que América Latina ha tenido en los últimos 40 años. En efecto, el apoyo a la democracia, que baja a 54% en el año 2007, viene subiendo desde entonces a 57% en el 2008 para llegar al 59% en el año 2009. Es decir, el apoyo aumenta más en el año de decrecimiento económico, negándose la hipótesis de que el vaivén de la economía tiene impacto sobre el apoyo a la democracia. (...) Los latinoamericanos muestran con sus respuestas que el año 2008 fue menos bueno que el año 2009, al mismo tiempo que acusan la crisis, denostando los problemas económicos y las desigualdades. No se trata entonces de una miopía o de una ilusión, sino más bien de consideración de otros aspectos en la evaluación del tipo de régimen.²⁷

Este marco de análisis aparece ratificado en otras mediciones: la afirmación acerca de que “*en general el sistema económico funciona bien*” en una democracia aumenta su nivel de acuerdo de un 50% en el 2003 a un 62% en el 2009; en los únicos dos países sudamericanos en los que creció el PBI en el 2009, Perú y Uruguay, se verifican sin embargo las posiciones más contrastantes en cuanto al porcentaje de satisfacción con la democracia, 22% y 79%, respectivamente. En otro pasaje del *Informe*, los analistas infieren que

los Presidentes son los grandes ganadores de esta crisis, ya que no sólo aumenta su valoración política como gobernantes, sino

²⁷ *Ibidem*, p. 18.

que también logran mejorar la percepción de la democracia en sus países. Esta crisis produce, por el contrario de lo esperado, efectos políticos positivos sobre el régimen democrático y los gobiernos. (...) No se produce alternancia de la izquierda a la derecha o viceversa por motivos económicos de la crisis como se suponía en un principio que podía suceder. Muy por el contrario, los cambios en los gobiernos no han sido por esa causa, sino por otras que tienen que ver con la situación (política más que económica) interna de cada país.²⁸

En su análisis específico titulado “Sinóptica política-electoral: la ola de elecciones 2009-2011”, inserto en el *Informe*, Daniel Zovatto, al igual que en el *Informe* del año anterior, explora acerca de las posibles consecuencias del impacto de la crisis en los resultados del calendario electoral del bienio. Algunas de las principales tendencias que registra son las siguientes: reafirma su convicción sobre que el “giro a la izquierda” en la región es más “supuesto” que real; destaca que los impactos político electorales de la crisis no resultan homogéneos ni muchas veces previsibles; no advierte “la posibilidad de una reconfiguración radical del escenario político de la región”, ya que, si bien “las crisis económicas (...) benefician a la oposición, el gobierno puede mantenerse en el poder cuando tiene la habilidad y los recursos (sobre todo para llevar a cabo políticas anticíclicas) y transformar la crisis económica en oportunidad política”; finalmente, destaca al reeleccionismo como la “tendencia que viene cobrando cada vez mayor

28 *Ibidem*, p. 83.

fuerza”, lo que a su juicio no constituye “una buena noticia para la calidad de la democracia en nuestra región”.²⁹

Como se advierte, los vínculos e interrelaciones entre el impacto de la crisis económica internacional y la evolución de los procesos políticos, al menos en la percepción de la opinión pública predominante en América Latina, resultan mucho más complejos de lo esperado. No parece haber mucho espacio para determinismos economicistas, mientras que la densidad y las posibilidades de incidencia de la política emergen como muy ampliados.

La pregunta acerca de cómo entienden la democracia los latinoamericanos genera más de una perplejidad y muchas interrogantes. Entre hiperpresidencialismo y “fiebre reeleccionista”, parece consolidarse un distanciamiento creciente —ya presente desde varios años atrás— entre las ideas clásicas de la teoría democrática liberal y el ambiente político-intelectual que parece estar definiendo las visiones y los usos que sobre la idea general de democracia tienden a prevalecer en la opinión pública de los latinoamericanos. Como señala Zovatto, “la continuidad democrática no ha estado en riesgo”, a pesar de que “determinados países han visto aumentar la polarización, la conflictividad social y las tensiones políticas”, mientras que “las instituciones mejoran mucho menos que los presidentes”.³⁰ Los recientes acontecimientos en Ecuador no hacen sino profundizar las incertidumbres.

29 *Ibidem*, p. 58-9.

30 *Ibidem*.

A la luz de los acontecimientos recientes, el impacto histórico de lo sucedido con el golpe de Estado en Honduras puede configurar con el tiempo un punto de inflexión. Nada asegura que así sea, pero nadie puede descartar ese escenario tan grave del retorno de crisis institucionales a América Latina. Aunque la decidida respuesta de la UNASUR ante los hechos ecuatorianos tuvo un resultado inmediato y muy alentador, la preocupación institucional se ha instalado con más fuerza en el continente latinoamericano. Es sin duda un dato en sí muy desalentador que esto se dé en el año 2010.

En suma, el principal impacto político de la crisis económica parece ser la mayor visibilización de procesos de cambio que ya estaban instalados desde bastante tiempo atrás en la región. Con muchas incertidumbres y escasas previsibilidades, por lo menos hasta ahora ese parece ser el panorama que también viene a confirmarse en las mediciones de opinión pública en la región.

5. ¿DEMOCRACIAS “INCIERTAS” O “DIFERENTES”?

CIUDADANÍA Y NUEVAS FORMAS POLÍTICAS: EL “TEST” DE LA CRISIS DE CARA AL PRÓXIMO CICLO ELECTORAL

Los países de América Latina en general y de América del Sur en particular han experimentado en las últimas dos décadas un proceso de expansión de la democracia. La región, al igual que otras áreas del mundo, asiste a lo que algunos analistas políticos y académicos han

denominado la “tercera ola” democrática. Tras la primera ola expansiva de la democracia, desatada por las revoluciones norteamericana y francesa, y la segunda ola de las primeras décadas del siglo XX, asistiríamos en las últimas décadas a un visible avance a escala mundial de las instituciones democráticas. Sin embargo, la actualidad de esta “tercera ola” democrática en el continente, con el agregado del impacto de la crisis global en curso, presenta —como hemos tratado de probar— desafíos inéditos y en algunos casos de dimensión histórica.

En toda esta coyuntura que converge en el ciclo electoral 2009-2011 se juega también otro “pleito” político de primera importancia para buena parte de los países latinoamericanos, que hace referencia a la evaluación de los cambios y transformaciones que pueden verificarse en ese nivel más profundo de las prácticas y modelos de ciudadanía predominantes, y en la reconceptualización democrática que ese tipo de procesos siempre comporta. En el marco de un “cambio de época” en el que en el mundo y en la región se producen mutaciones muy fuertes en el campo de la política, tanto en relación a su quehacer concreto como a sus dimensiones más teóricas y propiamente ideológicas, el foco orientado al registro de las nuevas formas del ejercicio de la ciudadanía se vuelve un observatorio privilegiado para medir los indicios y las evidencias de transformaciones en múltiples campos de la convivencia cívica. En esa dirección, nuestra hipótesis de trabajo es la de que el impacto de la crisis global sobre la evolución del próximo ciclo electoral 2009-2011, en América Latina y el

Caribe en general y en América del Sur en particular, puede configurar un valioso “test” para explorar los límites y los alcances del proceso histórico de cambio de las formas políticas que atraviesa la política latinoamericana en este comienzo del siglo XXI. En ese marco de análisis, el cruce efectivo entre democracia y vigencia de los derechos humanos deviene un tema especialmente relevante. Y, en ello, el prisma interpelante de la pobreza, consolidado tras un contexto de crisis global, se presenta como de consideración ineludible.

Pese a la marcada diversidad de sus sociedades y de sus sistemas políticos, pese a las múltiples fragmentaciones y asimetrías que presenta en la actualidad, a la mayoría de los países latinoamericanos les resulta muy difícil sentirse ajenos a los fenómenos enfatizados por autores como Isidoro Cheresky en lo que refiere al registro de profundas transformaciones políticas en ALC.³¹ Aunque con sus tiempos y sus maneras, en las distintas sociedades del continente también se producen fenómenos que refieren a procesos de cambio profundo identificados con temas y enunciados como los siguientes: la emergencia de “democracias diferentes” y de “ciudadanías

31 Cfr. entre otros textos de este autor: Isidoro Cheresky (comp.), *La política después de los partidos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006; Isidoro Cheresky (comp.), *Ciudadanía, sociedad civil y participación política*, Buenos Aires, Miño y Dávila editores, 2006; Isidoro Cheresky (comp.), *Elecciones presidenciales y giro político en América Latina*, Buenos Aires, Ediciones Manantial, 2007; Isidoro Cheresky, *Poder presidencial, opinión pública y exclusión social*, Buenos Aires, CLACSO-Manantial, 2008.

atomizadas y constantes”, en las que se vislumbra una suerte de “estallido de oportunidades” para nuevos formatos de acción política, para la constitución de “identidades no plenamente constituidas”, para la emergencia de “espacios públicos no presos de tramas de institucionalización”; tras el debilitamiento y la desagregación de los partidos tradicionales, irrumpe con fuerza la controversia en torno a los “partidos de nuevo cuño”, con modalidades organizacionales y pautas de interacción diferentes con otros actores (movimientos sociales, redes de opinión etc.); las elecciones replantean su significación “como promotoras de constitución de escenas con inducción de identidades”; el fenómeno de los liderazgos fuertes no sólo supone la profundización de procesos de “personalización de la política” sino que hace a esta última mucho más permeable y hasta vulnerable a “fenómenos de popularidad”, de duración y de solidez muy diversas; en medio de procesos de creciente “subjetivación de la política”, el peso de los medios de comunicación se amplifica en la vida cívica dentro de redes de sociabilidad “más espontáneas y menos institucionalizadas”; se replantean perspectivas muy renovadoras en lo que refiere a la medición y el monitoreo de la vigencia de los derechos humanos;³² entre otros que podrían citarse.³³

32 Cfr., sobre este particular, IIDH, *Los derechos humanos desde la dimensión de la pobreza. Una ruta por construir en el sistema interamericano*, San José de Costa Rica, ASDI-DANIDANMFA, 2007, 72p.

33 Cfr. cita 49.

En ese contexto, autores como Evelina Dagnino, Alberto J. Olvera y Aldo Panfichi, entre otros, han desarrollado en trabajos recientes la idea de la expansión en el continente de formas de “representación contenciosa”, fundamentalmente sociales y no políticas, episódicas y reiteradas, afincadas más en lo local y proyectadas a menudo a través de movilizaciones fuertemente personalizadas. Los conflictos sociales que tenderían a expresar estas formas de “representación contenciosa” proyectan, por lo general, demandas específicas sin alternativas globales ni inserciones claras en “proyectos alternativos”.³⁴

Aunque resulta también difícil no advertir ciertas resistencias y sobrevivencias de las viejas matrices nacionales todavía influyentes en cada cultura política, ya no resulta persuasivo ni fundamentable en términos empíricos la visión de procesos políticos casi incomparables en su pluralidad, sólo inteligibles desde abordajes nacionales y casuísticos. Tampoco se trata por cierto de postular un nuevo intento —*a priori* infértil— de homogeneizar la visión y caracterización de un proceso político abarcativo de todo el continente latinoamericano, tampoco viable en relación al subcontinente sudamericano. El marco general de la crisis global y de su impacto, así como la

34 Cfr. Evelina Dagnino, Alberto J. Olvera y Aldo Panfichi, “Innovación democrática en América Latina: una primera mirada al proyecto democrático-participativo”, en Cisma Raventós (comp.), *Innovación democrática en el Sur. Participación y representación en Asia, África y América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2009, p. 31 y ss.

convergencia de ciertos procesos de cambio político que la precedieron y que pese a sus diferencias participan de un ciclo común, permite una lectura legítima sobre una inflexión histórica en la trayectoria de las democracias latinoamericanas.

En estos nuevos contextos de cambio político en el continente, el impacto de la crisis global y las formas de respuesta de la región ante la misma, como se ha señalado, pueden configurar un escenario especialmente propicio para la dilucidación de varios ejes de reflexión e interpretación de fuerte centralidad. Desde el campo más estrictamente político, la lista de asuntos sometidos a debate es muy amplia: la resignificación de las teorías y prácticas de la ciudadanía; la transformación de los usos públicos del concepto democracia; la rediscusión del rol del Estado, los partidos y los movimientos sociales; el papel de los liderazgos; los nuevos enfoques para reformular una teoría de los derechos humanos desde la asunción plena de la centralidad del eje de la pobreza; hasta una reedición del clásico tópico en América Latina de la “disputa constitucional del régimen”, en el marco de los procesos de refundación institucional ya referidos; entre otros. Por su parte, desde el campo más netamente social, las cuestiones no son de menor complejidad: la reformulación de los actores; las nuevas formas de empoderamiento social; su entrecruzamiento con las políticas sociales; la emergencia de formas diferentes de constitución de identidades sociales; el debate en torno a los

límites y alcances del “espacio público”; las claves novedosas de la representación, participación y agregación de grupos de interés; los límites y alcances de la vigencia de los derechos económicos, sociales y culturales etc.

En suma, dentro de esos contextos inciertos que proyecta el impacto de la crisis en la región, las preguntas radicales que nutren la interpelación política más actual en la mayoría de los países latinoamericanos comienzan a sintonizar con la idea de un momento de inflexión conceptual en el cruce entre ciudadanía y democracia. ¿Qué partidos? ¿Qué sistema de partidos? ¿Qué tipo de liderazgos? ¿Qué nuevos espacios de participación? ¿Qué tipo de comunicación política es la prioritaria? ¿Qué forma de representación resulta dominante? ¿Qué agenda? ¿Qué forma efectiva de gobierno? ¿Qué régimen político? ¿Qué ciudadano? ¿Qué democracia? ¿Qué derechos? En suma, si preguntas tan radicales como estas dos últimas comienzan a resonar como no tan exóticas ni tan lejanas de la experiencia cívica cotidiana de los latinoamericanos, parece bastante evidente que algo muy profundo también se está moviendo en estos campos en el continente. Y por cierto que no se trata de acudir como otrora a “adjetivos” cambiantes para salvar “sustantivos” sospechados. Mucho menos se trata de restaurar la infausta tradición de concebir sólo instrumentalmente a estos últimos. Luego del estallido de las desmesuradas expectativas de las transiciones, un cierto agnosticismo cívico fue imponiéndose gradualmente en el centro de

las escenas políticas latinoamericanas, de la mano de la consolidación de democracias limitadas, “sin república” o con “poca república”. Todo esto supone repensar radicalmente las relaciones entre democracia y derechos humanos desde el prisma interpelante de la pobreza, el fenómeno más interpelante de la realidad latinoamericana de las últimas décadas, renovado en su interpelación por el impacto de la crisis global en curso. Si realmente se quiere superar la incertidumbre y buscar genuinamente “democracias diferentes” a la altura de estos tiempos, habrá que bucear con profundidad en torno a estos temas. Si así ocurre, el desafío de la crisis puede en efecto configurarse en una oportunidad.

OTRA BIBLIOGRAFÍA CONSULTADA ADEMÁS DE LA CITADA

- ALCÁNTARA, Manuel; CRESPO, Ismael (1995). *Los límites de la consolidación democrática en América Latina*. Salamanca, Ediciones Universidad Salamanca.
- (2008). “Nuevas formas de inestabilidad política”. *América Latina Hoy. Revista de Ciencias Sociales*, v. 49, agosto. Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca.

- ALVAREZ, Carlos, comp. (2003). *La Argentina de Kirchner y el Brasil de Lula*. Buenos Aires, CEPES-CEDEC-Prometeo.
- AROCENA, Rodrigo y CAETANO, Gerardo, coord. (2007). *Uruguay: agenda 2020. Tendencias, conjeturas, proyectos*. Montevideo, Taurus.
- BECK, Ulrich (1998). *¿Qué es la globalización? Falacias del globalismo, respuestas a la globalización*. Buenos Aires, Ed. Paidós.
- BOSOER, Fabián y Calle, Fabián, comp. (2007). *2010: una agenda para la región*. Buenos Aires, TAEDA.
- BOUZAS, Roberto, coord. (2002). *Realidades nacionales comparadas. Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay, Uruguay*. Buenos Aires, Altamira-Fundación OSDE.
- BREWER-CARÍAS, A. R. (2001). *Reflexiones sobre el constitucionalismo en América*. Caracas, Editorial Jurídica.
- CAETANO, Gerardo (2005). “Desde la transición democrática hasta el triunfo de la izquierda (1985-2005)”. En CAETANO, Gerardo (dir.). *20 años de democracia. Uruguay 1985-2005. Visiones múltiples*. Montevideo, Taurus.
- (2007). “Distancias críticas entre ciudadanía e instituciones. Desafíos y transformaciones en las democracias de la América Latina contemporánea”. En ANSALDI, Waldo (dir.). *La democracia en América Latina, un barco a la deriva*. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de la Argentina, p. 177-99.
- (2008). “El cambio en la fragmentación. América Latina y su panorama político: una visión global”. En ELIZONDO, José Rodríguez y CASANUEVA, Héctor (ed.). *¿Qué pasa en América Latina? Realidad política y económica de nuestra región*. Santiago de Chile, Ed. Andrés Bello.
- CALAMÉ, Pierre et. al. (2001). *Con el Estado en el corazón. El andamiaje de la gobernancia*. Montevideo, Editora Vozes-Ediciones Trilce.

- CAVAROZZI, Marcelo y Medina, Juan Abal (h), comp. (2002). *El asedio a la política. Los partidos latinoamericanos en la era neo-liberal*. Buenos Aires, Homo Sapiens.
- CEPAL (2009). *Estudio económico de América Latina y el Caribe (2008-2009)*. Santiago de Chile, Naciones Unidas.
- (2009). *Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe (2008-2009)*. Santiago de Chile, Naciones Unidas.
- (2009). *Panorama social de América Latina 2008*. Santiago de Chile, CEPAL.
- CEPAL, IPEA, PNUD (2003). *Hacia el objetivo del Milenio: Reducir la pobreza en América Latina y el Caribe*. Santiago de Chile.
- CESARÍN, Sergio y MONETA, Carlos, comp. (2005). *China y América Latina. Nuevos enfoques sobre cooperación y desarrollo. ¿Hacia una nueva ruta de la seda?* Buenos Aires, BID-INTAL.
- COMISIÓN STIGLITZ (2009). *Report of Experts of the President of the UN General Assembly on Reforms of the Internacional Monetary and Financial System*. Nueva York, ONU, junio.
- COSTA LIMA, Marcos (2008). *Dinâmica do capitalismo pós-Guerra fria. Cultura tecnológica, espaço e desenvolvimento*. São Paulo, Ed. UNESP.
- DAHL, Robert (1989). *Democracy and its Critics*, New Haven, Yale University Press.
- DECLARACIÓN DEL CLUB DE MADRID (2009). *Las dimensiones políticas de la crisis económica mundial: una visión latinoamericana*. Santiago de Chile (www.clubmadrid.org).
- DOMÍNGUEZ, José Mauricio (2009). *La modernidad contemporánea en América Latina*. Buenos Aires, Siglo Veintiuno-CLACSO.
- EVANS, Peter (1996). "El Estado como problema y como solución". *Desarrollo Económico*, v. 35, n. 140, enero-marzo.
- (1997). "The eclipse of the state? Reflections on State-ness in an Era of Globalization". *World Politics*, v. 50, n. 1, October.

- FAO — ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACIÓN (2009). *Síntesis sobre el hambre*.
- FERNÁNDEZ, Nelson (2008). *¡Maldita crisis! Claves de los ciclos financieros; el origen de la crisis mundial 2008 y su impacto en Uruguay*. Montevideo, Fin de Siglo.
- FONDO MONETARIO INTERNACIONAL — FMI (2009). *Perspectivas de la Economía Mundial*. Abril.
- FRENCH-DAVIS, Ricardo (2005). *Reformas para América Latina: después del fundamentalismo liberal*. Buenos Aires, Siglo XXI-CEPAL.
- GARCÍA LINERA, Álvaro (2009). *Forma valor y forma comunidad*. La Paz, CLACSO-Muela del Diablo editores-Comuna.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (2000). *Política y sociedad entre dos épocas. América Latina en el cambio del siglo*. Rosario, Homo Sapiens.
- GUTMAN, Margarita y COHEN, Michael. comp. (2007). *América Latina en marcha. La transición postneoliberal*. Buenos Aires, Ediciones Infinito-OLA.
- HELD, David (1997). *La democracia y el orden global. Del Estado moderno al gobierno cosmopolita*. Barcelona, Paidós.
- HUNTINGTON, Samuel (1991). *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman, University of Oklahoma Press.
- INSTITUTO DE CIENCIA POLÍTICA (2009). *Encrucijada 2010. La política uruguaya a prueba*. Montevideo, Fin de Siglo-CLACSO.
- JARA, Alejandro; MONTERO, Ramón; y TOVAR, Camilo E. (2009). *The Global Crisis and Latin American: Financial Impact and Policy Response*. En *BIS, Quarterly Review*, 6/2009.
- KLIKSBERG, Bernardo (1999). “Capital social y cultura: claves olvidadas del desarrollo”. *Documento de Trabajo*, BID.
- (2009). “El impacto de la crisis económica en la gobernabilidad democrática”. Ponencia presentada en el Foro de Gobernabilidad Democrática, PNUD, 26 de octubre.

- KYMLICKA, Will (1990). *Contemporary Political Philosophy*. Oxford, Clarendon Press.
- LECHNER, Norbert (2006). *Obras escogidas I*. Santiago de Chile, Lom Ediciones.
- LÓPEZ, Ernesto y MAINWARING, Scott, comp. (2000). *Democracia: discusiones y nuevas aproximaciones*. Buenos Aires, UNQ.
- LUPPI, Carlos (2009). *La crisis del "capitalismo salvaje". ¿Qué nos enseñó y cómo es el mundo que viene?* Montevideo, Editorial Veritatis.
- MAINWARING, Scott y SHUGART, Matthew Soberg, comp. (1997). *Presidentialism and Democracy in Latin American*. Cambridge, Cambridge University Press.
- MANIN, Bernard (1998). *Los principios del gobierno representativo*. Madrid, Alianza.
- MONIZ BANDEIRA, Luiz Alberto (2004). *Argentina, Brasil y Estados Unidos. De la Triple Alianza al MERCOSUR*. Buenos Aires, Norma.
- NUEVA SOCIEDAD, 219 (2009). *La integración fragmentada*. Caracas, Nueva Sociedad, enero-febrero.
- O'DONNELL, Guillermo (2007). *Disonancias. Críticas democráticas a la democracia*. Buenos Aires, Prometeo.
- O'DONNELL, Guillermo; IAZZETTA, Osvaldo; y CULLELL, Jorge Vargas, comp. (2003). *Democracia, desarrollo humano y ciudadanía. Reflexiones sobre la calidad de la democracia en América Latina*. Rosario, PNUD-Homo Sapiens Ediciones.
- OCDE (2009). *Perspectivas económicas de América Latina 2009*. París, Centro de Desarrollo de la OCDE.
- OEA, SECRETARÍA DE ASUNTOS POLÍTICOS (2009). *La crisis económica global: efectos y estrategias políticas*. Washington, OEA (www.oas.org).
- OIT (2009). *Tendencias mundiales del empleo 2009*. Ginebra, OIT (www.ilo.org)

- ONU (2009). *World Economic Situation and Prospects 2009, Update as of Mid-2009*. Nueva York, Naciones Unidas (www.un.org).
- PASQUINO, Gianfranco (2004). *Sistemas políticos comparados*. Buenos Aires, Prometeo-Bononiae Libris.
- PNUD (2004). *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanos y ciudadanas*. Buenos Aires, PNUD-TAURUS.
- PODESTÀ, Bruno; GALÁN, Manuel Gómez; JACOME, Francine; y GRANDI, Jorge, coords. (2000). *Ciudadanía y mundialización. La sociedad civil ante la integración regional*. Madrid, CEFIR-CIDEAL-INVESEP.
- PUTNAM, Robert (1993). “The Prosperous Community”. *The American Prospect*, v. 4, n. 13.
- QUIROGA, Yesko; CANZANI, Agustín; INSIGNIA, Jaime, comp. (2009). *Consenso progresista. Las políticas sociales de los gobiernos progresistas del Cono Sur*. Montevideo, Fundación Ebert.
- REGUEIRO BELLO, Lourdes María (2008). *Los TLC en la perspectiva de la acumulación estadounidense. Visiones desde el MERCOSUR y el ALBA*. Buenos Aires, CEA-CLACSO.
- SADER, Emir y JINKINGS, Yvana (2006). *Enciclopédia Contemporânea da América Latina e do Caribe*. São Paulo, Boitempo Editores.
- SEGIB (2009). *América Latina ante la crisis financiera internacional*. Montevideo, SEGIB.
- SEGRERA, Lopez y FILMUS, Daniel, comp. (2000). *América Latina 2020. Escenarios, alternativas, estrategias*. Buenos Aires, UNESCO-FLACSO-Temas Grupo Editorial.
- SEN, Amartya (2000). *Desarrollo y libertad*. Barcelona, Editorial Planeta.
- SOLANA, Javier (2003). “Multilateralismo eficaz: una estrategia para la Unión Europea”. *Política Exterior*, n. 95, p. 37-46.

- SOSNOWSKI, Saúl y PATIÑO, Roxana (1999). *Una cultura para la democracia en América Latina*. México, UNESCO-FCE.
- SOTILLO, José; AYLLÓN, Bruno, editores (2006). *América Latina en construcción. Sociedad política, economía y relaciones internacionales*. Madrid, Ed. Catarata-UCM.
- SVAMPA, Maristella (2009). *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*. Siglo Veintiuno-CLACSO.
- WATCH, Social (2006). *El derecho a no ser pobre. La pobreza como violación de los derechos humanos*. Montevideo, Instituto del Tercer Mundo.

Asimismo se han consultados publicaciones, informes y contenidos de páginas web de múltiples instituciones como IIDH, OEA, ONU, FAO, FMI, Banco Mundial, BID, UNESCO, PNUD, CEPAL, Transparency Internacional, Freedom House, MERCOSUR, ALADI, UNION EUROPEA, UNCTAD, OMC, IBGE, Latinobarómetro, Instituto Real Elcano y de Eurolat-Celare, entre otras.

**Futuro incierto:
modernidad, "giro descolonizador"
y nueva propuesta estética**

Javier Sanjinés C.

¿Debemos seguir empeñados en construir el futuro, en buscar el progreso, sin detenernos a considerar las razones por las cuales hoy asistimos a la crisis del proyecto histórico de la modernidad? ¿Acaso no presenciamos el *impasse* histórico producido por la falta de un mapa capaz de orientar los futuros transitables? ¿No son precisamente sociedades "periféricas", olvidadas o rezagadas por los sistemas de conocimiento dominantes, las que hoy rechazan, a veces mediante el ejercicio de la violencia, sistemas filosóficos y morales que la modernidad concebía como universales? La duda, esa exaltación de profeta desilusionado, parece haber bañado como agua

regia todas las certezas que apuntalaban nuestra existencia, y que nos cegaban convenientemente, a fin de que pudiéramos continuar existiendo en un universo que acabó por perder su meta, su certero rumbo.

¿Qué hacer ante la duda que nos invade? Desolidarizarnos de la especie sería olvidar que no se es nunca tan humano como cuando se lamenta serlo, como cuando se comprueba que es imposible eludir lo que está sucediendo. De lo que hoy dudamos no es tanto de la muerte como del nacimiento de una nueva era, suceso que ya no puede ser buscado con la confianza con que esperábamos la llegada plena de la modernidad. Para vastos grupos humanos que han encontrado la voz en el justo tono de la afonía, la conciencia se presenta sin desecharla, enfangada en lo virtual, gozosa de la plenitud nula de un yo, de una identidad que debe franquear el espinoso camino que la lleva a hurgar en un pasado “ruinoso”, en un “yo” anterior al que surge con la modernidad. Ahí, en ese espacio, mejor aún, en ese espacio-tiempo, estaría la luz de lo que E. M. Cioran llama “la pura anterioridad” (Cioran, 1980). Al no poder confirmarnos en el aullido animal, ni en la inanidad mineral, los humanos nos vemos obligados a urdir un nuevo proyecto que más se nutre de pasado y de un presente continuo que del futuro perfectible. Su “ritmo” exige un nuevo estado, una nueva disposición de ánimo no condicionada exclusivamente por los supuestos filosóficos —particularmente aquéllos que gobiernan la moderna filosofía de la historia— que

rigen la temporalidad occidental. Hoy día, la dinámica social de nuestros pueblos desprestigia muchos de nuestros prestigiados conceptos y obliga a reconsiderar la estructura espacio-temporal de nuestro pensar. No se trata de que seamos indiferentes espectadores del problemático tiempo histórico que nos toca vivir. Todo lo contrario: nos toca ser desengañados observadores, críticos de la meta utópica de la modernidad. Puesto que no se puede hoy dejar de cuestionarla, creo que conviene abordar algunos de los aspectos, sin duda conflictivos, de esa meta de la cual hoy dudamos.

1. LA MODERNIDAD EN VILO

Vista desde la perspectiva europea, desde el pensamiento que se tiene por “universal”, la modernidad —el proyecto histórico que comenzó en el Renacimiento con el “descubrimiento” de América— sentó sus fundamentos teóricos durante el racionalismo del siglo XVII y la Ilustración, del siglo XVIII.

Si nos atenemos a la definición dada por los diccionarios, y llamamos “clásico” a todo lo referente a la antigüedad greco-romana, es claro que el siglo XVII, al que se tiene por fundamento de la cultura y de la civilización modernas, fue el siglo clásico de Francia debido al hecho de que si los grandes escritores quisieron seguir imitando a los griegos y a los romanos, los científicos, seguidores de Galileo, convirtieron el progreso en la base de la cultura y de la civilización occidentales. Fue

precisamente la noción de cambio, de progreso, que influenció profundamente la ciencia. Así, la modernidad de Descartes radicó en la imposición de un modelo matemático que se fundó en el principio de que sólo la lógica, con sus formas y categorías, era capaz de descifrar el mundo. Gracias a este modelo, brotaron largas cadenas de raciocinios que posibilitaron, por una parte, una filosofía deductiva y, por otra, observaciones de mediciones sobre las que se pudo establecer una ciencia inductiva. Así, la aplicación del método cartesiano tuvo un enorme alcance revolucionario, de progreso y de cambio.

Pero fue el siglo XVIII que transformó el pensamiento filosófico. Menos teólogo, menos erudito (salvo quizás algunos casos extraordinarios como los de D'Alembert y de Buffon), filósofo de este siglo fue el hombre europeo que se mantuvo al corriente del avance de las ciencias, que tomó parte en todas las disputas intelectuales, que se apasionó por las cuestiones de la teoría política (piénsese en Diderot) o por la acción (tengo en mente a Voltaire), y que, sobre todo, se convirtió en hombre de letras. En efecto, la filosofía, en adelante, se expresará en cuentos, en obras de teatro (Voltaire, Diderot), en novelas (Rousseau, Jacobi). Y los filósofos, los modernos pensadores, reflexionarán sobre la estética, de la que, con Baumgarten, a mediados del siglo, se soñará hacer ciencia.

Rasgo fundamental del siglo XVIII es que en él se asistió al conflicto creado por la ambigüedad de la naturaleza humana. Poco convencido de la existencia de

Dios y de haber sido creado a su imagen, ambiguo respecto del mundo material del que llega a afirmar que es el producto y el dueño, ignorando si depende más de su propia organización o de causas exteriores, el hombre europeo debió, no obstante, situarse, construirse como sujeto histórico, cambiarse de hombre social a hombre civil, diferenciarse de aquéllos que no estaban convidados a participar del festín de la modernidad. De ello se deduce que el nuevo sujeto sobresalió por su “perfectibilidad” (Rousseau), por la “superioridad” de la razón, única capaz de combinar apropiadamente las ideas con el empleo del lenguaje y, en consecuencia, de poder inventar. En cuanto a la relación con sus semejantes, particularmente con esos conglomerados humanos distantes, colonizados, solamente quedó la duda: ¿estaba el europeo vinculado a ellos por accidente? ¿quizás por instinto? Fue la necesidad de autoidentificarse que hizo que el europeo imperial debiera definir al “otro”, llamarlo “salvaje”, relacionarlo con el hombre natural. Y ¿qué pensar de la variedad de las razas humanas? Puesto que no se hablaba todavía de evolución, el “otro” terminó siendo una especie constante cuyas variedades eran imputables a toda clase de factores: clima, alimentación, mezcla de sangres, degeneración, selección de los más fuertes. En suma, el europeo investigó, creó, pero también justificó arbitrariedades y erró.

¿Podía el dominado, el sojuzgado, aceptar pacíficamente una modernidad que le era impuesta desde afuera,

que lo definía sin importar las particularidades de su propio ser? Conflictuada por los intelectuales que provenían de las ex-colonias de España, de Portugal y de Francia, la mirada victoriosa y rectilínea de la modernidad no podía ser tenida en cuenta si no se la asociaba con la “colonialidad”, es decir, con su concepto complementario, con esa violencia histórico-estructural que Walter Mignolo ha denominado, siguiendo el pensamiento de Frantz Fanon, la “herida colonial” (Mignolo, 2005, p. 5-8), y que constituye, aún hoy, el lado oscuro de la modernidad. Pues bien, esta “herida”, que introduce la duda en el certero y bienaventurado rumbo de la modernidad, no es otra cosa que la consecuencia, física y psicológica, del racismo, del discurso hegemónico que les negó y les niega aún la humanidad a los desposeídos, que se arroga la capacidad de comprenderlo todo y de clasificar el estadio de evolución y de conocimiento de los demás.

Si la modernidad es el nombre del proceso histórico a través del cual la Europa imperial comenzó a construir su hegemonía mundial, ella también encubre, con su manto de conocimientos, la “colonialidad”, acontecimiento que, como dije, oprime a vastos conglomerados humanos. La colonialidad, por tanto, explica la lógica que impone el control, la explotación y la dominación de los demás, y que disfraza dicho sometimiento con el lenguaje de la salvación, del progreso, de la modernización. Se puede decir que si el “colonialismo” se refiere a determinado período específico de dominación imperial, la “colonialidad” es la estructura lógica de dominación

que el colonialismo impuso desde el “descubrimiento” de América. La colonialidad explica la lógica de dominación económica, política y social del mundo entero, más allá del hecho concreto de que, en el pasado, el país colonizador hubiese sido España, Inglaterra o, más recientemente, los Estados Unidos. Por ello, ataviada de “civilización” y de “progreso”, la retórica de la modernidad creó un imaginario, una coherencia conceptual que viene de los principios abstractos de igualdad y de fraternidad, forjados a partir de la Revolución Francesa. Ese imaginario correspondió, en líneas generales, a la configuración política, económica y social de la que emergieron las tres grandes ideologías del mundo moderno: el conservadurismo, el liberalismo y el socialismo.

Ahora bien, si se las mira desde la marcha triunfal de la modernidad, estas tres grandes ideologías parecen expresar bien el desarrollo de la realidad. Sin embargo, lo que ellas olvidan —volitivamente, habría que aclararlo— es que no surgen como genuina expresión de las injusticias sufridas por los dominados. Por esta razón, decimos que la experiencia colonial sólo puede ser articulada desde la “herida colonial”, no desde la sensibilidad de las victorias imperiales. La modernidad triunfante, y su opuesta, la “modernidad/colonialidad”, son perspectivas organizadas desde dos paradigmas diferentes que se entretejen en la matriz colonial del poder,¹ y que se

1 La matriz colonial del poder debe ser entendida como una empresa que trabaja los cinco ámbitos de la experiencia humana:

articulan bajo historias estructuralmente heterogéneas de lenguaje y de conocimiento —más tarde las llamaremos, siguiendo a Ernst Bloch, “contemporaneidades no contemporáneas”—. De este modo, el paradigma de los “desheredados”, de los llamados por Fanon y por Sartre *damnés de la terre*, se formó gracias a la diversidad de historias no coetáneas, estructuralmente heterogéneas, de aquéllos que tuvieron que vivir bajo el peso de los lenguajes imperiales y del proceso civilizatorio impuesto por la visión lineal y prospectiva de la Historia. Es esta experiencia colonial que nos obliga a distinguir entre el discurso del colonizador y el de la resistencia nacional. De este modo, no es lo mismo emplazarse al interior de la retórica de la *mission civilisatrice* francesa, que hacerlo desde la *négritude* o la indianidad. Cuando enunciamos desde el punto de vista de la colonialidad, lo hacemos a

1) el económico, particularmente la apropiación de la tierra, la explotación del trabajo y el control de las finanzas; 2) el político, fundamentalmente el control de la autoridad; 3) el cívico, especialmente el control del género y de la sexualidad; 4) el epistémico, es decir, el origen y posterior control del conocimiento; 5) el subjetivo/personal, es decir, el control de la subjetividad.

La mayoría de las veces, esta matriz colonial opera de manera invisible, imperceptible a los ojos distraídos. En los hechos, la combinación de, por un lado, una ideología en expansión (el cristianismo occidental) y, por el otro, la transformación del comercio mercantil en una empresa de posesión de la tierra y de explotación masiva del trabajo con la finalidad de producir bienes para el mercado globalizado, engendraron esta matriz colonial del poder. Para una explicación más extensa del tema, ver Mignolo (2003).

partir de una conciencia otra, de una conciencia alternativa, invisibilizada por el pensamiento dominante de Occidente, que relaciona a Frantz Fanon con C. R. L. James, W. E. B. Du Bois, Walter Rodney, Aimé Césaire y José Carlos Mariátegui. Todos estos escritores, sin duda metropolitanos en su pensamiento, son “ex-céntricos” porque sus escritos proveen una conciencia otra, alejada y profundamente crítica de que la prevalece en Europa y en los Estados Unidos.

La Historia, conocimiento forjado en el siglo XVIII por el movimiento mismo del método analítico, es hasta el día de hoy el privilegio de la modernidad que los subordinados también pueden tener si se adaptan a la perspectiva impuesta por el conocimiento europeo. Esta perspectiva gobierna la vida, la economía, la subjetividad, la familia y la religión de las naciones dominadas y modeladas de acuerdo con los principios organizativos de las naciones dominantes.

Vista desde el punto de vista de los dominados, la Historia es una institución que legitima el silencio de las otras historias; que oculta el testimonio de los desheredados. Así, la propia filosofía hegeliana de la Historia es el mejor ejemplo de cómo Occidente tornó irrealizable cualquier otra posible visión de mundo. Occidente retuvo las categorías de pensamiento a partir de las cuales el resto del mundo podía ser descrito, interpretado y clasificado. El “occidentalismo” de Hegel se ubicó, geohistóricamente y geopolíticamente, en el corazón de la modernidad.

Ahora bien, la así llamada “matriz colonial del poder” —de la cual la filosofía hegeliana de la Historia es pieza fundamental— sólo podía ser observada críticamente si se construía un nuevo paradigma capaz de entender la diferencia del desheredado, es decir, la “diferencia colonial”. Como bien lo ha observado Mig-nolo (2003), éste es un giro geopolítico de notable importancia al interior del propio conocimiento. Gracias a él caemos en cuenta de que sólo cuando se abandona la creencia natural de que la Historia es una sucesión cronológica de acontecimientos ordenados linealmente (pasado, presente, futuro) en pos del desarrollo progresivo de la humanidad, se comprende que, en realidad, ella está entretejida con la colonialidad en una distribución espacial de nódulos que ocupan un lugar “estructural” y no simplemente lineal. Más importante aún es tomar conciencia de que cada hito histórico, además de tener una ubicación estructural y no lineal, es también profundamente heterogéneo. Por ello, si se tiene en cuenta que no estamos precisamente ante el “final de la historia”, como lo afirmaba prematuramente Francis Fukuyama, sino ante la caducidad del concepto hegeliano de la Historia, se podrá también comprender los vericuetos espacio-temporales que componen la modernidad preñada de colonialidad.

La “heterogeneidad histórico-estructural” —concepto que, siguiendo a Ernst Bloch, llamo “contemporaneidad no contemporánea”— nos aparta de las narrativas

seculares de corte hegeliano. En vez de aceptar la historia como una sucesión lineal de acontecimientos, hablo de la “contemporaneidad no contemporánea” de nuestros pueblos porque la historia, vista desde lo local, lejos de las macronarrativas occidentales, obliga a ver que el espacio social está repleto de múltiples y contrastantes perspectivas y procesos históricos. De este modo, podemos mirar la historia como un conjunto de heterogeneidades histórico-estructurales que son la consecuencia de acontecimientos que deben ser interpretados tanto desde la retórica de la modernidad (progreso, felicidad, riqueza), como desde la lógica constitutiva de la colonialidad (retraso, muerte, pobreza). En vez de observar la modernidad desde el proceso histórico que trae la felicidad, la heterogeneidad histórico-estructural abreva del hecho de que los “sueños utópicos” de la modernidad se lograron gracias al enorme costo humano que padecieron y que seguirán padeciendo nuestras sociedades dependientes mientras siga en vigor el dominio secante de la retórica de la modernidad. Fundada en el siglo XVII, dicha retórica se asienta en la idea de que la historia es un proceso lineal que tiene el progreso como la fuerza motriz que la impulsa al futuro.

Puesto que el tiempo rectilíneo organizado en Occidente bajo universales abstractos choca con la realidad histórico-estructural de las ex-colonias, este choque muestra que las diferencias entre nuestros pueblos y los europeos no son sólo espaciales sino también temporales.

Euclides da Cunha, el insuperable escritor brasileño de principios del siglo XX, vio con particular agudeza este *impasse* histórico-estructural. Observar dicho *impasse* lleva al autor de *Los Sertones* a dudar del sentido lineal, rectilíneo, de la historia. También lo lleva a plantear la necesidad de que nuestros pueblos, sin historia propia, reactiven su memoria (esclavismo, opresión, racismo, marginalización), y proyecten al presente los rescoldos del pasado. Hoy día, vivimos el acontecimiento, captado ya por el ensayo de da Cunha, de que la filosofía de la historia está puesta de cabeza por la creciente organización de las sociedades en movimiento (Zibechi, 2006). La duda está también planteada por el creciente autoanálisis emprendido por los pueblos del Caribe y de América del Sur; por aquellos países —particularmente los del área andina— que vienen dando un problemático e incierto “giro a la izquierda”.

2. EL “GIRO A LA IZQUIERDA” DE NUESTRAS SOCIEDADES

Agudo conocedor y crítico ecuánime de los avatares sufridos por la modernidad y por el tiempo histórico, el antropólogo venezolano Fernando Coronil expresa, en un ensayo próximo a ser publicado (2010), que, después de la euforia del neoliberalismo, más de trescientos millones de latinoamericanos están hoy gobernados por regímenes que proclaman idearios nacionalistas asociados con principios socialistas. ¿Qué debemos inferir de este

sorprendente “giro a la izquierda”? ¿Cómo concebirlo socio-culturalmente? ¿Qué imagen de futuro lo orienta? Coronil tiene la cautela de señalar que, antes de preguntarnos si la izquierda tiene o no futuro, el trabajo teórico debe aclarar cuál es la noción de futuro que guía dicho giro. En otras palabras, su interés, que coincide con el de mi propio trabajo, radica en iluminar el futuro que la izquierda imagina ahora, en el presente, construyendo así lo que Coronil llama el “imaginario futuro del presente” (2010, p. 4). De este modo, y a pesar de las diferentes y contradictorias formas a que este “giro a la izquierda” está dando lugar, se trata de investigar cuál es la reorientación que el curso de la historia está experimentando en las tres o cuatro últimas décadas.

Bien sabemos que el remezón sufrido por la Historia (vuelvo a plantearla con “h” mayúscula) fue menos agudo en ciertos países y regiones de América Latina. Más pragmático y reformista en Argentina, Uruguay y Chile, el “giro a la izquierda” de los países del Cono Sur no tuvo el radicalismo revolucionario que distingue los procesos que tienen lugar en Venezuela, en Ecuador, y, particularmente, en Bolivia. En los hechos, la región andina se está desplazando más allá de la idea homogeneizadora de una única y universal modernidad. Se podría hablar de un desplazamiento hacia una “etapa posliberal”, si por “posliberal” se entiende, de manera sucinta, el descenramiento del capitalismo en el plano económico, del liberalismo, en lo político, y de la forma Estado-nación,

en cuanto a la matriz que define la organización social. Ello no quiere decir que el capitalismo, que el liberalismo y que la forma Estado-nación hayan dejado de existir; quiere simplemente decir que la centralidad discursiva y social de estos conceptos “universales” ha quedado significativamente desplazada, de tal manera que una amplia gama de experiencias sociales está siendo considerada como alternativa posible, constituyéndose así en una incógnita que, siendo también problemática, cuestiona, sin embargo, la modernidad.

No cabe la menor duda de que América Latina se encuentra en una encrucijada histórica incierta. En ella se plantean y desdoblan teorías críticas que, tanto o más complejas que las que dominaban la modernidad, y en cada ángulo más ricas de regalos y peligros, muestran diferentes trayectorias, desde la economía política marxista y el posestructuralismo, hasta el hoy llamado “pensamiento fronterizo y descolonizador”,² cuya presencia es particularmente importante en Bolivia.

2 Según Mignolo (2003, p. 27-8), “pensamiento fronterizo” sería precisamente lo que expresa el rumor de los desheredados de la modernidad; el lamento de aquéllos para quienes experiencias y memorias corresponden a la otra mitad de la modernidad, es decir, a la colonialidad. No conviene, es más, sería un peligro, generalizar el pensamiento fronterizo y sacarlo de la historicidad de donde surge, de la lógica del pensamiento historizado en y por la colonialidad. De este modo, el “pensamiento fronterizo” surge de los desheredados, del dolor y de la furia de la fractura de sus historias, de sus memorias, de sus subjetividades, de sus biografías, como queda claro, por ejemplo, en Wuaman

Aparecen en el horizonte, que ya no responde únicamente a las expectativas de una modernidad única, nuevos entrecruzamientos teóricos que dan lugar a múltiples historias y futuros, a variados proyectos políticos y culturales que convergen en un mismo espacio o territorio. De este modo, la presente coyuntura puede ser definida a partir de dos procesos: la crisis del proyecto neoliberal de las últimas tres décadas, y la crisis del proceso que, a partir de la Conquista y de la colonización, trajo la modernidad a nuestra América.

Bien podría afirmarse que el caso boliviano es revelador de esta doble crisis: el proceso boliviano contemporáneo es una tenaz lucha de proyectos político-culturales; una lucha de lógicas encontradas, cuyo resultado se manifiesta en la tensión entre los proyectos avanzados por los movimientos indígenas y los desarrollados por el propio Estado. Digo tensión porque, si los primeros se ubican decididamente en una etapa “posliberal”, los del Estado plantean un proyecto de modernización alternativa que no abarca la total transformación de la sociedad liberal (Escobar, 2009). Vale la pena que me detenga a explicar esta tensión.

En Bolivia, el “giro a la izquierda” viene planteado por el propio vicepresidente del Estado Plurinacional, Álvaro García Linera, quien afirma que el actual gobierno del MAS debe alcanzar un alto nivel de control estatal

de la producción de la riqueza y de la distribución del excedente. Dejando atrás los “ajustes estructurales” del neoliberalismo, y convencido de que el país debe ingresar a una etapa de desarrollo postcapitalista, el vicepresidente aboga por un proceso pluralista capaz de articular la modernización de tres sectores claves de la economía: el sector industrial, el sector microempresarial del artesano urbano y el sector rural originario-campesino. Al hablar de la necesidad que se tiene de construir una “modernidad satisfactoria” (2007), la forma alternativa de modernidad que García Linera promueve es la de un estado de cosas caracterizado por prácticas híbridas que descentran la modernidad con propuestas descolonizadoras como son las de la “pluriversalidad” y de la “interculturalidad”. Para este “giro a la izquierda”, el “posliberalismo” significa un espacio/tiempo en el cual la vida social no está completamente dominada ni por la economía, ni por la racionalidad instrumental individualista, aspectos éstos que son fundamentales para la modernidad liberal planteada desde la perspectiva de Occidente.

Sin dejar de ser modernizador y desarrollista, este “giro a la izquierda” concibe el “postcapitalismo” como un proceso económico que conjuga las prácticas híbridas del capitalismo, del capitalismo alternativo y del comunismo indígena.³ De este modo, el capitalismo liberal

3 Resulta interesante comprobar que este hibridismo comienza por regular los principios que articulan la nueva Constitución Política del Estado, aprobada en el Referéndum Nacional de 25 de ene-

deja de ser la forma hegemónica de la modernización porque el campo de la economía ya no queda ocupado en su integridad por aquél, sino por sistemas económicos alternativos. En otras palabras, el término “post” significa, para esta modernidad alternativa, el descentramiento del que ya me ocupé anteriormente: la economía no es “esencial” o “naturalmente” capitalista, las sociedades tampoco son “naturalmente” liberales, y el Estado deja de ser la única manera de instituir el poder social, ampliándose de este modo la función de los movimientos producidos en el seno de la sociedad civil.

En suma, y tomándolos juntos, el “posliberalismo”, el “poscapitalismo” y el “posestatismo”, constituyen formas alternativas que chocan con las propuestas de la modernidad pensada desde el liberalismo de Occidente. De ellos se nutren las prácticas híbridas de la modernidad alternativa que mejor expresa este “giro a la izquierda” (Escobar, 2010).

Pero el “giro a la izquierda” que se vive en Bolivia es hoy resistido y cuestionado por un “posliberalismo” más radical: la forma comunitaria de ejercitar la política. Para este “posliberalismo”, la modernización alternativa todavía conserva una mirada teleológica de la realidad que

ro de 2009, y sancionada como ley el 7 de febrero del mismo año. Como observa Jorge Komadina Rimassa (2009, p. 103-4), las instituciones y los principios republicanos de esta nueva Constitución, que son de cuño liberal, articulan los derechos y las libertades individuales con un cuerpo de derechos colectivos y comunitarios aplicables a las naciones y pueblos indígenas originario-campesinos.

se mantiene dentro de los confines del consabido eurocentrismo y que reactualiza, en su expectativa de un promisorio futuro, los imaginarios desarrollistas. Por ello, esta modernización alternativa está siendo cuestionada por ciertas prácticas comunitarias de hacer política que, desde su enunciación radical descolonizadora, sugieren la posibilidad de construir formas de organización política y social que niegan el capitalismo y el propio Estado. Se trata de un pensamiento posliberal que, desde un lugar de enunciación y desde una epistemología diferentes, renueva la dinámica de ciertos movimientos populares del presente. Los planteo aquí muy brevemente.

Los primeros cinco años de la presente década testifican que los levantamientos populares en Bolivia se caracterizaron por tener una fuerte presencia indígena. La “guerra del agua”, acaecida en la ciudad de Cochabamba, y la “guerra del gas” fueron, en 2003, los dos momentos más conocidos de esta ola insurreccional que, al rechazar el sistema liberal fundado en la democracia representativa, trajo al presente rescoldos de los mundos indígenas del pasado. Este pensamiento se fue fortaleciendo, a partir de 2003, con el crecimiento, no sólo demográfico, sino también teórico, del gran sector popular-urbano de El Alto, ciudad de casi un millón de habitantes que recibió fuertes migraciones indígenas desplazadas de los enclaves mineros y agrícolas por las reformas neoliberales de la segunda mitad de la década del 80. Es precisamente en este conglomerado urbano donde apareció un nuevo tipo de política, significativamente influenciada por las

prácticas comunales indígenas. Me limito aquí a señalar que este mundo popular-comunitario y nacional-popular se afirma en una propuesta epistemológica que, en vez de reconstruir el orden social desde las alturas del Estado —ello sucede ahora con el proyecto modernizador alternativo del MAS— apuesta a un proyecto popular-indígena que observa la realidad más allá del Estado. Desde esta perspectiva, los Estados “parecen no ser instrumentos apropiados para crear relaciones sociales emancipatorias” (Zibechi, 2006, p. 25). De ello también se desprende el hecho de que los proyectos populares, puestos en marcha por el posliberalismo posestatal de corte indígena, van más allá de la modernización centrada en la fuerza del Estado. Expresan, pues, el actuar popular movilizado como “multitud”, como “una máquina social comunitaria que dispersa el poder del Estado” (Zibechi, 2006, p. 161).

Puede decirse que las prácticas comunitarias posestatales que tuvieron lugar en Bolivia, entre 2000 y 2005, incluyeron las luchas autonómicas de la ciudad de El Alto, los levantamientos indígenas de las comunidades rurales y los levantamientos de cocaleros y de grupos indígenas del Oriente del país. Me parece que todo ello tiene también que ver con los cambios epistemológicos y de concepción de vida que hacen que la forma Estado se rompa al chocar con la actividad cotidiana, con el “aquí” y el “ahora” de la sociedad en movimiento. De igual modo, no es improbable que el Estado esté comenzando

a ceder ante nuevas e inéditas características de autogobierno que incluyen hoy a las asambleas constituyentes, a las organizaciones horizontales y a la rotación en el cumplimiento de tareas y de funciones.

Ahora bien, ¿cómo debería abordarse un proceso socio-cultural tan complejo como el que describo? ¿Debería este proceso ser pensado exclusivamente desde el espacio teórico abierto por las ciencias sociales? ¿No correspondería involucrar también otras formas de conocimiento como son las formas estéticas y las experiencias concretas de los “mundos vivientes” (*Lebenswelt*) abiertos por agentes históricos que se desenvuelven en la mismísima cotidianidad?⁴ Me parece que las preguntas en torno a las formas estéticas, al lugar desde el cual debe ser pensada la compleja realidad, y a los condicionamientos temporales que guían el pensamiento, son importantes elementos que la investigación debe incorporar a su análisis de la realidad.

4 Maurice Merleau-Ponty recupera de Husserl la palabra *Lebenswelt*, un útil neologismo acuñado por el fenomenólogo alemán para designar los mundos, los contextos vivientes, es decir, los espacios y tiempos en los cuales los seres humanos interactúan y forjan la intersubjetividad. En sus ensayos, Merleau-Ponty afirma que “me descubro en el otro del mismo modo como descubro mi conciencia de la vida en la conciencia de la muerte”. (Ver Merleau-Ponty, 1964). Más que del futuro, Merleau-Ponty se ocupa del presente viviente (*lebendige Gegenwart*), es decir, del presente “endurecido” que reúne tanto el pasado como el futuro.

3. EL CONFLICTO TEMPORAL Y EL “GIRO DESCOLONIZADOR”

Constituida por indígenas y no indígenas, por sujetos individuales y colectivos que viven sus vidas de acuerdo a lógicas liberales y comunitarias, ¿puede una sociedad tan diversa y regionalmente compleja como la boliviana responder a un solo y unificado tiempo histórico? Me parece que la investigación en torno al tiempo debe ser particularmente sensible al hecho de que hoy vivimos el conflicto que se plantea entre la modernidad liberal, por un lado, y, por el otro, los sistemas comunales y las “modernidades alternativas” promovidas por el Estado. El conflicto entre lógicas espacio-temporales tan disímiles da lugar a una gama de contrastes: entre modelos desarrollistas neoliberales firmemente enraizados en la modernidad y políticas contrarias al neoliberalismo que adoptan un cariz modernizador híbrido; entre el Estado-nación, como se lo concibió en la República, construida durante los dos siglos pasados, y el Estado plurinacional actual; entre la cultura nacional criollo-mestiza y la interculturalidad; entre el desarrollismo capitalista y el socialismo que hoy se construye y que todavía cuesta definir; entre el “giro a la izquierda” y el “giro descolonizador” más radical.

Puesto que los contrastes aquí señalados son abruptos, la novedad de los diferentes giros también es desconcertante. El tema de fondo, sin embargo, es la crisis de la modernidad. Recalco que se trata de la crisis de los

discursos, prácticas, estructuras e instituciones que, íntimamente relacionados con el crecimiento de las ciencias sociales, dominaron el conocimiento durante los últimos doscientos años, aferrándose la modernidad a postulados culturales y ontológicos de las sociedades europeas dominantes. De este modo, la modernidad planteó la convergencia entre la filosofía, la biología, y la construcción de las ciencias sociales. Se dio así una ontología moderna que estableció la separación entre la naturaleza y la cultura; la supremacía racista de ciertos seres humanos sobre otros; la noción de que el individuo autónomo forja su existencia apartado de la comunidad; la creencia de que el único conocimiento válido es el objetivo, racional y científico; que la construcción cultural de la economía es una práctica social independiente, autoregulada por la mano invisible del mercado, alejada de las relaciones sociales (Escobar, 2009).

Note el lector que es de crucial importancia para mi investigación el hecho de que el tipo dominante de la modernidad imperial no seduce todo el pensamiento europeo. Hay en Europa, qué duda cabe, un importantísimo pensamiento descentrado, ex-céntrico, ocupado en revelar la caída de las ficciones en las que hemos vivido hasta la fecha. Se trata de un pensamiento desengañado, heterodoxo, disidente de los sistemas dominantes, que hostiga las buenas conciencias y las enfrenta con la necesidad de aceptar el desmoronamiento de una civilización cuya validez universal está siendo cuestionada. Veo

una clara similitud entre este pensamiento, descreído de la modernidad y de su idea de progreso, y las propuestas descolonizadoras que encontramos en América Latina, particularmente las de intelectuales indígenas que piensan a partir de las necesidades propias. Hablo, pues, de un “paradigma otro”⁵ que se articula teniendo en cuenta no sólo la diversidad de las historias coloniales que hoy plantean el “diálogo Sur-Sur” (América Latina, África, Asia), sino también aquel descollante “lugar de enunciación” que es la Europa del sur y del este, devaluada tanto por la geopolítica del conocimiento, como por la estética de Kant y la filosofía de la historia impuesta por Hegel (Mignolo, 2003, p. 235). Esa Europa descentrada ocupa en mi investigación un lugar muy importante, particularmente el pensamiento de aquellos europeos que cuestionan el historicismo y que, como se verá luego, recuperan una vieja misión del ensayo: dudar, meditar, alcanzar la sabia aspiración antigua de vivir en acuerdo con la Naturaleza.

Para ensayistas tan diversos, heterodoxos y subversivos como el rumano E. M. Cioran (1980) y como el judío alemán Walter Benjamin ([1940] 1973), cuya lectura crítica de la filosofía de la historia es fundamental en

5 Mignolo (2003, p. 27) se refiere al “paradigma otro” como “pensar a partir y desde la diferencia colonial. No transformar la diferencia colonial en un ‘objeto de estudio’ estudiado desde la perspectiva epistémica de la modernidad, sino pensar desde el dolor de la diferencia colonial; desde el grito del sujeto (...)”.

mi investigación, la historia no es más que un desequilibrio, una rápida e intensa dislocación del tiempo mismo, una prisa por alcanzar un porvenir donde ya nada ocurre (Cioran, 1980, p. 127). En su ataque inmisericorde del tiempo histórico, Cioran lo concibe como un tiempo tan tenso que resulta difícil no ver cómo no podría estallar cuando entra en contacto con la realidad concreta. Si el hombre hace la historia, ésta, verdadera máquina trituradora de seres humanos, lo deshace. La modernidad creyó dominarla, pero hoy se sabe que se le escapa y que florece, como expresa Cioran, “en lo insoluble y lo intolerable: una época demente cuyo término no implica ninguna idea de finalidad” (1980, p. 131). Suprimido el “porvenir”, ¿cómo asignarle un objetivo? Desacreditado, el tiempo histórico se ha vuelto una pesadilla, dejando caer tantas mayúsculas como ilusiones hemos conocido (¿quién tiene hoy la ingenuidad de escribir “progreso” con una gran “P”?).

¿Visión demasiado pesimista la que planteo? Es posible, puesto que corre el peligro de ser tomada como una apología de la irracionalidad. Del mismo modo en que afirmábamos la necesidad que tenemos de explorar nuestra identidad retrotrayéndonos a un “yo” anterior al construido por la modernidad, también se postula la existencia de “otro” tiempo dentro del tiempo histórico —Ernst Bloch lo llamó “contemporaneidad no contemporánea” ([1918] 2000)—, y que, al introducir el pasado en el presente, ese “tiempo otro” es incapaz de proyectarse “hacia

adelante”, no pudiendo escapar al futuro, al devenir.⁶ Su deserción está relacionada con el hecho de que resulta imposible medir la vida social con la vara del futuro, debiendo ahora adoptarse el criterio de que ella depende del presente porque está siempre en construcción.

Repito lo que afirmé líneas arriba: la crisis de la modernidad y de su tiempo histórico también implica que la noción de economía no es esencial o naturalmente capitalista, que las sociedades tampoco deben ser regidas exclusivamente por el liberalismo, que la noción de Estado no es la única forma de instituir el poder social. Dicho brevemente, la crisis del tiempo histórico, teleológico, lineal y progresivo x va ligada al descentramiento

6 En su sugerente ensayo “Porcelana y volcán” [(1969) 1989], Gilles Deleuze tiene unas observaciones temporales muy apropiadas a este extraño “endurecimiento” del presente que vengo explicando. Para Deleuze, el alcohólico no vive nada en el imperfecto o en el futuro, sólo tiene “pretérito perfecto”. Con su embriaguez, el alcohólico compone un pasado imaginario, “como si la dulzura del participio pasado viniera a combinarse con la dureza del auxiliar presente: he-amado, he-hecho, he-visito... Aquí el pretérito perfecto no expresa en absoluto una distancia o un acabamiento” (1968, p. 166). Muy parecida a la explicación de Deleuze en torno al tiempo verbal empleado por el alcohólico, la subjetividad andina parece también aferrarse al empleo de este pretérito perfecto endurecido que, descolorido y sin dominio, deja en suspenso el futuro, sustituyéndolo por la rigidez de este presente que está en relación con un efecto de fuga del pasado. Así, todo culmina en un “ha sido” carente de objetivo preciso; en un “efecto-alcohol” que pueden también producirlo otros acontecimientos: la pérdida del dinero, la pérdida del prestigio social, la pérdida de la comunidad de origen.

del capitalismo, del liberalismo y del Estado, este último tradicionalmente tenido como matriz de la organización social. La centralidad discursiva de todas estas categorías forjadas por la modernidad ha quedado seriamente conflictuada.

En su observación sobre las utopías del futuro, Coronil anota con notable precisión un tema que recuperaré luego como característica fundamental del ensayo contemporáneo: la crisis del tiempo histórico y la inseguridad en torno a la forma del futuro chocan con los contenidos del activismo político del presente (2010, p. 2). Y puesto que el activismo político no tiene forma o *a priori* alguno, siendo su naturaleza mutable, la heterogeneidad de América Latina, muy en particular la del área andina, obliga a pensar la realidad desde distintas concepciones de la historia y desde variadas cosmogonías. De este modo, debemos hoy enfrentarnos al hecho de que nuestras naciones contienen muchas naciones, de que una nueva diversidad de comunidades internas da lugar a múltiples visiones de mundo. Así, la aparición de las “sociedades en movimiento” (Zibechi, 2006) ha puesto sobre la palestra pública una amplia gama de actores sociales y de tiempos que se superponen y que dan lugar a diversas concepciones de vida.

Coronil también observa que la crisis del capitalismo, del liberalismo y de la forma Estado no conduce necesariamente a un porvenir redentor que esté “más allá” de los conceptos aquí indicados. Por este motivo, afirma Coronil, los “sueños utópicos” adoptan nuevas formas que

tienen que ver con el cruzamiento de dos corrientes: una, la política transformativa del “aquí” y del “ahora”; la otra, la pobre certeza del futuro (2010, p. 4). Ambas tendencias jalonan el tenso panorama social en el cual actuamos y crean la situación que Coronil define como “crisis ‘del’ presente y ‘a propósito’ del futuro” (2010, p. 5). Dicha crisis nos lleva a cuestionar si el futuro es ese “horizonte de expectativas” concebido afirmativamente por el conocido historiador alemán Reinhart Koselleck, o si, antes bien, es una construcción incierta, dudosa que, en vez de expandirse, se achica. ¿Es el futuro el acontecimiento prospectivo y perfectible que pensaba el liberalismo? Por el contrario, ¿no será este acontecimiento una etapa de deterioro, de anomia social y de depresión?

La duda aquí sembrada a propósito del futuro no está solamente condicionada por la crisis del liberalismo y por sus prácticas librecambistas; también está ligada al deterioro y desprestigio del socialismo, a su colapso de fines del siglo XX, hecho que dio lugar a la tan mentada victoria del capitalismo y al así llamado “final de la Historia”.

Los efectos de la crisis del capitalismo y del socialismo resultan ser bastante reveladores: hoy día asistimos a la creciente polarización de nuestras sociedades, a la también creciente desigualdad global, a la destrucción ecológica del planeta, a la exclusión masiva de vastos sectores y grupos humanos que jamás tuvieron acceso al desarrollo, al predominio de la especulación financiera

sobre la producción, al consumismo y al individualismo exacerbados. ¿Cómo tener optimismo en el futuro frente a tan inquietante panorama?

Si bien los efectos perniciosos de la crisis de la modernidad se dieron primero en las naciones del sur, desencadenando protestas en contra de los “ajustes estructurales” impuestos por los regímenes neoliberales, las limitaciones del sistema capitalista se hicieron globalmente visibles solamente cuando ellas impactaron el corazón del Imperio hace apenas un par de años atrás. De este modo, queda hoy claro que no sólo asistimos al fracaso de las políticas financieras de aquellas naciones pobres que han demostrado ser poco aptas para recibir los beneficios de los mercados globalizados, sino a la honda crisis de todo el sistema financiero que deja ver sus quiebras y sus limitaciones.

Pues bien, los cambios políticos producidos por la crisis del sistema capitalista, particularmente el conflictivo “giro a la izquierda” que Coronil menciona en su ensayo, tienen un resultado claro: la historia no se ha acabado; por el contrario, vuelve con inusitada fuerza. Pero, ¿cómo deberíamos concebirla ahora? ¿Qué tipo de historia nos gobierna? ¿Qué futuro la inspira? ¿Es posible pensar formas estéticas capaces de interpretar la nueva realidad?

4. EL ENSAYO COMO PROPUESTA ESTÉTICA

Recupero la problemática del ensayo porque pienso que hoy, más que nunca, andamos necesitados de una

nueva ordenación conceptual de la vida, un ordenamiento de las ideas que ponga en duda las soluciones heladas y definitivas que contienen los valores abstractos de la filosofía. Quizás porque necesitamos hoy más del arte que de la misma ciencia, llamo la atención de mi lector con la propuesta del ensayo como una forma estética intermedia entre los universales abstractos y los hechos concretos sucedidos en la vida empírica. El ensayo les da a los acontecimientos humanos un sentido, una significación a la que ellos no pueden llegar por sí mismos, interrogándolos y relacionándolos con los problemas últimos de la vida y del destino. Y, como el esteta húngaro Georg Lukács vio casi cien años atrás ([1911] 1970),⁷ aquí se separan los caminos. Si la vida empírica (incluida la literatura) está aferrada a lo sensible y no puede ir más allá de lo que Lukács definió como “sonido del acontecimiento”, el ensayo logra lo que la empiria no puede: acceder al estatuto de “forma” propiamente dicho.

7 Casi al final de su primer ensayo en *Die Seele und die Formen*, Lukács menciona su triple concepción del tiempo como irrecuperable añoranza del pasado, como intolerable disyunción entre los ideales no cumplidos y la realidad presente, y como visión destructiva del futuro. Pérdida, alienación y cancelación son, pues, las características temporales de esta obra, que se distingue por su visión trágica, opuesta al tiempo prospectivo, hegeliano, que domina *Teoría de la novela*, la obra posterior (1918) del gran esteta húngaro. *Die Seele und die Formen* me es también útil porque en ella, en su planteamiento del ensayo, Lukács contrarresta el historicismo con una teoría mucho más próxima a la naturaleza alienante y excéntrica de la historia.

La empiria, la vida cotidiana, necesita, pues, del ensayo. Pero el ensayo, por su proximidad a los conceptos y a los valores, corre el riesgo de convertirse en helada filosofía, de desligarse de la vida empírica que gobierna nuestra cotidianidad. Para evitar el riesgo de que se convierta en un “universal abstracto”, el ensayo habla siempre de temas concretos y sensibles, a los que da un nuevo ordenamiento conceptual con la finalidad de que pregunten y cuestionen (aunque jamás resuelvan) los más importantes problemas de la vida. Así, el ensayo es una experiencia histórica irrecusablemente mundana porque implica una apertura intelectual ocupada en relacionar lo formal con los complejos pliegues de lo vivido. Al así hacerlo, la experiencia histórica del ensayo se vuelve una práctica particularmente interesante para la exploración de temas conectados con problemáticas “ex-céntricas” como son las experiencias cotidianas de la migración y del exilio. De este modo, el ensayo se abre a la presencia vigorizadora de temas frecuentemente invisibilizados por el historicismo. No serían las “comunidades imaginadas” por la cultura dominante las que interesen con exclusividad a esta nueva experiencia histórica planteada por el ensayo, sino que éste debe también recuperar las experiencias comunales alternativas, es decir, las experiencias étnicas otrora marginadas y poco exploradas.

Pero esta nueva experiencia estética planteada por el ensayo no es exclusivamente política. En efecto, sería un error sólo considerarlo como un extenso mensaje político. El ensayo, como forma estética ligada a los avatares

de lo vivido, debe reavivar nuestros sentidos. Al final de la introducción a su libro *Reflections on Exile* (2002), Edward Said expone que el exilio debe aguzar nuestra visión de las cosas, no retenernos en el lamento y, menos aún, en el odio que lo corroe todo. Lo olvidado, lo invisibilizado, debe ser un nuevo motivo para entender que, aunque no hay retorno al pasado que pueda ser repatriado plenamente por el presente, éste debe necesariamente ocuparse de aquél si va a pretender romper con lo que Cioran llamaba “la quietud de la Unidad”, promovida por el historicismo europeo y por la más íntima de sus aspiraciones nacionalistas: la construcción del “yo” moderno. Opuesto a esta perspectiva historicista, el ensayo que avizoro, siguiendo la estética del primer Lukács, debe necesariamente reinsertar la discontinuidad del pasado invisibilizado en el continuo duracional de la historia. Como forma mediadora entre los valores y el mundo empírico, me parece que la forma del ensayo está hoy mejor preparada para abordar la problemática de las comunidades activas, de las comunidades en movimiento, que el gesto pretencioso de las épicas nacionales que, al olvidar la experiencia asincrónica del “otro”, tendió a homogeneizar y a igualarlo todo.

Puesto que la problemática del ensayo fue, y sigue siendo aún, uno de los aspectos que más me atraen intelectualmente, tiene absoluta razón Xavier Albó cuando identifica mi investigación con la propuesta del ensayo. En efecto, en este trabajo coincide notablemente la duda

que tenemos a propósito del sentido de la historia con las incertidumbres que el ensayo nos plantea como forma estética.

Ni ciencia, ni filosofía, cuyas relaciones destinales se aferran a “universales abstractos”, el ensayo es, como lo expresé al iniciar este apartado, la forma literaria que mejor se las arregla para plantear dudas y conjeturas a propósito de la vida concreta de los seres humanos. A fin de no volverse el esqueleto abstracto de universales desligados de la vida inmediata, el ensayo bucea en la empiria, en la vida sensible y concreta. De gran importancia para la investigación que propongo es tener conciencia de esta importante limitación del ensayo: plantea problemas relacionados con el futuro humano, pero sin dar respuestas definitivas. En otras palabras, las respuestas del ensayo no aportan con soluciones como a las que aspiran a llegar la ciencia y, en las alturas más puras, la religión y la filosofía. La ironía del ensayo radica en que el ensayista pretende conocer los problemas últimos de la vida de una manera tal que incita a creer que no se trata más que de acontecimientos pasajeros de la vida (Lukács, 1970, p. 15-39).

Existe, pues, una clara diferencia entre el filósofo de la historia y el ensayista. El primero actúa en el plano de las ideas; el segundo, busca las conexiones con la compleja realidad concreta. Mientras aquél siempre tiene respuestas, éste sólo proyecta dudas y conjeturas. Para el ensayista lo excepcional no es que la Historia se haya acabado o definitivamente ido, sino que vuelva hoy con

fuerza, de una manera tan particular y *sui generis* que deja de ser progresiva porque se desembaraza del rumbo dictado por el carácter rectilíneo de las historias nacionales. El ensayo capta, pues, el incierto derrotero de esta historia. Así, y como Coronil observa en su texto, ni la derecha, ni la izquierda, proyectan hoy un destino claro, seguro, épico, capaz de expresar la adecuación entre los seres humanos, por un lado, y la comunidad y el universo, por el otro. Rota toda posibilidad totalizadora, toda capacidad explicativa del mundo en el que vivimos, lo estético ya no puede redoblar lo ético, capacidad que, en el sentido hegeliano del término, se le podían conferir, en mejores tiempos, a las épicas nacionales. Por ello, me aventuro a plantear la necesidad del ensayo como forma estética porque es el género literario que, junto con la paradoja y el fragmento, mejor expresa esta actual ruptura entre el ser humano y su universo social. Pretender trasladarse nuevamente a la modernidad eurocentrada que encubre esta disfunción, que la resuelve de acuerdo a valores abstractos, es, pues, una de las utopías más conflictivas del presente.

A partir de la Conquista y de la colonización europeas, América Latina muestra que sus élites siempre tuvieron, siguiendo la directriz de Occidente, un sentido ordenador del futuro. Lo problemático es que, actualmente, los horizontes de expectativa que avizoraban este futuro ideal se han vuelto oscuros e impredecibles. En efecto, el arbitraje de quienes tradicionalmente estuvieron preparados para participar del convite de la modernidad, y que dejó a

amplios conglomerados humanos reducidos a un incierto “no todavía”, pospuso los anhelos de aquellas identidades “no contemporáneas” que hoy irrumpen en la historia con gran fuerza. Se trata de vastos sectores de la sociedad latinoamericana poscolonial que, durante siglos, debieron resignarse a esperar en la “antesala de la historia” (Chakrabarty, 2000).

Me parece que no es función de la filosofía de la historia, fundamentalmente teleológica y progresiva, sino del ensayo, captar la revuelta de estos sectores de la sociedad latinoamericana que, hasta el día de hoy, tienen como pasado una gran inestabilidad económica y política, una incertidumbre crónica que ahonda los desniveles entre lo moderno y lo no-moderno, entre lo moderno y lo anacrónico, y que da lugar a la “contemporaneidad de lo no contemporáneo”. Y ello tiene mucho que ver con los ejemplos de Venezuela, Ecuador y Bolivia. De este modo, los países aquí indicados muestran hoy un “giro descolonizador” mucho más confrontacional (socialista, indigenista y revolucionario) que aquellas sociedades donde la izquierda tiende a establecer alianzas y compromisos políticos fundados en procedimientos democráticos formales. Los casos aquí indicados muestran, pues, una modalidad histórica para la cual el futuro se plantea etéreo y fantasmático, como si fuera un espacio habitado por espectros del pasado. Vivimos un agitado presente que se prolonga a través del tiempo y que ocupa el espacio y el tiempo de lo que usualmente era el futuro, pero sin ser ya éste, quedando entonces el futuro como un tiempo de espera que no

puede confundirse con el mucho más seguro horizonte de expectativas de la modernidad.

Empujado más allá del horizonte de expectativas que promueve la modernidad, el futuro adopta una forma espectral, una presencia fantasmática que acecha el rumbo de nuestras vidas. ¿Qué son estos espectros que vienen del pasado? Son espectros formados por el colonialismo; acontecimientos que, a pesar de la independencia y de casi doscientos años de vida republicana, siguen influyendo (y perturbando) nuestro presente. Reconocerlos y superarlos sería la función más importante de nuestra empresa descolonizadora. Por ello, propongo la forma del ensayo como aporte estético descolonizador, como una práctica estética ubicada en los márgenes de la temporalidad histórica; una práctica que encarna el desplazamiento, incluso el quiebro de la forma-tiempo cuando ésta debe vérselas con la empiria del mundo moderno/colonial. Descolonizar significa reinscribir lo suprimido, lo ruinoso, en el presente. De este modo, recuperar la esencia del ensayo es mostrar cómo la forma-tiempo —el tiempo histórico, la épica nacional— se rompe al chocar con la vida. En otras palabras, me pregunto si no fue un “gesto” propio de la intelectualidad mestizo-criolla la adopción de una modernidad que se desentendió de la infinita precariedad de lo local. ¿Acaso no choca el imaginario de la intelectualidad dominante con la empiria del mundo moderno/colonial, con el lugar donde queda inscrita la localización subalterna de América Latina?

Repito, pues, la propuesta del ensayo como forma estética de la descolonización. De acuerdo con ella, se observa que el tiempo histórico de Occidente se rompe al chocar con la vida de nuestros pueblos. Después de dos largos siglos de proyectos homogeneizadores dirigidos por élites culturales y políticas identificadas con la noción occidental de progreso, los movimientos actuales parecen estar cambiando las reglas de juego, abriendo camino para que la “no contemporaneidad” de la multiplicidad de naciones y de sus respectivas cosmogonías rompan con la forma témporo-espacial del Estado-nación. Así, las “ruinas del pasado” —he preferido llamarlas “rescoldos”— pueden incendiar los imaginarios del presente. La necesidad de recuperar iconos del pasado es un síntoma que revela la ansiedad que nos produce saber que el futuro es incierto y que necesitamos darle estabilidad al presente. Es por ello que prefiero hablar de “rescoldos” que iluminan las luchas del presente, siendo éstos un nuevo concepto que revela la presencia actual de llamas aparentemente extinguidas que se encienden nuevamente para alimentar los sueños utópicos. A tal efecto, conviene señalar que las propuestas descolonizadoras difieren de las planteadas por los discursos desarrollistas. Ellas exigen que se cumplan las arcanas demandas sociales que no han sido satisfechas a lo largo de los siglos (el pasado como recurso de un presente endurecido); que los valores originarios puedan ser aceptados e integrados a la sociedad, y que tenga lugar la transformación del ser con la superación del egocentrismo de la modernidad.

BIBLIOGRAFÍA

- ALBÓ, Xavier (2009). “Prólogo”. En Javier Sanjinés C. *Rescaldos del pasado. Conflictos culturales en sociedades poscoloniales*. La Paz, PIEB, XI-XXIII.
- BENJAMIN, Walter [1940 (1973)]. “Tesis de filosofía de la historia”. En: *Discursos interrumpidos I*. Madrid, Taurus, p. 177-91.
- BLOCH, Ernst (2000). *The Spirit of Utopia*. Stanford, CA, Stanford University Press.
- CALHOUN, Craig (2008). “Secularism, Citizenship and the Public Sphere”. En: *Subjetividades Colectivas y Globalización: Fronteras, Diásporas y Naciones*. Textos de referencia de la XVIII Conferencia de la Academia de la Latinidad. Rio de Janeiro, Educam-Academia de la Latinidad.
- CHAKRABARTY, Dipesh (2000). *Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- CIORAN, E. M. (1980). *Contra la historia*. Barcelona, Tusquets Editores.
- CORONIL, Fernando (2010). “The Future in Question: History and Utopia in Latin America (1989-2010)”, de próxima publicación.
- DELEUZE, Gilles [(1969) 1989]. “Porcelana y volcán”. En: *Lógica del sentido*. (Traducido del francés por Miguel Morey.) Barcelona, Ediciones Paidós, p. 162-69.
- ESCOBAR, Arturo (2006). “World and Knowledges Otherwise: The Latin American Modernity/Coloniality Research Program”. *Cultural Studies*, v. 21, n. 2-3, p. 179-210.
- (2009). “Una minga para el postdesarrollo”, *América Latina en movimiento*, n. 445, p. 26-30.
- (2010). “Latin America at a Crossroads”. *Cultural Studies*, v. 24, n. 1, p. 1-65.
- GARCÍA LINERA, Álvaro (2007). “Evo simboliza el quiebre de un imaginario restringido a la subalternidad de los indígenas”. Entre-

- vista por Marisella Svampa y Pablo Stefanoni. *Osal*, n. 22, p. 143-64.
- KOMADINA RIMASSA, Jorge (2009). "Identidad democrática y proceso de cambio". En: *¿Nación o naciones boliviana(s)?* (coordinado por Gonzalo Rojas Ortuste). La Paz, CIDES-UMSA/Embajada de España en Bolivia/CAECID/Universidad Complutense de Madrid, p. 99-110.
- LUKÁCS, Georg [(1911) 1970]. *El alma y las formas. Ensayos*. (Traducido del alemán por Manuel Sacristán.) Barcelona, Ediciones Grijalbo, S.A.
- MERLEAU-PONTY, Maurice (1964). *The Primacy of Perception and Other Essays*. (Traducido del francés por William Cobb.) Evanston, Ill, Northwestern University Press.
- MIGNOLO, Walter (2003). *Historias locales/diseños globales. Colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*. (Traducido del inglés por Juan María Madariaga y Cristina Vega Solís.) Madrid, Ediciones Akal, S.A.
- (2005). *The Idea of Latin America*. Oxford, UK, Blackwell Publishing.
- SAID, Edward (2002). *Reflections on Exile and Other Essays*. Cambridge, Mass, Harvard University Press.
- ZIBECHI, R. (2006). *Dispersar el poder: los movimientos como poderes anti-estatales*. Buenos Aires, Tinta Limón.

4

L'Europe, l'Islam et la reconstruction
de l'espace méditerranéen

Ne restera t-il rien de l'Europe?

Alain Touraine

PREMIÈRE PARTIE

Alouette, gentille alouette...

1. C'est au 18^{ème} siècle que, guidée par la Grande-Bretagne, la révolution industrielle transforme le monde par le commerce international et les grandes conquêtes coloniales. C'est au 18^{ème} siècle aussi qu'elle produit les textes qui resteront les plus forts symboles de son invention de la démocratie: la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises d'Amérique et la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, suite logique au serment du jeu de Paume, fondateur de la souveraineté populaire quelques semaines plus tôt, le 20 juin 1789. Le 19^{ème} siècle, largement dominé par l'hégémonie britannique après la chute de Napoléon, fut

celui de la conquête du monde, à la fois parce que les machines fabriquées à Birmingham ou à Manchester se répandent dans le monde entier, mais tout autant parce que l'idée franco-américaine des révolutions conduit à la libération des colonies espagnoles d'Amérique puis à celle des Philippines et de Cuba à la fin du même siècle. Si on hésite à parler d'hégémonie européenne sur le monde, on peut au moins parler d'hégémonie britannique, même si, à partir de la seconde moitié du siècle l'Allemagne impose, en peu de décennies, sa puissance économique et surtout ses créations scientifiques, intellectuelles et artistiques. Après la Première Guerre mondiale, ce sont les Etats-Unis qui, écartant la Grande-Bretagne, s'emparent de la direction de l'économie mondiale qu'ils garderont jusqu'à l'extrême fin du siècle, puisque la part prédominante prise par l'Union soviétique dans la lutte contre le nazisme a été annulée par les effets du totalitarisme soviétique et l'emprisonnement d'une moitié de l'Europe. Pendant la plus grande partie du 20^{ème} siècle, c'est bien Moscou, beaucoup plus que Pékin ou la Havane, qui est le quartier général de l'opposition à l'hégémonie américaine.

2. De ce 20^{ème} siècle constellé de victoires, parfois tragiques, comme celle qui était remportée à coup d'armes nucléaires contre le Japon, n'est déjà plus la définition principale de ce siècle.

Il est avant tout le siècle des libérations, de la formation des mouvements ouvriers et de l'apparition, en

Allemagne et en Grande-Bretagne, des premières législations sociales; le siècle des décolonisations qui, malgré des résistances comme celle des boers en Afrique du Sud et des certains arabes en Algérie, a éliminé presque complètement le système colonial au moment où commencent à se multiplier les signes avant coureurs de la grande crise qui éclate en 2007 et menace en 2008 l'ensemble de l'économie mondiale d'une catastrophe.

La seconde moitié du siècle est beaucoup plus dominée par la transformation de la Chine après la mort de Mao Tsé TOUNG et par l'éclatement de l'empire des Indes que par la création du Pakistan puis du Bangladesh, qui n'empêcheront pas une violence guerrière d'opposer hindous et musulmans sur le territoire indien mais aussi au Cashmere.

3. Mais ce monde délivré de l'hégémonie européenne qui semble soulevé par tous les mouvements de libération, politiques, sociaux, culturels et en particulier par les mouvements de libération des femmes puis des minorités sexuelles, est incapable de construire un nouvel ordre mondial. L'Europe après 1945 ne joue plus un rôle important dans les affaires mondiales. Les Etats-Unis et l'Union soviétique le lui rappellent brutalement quand la Grande-Bretagne et la France se lancent, pour appuyer Israël, dans une expédition de type colonial sur le canal de Suez qui aboutit à un fiasco humiliant. En créant le premier noyau d'intégration européenne, les français, les allemands, les italiens et les citoyens du pays du Benelux

font semblant de croire qu'ils veulent rendre impossibles de nouvelles guerres intra européennes. Mais cette impossibilité n'était pas choisie par eux, elle leur était imposée et même l'acquisition d'armes nucléaires par la Grande-Bretagne et par la France n'empêcha pas le demi-siècle suivant d'être avant tout celui de la Guerre froide qui fut bel et bien remportée par les Etats-Unis, leur supériorité scientifique et économique et leur puissance militaire. Encore conquérants au début du 20^{ème} siècle les Etats européens, vainqueurs ou vaincus de la Seconde Guerre mondiale, sont devenus dépendants, malgré la courageuse résistance des hongrois, des polonais, des tchèques puis à nouveau et surtout des polonais. Ce ne sont pas les pays soviétisés qui renversent l'empire soviétique c'est l'économie soviétique qui s'écroule révélant la faiblesse de son empire et de son mode de vie puisque, dès cette époque, les jeunes gens contestataires forgent leur volonté à l'écoute des radios et des télévisions étrangères et de plus en plus d'internet.

4. Les transformations et les modernisations de l'Europe s'étaient effectuées dans le cadre des Etats-nationaux. Non pas toujours, car l'Italie, les Pays-Bas et la Baltique ont donné un rôle central aux villes dans leurs transformations mais, au 19^{ème} siècle l'unité allemande, très réussie, et l'unité italienne qui le fut beaucoup moins, mais aussi la décomposition de l'empire turc en Europe ont semblé donner un rôle prédominant aux Etats-nationaux et ce sont bien eux qui ont créé d'abord

la CECA, puis la Communauté, puis l'Union européenne. Il faut reconnaître que la globalisation de l'économie, fait majeur de notre temps, a enlevé aux Etats-nationaux, même à l'Etat britannique sur le territoire duquel se trouve la City de Londres, le plus grand centre financier du monde et même à l'Etat américain, malgré l'intervention décisive de Barack Obama qui a évité une catastrophe mondiale, sont incapables d'exercer des contrôles sur le système financier international. La création européenne elle-même, qui ne semble pas avoir augmenté la capacité de décision des Etats européens unis, a certainement diminué la capacité d'initiative de chaque Etat, au point même que l'Allemagne, seul pays européen à avoir élaboré une vision mondialisée de son rôle économique, n'attend rien, sinon des charges nouvelles de l'élargissement de l'Europe.

Dans l'ensemble du monde et en Europe elle-même, l'image de l'Etat-nation centralisé cherchant l'homogénéité, méfiant des pouvoirs locaux de tous ordres, recule, inquiète et est de plus en plus souvent condamnée, l'esprit de diversité et de pluralité l'emportant sur l'esprit de citoyenneté. C'est visible pour des raisons évidentes en Allemagne, ce l'est encore plus en Grande-Bretagne qui a poussé très loin l'acceptation des communautarismes. L'Espagne assouplie par la création des *autonomias* n'en est pas moins confrontée au nationalisme catalan et surtout au nationalisme basque qui recourait à l'action armée. En Italie, la Ligue du nord de Bossi est

devenue l'alliée principale de Berlusconi et s'est emparée du gouvernement de la Vénétie et même du Piémont. Les mouvements régionalistes en France n'ont pas remporté de grands succès, soit dans le cas breton parce qu'il s'était compromis avec le régime nazi pendant la guerre, soit parce qu'ils se divisaient entre un développementisme régional à but économique et un nationalisme culturel beaucoup plus radical, proche de l'ETA basque, mais l'identité nationale a perdu une grande partie de son contenu. Il en va de même dans presque tous les pays européens où le principal symbole de l'identité nationale est une équipe de football formée par des joueurs étrangers. La perte de prestige et le recul de l'Etat-national ont fait disparaître une des grandes sources d'influence de l'Europe et du monde occidental.

A un niveau plus extrême, les États occidentaux et l'Etat américain au premier chef sont l'objet d'attaques menées au nom de forces politiques qui utilisent des motivations religieuses. Les mouvements terroristes attaquent de plus en plus les pays occidentaux et, plus grave encore, sont eux-mêmes de plus en plus portés par des combattants nés et éduqués en Occident.

5. Les européens d'aujourd'hui acceptent dans leur grande majorité les critiques faites au colonialisme. Un certain nombre d'entre eux ont participé activement à la libération de territoires coloniaux. Les anglais ont montré mieux que d'autres qu'ils savaient transformer l'empire des Indes en un, puis deux États fortement associés

à la Grande-Bretagne, au-delà même des liens du *Commonwealth*. On a souvent dit que la libération de l'Indonésie avait permis la modernisation accélérée des Pays-Bas qui ont gardé eux aussi des liens étroits avec leurs anciens sujets. La crise de l'Etat-national suscite des regrets plus nombreux et plus profonds, mais qui restent minoritaires, même en France où l'attachement à l'Etat-national s'est exprimé le plus souvent par la création d'un parti "souverainiste", qui reprend un mot employé au Québec et n'a eu aucun succès. La marque la plus visible de l'importance de l'Etat-nation pour les français est l'hostilité que ceux-ci portent à cet Etat. Les français ne se sentent pas représentés par leur Etat mais trompés, volés, mal gérés par lui. Ceux qui voudraient affaiblir l'Europe pour renforcer les Etats-nationaux courraient de biens grands risques, sauf si une crise économique majeure poussait les allemands à détruire la zone euro pour faire d'un nouveau *deutschmark* une monnaie internationale. Hypothèse qui n'est pas encore sortie du domaine de l'imagination.

On change de registre, on atteint une zone de grande sensibilité, d'inquiétude et même de colère lorsqu'on évoque la lourdeur excessive de l'Etat-providence accusé par certains de détourner les européens du travail et, sauvant les plus faibles, d'enlever leur chance aux plus forts, aux plus actifs et aux plus créateurs. La manière la plus certaine de perdre une élection, en particulier en France, est de tenir un discours hostile à l'Etat-providence

ou, pour employer un langage plus habituel, à la Sécurité sociale.

Les européens, ceux de l'ouest d'abord, puis tous les habitants du continent, sont attachés à se définir eux-mêmes comme des citoyens de pays social-démocrates et presque tous les européens considèrent les pays scandinaves comme les meilleurs représentants du modèle de société qu'ils souhaitent construire et où ils souhaitent vivre. Cet attachement a été d'autant plus fort qu'il s'est protégé de toutes les objections qui pouvaient le mettre en cause. Pendant vingt ans les pays européens se sont endettés. Ils ont assuré un haut niveau de vie et de protection à leurs habitants en s'endettant auprès de leurs enfants qui devront payer les intérêts d'une dette publique élevée et qui, par conséquent entreront dans leur vie adulte à un niveau économique plus bas que celui de leurs parents. Fait absolument inédit, qui devrait provoquer une action très vive, mais qui est enregistré presque sans émotion véritable, dans la mesure où les européens rejettent de leur esprit tout ce qui peut les inquiéter dans leur bien être et la sécurité qu'ils ont acquis au cours du dernier demi-siècle. Les réformes, qui impliqueraient la transformation des politiques sociales, n'ont jamais été vraiment à l'ordre du jour. Seuls les suédois avaient réussi à diminuer de manière importante la part du revenu national qui était dépensée par l'Etat. Ce qui n'a pas empêché ces social-démocraties de perdre leur pouvoir. Cette inconscience a entraîné un affaiblissement brutal de la

gauche. Ses électeurs attendaient d'elle qu'elle fournisse des solutions que l'opinion ne pouvait pas concevoir, or la gauche s'est mise à la remorque des secteurs les plus traditionalistes de l'opinion, ce qui s'était traduit en France par des mesures prises par François Mitterrand en 1981 et dont les conséquences désastreuses étaient apparues tellement vite qu'il avait fallu les supprimer avant même de changer de premier ministre. Il semble presque impossible que les pays européens soient capables de transformer leurs politiques sociales, puisqu'une telle transformation est définie d'avance pour la majorité comme un recul, ce qui ne laisse aucune place à la négociation et à l'innovation. On a cru un moment que le *New Labour* de Tony Blair apporterait des réponses nouvelles, en particulier en offrant des *stimuli* plus forts à ceux qui cherchent activement un travail, de façon à affaiblir les effets négatifs de politiques sociales qui peuvent conduire un certain nombre à accepter d'être assistés, alors qu'ils voient peu de possibilité pour eux de trouver un travail qui leur donne un niveau de vie nettement supérieur. La politique sociale du *New Labour* a peu pesé par rapport à l'importance sans cesse croissante prise par la City dans la vie économique de la Grande-Bretagne, sans oublier l'appui ferme et même enthousiaste donné par Tony Blair à la guerre d'Irak dont il s'est fait coresponsable. Le fait principal n'est pas la résistance de la plupart à des réformes nécessaires, il est dans l'incapacité de tous, des partisans aux adversaires d'une austérité payée par les

salariés, à mobiliser des forces sociales et politiques capables de mettre en route un vrai débat, un vrai conflit politique sur l'avenir de la protection sociale. Rien ne nous assure aujourd'hui que les européens sauront sortir de cette impasse. Mon jugement personnel est qu'ils n'en sont pas capables car des politiques sociales, innovatrices et donc coûteuses, supposent une mobilisation sociale et donc politique qui semble absente aujourd'hui. Même si Barack Obama a réussi à faire adopter une réforme de l'assurance maladie que le président Clinton n'avait pas pu faire aboutir, les américains n'apparaissent pas préparés à des réformes radicales comme l'instauration d'un système public de sécurité sociale, comme la lutte contre les inégalités qui augmentent et, dans un tout autre domaine, comme l'abolition de la peine de mort. La situation est pire encore en Europe. Les anglais sont les seuls qui soient disposés à payer le prix d'une politique d'austérité, mais c'est pour mieux aider la City à se redresser, puisque les anglais continuent à penser qu'elle leur rapporte une grande partie de leur richesse. Les allemands sont dans une bien meilleure situation mais sont aussi d'une beaucoup plus grande prudence. Ils ont redressé leur situation économique en se faisant les fournisseurs de machines, d'instruments et de véhicules pour l'ensemble du monde. Ce qu'ils ont réussi à faire en limitant leur marché intérieur, c'est-à-dire en diminuant les salaires réels. Politique d'autant plus intelligente qu'on voit en ce moment les syndicats allemands regagner le

terrain perdu et obtenir des hausses substantielles de salaires mais un euro trop cher peut fermer les nouveaux marchés. Ni la France, ni l'Italie n'ont encore entrepris un effort important de rigueur et l'Espagne est trop écrasée par un chômage insupportable pour pouvoir prendre l'initiative de nouvelles politiques sociales. Je n'ignore pas que ma conclusion peut être mal interprétée. Certains voudront me faire dire qu'il faut se résigner à négocier un recul raisonnable des prestations sociales. Mais je pense au contraire que les nécessaires avancées des politiques sociales supposent non seulement un retour à la croissance et la lutte contre la désindustrialisation mais encore et surtout la capacité d'une mobilisation sociale et donc politique qui ne peut être enclenchée que par une pensée et un programme d'action qui mettent en cause beaucoup plus fondamentalement le fonctionnement de nos sociétés. Si je doute fortement de notre capacité de réforme sociale, c'est parce que je constate la faiblesse ou le vide de notre conscience collective et l'incapacité du monde politique de mobiliser en sa faveur les grands idéaux de justice et de défense des droits auxquels les européens comme d'autres sont de plus en plus activement sensibles. Avant de pouvoir espérer des victoires dans le domaine des politiques économiques et sociales, il faut donner un nouveau sens à l'esprit démocratique. Il faut être capable de mobiliser non plus seulement des intérêts mais, bien au-delà, des droits et par conséquent de chercher plus intensément la justice que l'amélioration des conditions matérielles de vie de la plupart.

6. Cette conclusion partielle nous conduit vers le lieu central de notre réflexion. Les européens ne regrettent pas la perte de la domination coloniale qu'ils ont exercée. Ils souffrent encore moins de ne pas être au centre du monde car ils savent tous les usages qu'ils ont fait eux-mêmes de leur puissance au cours du 20^{ème} siècle depuis la Première guerre mondiale jusqu'aux actions inhumaines des totalitarismes et, plus récemment, jusqu'aux effets destructeurs des crises économiques. Les européens ne sont attachés que par le sentiment et l'imagination à leur identité nationale car ils connaissent trop bien les crimes qui ont été commis au nom de tant de nationalismes, en dehors même des grands systèmes totalitaires. Enfin, les européens s'attristent de voir menacer des acquis sociaux accumulés pendant un demi siècle de revendications, de conflits sociaux et de réformes politiques; celui des grands mouvements de libération, de justice et d'affirmation des droits.

De là, l'importance de l'attaque la plus violente menée contre l'Europe: le langage qu'elle emploie si volontiers et avec tant d'orgueil, et que j'emploie moi-même ici, que certains appellent le langage des valeurs, que je préfère appeler celui des droits, ne serait qu'une idéologie au service d'une hégémonie. Là où les cultures européennes ne sont ni plus ni moins universalistes que les autres. Avant de répondre à cette attaque contre laquelle je veux personnellement engager toutes mes forces, prenons conscience de l'enjeu. Il s'agit d'enlever à l'Europe,

coupable de tant d'orgueils historiques, tout ce qui a fait sa conscience d'elle-même. Il s'agit d'exiger d'elle qu'elle ne se comporte plus comme un sujet imposant des principes universels aux conduites humaines, individuelles et collectives mais comme un champ économique, social et culturel qui ne peut être vivant qu'en renonçant à toute unité et à toute singularité. *Tabula rasa* sur laquelle prospèrera, espérant beaucoup un multi-culturalisme libérateur, la critique de toutes les catégories du normal et du pathologique, la désacralisation complète de l'Etat, et enfin une association de l'utilitarisme et de la tolérance qui fut l'idéal au 18^{ème} des anglais et aussi des français qui adoptèrent leur point de vue, comme Voltaire ou Diderot. Philosophie sociale qui n'a pas gêné la montée de l'Angleterre vers l'hégémonie mondiale et qui lui a permis de s'adapter mieux que d'autres pays à la perte de cette hégémonie, lui permettant de consacrer son intelligence et son courage à la lutte contre le nazisme et pour l'extension des libertés. Je dois ajouter cependant que dans les critiques qui pleuvent contre l'universalisme cher aux européens, le ressentiment et l'esprit de vengeance sont partout visibles. Vous avez été nos maîtres, vous ne l'êtes plus, mais vous devez éliminer de vous-même la pensée des maîtres et vous comporter comme une partie d'un monde où l'économie globalisée laisse peu d'autonomie et encore moins d'initiative à toutes les parties du monde, que leur passé ait été d'isolement, de domination ou de dépendance.

DEUXIÈME PARTIE

Il faut maintenant analyser et juger en elle-même ce qu'a été, ce qu'est encore la modernité telle que l'a conçue la pensée occidentale sans cependant avoir jamais eu le monopole d'une telle analyse.

La tâche est plus difficile qu'il semble au premier abord, tellement le mot modernité est employé dans les sens les plus divers et à n'importe quelle occasion. D'abord, chaque époque tend à s'appeler moderne, par opposition à l'époque précédente. Il est même fréquent que l'on parle de modernité pour définir telle ou telle situation ou de mode de vie des années les plus actuelles, en les opposant à un passé qui appartient pourtant au même monde moderne. Le thème des modernes est très ancien. Il a été répandu, en particulier, par la célèbre Querelle des anciens et des modernes qui a animé la vie intellectuelle en France à la fin du 17^{ème} siècle, querelle importante parce qu'elle manifestait un certain doute sur soi de la pensée qu'on appelait souvent "classique". De telles définitions intéressent l'historien mais ne peuvent d'aucune manière constituer une base de raisonnement étant donné l'absence d'une définition claire et générale donnée de la modernité dans tous ces débats.

Un progrès important a été fait au milieu du 19^{ème} siècle quand a été formulé, peut-être par Théophile Gautier, écrivain d'importance secondaire, plus sûrement par Charles Baudelaire dans ses *Ecrits sur l'art*, à propos de ses Salons, que la modernité était l'éternité dans

l'instant. Ce qui le conduisait, comme on le sait, à faire l'éloge de peintres qui saisissaient le mieux à ses yeux la vie contemporaine en mouvement comme Constantin Guys. Une version plus grossière de cette notion de modernité a été beaucoup plus largement adoptée, celle qui fait des sociétés les plus fortement industrialisées, les mieux équipées pour vivre dans des changements sans limites et même accélérés. La mode, serait, selon Simmel, l'essence de la modernité, à la fois parce qu'elle est changeante et parce que chaque individu, chaque femme en particulier, peut s'écarter des canons et introduire des variantes qui feront du modèle une œuvre individuelle.

Mais pourquoi s'attarder sur un usage aussi courant mais aussi général que celui que je viens d'évoquer. Tout est moderne un jour et cesse de l'être le lendemain. Il n'y a donc pas d'autres liens entre le monde occidental et la modernité que l'avance prise pendant quelques siècles par certains pays occidentaux dans leur évolution économique. Il faudrait être bien prétentieux pour penser que, ce que certains ont fait, d'autres ne peuvent pas le refaire. Il faudrait même être aveugle pour ne pas voir que l'Europe, où est né ce type de modernité est aussi celle qui le perd puisque sa croissance est faible ou nulle dans un monde où elle s'accroît de tous côtés et c'est évidemment en Chine aujourd'hui, comme au Japon avant-hier, qu'il faut chercher les meilleurs exemples d'objets et de formes de vie moderne. La conception de Baudelaire ne tombe pas sous le coup de telles critiques, puisqu'il

n'a pas opposé l'éternité à l'instant mais, au contraire observé que l'éternité avait quitté les mondes lointains pour rentrer dans des mondes en changement, sans pour autant faire disparaître d'eux la présence de l'éternel que l'on pourrait appeler plus largement universel.

Il faut donc, en prenant appui sur cette première définition élaborée, en adopter une autre qui puisse permettre de formuler des propositions dont on pourra montrer qu'elles sont vraies ou qu'elles sont fausses.

J'ai donc proposé une définition qui me semble correspondre à ce qui a été une aspiration forte et continue, en particulier, mais pas uniquement, en Occident. La modernité consiste à comprendre et à juger les conduites et les situations particulières, et même individuelles en termes universels. Une telle définition peut être appliquée le plus facilement au travail de la science. Malgré leur diversité, les êtres humains ont tous des caractéristiques communes qui permettent de parler d'espèce humaine et interdit de parler de races humaines, comme l'ont démontré les spécialistes de la génétique des populations. L'universel qui définit le plus visiblement la modernité dans l'opinion de presque tous est l'universel de la raison. Il existe des médecines et des pharmacopées locales, des instruments de mesure divers mais surtout des propositions ou des démonstrations qui sont conformes aux principes universels de la raison et s'imposent à tous. Nous en doutons d'autant moins que même notre conception de la santé ou du bien être ne se limite plus

à des éléments mesurables et à des affirmations qui peuvent être reproduites et démontrées. Nous sommes massivement convaincus que l'application de la raison scientifique et aussi des techniques dérivées de la science ont permis, non pas à la médecine moderne, mais à la science médicale de remporter des succès qui la mettent hors de portée des défenseurs des pratiques locales et traditionnelles. Nul ne parle aujourd'hui de science américaine ou chinoise, de biologie anglaise ou japonaise, le monde scientifique est international. Les scientifiques acceptent tous les mêmes critères de démonstration et de communication des résultats. Les mouvements hostiles à la science et donc à la modernité peuvent prendre de l'importance quand l'opinion publique est déçue par l'impuissance de la science à résoudre certains problèmes, surtout médicaux; cette obstination augmente aussi quand les conséquences politiques ou militaires de la science apparaissent menaçantes, mais dans aucun cas la nature universaliste de la connaissance scientifique n'est mise en cause. On peut condamner l'emploi des armes nucléaires; on ne peut pas affirmer qu'il repose sur des conceptions et des connaissances fausses et qui ont été inventées par des groupes puissants pour maintenir leurs privilèges.

Mais chacun se rend compte que les débats sur l'universalisme ne portent pas principalement sur la nature de la connaissance scientifique. Le problème qui continue à soulever parmi nous des débats sans fin et qui aujourd'hui,

avec une force particulière, attaque la prétention de la pensée occidentale à être universelle porte sur le domaine moral. On ne se débarrasse pas de ses problèmes en condamnant tous les préjugés et toutes les formes de racisme, toutes les théories de l'inégalité innée. Là-dessus, les sciences de la nature nous ont apporté depuis longtemps des réponses satisfaisantes en démontrant que la pensée n'a pas à choisir entre l'inné et l'acquis car les êtres humains les combinent, comme le dit si bien la formule célèbre de François Jacob: l'être humain est programmé pour apprendre. La question que nul ne peut se dispenser d'affronter dans toute sa difficulté est: existe-t-il des jugements, des choix, des convictions qui aient le droit de se considérer comme universels? La première réaction à cette question ne peut être que sceptique car il n'existe pas de religion universelle, de régime politique reconnu et défendu partout. Les principes et les procédures du droit varient de pays à pays et d'un siècle à l'autre. La réponse la plus prudente, qui a été donnée par tant de philosophes et de moralistes, par exemple par Pascal comme par Montaigne, dans un pays où l'universalisme de la raison a été proclamé avec la plus grande force par Descartes, en même temps que de l'autre côté de la Manche par Bacon, cette position relativiste n'attire pas seulement par sa prudence mais aussi par la tolérance à laquelle elle conduit. Qui de nous condamnerait le point de vue de Las Casas pendant le débat de Salamanque, quand il affirme, lui qui est un théologien chrétien,

que Dieu ayant tout créé, sa présence pourrait être redécouverte partout et qu'il est impossible de considérer que les uns aient le monopole d'un universalisme mené par Dieu, tandis que d'autres seraient enfermés dans leur particularisme qui serait une forme du Mal. Ceux qui en appellent à la pensée grecque pour soutenir l'universalisme de la raison sont eux-mêmes contraints de reconnaître que cet universalisme ne s'étend pas au monde social. Même si les différences entre citoyens, métèques et esclaves ne sont pas de même nature que celles qui séparent et opposent les classes et qui reposent sur le concept entièrement culturel de parentés, il est difficile de chercher dans la pensée grecque des arguments décisifs en faveur d'une pensée et d'une morale universaliste. Ce qui nous oblige à proposer un raisonnement bien différent et surtout qui écarte complètement l'idée que l'universel est naturel et donc que les problèmes moraux ne sont qu'une variante des problèmes de ceux de la connaissance scientifique. Ce scientisme est lui-même assez daté et associé à des pays et à des situations particulières pour perdre toute valeur explicative.

Prenons donc un chemin plus long, plus indirect, tout en nous engageant à le parcourir rapidement. Ce qui est naturellement universel parmi les êtres humains n'est ni les libertés, ni l'égalité, ni la justice, c'est la capacité de création symbolique, de langage. Il est possible que l'on découvre dans certaines espèces animales des capacités symboliques de même nature que le langage lui-même,

mais on est en droit d'affirmer que tous les êtres qu'on appelle humains — parmi lesquels il faut peut-être compter les hommes de Néandertal — en tout cas tous ceux que nous appelons *Homo sapiens* ont la capacité de créer des langues parlées, de créer des représentations et ont aussi la capacité, qui ne nous est pas toujours connue mais qui ne peut être déniée à personne de créer des récits, des mythes, des religions par lesquelles ils expliquent leur nature et leur origine, le plus souvent dans le cadre d'une collectivité restreinte, étant donné le long isolement de celle-ci. Quand nous parlons sérieusement de modernité nous nous interrogeons sur le devenir de ces représentations et de ces langages dans les situations où les groupes humains ont créé, entre leur expérience vécue et l'interprétation qu'ils en donnent, un univers de plus en plus vaste, complexe et solide de connaissances, de calcul, d'instruments et de techniques. Quel fut le grand débat de l'Occident à partir du moment, qui correspond souvent à la deuxième moitié du moyen âge européen, où les conditions de connaissance et de vie se sont modifiées ou de plus vastes espaces ont été découverts et où la réalité de la diversité humaine s'est imposée. A partir de ce moment et dans diverses parties du monde, l'Europe ne constituant pas un ensemble homogène, une question a dominé notre conscience de nous-mêmes. La puissance que nous avons acquise, notre capacité de transformer et de détruire le monde et nous-mêmes ne démontre-t-elle pas que nous n'avons plus besoin de faire appel

à l'hypothèse d'un dieu, comme disait Lagrange à Napoléon et encore moins à l'histoire de chaque collectivité particulière. Ne sommes-nous pas entrés dans un monde de rationalisation; certains donneront à cette affirmation une forme simplifiée, déjà évoquée, du scientisme.

D'autres en appelleront seulement au refus des absolus, des vérités révélées ou imposées par la tradition. Ce courant de pensée a gardé aujourd'hui encore son nom originel: *les Lumières*. Il a trouvé immédiatement des traductions dans les autres langues européennes et a pénétré dans le monde entier, souvent au péril de la vie de ceux qui défendaient le primat de la connaissance sur les codes et les idéologies imposés par un pouvoir. Admettons ici que les mouvements qui se sont formés contre les Lumières, en particulier pendant et après la Révolution française, même s'ils ont réagi utilement contre les excès du rationalisme, ont perdu la bataille contre lui.

Mais une autre réponse a été apportée à ce que Nietzsche appela la mort de Dieu. Cette réponse, qui se veut entièrement fidèle à l'esprit des Lumières, qui défend absolument l'universalisme de la raison, pense avec la même force que les créations de l'esprit humain situées dans un espace non humain, transcendant, religieux ou, plus récemment, dans un espace constitué par une philosophie de l'histoire, n'ont pas disparu en laissant la place à la seule raison instrumentale mais ont pénétré dans l'être humain et trouvé en lui et non plus au-delà de lui une conscience non plus d'être créé mais d'être créateur,

d'être conscient, réfléchi. Et le complément de cette nouvelle vision du monde que l'on a le plus souvent appelé humaniste malgré la polysémie de ce mot est que le jugement moral, le jugement porté par des hommes sur eux-mêmes et sur les autres, est un jugement de valeur, un jugement en terme de bien et de mal, non plus selon qu'une conduite est conforme ou non à un ordre supérieur mais dans la mesure, souvent inverse, ou cette conduite renforce la conscience humaine de sa créativité, tandis que des forces aussi bien venues de l'intérieur que de l'extérieur se déchainent pour nier cette créativité. Cette liberté n'est pas seulement volonté de transformer le monde mais, plus encore, affirmation de la capacité des êtres humains de trouver et d'utiliser un mode de jugement purement intérieur à l'expérience humaine, en définissant le bien comme un rapport à soi, comme la capacité pour chaque individu et chaque collectivité d'affirmer son droit à définir lui-même le bien et le mal comme des forces de construction ou de destruction de sa propre capacité d'action librement créatrice.

Nul n'a le droit de confondre cet humanisme, qui est par nature même universaliste, avec l'affirmation proférée par beaucoup de peuples et de nations qu'ils sont supérieurs aux autres, non seulement parce qu'ils sont un peuple élu mais plus souvent encore parce qu'ils sont un peuple sage et savant. Nul ne peut nier ce que fut et ce qu'est encore l'orgueil européen qui s'est étendu aux pays de culture européenne comme les Etats-Unis, le Canada,

l'Australie, etc. Mais il est arbitraire de réduire l'universalisme de la conscience à l'emploi qui en a été fait par l'Occident conquérant, qui a été religieux mais aussi ir-religieux, scientiste mais aussi humaniste.

Il ne s'agit pas ici, d'aucune manière et à aucun moment, de défendre une culture occidentale qui aurait eu le monopole de l'universalisme et qui aurait été la complète application de lois de la raison. Il y a longtemps déjà qu'une telle affirmation est rejetée massivement par le monde occidental lui-même. Les européens ne peuvent plus penser, comme beaucoup d'entre eux, au milieu du XIX^{ème} siècle, qu'ils étaient le berceau de la science, de la raison, de la liberté et de la tolérance. L'Europe a été tout cela mais aussi son contraire, en particulier dans son esprit de conquête, de destruction et de construction d'idéologies racistes. Rien ne permet d'affirmer que l'esprit universaliste n'est né, n'a vécu et ne survit qu'en Occident. Aujourd'hui même, en 2010, s'est ouvert, de manière assez active pour être perçue de l'extérieur, à l'intérieur du Comité Central et même du Bureau Politique du Parti communiste chinois, une lutte entre ceux qui affirment la nécessité d'avancer vers une pensée et une action universalistes et ceux qui, au contraire, veulent maintenir l'unité spécifique, traditionnelle et modernisée, d'une société à la fois confucianiste et communiste. La globalisation de l'économie, surtout financière, mais aussi de la consommation de masse, élargit aussi le champ des débats sur l'humanisme et l'universalisme qui

le définit. Beaucoup plus nombreux qu'autrefois sont les esprits qui définissent la modernité par son attachement fondamental à des jugements universalistes dont les uns relèvent de la rationalité scientifique et les autres de ce qu'il faut réapprendre à appeler les *Droits de l'homme*. Cette expression qui a des origines lointaines, en particulier chrétiennes, mais qui s'est imposée sur la scène de l'histoire, d'abord grâce aux anglais et aux hollandais puis dans la Déclaration et l'Indépendance américaine et surtout dans la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 à Versailles. Elle avait presque disparu tant elle était accusée par les défenseurs des droits sociaux, des droits d'une classe, de servir de protection à une bourgeoisie qui reconnaissait l'existence de droits politiques pour elle-même, mais qui refusait de reconnaître aux travailleurs des droits sociaux. Mais un long siècle plus tard, la transformation d'une partie du mouvement ouvrier en force politique dominée par des régimes totalitaires et le développement parallèle d'un réformisme modéré plus soucieux d'intérêts que de droits, nous avons vu réapparaître avec une force que presque tous ont prévu, une notion dont l'absolutisme, moral plus que social, est apparu seul capable de résister au triomphe apparent des régimes totalitaires. Plus récemment, la multiplication des génocides, des massacres, des famines dévastatrices et des dictatures de tous ordres ont redonné au thème des droits de l'homme auxquels les féministes ont raison de préférer droits humains,

mais on ne peut pas réécrire l'histoire, un rôle central et qui commande des programmes d'action concrets, exigeants, dans tous les domaines de la vie personnelle et collective, qu'il s'agisse de l'éducation, de la justice et de tous les droits culturels.

Que l'on ne vienne pas objecter ici que cet universalisme des droits détruit la diversité des cultures. C'est le contraire qui est vrai. Un exemple, le plus important, suffit à le démontrer. Les "cultes" pour parler comme la III^{ème} République française, les religions, les églises, les groupes de pensées ont absolument le droit d'exister sur un territoire, même s'ils ne représentent qu'une partie très faible de la population. Mais cette liberté des religions change de sens et même peut se détruire elle-même si elle n'est pas associée à la *liberté religieuse*, c'est-à-dire à la liberté pour chacun d'entrer dans une collectivité religieuse ou d'en sortir, de choisir en elle ou hors d'elle un compagnon ou une compagne de vie, de donner ou non à ses enfants une éducation religieuse d'un type ou d'un autre. Il n'existe aucun argument pour affirmer que l'universalisme des droits est contradictoire avec la diversité des situations, des formes d'organisation sociale et des choix culturels. Il devient même de plus en plus facile de convaincre ceux qui pensaient autrement qu'un universalisme doit se traduire sous des formes concrètes, par exemple par la citoyenneté, et aussi par la liberté de conscience et est ainsi la condition même d'existence d'un multiculturalisme qui sans ce principe universaliste

unificateur se décompose vite en communautarismes, en luttes identitaires et en guerres civiles ou étrangères.

Le monde occidental, et en particulier européen, a assez perdu de ses privilèges, de sa puissance et de ses idéologies dominatrices pour qu'il puisse et doive défendre un universalisme dont il a été un porteur actif et qui doit se répandre dans toutes les parties du monde. Personne ne peut lui nier le droit d'orienter les conduites et les institutions d'une partie du monde où il a connu ses manifestations les plus créatrices et les plus libératrices.

Amère Méditerranée

François L'Yvonnet

“La politique méditerranéenne, quel
fouillis de tangentes et de sécantes.”
(Paul Morand.)

Predrag Matvejevitch,¹ écrivain yougoslave, naturalisé italien, constate que la Méditerranée est sans véritable nom *propre*, les ayant presque tous portés. “La Méditerranée porte plusieurs noms, selon les pays dont elle borde les côtes”, écrivait le géographe Mercator. Mer “Supérieure”, chez les Égyptiens, “Grande” mer, ou Mer “en arrière”, dans la Bible, sans nom particulier dans l’*Iliade* (qui ne connaît que la mer de Thrace et celle d’Icarie) et l’*Odyssée* (la mer est partout). Mer située au nord, selon Hérodote, qui l’appelle naturellement “*Boreia thalassa*”,

1 *La Méditerranée et l'Europe*, Fayard, 2005 (Leçons données au Collège de France en 1997).

“Mer Hellénique”, pour Thucydide, celle qui est “près de nous” dans le *Phédon* de Platon. “Mare Nostrum”, pour Rome, car elle baignait toutes les terres environnantes. “Mer blanche” pour Ibn Khaldun et les Turcs.

“*Méditerranéus*” — que l’on distinguait et opposait à “*maritimus*” — qualifiait un espace au sein du continent (le substantif “*mediterraneum*” indiquait ce qui est au milieu des terres). Le mot “Méditerranée” sera adopté à la suite d’*Origène*:

La Grande Mer [*mare Magnum*] est celle qui naît de l’Océan à l’Ouest, est tournée vers le Sud et atteint le Nord. On l’appelle Grande Mer car, comparées à elle, les autres mers sont plus petites. C’est la Méditerranée parce qu’elle baigne les terres environnantes [*mediam terram*] jusqu’à l’Est, séparant l’Europe, l’Afrique et l’Asie.

À la question: “Qu’est-ce que la Méditerranée?” Fernand Braudel répondait:

Mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d’innombrables paysages. Non pas une mer, mais d’innombrables mers. Non pas des civilisations, mais des civilisations entassées les unes sur les autres.

La “Méditerranée” est l’espace-temps d’un vis-à-vis, en perpétuelle tension, aux limites de l’éclatement, réalisant une sorte d’équilibre instable et précaire entre les contraires: le *clos* et l’*ouvert* (elle est un long détroit entre deux mers, l’une quasi close, la mer Noire, l’autre ouverte sur les lointains maritimes, l’Atlantique). Un monde de germination endogène qui irradie tous les points du globe. Le *même* et l’*autre* (une identité forte, reconnaissable

entre toutes, faite d'appartenances ouvertes et indéfinies. Toute tentative de réduction de l'une à l'autre est un appauvrissement). L'un et le *multiple*: la Méditerranée, en dépit des scissions et des crises, en dépit des affrontements, est à la fois homogène et disparate (développements contrastés, régimes politiques divers, démographie inégalement explosive, drames des migrations sauvages).

La Méditerranée devrait être le théâtre, de moins en moins géographique, *stricto sensu*, de plus en plus métaphorique d'une narration du possible. La Méditerranée est le foyer — ou la matrice — d'un imaginaire polycentré (“euro-afro-asiatique”) qui se joue des totalisations les plus radicales, celles des idéologies unifiantes et réductrices.

Cette Méditerranée “paradigmatique” — qui a nourri, depuis des lustres, les rêves de la vieille Europe — est devenue pour celle-ci une mosaïque éclatée, pour ne pas dire un ensemble presque moribond. Naguère nourricière, “notre” mer ne serait plus qu'une frontière floue et poreuse, d'autant plus menaçante qu'elle est liquide. C'est d'elle que viendraient tous les dangers, sous la forme du fanatisme et des hordes de miséreux.

I — LA CROISIÈRE S'AMUSE...

La nouvelle politique méditerranéenne de la France, annoncée à grand fracas par Nicolas Sarkozy et, plus généralement, la politique méditerranéenne de l'Europe,

témoignent à la fois d'un abandon et d'une incompréhension.

Le projet d'Union méditerranéenne — déjà présent dans le programme présidentiel — a été officiellement annoncé par le président de la République française à l'occasion d'une visite au Maroc, le 23 octobre 2007. Le contenu de l'initiative française a été détaillé à Lisbonne, devant les représentants des pays concernés, par Alain Le Roy, ambassadeur en charge du projet.

Cette "Union méditerranéenne" — qui devait devenir un forum d'échanges annuel ou biannuel entre les pays riverains de la Méditerranée, mais sans création d'institution nouvelle — se présentait sous la forme d'une "union de projets", avec une agence de l'eau chargée de lutter contre la pollution de la Méditerranée ou une autre dédiée au développement des petites et moyennes entreprises.

La Commission européenne, favorable quant au principe, s'est inquiétée de son articulation avec les projets européens existants en matière de coopération avec les pays du sud de la Méditerranée. La commissaire européenne aux Relations extérieures avait, à Lisbonne, fait le point sur l'aboutissement d'un certain nombre d'entre eux, dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen ou du Processus de Barcelone (entamé en 1995, avec neuf Etats du sud et de l'est de la Méditerranée et l'Autorité palestinienne). Satisfaite d'un "partenariat solide et durable" elle reconnaissait qu'il n'avait pas encore réalisé

“tout son potentiel” et admettait que l’initiative française pouvait donner une “impulsion politique”, mais devait “se développer à partir de l’expérience et des structures établies par les politiques régionales existantes”.

Les réactions furent dans l’ensemble assez peu enthousiastes: les pays européens non riverains se sont abstenus de tout commentaire, s’inquiétant seulement de son financement. Plusieurs représentants de pays arabes ont dénoncé le flou de la proposition française, ainsi le secrétaire général de la Ligue Arabe (Amr Moussa): “C’est une bonne idée. Mais qu’y a-t-il dedans?” ou le ministre égyptien des affaires étrangères (Ahmed Abou Al-Gheit), qualifiant le projet de “vue de l’esprit” et regrettant l’absence de consultations préalables.

Certes, le président tunisien Ben Ali et le roi du Maroc, Mohammed VI, ont apporté leur soutien à un projet “visionnaire et audacieux”, certes encore les ministres des affaires étrangères espagnol et portugais ont souligné l’intérêt qu’ils lui portaient, il n’empêche que l’idée présidentielle semble avoir fait long feu.²

2 En mars 2008, l’Union méditerranéenne devient l’Union pour la Méditerranée (UM), et le sommet de Hanovre du 3 mars donne naissance à un compromis franco-allemand qui sera validé par le Conseil européen, le 13 mars. Trente-neuf États sont désormais impliqués, dont les vingt-sept États-membres et douze États des rives sud et est de la Méditerranée, qui étaient déjà parties prenantes du Processus de Barcelone (la Turquie, le Liban et la Syrie n’ont pas encore arrêté leur décision). Cette “Union” sera fondée sur des projets de coopération environne-

Ce ne sont pas quelques initiatives pittoresques, comme la croisière “littéraire et politique” (*sic*) initiée par l’ambassadeur de France à Malte, Daniel Rondeau,³ qui changeront fondamentalement la donne. Baptisée Ulysse 2009, celle-ci était censée célébrer à grand renfort de publicité les figures spirituelles des deux rives, d’Ouest en Est, d’Albert Camus à Saint-Paul, d’Ibn Arabi à Abd el-Kader, en passant par Louis Massignon et saint Augustin.

L’analyse de cet échec relatif⁴ — comme le peu d’intérêt réel soulevé par l’initiative chez les citoyens — révèle

mentale, scientifique, culturelle et d’éducation (cf. in www.nouvelle-europe.eu).

- 3 *Le ministre a critiqué à mots couverts la croisière Ulysse 2009 de l’ambassadeur à Malte.* “Vendredi 24 octobre, au 16^e Salon francophone du livre de Beyrouth, Bernard Kouchner a rendu hommage à son ‘ami’ l’écrivain Daniel Rondeau, ambassadeur de France à Malte, présent avec une quinzaine d’intellectuels ‘méditerranéens’ à l’issue d’une croisière ‘littéraire et politique’ baptisée Ulysse 2009. Très (trop?) en verve, le ministre des Affaires étrangères ne manqua pas de rappeler qu’il était responsable de la nomination de Rondeau, malgré la grogne du Quai d’Orsay. Puis, dans l’hilarité d’une grande partie du public et à la stupeur de l’intéressé, il qualifia ce dernier, avec un humour pour le moins maladroit, de ‘funambule’, d’‘histrion’, de ‘talentueux pantin’ et d’‘hurluberlu’. Enfin, il signala qu’il avait dû défendre ardemment le projet Ulysse 2009, dont personne ne voulait, et qu’il espérait que la facture ne serait pas trop salée. L’ami Rondeau ne cacha pas son courroux: même si réconciliation il y eut, le dîner qui suivit, à la superbe Résidence des Pins, logis de l’ambassadeur de France à Beyrouth, fut, paraît-il, sans chaleur excessive” (*L’Express*, 30 oct. 2009).

- 4 “Des pays du Sud critiquaient volontiers l’unilatéralisme, la bureaucratie excessive des procédures de Barcelone. (...) Néan-

moins une incapacité “diplomatique” à mettre en œuvre une telle ambition, que les avanies fondamentales de notre “carte mentale” du monde, de notre représentation spatio-temporelle des nouveaux rapports de forces, des nouveaux enjeux politiques et idéologiques en Méditerranée.

Il y a, au moins, deux aspects à envisager ou plutôt deux niveaux d'inconséquences.

II — L’“IRREALPOLITIK” EUROPÉENNE

D’abord, celles qui relèvent de la vision européenne du monde, depuis une bonne vingtaine d’années. Il faut évoquer ici les analyses cinglantes développées par Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères du gouvernement Jospin (1997-2002):

Je me suis toujours méfié de l’*‘irrealpolitik’* européenne, ce mélange brumeux d’abstraction et d’ingénuité bien intentionnées qui caractérise les visions européennes du monde depuis la fin de l’URSS. Ce cocktail explique en partie le retard de compréhension par les Européens de la nouvelle situation du monde: la compétition multipolaire.⁵

moins, en réservant initialement cette Union aux seuls riverains de la Méditerranée (à l’exclusion des autres membres de l’Union et de la Commission), cette initiative ne pouvait que susciter mécontentement et hostilité de la Commission, du Parlement, de l’Allemagne et de plusieurs autres États membres, pouvant aller jusqu’à un veto de facto. De ce fait elle était irréaliste” (Hubert Védrine, Bruxelles, Nov. 2009).

5 Cf. *Marianne*, 1 juillet 2010.

L'initiative méditerranéenne française est à inscrire dans cette *"irrealpolitik"* invétérée, tout en voulant y échapper. H. Védrine pointe du doigt le décalage, voire le déphasage européen (par rapport aux perceptions dominantes d'autres aires civilisationnelles), son incapacité à admettre que l'histoire du monde reste celle "d'une compétition de puissances" et non une ère nouvelle "post-nationale et postidentitaire". Les Européens, selon lui, auraient renoncé, depuis la fin de la dernière guerre, à se penser "comme des acteurs du jeu mondial", préférant s'envelopper dans le linceul de pourpre de l'universalisme abstrait, qu'il ait pour nom "européisme" ou "droit-de-l'hommeisme".

L'Europe, nouveau prédicateur mondial, voudrait croire que le monde est "post-tragique", que la puissance n'existe plus, que désormais sur le droit prime celle-ci,

alors même que le monde multipolaire qui s'impose à nous n'est pas un monde architecturé, paisible et stable, mais une foire d'empoigne davantage tributaire de la loi de la jungle que de tout autre considération d'ordre morale.

L'idéal néo-fédéraliste dont s'est réclamée l'Europe a montré ses limites, l'attachement des peuples à leur identité nationale n'est pourtant ni dérisoire ni passéiste. Quant au fameux "couple" franco-allemand — objet d'un véritable fétichisme selon H. Védrine —, il est à bien des égards un leurre, comme si "l'intimité entre nos deux pays" était donnée d'avance, "La France et l'Allemagne ne seront jamais le Dakota du Nord et le Dakota du Sud". L'Europe est en train de se casser les dents sur

la question nationale, qu'elle croyait définitivement évacuée, comme si le temps des nations était passé (l'expression est de Louis Massignon, qui imaginait transformer la Terre Sainte en "un jardin d'enfance de l'humanité").

L'attitude de l'Europe à l'égard de la Turquie témoigne de son impossibilité de traiter les revendications nationales autrement qu'en termes juridico-moraux. La question préalable (et au fond insoluble) de l'appartenance "objective" de la Turquie à l'Europe historique a biaisé la politique communautaire à son égard. Le fait que cette grande nation se soit affirmée comme telle, et fasse valoir cette qualité pour poser sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne,⁶ a été ressentie comme une véritable menace. Non point "religieuse", comme pouvait le faire croire certaines présentations, mais politique, au sens fort du terme. En se portant candidate, la Turquie a confronté l'Europe à ses contradictions, à la vacuité de ses ambitions. L'europhisme est un ensemble d'idées pieuses sur le nouvel ordre mondial qui ne devrait être régi que par le seul droit international.

6 Le 14 avril 1987, la Turquie a déposé une demande d'adhésion à la Communauté Européenne. Elle est membre associé de l'U.E. et des communautés qui l'ont précédée depuis les accords d'Ankara de 1963 (le préambule "reconnaît que l'appui apporté par la C.E.E. aux efforts du peuple turc pour améliorer son niveau de vie facilitera ultérieurement l'adhésion de la Turquie à la Communauté"). Elle a été officiellement reconnue comme candidate le 12 décembre 1999 (sommet d'Helsinki).

Le fait que l'Europe soit, à proprement parlé, non un "espace" mais un être juridique, comme tel sans territoire, *stricto sensu*, aurait pu la conduire à relativiser le concept de frontière. Or, au contraire, l'Union campe sur des "*limes*" d'autant plus rigides qu'improbables. Répondre favorablement à la demande d'adhésion turque aurait permis d'étendre une zone de paix aux confins de territoires sous tension. L'Europe laisse peut-être passer une chance d'exercer via la Turquie une influence déterminante sur le cours de la Méditerranée orientale et de l'Asie centrale.

III — DE NOUVELLES MÉDITERRANÉES

L'Orient compliqué appelant des idées simples, on peut se demander si, avec l'alignement croissant de notre politique étrangère sur celle d'Israël, il y a place encore pour une politique française méditerranéenne digne de ce nom.

La situation en Méditerranée orientale est explosive. L'État d'Israël souhaitant à l'évidence une frappe militaire préventive sur les installations nucléaires de l'Iran. Mais, les Israéliens iront-ils seuls? Interrogation essentielle... le président américain ayant marqué son peu d'enthousiasme pour une opération extrêmement risquée, aux bénéfices incertains. Quant aux prétextes invoqués, ils sont, nous le savons, largement fallacieux, comme l'étaient ceux qui ont servi à justifier la deuxième guerre contre l'Irak. Aucun stratège sensé n'envisage l'utilisation par l'Iran de l'arme atomique contre un autre État détenteur de la même arme,

en l'occurrence Israël, en vertu du principe de sanctuarisation. D'autre part, peut-on raisonnablement considérer que l'Iran représente une menace militaire réelle, alors que le montant de son budget consacré à la défense est à peine celui de la Grèce ou de la Suède, en tout cas inférieur par habitant à tous les pays de la région, hormis les Émirats.

Les guerres étaient hier déclarées au nom de la civilisation ou de la vraie foi, le seront-elles demain au nom des Droits de l'homme? S'agira-t-il de vaincre ou d'anéantir? Les rodomontades françaises, relayant le bellicisme américano-israélien, témoignent de l'incapacité à envisager une politique méditerranéenne à la fois indépendante, sérieuse et réaliste. Car le fond de l'affaire, une fois encore, est la question palestinienne. Ce ne sont pas les États arabes de la région qui apportent leur soutien à la Palestine, mais l'Iran et la Turquie. Deux États "musulmans" non arabes, l'un majoritairement sunnite, l'autre chi'ite. Le panarabisme a vécu, emporté en particulier par la politique américaine qui a longtemps joué la carte de l'islamisme radical contre les nationalismes laïcs arabes.

Le ralliement de la Turquie à la cause d'une Palestine indépendante représente une rupture fondamentale, qui modifie en profondeur les équilibres géostratégiques de la région. Comment peut-on encore raisonner en termes ami — ennemi, chrétien — non chrétien, comme si la logique des conflits s'inscrivait dans des rapports de forces étroitement idéologiques ou "religieux".

La Turquie, traditionnellement alliée d'Israël, est devenue l'un des nouveaux acteurs diplomatiques de la région. On peut évidemment n'y voir que l'effet d'un dépit amoureux: abandonnée par l'Europe, la Turquie se tournerait vers l'Orient, en particulier vers les terres turcophones sur lesquelles elle chercherait à retrouver une influence séculaire.

Il va falloir compter en Méditerranée, hier chasse gardée des vieilles nations du sud de l'Europe, sur de nouvelles puissances émergentes, sur de nouvelles alliances qui vont redistribuer les rapports de puissance. Il faut évidemment méditer les conséquences de l'accord entre le Brésil, la Turquie et l'Iran sur un projet d'échanges de combustible nucléaire, concrétisé par l'accord tripartite signé à Téhéran en mai 2010. Un axe Ouest-Est qui semble agacer les cadres mentaux de la diplomatie française et européenne (encore "installées" dans la confrontation Nord-Sud).

La Méditerranée est à l'évidence un espace plus complexe qu'il n'y paraît, puisque bordée sur ses rives extrêmes occidentales par le Brésil et sur ses marches orientales par l'Iran. Une dilatation de l'espace méditerranéen qui rend caduque la vieille cartographie européenne à laquelle demeurent attachés nos politiques. Comme s'il s'agissait seulement pour l'Europe de contenir sur ses frontières méridionales, l'islamisme, la drogue et les vagues migratoires.

Mis au piquet pour de mauvaises raisons — des revendications nationalistes jugées à la fois dépassées et

inacceptables —, l’Iran se replie sur des valeurs archaïques, miroir tendu aux démocraties en rut (l’expression est de Bernanos, qui nommait ainsi les nouvelles républiques impériales).

La Turquie, d’abord amère, après quarante ans de promesses toujours repoussées, manifeste désormais un désintérêt croissant pour une politique européenne autocentrée. On pourrait énumérer les nombreux “ponts-aux-ânes” brandit par certains responsables de l’Union pour repousser aux calendes l’issue des négociations: comme le “trop” subtil *distinguo* entre “logique d’agglomération” et “logique de conversion”. Ici, prévaudrait une adhésion à des valeurs qui passerait par une série de renoncement; là, une intégration presque naturelle par simple contiguïté territoriale.

Signalons que la nouvelle rhétorique en vogue sous nos climats a pris les accents d’une islamophobie affichée et sans complexe, une version sommaire du trop fameux “choc des civilisations”. La chasse à la *burqa* (en fait le *niqab*, qui occupe l’attention des médias français depuis des mois, un voile intégral qui ne concerne en réalité que quelques centaines de femmes) est le prétexte d’une nouvelle traque. Il s’agit de débusquer derrière les revendications sociales et identitaires, derrière les agitations urbaines et la délinquance, la présence de l’Islam diabolisé, incompatible avec les valeurs de la République et de l’Europe.⁷ Un récent numéro de *L’Express*, hebdomadaire de

7 Nicolas Sarkozy a déclaré en janvier 2007, quelques mois avant d’être élu à la présidence de la République, qu’élargir “l’Europe

centre gauche, plutôt hostile à la politique de N. Sarkozy, titrait il y a peu: "Les vérités qui dérangent", accompagné d'un dossier dressant de l'Islam un portrait inquiétant. Il n'est pas à nos portes, mais chez nous, parmi nous. Voilà qui va sûrement aiguïser notre curiosité pour l'autre rive...

Les nouveaux acteurs de la diplomatie méditerranéenne ne s'embarrassent pas de ces questions oiseuses. Le réalisme politique l'emporte sur la prétendue morale qui arme des droits abstraits universels.

La Méditerranée n'est pas un acquis, comme aime à le souligner Hubert Védrine, mais un concept, un projet à construire. Corps vivant, elle est plus que jamais la mer des surprises.

sans limites risquait de détruire l'Union politique européenne, et je ne l'accepte pas (...). Je veux dire que l'Europe doit se donner des frontières, que tous les pays n'ont pas vocation à devenir membre de l'Europe, à commencer par la Turquie qui n'a pas sa place dans l'Union européenne."

Collaborateurs

Alain Touraine (France). Sociologue, directeur des Études de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris. Après avoir écrit de nombreux ouvrages sur le mouvement ouvrier, la société industrielle et les mouvements sociaux, il a publié à partir de 1992 des travaux dont l'objectif est de rénover la théorie sociologique (*Crise de la modernité*). Ses derniers livres sont *Un nouveau paradigme* (2005), *Le monde des femmes* (2007) et *Penser autrement* (2007).

Candido Mendes (Brésil). Recteur de l'Université Candido Mendes, secrétaire général de l'Académie de la latinité, membre du Groupe de Haut Niveau de l'ONU pour l'Alliance des Civilisations, membre de l'Académie brésilienne de Lettres. Parmi ses travaux, citons *Nacionalismo e Desenvolvimento* (1963), *A Democracia Desperdiçada* (1992), *Collor — Anos-Luz, Ano-Zero* (1994), *A Presidência Afortunada* (1999), *Lula: a Opção mais que o Voto* (2002), *Dr. Alceu: da Persona à Pessoa* (2009), *Subcultura e Mudança: por que me Envergonho do meu País* (2010).

Daniel Innerarity (Espagne). Docteur en Philosophie. Occupe la chaire de Philosophie politique et sociale, chercheur "Ikerbasque" de l'Université du Pays Basque. Directeur de l'Instituto de Gobernanza Democrática de San Sebastián. Parmi ses ouvrages les plus récents, citons *Ética de la hospitalidad, la transformación de la política* (2003), III Prix Miguel de Unamuno (essai) et Prix national de Littérature, modalité essai, *La sociedad invisible* (2004), Prix Espasa (essai), *El nuevo espacio público* et *El futuro y sus enemigos*.

Enrique Ayala Mora (Bolivie). Historien. Recteur de l'Université Andine Simón Bolívar, Quito. Membre des Académies d'Histoire de Bolivie, d'Équateur et d'Espagne ainsi que de l'Association des historiens de l'Amérique latine. Directeur de la *Nueva historia del Ecuador* (15 volumes) et coordinateur éditorial de *Historia de*

America Andina. Il a publié, entre autres, *Historia de la Revolución Liberal Ecuatoriana* et *Resumen de historia del Ecuador*.

François l'Yvonnet (France) — Professeur de Philosophie et éditeur. Il a dirigé le *Cahier de l'Herne* consacré à Jean Baudrillard (2005). Il a publié, chez Albin Michel *D'un fragment l'autre* (avec Jean Baudrillard, en 2001), *L'avenir de l'esprit* (avec Thierry Gaudin, 2001), *Le défi de la différence* (avec Candido Mendes, 2006) et *Simone Weil, le Grand Passage* (2006).

Gerardo Caetano (Uruguay). Historien et politologue. Docteur en Histoire. Coordinateur de l'Observatorio político, département de Sciences politiques de l'Université de la République. Directeur académique du Centro de Formación para la Integración Regional (CEFIR), membre du Conseil supérieur de la FLACSO et de son Conseil directeur. Secrétaire académique du Centro Uruguayo para las Relaciones Internacionales (CURI). Il est l'auteur de nombreuses publications dans la sphère de sa spécialité.

Gianni Vattimo (Italie). Professeur de Philosophie de l'Université de Turin. A été professeur invité de plusieurs universités et ses ouvrages ont été traduits en plusieurs langues. Parmi les plus récentes, nous citerons *Nihilism and Emancipation. The Future of Religion*, avec R. Rorty (2006), *Ecce Comu*.

Javier Sanjines C. (Bolivie). Professeur associé du Department of Romance Languages and litteratures de l'Université of Michigan. Professeur invité au Département des études culturelles de l'Université Andine Simon Bolivar, Quito. Il a publié *Estética y carnaval: ensayos de sociología de la cultura* (1984), *Literatura contemporánea y grotesco en Bolivia* (1992) et *Mestizaje Upside Down Aesthetic Politics in Modern Bolivia* (2004).

Susan Buck-Morss (États-Unis). Professeur de Philosophie politique et de Théorie sociale au Department of Government de la Cornell University. Elle a écrit, entre autres, *The Origin of Negative Dialectics: Theodor W. Adorno, Walter Benjamin and the Critical Theory of the Frankfurt School* (1977), *The Dialectics of Seeing, Walter Benjamin and the Arcades Project* (1989), *Dream-world and Catastrophe: the Passing Mass Utopia in East and West* (2000), *Thinking Past Terror: Islamism and Critical Theory on the Left* (2003).

Tong Shijun (République populaire de Chine). Vice-président de l'Academy of Social Sciences (SASS) de Shanghai et Chercheur associé en philosophie de la SASS. Professeur de l'East China Normal University. Membre du Comité des Sciences sociales du Ministère national de l'Éducation. Il a publié, entre autres (co-auteur, en chinois, 1994), *Western Philosophy at the Times of Marx and Engels* et *Dialectics of Moderniza-*

tion; Habermas and the Chinese Discourse of Modernization (2000).

Wang Ning (République populaire de Chine). Professeur d'Anglais et de Littérature comparée du Centre de Littérature comparée et d'études culturelles de l'Université de Tsinghua et d'Humanités de l'Université Jiao Tong, Shanghai. Il est auteur, entre autres, de *Globalization and Cultural Translation* (2004) et *Translated Modernities: Literary and Cultural Perspectives on Globalization and China* (2010).

